

Léon TROTSKY
(1922)

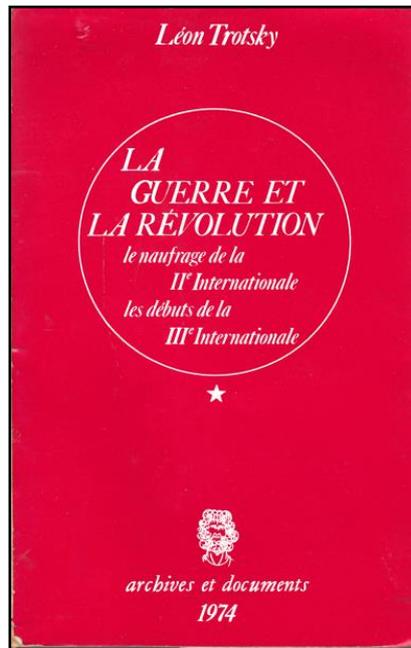
La guerre et la révolution

Le naufrage de la II^e Internationale.
Les débuts de la III^e Internationale.

Traduit du russe par André Oak.

TOME I

Léon TROTSKY



Traduit du russe par André Oak. Paris :
Les Éditions Tête de feuilles, 1974, 248 pp.
Collection : Archives et documents.

Table des matières

[Avertissement des éditeurs](#)

[Préface](#), Moscou, 24 avril 1922.

[Introduction](#), Moscou, 18 mars 1919, 24 avril 1922.

- I. [D'Autriche en Suisse](#)
- II. [Les premières semaines de la guerre](#). « Extraits de mon journal en Suisse. »
- III. [La guerre et l'Internationale](#). Principes de la question fondamentale.
- IV. [La guerre dans la politique](#).
- V. [Échos de Russie](#).
- VI. [De la théorie du social-patriotisme](#).

À la mémoire de
Moïse Salomonovitch OURITSKY *

* **Ouritsky** fit la connaissance de Trotsky en Sibérie. Il devint par la suite le correspondant de Naché Slovo en Scandinavie d'où il assurait la liaison avec la Russie pendant la guerre. À la Révolution, il fut l'un des dirigeants de Léninegrad.
Il fut abattu par une socialiste-révolutionnaire (Note du traducteur).

Avertissement des éditeurs

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage, inédit en France, est traduit et publié pour la première fois.

L'édition originale en langue russe — la seule édition jusqu'à présent — fut imprimée à Pétersbourg-Moscou par les Édition d'État dans les années 1922-1924. C'est un des dix-huit tomes des « Œuvres complètes de Léon Trotsky », collection qui fut interrompue en 1927, lors de la disgrâce de l'auteur.

En 1929, pour éditer son autobiographie — *Ma Vie* — Trotsky prit dans le présent ouvrage certains matériaux se rapportant aux événements et aux hommes politiques de la période 1914-1917. Mais les rares passages « utilisés » ont une forme très différente dans chacune des versions. Il ne faut pas oublier que *La Guerre et la Révolution* est un recueil de notes, de réflexions et d'articles rédigés à chaud, à l'heure même où se produisaient les événements, dans l'atmosphère explosive de la guerre. D'où certaines outrances du polémiste engagé dans la lutte politique, que le mémorialiste, quinze ans plus tard, a jugé bon de corriger.

Pour l'établissement de cette version française, nous avons suivi le plan adopté par Trotsky : division de l'ouvrage en deux tomes, ordre des chapitres, dédicaces, notes de l'auteur. Le titre original a été conservé tel quel. Toutefois, pour des raisons purement techniques, nous n'avons pas reproduit les portraits de militants révolutionnaires qui illustrent l'édition russe.

Un mot enfin à propos de notre traduction. Elle est — nous le reconnaissons volontiers — plus littérale que littéraire. Nous nous sommes attachés à traduire le texte avec une extrême fidélité. Nous nous sommes refusés à tout effet de style qui aurait trahi peu ou prou le texte original. Notre unique souci a été de transmettre avec une rigoureuse exactitude la pensée de l'auteur.

André OAK
Ferdinand TEULÉ

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#)

Toute une génération a surgi dont la jeunesse politique a été marquée par la Révolution d'Octobre ou les débuts de la III^e Internationale. Pour cette génération, particulièrement en Russie, la II^e Internationale représente un phénomène assez pénible. La jeunesse révolutionnaire a toujours considéré les Menchéviks et les S.R. [Social-révolutionnaires] comme des ennemis de classe, toujours de l'autre côté de la barricade, de la tranchée. Elle n'a pas vécu le moment historique d'un passé récent, non seulement jusqu'à la guerre impérialiste, mais pendant cette même guerre, alors qu'au sein même de la II^e Internationale qui se courbait honteusement et sans honneur devant l'Impérialisme, débutait le processus intérieur qui devait conduire au schisme et à la création de l'Internationale Communiste.

Aujourd'hui monte une génération encore plus jeune qui, n'ayant pas l'expérience de la guerre civile, ne peut concevoir le rôle joué par les Menchéviks et les « SR ». Ce n'est pas en vain que ces mêmes Menchéviks comptent sur la virginité politique des jeunes pour se redonner une vie nouvelle sous forme d'une organisation de la jeunesse. Ils pensent que les faits ont tracé une croix définitive sur le passé, et ils veulent obtenir une large audience auprès des jeunes.

Il est hors de doute que le slogan d'un « Front uni de tous les travailleurs » leur semble, en cette circonstance, devoir trouver une certaine résonance. Si un Front uni est possible avec Scheidemann et Vandervelde, pourquoi pas avec Martov et Tchernov ? En quel sens est possible ce Front uni avec Scheidemann ? Et tout d'abord qui est Scheidemann ? Et qui est Vandervelde ? Les jeunes communistes — qui se heurtèrent d'abord à la II^e Internationale en la personne du social-révolutionnaire Kérensky et du Menchévik Tséretelli, quand ceux-ci désarmèrent les prolétaires de Pétersbourg et mirent en prison des milliers de travailleurs les prenant soi-disant pour des espions allemands, ou plus tard, quand ces mêmes Menchéviks et S.R., en qualité d'organiseurs, d'orateurs, de terroristes, d'agitateurs, d'administrateurs et de ministres de Noullans, de Koltchak, de Dénikine, d'Ioudenitch, de Miller, massacrèrent les ouvriers et les paysans russe au nom et sous les drapeaux de l'Entente — ces jeunes communistes sont déjà renseignés sur le compte des Partis cités plus haut, mais ils les connaissent encore imparfaitement. Les chefs de la Social-démocratie internationale, y compris nos « S. R. » et nos Menchéviks, avaient juré au Congrès de Bâle, un an et demi à peine avant la guerre mondiale, de répliquer à une ouverture des hostilités par la révolution

prolétarienne. L'opportuniste petit-bourgeois est capable de tous les retournements. Il joue très souvent avec les couleurs de la Révolution, mais aux moments décisifs de l'Histoire, il « s'aplatit ». Les représentants qualifiés de la jeune génération doivent connaître le passé récent. Il faut leur enseigner, le plus concrètement possible, par des tableaux expressifs de la vie politique, par des figures humaines, ce que fut la période préparatoire à la Révolution d'Octobre et à la naissance de la III^e Internationale.

L'histoire de cette époque — nous pensons à l'histoire des classes laborieuses et de leurs groupements politiques — n'a pas été encore écrite et ne le sera pas de sitôt. Il faut étudier ce passé tout récent à l'aide de matériaux bruts, tels que souvenirs, documents, discours et articles. La compréhension de ces tranches du passé est d'autant plus facilitée que l'actualité, trop directement même, découle des événements d'hier.

Ce livre tend à démontrer le propos que nous avons exposé — bien que de façon limitée — en offrant à la jeunesse l'étude de ce passé très récent. L'auteur a eu l'avantage, pendant la guerre en qualité d'émigré, d'observateur et aussi de participant, de pouvoir pénétrer au sein même de plusieurs Partis socialistes européens et nord-américains. On trouvera ici, rassemblés, les fruits de ces travaux nés de cette participation et reliés au thème central : la Guerre et l'Internationale.

L'idée de ce livre prit naissance au début de l'année 1919. Mais je ne réussis pas, jusqu'à maintenant, à réunir les éléments nécessaires à la composition de cet ouvrage.

J'avais alors écrit une introduction explicative. Celle-ci, écrite en Mars 1920, est complétée définitivement.

L. Trotsky

Moscou, 24 avril 1922.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

L. TROTSKY

Moscou-Simbirsk, 18 mars 1919.

Moscou, 24 avril 1922.

Dans ce livre se trouvent rassemblés des documents se rapportant à la lutte politique qui se déroula pendant la grande guerre impérialiste. Tous ces événements, ici exposés, sont loin de présenter le même intérêt.

EN AUTRICHE-HONGRIE

La guerre me trouva à Vienne. De là partit le signal de la première guerre mondiale, après le meurtre de l'archiduc par de jeunes terroristes serbes. La vie intérieure de cette nation, déjà déchirée par des dissentiments internes qui la faisaient ressembler à une gigantesque maison d'aliénés, prit un caractère plus aigu en 1914. Là furent détruits les espoirs et tous les avantages acquis en 1906 grâce à la première révolution russe. Celle-ci avait dégagé de façon décisive les contradictions de classe et rejeté « l'écoeurante » lutte nationaliste, avec ses miasmes de chauvinisme. Après tout, chaque droit conquis, comme tout régime démocratique lui-même, n'est pas en soi un remède, mais met en lumière les plaies de toute société. Pour assainir la vie politique il aurait fallu disposer d'un Parti révolutionnaire capable de rassembler les prolétaires de toute nationalité et de s'opposer à l'impérialisme croissant. Mais ceci ne se produisit pas. L'acquisition du droit de vote coïncidait avec le reflux de la vague révolutionnaire russe et donnait un avantage décisif aux éléments opportunistes du Socialisme en Autriche-Hongrie. La chasse aux mandats en un pays aux multiples nationalités était favorable à l'éclosion d'un opportunisme provincial et nationaliste. La Social-démocratie « réaliste », c'est-à-dire réformatrice et sachant s'adapter, perça grâce au chauvinisme, mais, ce faisant, accentua la chute du prolétariat. En conséquence, il régnait, en Autriche-Hongrie, une atmosphère de profond désespoir qui n'existait pas en Russie malgré le caractère incomparablement plus horrible du despotisme russe.

La guerre s'avérait une issue à l'impasse où se trouvait l'Impérialisme austro-hongrois qui espérait effectuer la soudure totale de la monarchie à la flamme de l'incendie mondial. Il en était de même pour la petite-bourgeoisie chauvine qui, ayant à supporter la concurrence du commerce international, cherchait son salut là où il est le moins possible de le trouver. Même remarque pour la Social-démocratie austro-hongroise.

Son chef, prudent et évasif, opportuniste mais tacticien habile et perspicace dans les limites de l'opportunisme, Victor Adler, laissa complètement tomber les rênes et céda la première place (à moitié volontairement, à moitié contre son gré) aux Austerlitz, Renner, Zeiss et autres bourgeois auxquels la II^e Internationale a permis, et permet encore, de s'intituler « socialistes ». Tous poussèrent un soupir de soulagement. Je me souviens, comment Hans Deutsch (actuellement, à ce qu'il paraît, ami du ministre de la Guerre) parlait ouvertement de l'inéluctable guerre « salvatrice », qui devait définitivement libérer l'Autriche du « cauchemar » serbe. La pourriture des cercles dirigeants sociaux-démocrates se révéla subitement dans toute son horreur.

Le sentiment de honte pour le parti et d'aversion envers les « faux marxistes » — qui n'attendaient que le moment favorable pour trahir ouvertement —, ce sentiment avait encore, à ce moment-là, gardé toute sa fraîcheur, et la désillusion n'en était que plus douloureuse ! Je me vis obligé de quitter Vienne où j'avais passé sept ans de ma vie d'émigré. J'avais signé en arrivant (1907) l'engagement de rester dans les limites du territoire de la monarchie « bis auf Widerruf » (jusqu'à la clause contradictoire), c'est-à-dire jusqu'au moment où je serais mis dehors ! Ce qui, en principe, ne pouvait avoir lieu sans mon accord ! Escorté par les policiers autrichiens, le groupe bigarré des ressortissants russes fut dirigé vers la Suisse, le 3 ou le 4 août 1914 (nouveau style).

EN SUISSE

En Suisse, nous avons commencé à mesurer l'ampleur du krach qui allait se produire, frappant ainsi toute l'organisation socialiste internationale et, de suite, nous avons cherché quelles seraient les voies conduisant au salut. La petite nation neutre, resserrée entre trois des principaux belligérants (un quatrième se préparant seulement à la lutte : l'Italie), était devenue une arène politique où les marxistes russes, de temps à autre, pouvaient avoir la vision des événements qui se déroulaient. Quant à moi, je sentis la nécessité de me rendre compte de ce qui se passait dans le monde. Cela me contraignit à tenir un journal, c'est-à-dire une forme de littérature dont je n'avais jamais usé jusqu'à ce jour. Je ne renouvelai cette expérience qu'une seule fois ensuite, dans une prison espagnole, après mon expulsion. Cependant, quand après deux ou trois semaines, les journaux socialistes allemands et français reçus à Zürich donnèrent un tableau clair de l'immense catastrophe politique et morale du Socialisme, la forme de mon journal changea. Il devint un pamphlet critique et politique. Le Marxisme devait démontrer que c'est seulement en vainquant politiquement et en rejetant les superstructures de la II^e Internationale, que le prolétariat pourrait se frayer un chemin jusqu'à la voie du développement révolutionnaire. Ce processus cruel, mais sauveur, ne pouvait qu'être accéléré par les horreurs et la sauvagerie de la guerre. J'écrivis une brochure *La Guerre et l'Internationale*, qui fut éditée à Zürich en Novembre 1914 et qui, grâce à la collaboration de Fritz Platten, fut assez largement diffusée en Suisse, en Allemagne et en Autriche.

Destinée aux pays de langue allemande et éditée en cette langue, la brochure attaquait en première ligne la Social-démocratie allemande, Parti leader de la II^e Internationale. Évidemment... il était souligné que... les Français, ayant décapité leur roi,

vivaient fort bien en République ! En analysant le servilisme méprisable de l'idéologie de guerre allemande, la brochure ne laisse aucun doute quant à ce qui suit : à savoir que, devant une nouvelle contradiction de l'Histoire, l'Impérialisme et le Socialisme - en guerre avec leurs slogans, leurs programmes et leurs antagonismes — représentent tous deux une réaction en armes qu'il faut écraser et rejeter hors du chemin de l'Histoire. Étant donné la façon dont elle avait été rédigée, la brochure reçut l'accueil qu'on pouvait en attendre de la part de la presse social-patriote. Je me souviens du leader des journalistes chauvins Heilemann, déclarant ouvertement que l'œuvre était d'un fou, mais conséquente avec elle-même en sa propre folie. Il va de soi qu'il ne manquait pas de remarques prétendant que ladite brochure était inspirée par un patriotisme secret et qu'elle se révélait une arme de la propagande des Alliés. Le tribunal allemand estima l'ouvrage irrévérencieux envers les Hohenzollern et condamna l'auteur, par contumace, à quelques mois de prison. J'ignore totalement si la République de Ebert me tiendra compte de cette condamnation...

Je reçus une invitation du journal *Kievckaia Mysl* me demandant de me rendre en France au titre de correspondant de guerre. Pendant toute la période de mon séjour à l'étranger, j'avais conservé des liens avec la rédaction de ce journal. Il se signalait, dans les milieux révolutionnaires internationaux en général et dans ceux de Kiev en particulier, pour son radicalisme non clairement avoué avec une « pointe » de Marxisme. Comme « l'Intelligentsia » de Kiev se compose de propriétaires terriens et qu'il s'y trouve peu d'industrie, la lutte des classes n'y atteint pas le degré constaté à Pétrograd ou dans les autres centres du mouvement ouvrier. La pression politique du Pouvoir, s'appuyant sur celle du nationalisme, obligeait l'opposition bourgeoise à se parer de la nuance du radicalisme. Ceci explique la ligne de conduite suivie par la rédaction qui, ne s'identifiant ni à la Social-démocratie, ni à la classe ouvrière, faisait une large place à des collaborateurs marxistes et leur permettait d'expliquer les événements, en particulier ceux de l'étranger, d'après leur point de vue révolutionnaire. Pendant la guerre des Balkans, alors que la mentalité impérialiste ne s'était pas encore emparée des cercles de la petite bourgeoisie, j'eus l'occasion, dans les colonnes de ce même journal, de mener une lutte ouverte contre les fourberies et les crimes des diplomates alliés dans les Balkans et aussi contre l'Impérialisme « néo-slave ». Sur ce terrain, l'opposition des « Cadets » [Constitutionnels-démocrates] avait conclu alliance avec la monarchie. J'acceptai la proposition d'autant plus volontiers qu'elle me donnait la possibilité de me glisser plus près dans la vie politique française en cette époque critique. Après quelques hésitations, le journal, cédant à la pression de l'opinion bourgeoise et les instances de ses collaborateurs sociaux-patriotes, donna complètement dans le patriotisme, s'efforçant de conserver tout juste « une lueur d'honorabilité ».

À PARIS

Le Parti socialiste français se trouvait totalement démoralisé. Jaurès avait été assassiné, la veille de la guerre. Vaillant vieil antimilitarisme, s'était converti à la tradition patriotique de Blanqui dès les premiers jours de l'offensive allemande, et rédigeait, chaque jour, pour le compte de l'organe central du Parti *l'Humanité*, des articles empreints du chauvinisme le plus échevelé. Jules Guesde, le leader de l'aile

marxiste, s'étant épuisé en une lutte accablante contre les fétiches de la démocratie, à l'exemple de son ami Plékhanov, se révéla seulement capable de porter sur l'autel « de la Défense nationale » le restant de ses pensées politiques et de son autorité morale. Le Superficiel journaliste Marcel Sembat secondait Guesde dans le cabinet Briand. Se mettant en pleine lumière, après avoir agi dans l'ombre, grand maître des petites causes, Pierre Renaudel devint chef du Parti à la place de Jaurès dont, au prix d'efforts éreintants, il tentait d'imiter les gestes et les éclats de voix. Longuet prenait parti pour Renaudel, mais avec une certaine réserve. Le syndicalisme officiel était représenté par le président de la C.G.T., M. Jouhaux, qui, reniant ses idées, prenait le même chemin. L'auto-satisfait, le bouffon pseudo-révolutionnaire Hervé, ex-militariste acharné, retournait sa veste et suivait la même route. Divers membres séparés de l'opposition étaient disséminés çà et là, mais ne donnaient, pour ainsi dire, aucun signe de vie. Aucune perspective d'un avenir meilleur !

Parmi les émigrés russes résidant à Paris, particulièrement chez les membres de l'Intelligentsia S.R., le patriotisme s'épanouissait en fleurs doubles. Quand Paris se trouva précisément menacé, un nombre important de ces émigrés s'engagèrent dans l'armée française. Les autres assaillaient les parlementaires et la presse bourgeoise, démontrant par tous les moyens qu'ils n'étaient pas de simples émigrés, mais des alliés sincères. Par contre, les éléments prolétariens étaient désorientés et indécis. Plusieurs d'entre eux, qui avaient eu la possibilité de fonder une famille française, cédaient au courant patriotique. Mais la plupart résistaient et s'efforçaient de comprendre où se trouvait la bonne voie.

« GOLOSS » [LA VOIX] ET « NACHÉ SLOVO » [NOTRE PAROLE] ¹

En ces circonstances, deux émigrés russes assez peu connus fondèrent un modeste quotidien en langue russe. Cet organe avait à résoudre le problème suivant : renseigner les milliers de prolétaires abandonnés par leur pays et en même temps maintenir leur intérêt sans cesse croissant envers les gigantesques événements journaliers.

Le journal s'efforçait (c'était d'ailleurs là son but) d'éclairer lesdits événements à la lueur du socialisme international et de ne pas laisser s'éteindre l'esprit de solidarité entre les peuples. Les noms de ces deux initiateurs, de ces deux organisateurs et travailleurs infatigables, acquirent par la suite une grande célébrité pendant la Révolution. Antonov-Ovseenko, actuellement commandant en Ukraine et Manouilsky (Bezrabortny), membre de ma délégation soviétique en Ukraine. Ils étaient des publicistes sincères, doués de lyrisme, mais à des degrés différents : Manouilsky était plus analytique, le second plus pathétique, mais tous deux étaient ardemment dévoués à leur tâche. Manouilsky tomba malade, atteint de tuberculose pulmonaire et fut envoyé en Suisse pour se soigner, et d'où, plus tard, il participa au mouvement. Le journal reposa alors entièrement sur les épaules d'Antonov. Et ceci n'est pas uniquement une figure de rhétorique : non seulement, il écrivait des articles, tenait la chronique journalière sur la

¹ Dans la deuxième quinzaine de janvier, *Goloss* fut interdit par ordre du gouvernement français, mais le 29, il reparissait sous le titre *Naché Slovo*.

guerre, traduisait les télégrammes et effectuait les corrections, mais encore il emportait « sur ses épaules » des ballots entiers des éditions fraîchement imprimées. Ajoutez à cela qu'il organisait des concerts, des spectacles, des soirées au bénéfice du journal et acceptait toutes sortes de dons destinés à une loterie. Le journal sortait avec des difficultés matérielles et techniques sans cesse croissantes. Avant la sortie du premier numéro, il restait en caisse trente francs. Toute personne nantie d'un certain bon sens aurait pensée qu'il était impossible d'éditer un journal révolutionnaire quotidien dans les conditions imposées par la guerre, par le chauvinisme enragé et la censure malveillante. Cette publication eut d'autant plus de mérite à paraître, avec de courtes interruptions, qu'elle continua d'exister, sous une autre appellation, jusqu'à la Révolution russe, c'est-à-dire pendant deux ans et demi.

La guerre, après que les armées allemandes eussent été contenues sur la Marne, devint de plus en plus cruelle et sans merci. Elle ne tenait aucun compte ni de ses victimes ni des dépenses énormes qu'elle exigeait : des milliards ! *Naché Slovo*, lui, qui avait déclaré la guerre au monstre impérialiste, faisait état dans sa comptabilité de sommes de dix francs ! Une fois par semaine au moins, il semblait que le journal ne pourrait survivre aux exigences financières ! Aucune issue ! Et pourtant il s'en trouvait toujours une ! Les typographes se passaient de manger. Antonov portait des chaussures trouées ! Et à nouveau le miracle s'accomplissait ! Le numéro suivant sortait. La principale ressource provenait des soirées organisées par le journal. Afin de nous couler, la Préfecture interdit les concerts. Les dons augmentèrent ! La personnalité moscovite bien connue Chakhov, sympathisant à « l'idée », se trouvant justement à Paris, nous envoya de façon inattendue la somme de 1 100 F accompagnée d'un mot : « contre l'arbitraire ». Il s'avéra qu'il s'était informé de l'importance de la somme maxima rapportée par une soirée et il nous faisait un don égal.

Dès mon arrivée à Paris, je trouvai le journal en son second mois d'existence. Un des collaborateurs les plus actifs en cette première époque était Martov, qui priva le journal de l'objectivité indispensable. Martov gardait l'espoir de faire revivre le Parti à l'aide du social-patriotisme, alors que l'aile gauche était convaincue de la faillite totale de la II^e Internationale et de la nécessité absolue de former l'Union combattante des socialistes révolutionnaires. En d'autres termes le journal était, au début, l'organe d'un bloc provisoire comprenant des membres de l'actuel centre gauche (Internationale II et $\frac{1}{2}$!) et des actuels communistes. Le bloc en arriva bientôt à une polémique interne acharnée et ensuite à une cassure totale. Peu après Zimmerwald, Martov rompit avec *Naché Slovo*.

MARTOV

Martov se révèle, sans le moindre doute, comme une des figures les plus tragiques du mouvement révolutionnaire. Écrivain doué, politique inventif, esprit pénétrant, étant passé par l'école marxiste, Martov restera dans l'histoire de la révolution ouvrière comme un « grand négatif ». Il manquait de virilité, et sa pénétration n'avait pas assez de volonté. Le marxisme est une méthode d'analyse objective et en même temps l'avant-garde de « l'action » révolutionnaire. Il exige un parfait équilibre entre la pensée et la volonté par des raisonnements dialectiques subjectivement et objectivement. Martov

exerçait toute sa puissance d'analyse à aborder la ligne de moindre résistance. Je doute qu'il n'y ait jamais un politique socialiste qui aura su exploiter le Marxisme avec autant de talent pour justifier sa propre fuite et ses trahisons envers la doctrine. Sous ce rapport, Martov peut être considéré comme un virtuose. D'autres plus instruits que lui, tels que Hilferding, Bayer, Renner, et même Kautsky n'étaient que des « sous-maîtres », comparés à Martov sur le plan de la falsification politique du Marxisme, c'est-à-dire en représentant la passivité et l'esprit de capitulation comme les formes suprêmes de l'impitoyable lutte des classes. Sans le moindre doute, Martov possédait l'instinct révolutionnaire. Sa première réaction aux grands événements était celle d'un révolutionnaire. Sa première réaction aux grands événements était celle d'un révolutionnaire. Mais après chaque réaction de ce genre, sa pensée, n'étant pas soutenue par le ressort de la volonté, s'éparpillait et rétrogradait. Au début du siècle, ce processus aurait pu déjà être observé... dans les signes avant-coureurs du ressac révolutionnaire (voir le journal « *Iskra* »), puis au début de la guerre impérialiste et aussi au début de la révolution de 1917. Mais en vain ! Sa faculté d'invention et la souplesse de son esprit lui faisaient contourner les difficultés créées par de nouvelles questions à résoudre. Il en tirait même des arguments pour défendre ce qui est « indéfendable ». La dialectique devenait chez lui la casuistique la plus fine. Cette faculté extraordinaire de posséder à la fois une volonté sans volonté et l'entêtement dans l'indécision lui permit, durant des années, de se maintenir en des positions contradictoires et sans issue apparente. À chaque occasion de prendre une position historique et d'éveiller les espoirs, il se trompa. Et, chaque fois, il descendait la pente ! Pour conclure, il devint le plus fin, le plus pénétrant politique de cette intelligentsia petite-bourgeoise à moitié idiote, lâche et méprisable.

Le fait qu'il ne s'aperçoit pas, donc ne comprend pas cette chute, montre combien la mosaïque de son esprit s'est cruellement moquée de lui. A l'époque des problèmes et des possibilités gigantesques, Martov se retrouve crucifié entre Longuet et Tchernov. Il suffit de citer ces deux noms pour mesurer la chute idéologique et politique de cet homme auquel il fut donné beaucoup plus qu'à tant d'autres !

PLÉKHANOV

La guerre en mettant fin à toute une époque du Socialisme a mis sur la balance et évalué définitivement les dirigeants de cette époque. Sans pitié elle a fait des coupes sombres dans leurs rangs. Ce fut le cas pour G. Plékhanov.

Plékhanov fut un grand homme. Il est douloureux de penser que la jeunesse prolétarienne actuelle, qui a adhéré au mouvement depuis 1914 et après, ne voit en Plékhanov que le protecteur des Alexinsky, le collaborateur des Avksentiev, le partisan de Bréchkovskaia, donc le Plékhanov de l'époque de la décadence « patriotique ». C'était en vérité un grand homme. Une grande figure qui est entrée dans l'histoire de la pensée publique russe. Plékhanov n'a pas créé la théorie du matérialisme historique ; il ne l'a pas enrichie par des apports nouveaux, mais l'a introduite dans la vie russe. Il lui a rendu un service d'une portée immense. Il lui fallut vaincre les préjugés de l'Intelligentsia russe, qui n'était pas précisément très évoluée. Plékhanov « nationalisa » la théorie marxiste

et, ce faisant, dénationalisa la pensée révolutionnaire russe. Celle-ci grâce à Plékhanov adopta un langage réellement scientifique, établit un lien spirituel avec le mouvement ouvrier international et ouvrit à la Révolution russe des perspectives et des possibilités effectives, trouvant pour appuyer celles-ci des arguments tirés des lois objectives du développement économique. Plékhanov n'a pas inventé la dialectique matérialiste, mais il la révéla en néophyte convaincu, passionné et brillant, vers le début des années 80... Pour ce rôle, il fallait une grande pénétration d'esprit, un large horizon historique et une fermeté d'âme remarquable.

À toutes ces qualités, Plékhanov joignait l'art de savoir exposer brillamment ses idées et le talent de la plaisanterie. Le premier croisé russe du Marxisme « travaillait du glaive, pour la gloire » ! Combien de blessures n'a-t-il pas infligées ! Plusieurs d'entre elles, causées au talentueux Mikhaïlovsky, avaient un caractère mortel. Pour pouvoir estimer à sa juste valeur la force de la pensée plékhanovienne, il faut se représenter la platitude des cercles subjectifs, idéalistes et faussement populaires qui faisaient la loi en Russie et dans l'émigration russe parmi les radicaux. Ces cercles représentaient le plus révolutionnaire de ce que la Russie de la seconde moitié du 19^e siècle avait pu tirer d'elle-même.

Le développement idéologique de la jeunesse ouvrière s'engage heureusement sur d'autres chemins. Un éboulement social d'une extrême importance historique nous sépare de ces temps où se déroulait le duel Beltov-Mikhaïlovsky². Voilà pourquoi la forme des meilleures œuvres, les plus polémiques, de Plékhanov a vieilli ; tout comme a vieilli la forme du pamphlet d'Engels : anti-Düring. Les points de vue de Plékhanov semblent au travailleur réfléchi incomparablement plus compréhensibles que ceux que Plékhanov détruit. C'est pourquoi le jeune lecteur devra consacrer beaucoup plus d'attention et de compréhension pour rétablir intellectuellement les opinions des populistes et des subjectivistes, que pour comprendre la force et la précision des coups assésés par Plékhanov. C'est aussi la raison pour laquelle les livres de ce dernier n'auront jamais un large retentissement. Seul, le jeune marxiste, qui a la possibilité de travailler à l'élargissement et à l'approfondissement de sa vision du monde, se tournera vers l'introduit de la pensée marxiste en Russie : vers Plékhanov. À cet effet, il faut se reporter, chaque fois, à l'atmosphère particulière du radicalisme en Russie autour des années 60-90. Le problème n'est guère facile. Quelle récompense que l'élargissement des horizons politiques et théoriques et quelle satisfaction esthétique ! La même que donne la victoire d'une pensée claire dans le combat mené contre les préjugés, l'étroitesse d'esprit et la stupidité. Malgré la forte influence exercée sur lui par les maîtres français du style, Plékhanov demeure le représentant de la vieille école russe des publicistes de la lignée des Biélinisky, Herzen et Tchernitchevsky. Il aimait écrire abondamment et ne se gênait pas pour s'écarter du sujet en distrayant le lecteur par des plaisanteries... Pour notre temps « soviétique » qui tranche les trop longues phrases en morceaux qu'il « recolle » par la suite, le style plékhanovien semble suranné. Mais il caractérise toute une époque et, en son genre, demeure inégalé. L'École française l'a marqué de son sceau bénéfique, dans le sens de la précision de la formule et de la clarté

² Sous le pseudonyme de Beltov, Plékhanov réussit en 1895 à faire publier, malgré la censure tsariste, son pamphlet le plus frappant Le point de vue moniste dans l'Histoire.

dans l'exposition. En tant qu'orateur, Plékhanov se distinguait, tout comme l'écrivain, par ses dons particuliers, en même temps à son avantage et à son désavantage. Lisez Jaurès ! Vous sentez le discours écrit. Chez Plékhanov... tout le contraire ! Dans ses discours, vous entendez la voix de l'écrivain. L'écriture oratoire, tout comme le discours écrit, peuvent donner de très beaux résultats. C'est pourquoi les livres de Jaurès fatiguent par la recherche constante de l'effet oratoire. Plékhanov, lui donnait l'impression d'être le lecteur talentueux de ses propres articles. Par-dessus tout, il excellait dans ces joutes oratoires où se plongeait avec délices toute une génération de l'Intelligentsia russe. L'essence de la discussion consiste à unir l'art oratoire et l'art épistolaire. Sa partie faible était le discours politique. À celui se pose le problème suivant : amener à soi les auditeurs par la persuasion des déductions et les plier par la force de la volonté. Plékhanov parlait comme observateur, un publiciste, un critique, mais non comme un chef. Jamais il ne réussit à prendre contact directement avec la masse, à la saisir en pleine action et en devenir le maître. Son principal mérite est d'avoir introduit le Marxisme en terre russe, d'en avoir été le précurseur.

Nous avons déjà dit que Plékhanov n'a, pour ainsi dire, laissé aucune œuvre qui aurait pu avoir un ressentiment auprès de la classe ouvrière. Il y a cependant une exception, c'est son *Histoire de la pensée collective russe*, mais cet ouvrage est loin d'être sans reproche du point de vue théorique. Les tendances patriotiques et conciliatrices de la politique plékhanovienne en la dernière période de sa vie ébranlèrent toutes ses superstructures théoriques. S'égarant dans les contradictions sans issues du social-patriotisme, Plékhanov commença à chercher des directions dans la théorie de la lutte des classes, mais il le faisait tantôt sur le terrain de l'intérêt national, tantôt dans des principes d'éthique abstraite. En ses derniers écrits, il fait des entorses monstrueuses à la morale admise en essayant de l'ériger en critère de la politique (*Une guerre défensive est une guerre juste !*)

Dans son introduction à l'ouvrage *Histoire de la pensée collective russe*, il limite la sphère d'action de la lutte des classes à des contacts intérieurs et la change en des relations nationales de solidarité, en cas d'agression³. Ce n'est plus Marx, mais du... Sombart ! ... Seul, celui qui sait à quel point Plékhanov a livré un combat aussi prometteur, efficace et brillant à l'idéalisme en général, à la philosophie normative, à l'école de Brentano, au falsificateur du Marxisme Sombart, seul cet homme peut mesurer l'abîme de dégradation théorique où est tombé Plékhanov sous le poids de l'idéologie patriotico-nationale.

Cette chute pouvait déjà se prévoir : c'était un précurseur, et de là proviennent à la fois son malheur et son mérite immortel. Il ne fut pas le chef d'un prolétariat agissant, mais seulement son théoricien. Dans les polémiques, il usait des méthodes marxistes, mais il ne sut pas les mettre en action. Bien qu'ayant vécu quelque dix années en Suisse, il demeura un émigré russe (un russe à l'étranger). La politique suisse — politique de clocher — ne l'intéressait en aucune manière. Plékhanov considérait comme le seul parti

³ Le processus de développement de toute collectivité divisée en classes se différencie de celui de ces classes et de leurs relations réciproques : 1) la lutte intestine quand il s'agit de l'organisation collective interne ; 2) une collaboration plus ou moins amicale pour la défense du pays contre toute agression extérieure.

en Russie le petit groupe des adhérents du cercle « Groupe de libération du travail » (formé de lui-même, d'Axelrod, de Zassoulitch et de Deutsch, alors au bagne). Il s'efforçait d'affermir les racines philosophiques et théoriques d'autant plus que les racines politiques lui faisaient défaut.

En tant qu'observateur du mouvement ouvrier européen, il se tenait à l'écart sans prêter attention à la mesquinerie, à l'émiettement et à la facilité de soumission des partis socialistes.

Par contre Plékhanov restait très attentif — sur le qui-vive — en ce qui concernait d'éventuelles hérésies dans la littérature socialiste. La rupture d'équilibre entre la théorie et la pratique fut fatale à Plékhanov. Il montra qu'il n'avait pas la taille nécessaire pour affronter les grands événements politiques, malgré toute sa préparation théorique. Déjà, la Révolution de 1905 le prit à l'improviste. Ce brillant et profond théoricien marxiste s'orientait dans les événements de la Révolution avec le coup d'œil empirique du premier citoyen venu. Manquant de confiance en lui-même, il se dérobaît aux questions précises posées, hésitait et s'en libérait par des formules algébriques ou des anecdotes très spirituelles, pour lesquelles il avait une prédilection marquée.

C'est à la fin de l'année 1902 que je vis Plékhanov pour la première fois, lorsqu'il terminait sa remarquable campagne théorique contre le populisme et le révisionnisme⁴ et affrontait les problèmes politiques de la Révolution grandissante. En d'autres termes, c'est à cette époque que la chute de Plékhanov s'amorça. Une seule fois, j'eus l'occasion de voir et d'entendre ce dernier dans toute sa gloire et « en pleine forme ». C'était à Londres en juillet 1903. Les représentants du groupe « Rabotche Dielo », Martinov et Akimov, ceux du « Bund », Lieber et autres, et aussi quelques délégués provinciaux tentèrent de faire adopter des amendements, mal venus et théoriquement maladroits, au projet de programme du parti, presque entièrement élaboré par Plékhanov. Dans les escarmouches de commission, celui-ci était intraitable et... impitoyable. À chaque question posée, à des questions, mêmes secondaires, il mobilisait les ressources de son éclatante érudition et réussissait à convaincre les auditeurs et même les contradicteurs, qua la question commençait justement là où les auteurs des amendements pensaient l'avoir terminée. Il se présentait avec la claire conception d'un programme conçu scientifiquement. Il fallait le voir ! sûr de lui, confiant en ses connaissances, en sa force, avec une lueur joyeuse et ironique dans le regard, les moustaches allègrement retroussées, avec des gestes vivants et expressifs à la limite de la « théâtralité » ; président la séance, il l'éclairait comme un splendide feu d'artifice de savoir et de finesse d'esprit. Tout ce qui se dégageait de lui provoquait l'admiration sur tous les visages, même sur ceux des adversaires où l'orgueil le disputait au dépit. Au cours de la même session, lorsqu'il devait résoudre des problèmes de tactique et d'organisation, il était nettement inférieur, à tel point qu'il jetait le doute et la déception dans l'esprit de ces mêmes délégués, qui venaient de l'admirer.

À l'occasion du Congrès de Zürich en 1893, Plékhanov déclara que le mouvement révolutionnaire russe vaincrait en tant que mouvement ouvrier ou disparaîtrait. Ceci

⁴ Révisionnisme : théorie éclectique basée sur la refonte (révision) du Marxisme, faite dans un esprit d'opportunisme.

signifiait qu'une bourgeoisie révolutionnaire, capable de prendre le pouvoir ne pourrait jamais exister en Russie. Cela apportait la preuve qu'une révolution ne pourrait vaincre que grâce au Prolétariat et ne pourrait se terminer que par le transfert du pouvoir entre les mains des travailleurs. Mais Plékhanov se détourna de cette réalité avec horreur. De plus il se refusa à admettre ses anciennes propositions théoriques, et n'en créa plus de nouvelles. De là vinrent son impuissance politique, ses hésitations qui l'accablèrent du poids pesant du patriotisme.

Pour les disciples authentiques et fidèles de Plékhanov, il ne restait plus à l'époque de la guerre et de la révolution qu'à le combattre en une lutte sans merci.

E. KAUTSKY

Le journal *Naché Slovo* dû arriver à régler ses comptes avec Kautsky. L'autorité internationale de ce dernier était encore très forte, à la veille de la guerre impérialiste, bien que n'atteignant plus de loin ce niveau acquis au début du siècle et particulièrement pendant la première Révolution russe. Kautsky était, sans le moindre doute, le théoricien le plus talentueux de la II^e Internationale et, pendant la plus grande moitié de sa vie, il présenta et « incarna » les meilleures tendances de cette Internationale. Propagandiste et vulgarisateur du Marxisme, Kautsky y voyait sa mission de théoricien comme devant aboutir à la Réforme et à la Révolution ; mais il ne considérait que la Réforme comme une réalité. Il tenait la Révolution pour une vue théorique, une perspective historique.

La théorie darwiniste de l'origine des espèces embrasse le règne végétal et le règne animal en toutes leurs dimensions. La lutte pour la vie, la sélection naturelle se poursuivent de façon constante. S'il pouvait exister un observateur disposant de mille années de vie — temps indispensable aux observations cosmiques —, il établirait, sans le moindre doute, qu'à certaines époques, le processus de la sélection naturelle est à peu près imperceptible, que les espèces conservent les caractères propres et semblent être des incarnations des idées-types platoniciennes ; des époques de rupture existent entre le milieu géographique et le monde végétal et le monde animal, des périodes de crise géo-biologique, quand les lois de la sélection naturelle se répandent dans toute leur cruauté et trouvent leur accomplissement sur les cadavres de la faune et de la flore. Dans le cadre de cette gigantesque perspective, la théorie de Darwin demeurera avant tout comme la théorie des époques critiques dans le développement de tout ce qui vit.

La théorie de Marx du processus de l'Histoire embrasse toute l'histoire de l'homme organisé collectivement. Mais aux époques d'équilibre dans la société, la soumission des idées aux intérêts de classe et au système de la propriété reste masquée. Les périodes de révolution sont la meilleure école du Marxisme, quand la lutte des classes prend le caractère d'une guerre civile et que les systèmes de gouvernement, les droits et la philosophie se découvrent comme des organes au service des classes. La théorie marxiste elle-même fut formulée en une époque pré-révolutionnaire alors que les classes cherchaient une nouvelle orientation et fut établie définitivement après les expériences de la Révolution et de la Contre-révolution de 1848 et des années suivantes.

Kautsky ne possédait pas cette irremplaçable expérience révolutionnaire. Il s'imprégna du Marxisme et le vulgarisa comme un bon maître d'école du Socialisme scientifique. Le maximum de son activité se manifesta pendant la période de dégradation qui suivit l'écrasement de la Commune jusqu'à la première Révolution russe. Le Capitalisme se redressait de toute sa puissance. Les organisations ouvrières croissaient presque automatiquement, mais « le but à atteindre à tout prix à savoir : la Révolution sociale et prolétarienne se différenciait du mouvement et ne conservait plus qu'une existence purement académique. De là l'aphorisme de Bernstein : « Le mouvement est tout... le but à atteindre n'est rien... » En tant que philosophie d'un mouvement ouvrier, cette affirmation est un non-sens et une trivialité ! Mais en tant que caractéristique de la mentalité de la Social-démocratie allemande au cours du quart de siècle précédent la guerre, cette opinion de Bernstein est tout à fait significative : la lutte réformatrice journalière prit un tour tout à fait régulier, « le but à atteindre à tout prix » stagnait sous la direction de Kautsky.

Il défendait inlassablement le caractère révolutionnaire de la doctrine de Marx et d'Engels, bien que, sur ce point, l'initiative de la résistance aux tendances révisionnistes appartenait aux éléments décidés tels que Rosa Luxembourg, Plékhanov et Parvus. Mais politiquement il se réconcilia avec la Social-démocratie, ne voyant pas son profond opportunisme et ne put donner un caractère décisif à la tactique du parti. De son côté, la bureaucratie dirigeante se réconcilia avec le radicalisme théorique de Kautsky. Cette combinaison de l'opportunisme pratique et des principes révolutionnaires trouva son suprême épanouissement en la personne de l'ouvrier tourneur Auguste Bebel, chef indiscuté pendant près de cinquante ans. Bebel soutenait Kautsky dans le domaine de la théorie, se révélant pour ce dernier une autorité sans appel dans les questions politiques. Seule, R. Luxembourg bousculait parfois Kautsky avec plus d'ardeur que ne le désirait Bebel. La Social-démocratie allemande occupait la place dirigeante au sein de la II^e Internationale. Kautsky était son théoricien reconnu et aussi, semble-t-il, son inspirateur. Il sortit vainqueur de son combat avec Bernstein. Au congrès d'Amsterdam en 1903, où fut condamné le « ministérialisme socialiste français » (Millerandisme), on adopta la résolution de Kautsky, qui devint ainsi le théoricien approuvé, le chef de file du Socialisme international. Ce fut la période suprême de son influence. Ses ennemis et ses opposants le surnommaient « le Pape de l'Internationale ». Je me souviens que sa vieille mère, auteur de romans tendancieux, reçut le jour de ses 75 ans des félicitations de la part de socialistes italiens, adressés à « alla mamma del Papa » (à la mère du Pape).

La Révolution de 1905 fortifia les tendances radicales du mouvement socialiste ouvrier international et renforça de façon extraordinaire l'autorité théorique de Kautsky. Dans les questions internes de la révolution, il prit — il est vrai, après bien d'autres — une position définitive et put prévoir la formation d'un gouvernement social-démocrate révolutionnaire en Russie. Bebel, dans ses fréquents entretiens, raillait « le séduisant Charles » en souriant ironiquement. Le Parti allemand aborda la question suivante : fallait-il une direction commune et une révolution radicale ? Cette discussion marqua le point culminant de la carrière de Kautsky. Ensuite ce fut le déclin.

Je rencontrai Kautsky, pour la première fois en 1907, après mon évasion de Sibérie. La déroute de la Révolution n'était pas encore évidente. L'influence de R. Luxembourg

sur Kautsky était prépondérante à cette époque. L'autorité de ce dernier était indiscutée pour toutes les fractions de la Social-démocratie russe.

Non sans agitation intérieure, je montai l'escalier de la petite maison si propre, rue Fridenay, à Berlin. Kautsky, petit vieillard aux cheveux blancs et aux yeux clairs, me salua en russe, « bonjour », et cet accueil joint à toutes les excellentes impressions que j'avais de ses ouvrages scientifiques, formait un ensemble très séduisant. Je me rendis compte, par la suite, que cette amabilité provenait de son indiscutable autorité, ce qui lui conférait une totale confiance en lui. Pourtant, l'entretien eut peu de résultat. Il avait l'esprit sec, anguleux, n'avait pas la répartie facile, manquait de psychologie et était porté à schématiser. De plus, ses plaisanteries étaient banales. Pour toutes ces raisons, on peut le regarder comme orateur de second ordre.

En Russie, la Révolution était balayée, le prolétariat était écrasé, le socialisme en était réduit à se réfugier dans la clandestinité ; la bourgeoisie libérale cherchait à se réconcilier avec la monarchie sur la base d'un programme impérialiste : une déception totale envers les méthodes révolutionnaires se fit jour brutalement dans les rangs de l'Internationale. L'opportunisme prenait sa revanche. Pendant ce temps-là, les relations entre les États capitalistes se tendaient de plus en plus ; le dénouement approchait. Les Partis socialistes devaient trancher le dilemme : être pour le gouvernement national, ou contre lui ? Ou il fallait appliquer la théorie révolutionnaire ou suivre la ligne opportuniste jusqu'au bout. Toute l'autorité de Kautsky consistait en la conciliation de l'opportunisme en politique et du Marxisme en théorie.

L'aile gauche (R. Luxembour) exigeait des réponses précises ; d'un autre côté, les réformistes passaient à l'attaque sur tout le front. Kautsky, de plus en plus désorienté, combattait plus âprement encore l'aile gauche, se rapprochait des partisans de Bernstein, s'efforçant, en vain, de conserver l'objectif marxiste. Il changea tellement en cette période que même son apparence en fut affectée ; son calme habituel disparut totalement et ses yeux reflétaient une agitation inhabituelle.

La guerre fit éclater au grand jour tout le mensonge et la pourriture du « Kautskisme ». Kautsky conseillait à la fois de ne pas s'abstenir de voter les crédits à « Guillaume » et de ne pas les voter avec « des réserves ». Dans le courant des mois suivants se fit jour une polémique expliquant ce que réellement Kautsky avait conseillé de faire. « L'Internationale est l'instrument de la paix, non de la guerre. » Kautsky se cramponnait à cette formule banale et creuse comme à une bouée de sauvetage. Tout en critiquant les débordements du chauvinisme, Kautsky préparait la réconciliation de tous les sociaux-patriotes après la guerre. « Tous les êtres humains se trompent mais, malgré eux, la guerre passera et nous repartirons à zéro. »... Lors de l'écrasement de la Révolution allemande, Kautsky devint une espèce de ministre de la République bourgeoise. Il proposa une rupture complète avec l'U.R.S.S. — « c'est sans importance, elle s'écroulera dans quelques semaines » — et il s'aplatit devant Wilson... Combien cruellement la dialectique de l'histoire se venge d'un de ses apôtres !

« NACHÉ SLOVO » ET « SOZIAL-DEMOKRAT »

Dans la lutte contre ses ennemis, *Naché Slovo* se débarrassa définitivement de ses collaborateurs douteux et assura l'équilibre d'une plate-forme politique qui ne tenait jusqu'ici que par compromis. Le 1^{er} Mars 1916, la rédaction exposa le programme suivant : *Naché Slovo* se donne comme objectif le rétablissement de l'Internationale dans le cadre de la lutte révolutionnaire du prolétariat de tous les pays contre la guerre et l'Impérialisme et contre les principes du Capitalisme.

Le combat sans merci contre le Social-patriotisme, qui égare la conscience des travailleurs et paralyse leur volonté révolutionnaire, est le principal but de l'action entreprise par *Naché Slovo*.

Notre groupe se rallie à la résolution « zimmerwaldienne », voyant en celle-ci une étape sur le chemin qui doit mener à la création d'une III^e Internationale révolutionnaire.

- Naché Slovo* regarde comme une obligation de l'aile gauche des Internationalistes,
- de condamner l'éclectisme politique,
 - de fournir au prolétariat les explications nécessaires pour qu'il comprenne les conditions et le caractère de l'ère historique où nous entrons,
 - de lui faire saisir l'importance de la tactique révolutionnaire qui souligne le changement d'une lutte jusqu'ici défensive en une bataille offensive,
 - de lui montrer la voie d'un approfondissement et d'un élargissement économiques systématiques amenant aux conflits entre la classe ouvrière et son gouvernement...

« Tout ceci, sous le drapeau de la conquête du pouvoir politique pour réaliser la révolution sociale ».

Naché Slovo se donne comme obligation, dans les cadres sociaux-démocrates russes, d'épurer ses rangs de tous les sociaux-patriotes qui portent en eux le caractère le plus antirévolutionnaire et le plus démoralisant.

Naché Slovo réclame une totale rupture avec les états-majors sociaux-patriotes et une lutte impitoyable contre eux. Étant donné l'influence de ces derniers sur les masses ouvrières, il est absolument nécessaire d'obtenir l'union de tous les Internationalistes russes.

À Genève, pendant la guerre, le journal *Sozial-Demokrat* sous la direction de Lénine, sortit environ 33 numéros. Les différences de point de vue entre *Naché Slovo* et *Sozial-Demokrat* s'amenuisaient à mesure que se creusait le fossé entre sociaux-patriotes et les sociaux-pacifistes. Le fait même de la participation de Martov à *Naché Slovo* — lequel Martov, oubliant son ex-glissement à gauche, continuait à démontrer que les Menchéviks n'avaient pas évolué sur le plan de l'Internationalisme — ne pouvait que brouiller les cartes. La critique de *Sozial-Demokrat* était, sous ce rapport, irréprochablement juste et aida l'aile gauche à débusquer Martov. En outre, elle donna au journal, après la conférence de Zimmerwald, une tournure plus précise et sans compromis. À la seconde Conférence de Zimmerwald (Kienthal), la rupture entre le journal *Naché Slovo* et les internationalistes du type Martov devint un fait accompli.

Martov se poussa à nouveau vers la droite et marcha la main dans la main avec Axelrod, qui unissait francophilie et pacifisme, plaçant au-dessus de tout sa haine envers le bolchevisme.

Il y avait trois points de désaccord (et particulièrement quand la rédaction passa entre les mains de « l'aile gauche ») entre les deux journaux. Ces trois points concernaient le défaitisme, le combat pour la paix et le caractère de la révolution grandissante en Russie. *Naché Slovo* refusait le défaitisme. *Sozial-Demokrat* dénonçait le slogan « la lutte pour la paix » craignant que celui-ci ne cache des tendances pacifistes et lui opposait la guerre civile. Pour finir, *Naché Slovo*, pensait que l'objectif du Parti était la prise du pouvoir au nom de la révolution socialiste. *Sozial-Demokrat* tenait pour la dictature « démocratique » paysanne et ouvrière. La Révolution de Mars balaya ces différences.

Dans ses colonnes, le journal *Naché Slovo* relevait toutes les nouvelles arrivant à Paris ayant trait au réveil de l'esprit international parmi les mouvements ouvriers. Par l'intermédiaire de ce journal, nous appelions les Internationalistes d'Angleterre, de Suisse, d'Italie, d'Amérique et même d'Australie, d'où correspondait Artem (Sergueiev), maintenant décédé.

Nous nous jetions avec avidité sur tout ce qui pouvait évoquer une idée révolutionnaire en Allemagne et nous creusions profondément tous les documents publiés par l'opposition social-démocrate allemande.

LES COLLABORATEURS DE « NACHÉ SLOVO »

Parmi les travailleurs russes résidant à Paris, à Londres et même en Suisse, *Naché Slovo* comptait des amis dévoués et leur nombre allait sans cesse croissant. Beaucoup plus qu'un dixième de ces personnes se consacrèrent, par la suite, à la cause de la révolution prolétarienne. L'état-major littéraire du journal se composait de membres de différentes tendances :

On y comptait des bolcheviks à opinions conciliatrices, des purs bolcheviks, des « avant-gardistes » et de futurs menchéviks. Il est logique de donner la liste des principaux collaborateurs, après le départ de Martov et de ses amis : Angelica Balabanova, M. Bronsky, Vladimirov, Divikovsky (Avdiev), Zalesky, Kolontaï, Lozovsky, Lounatcharsky, Manouilsky (Bezrobotny), Mechtcheriakov, Ovseenko-Antonov (Gallsky), Pokrovsky, Pavlovitch, Poliansky, Radek, Rappoport (Varine), Riazanov (Boukvoied), Racovsky, Rothstein, Sokolnikov, Sergéev (Artem), Trotsky, Ouritsky (Boretsky), Tchoudnovsky, Tchitchérine (Ornatsky). Nos amis les plus proches parmi les étrangers se nommaient Alfred Rosmer et Henriette Roland-Holst.

G. I. TCHOUDNOVSKY

Deux des collaborateurs les plus assidus de *Naché Slovo* périrent pendant la guerre civile : Ouritsky et Tchoudnovsky. Tout le monde connaît le nom d'Ouritsky, ce

personnage aimable et courtois qui accomplit pendant la Révolution un travail si ingrat. Ici nous devons parler de Tchoudnovsky. Il est mort trop jeune et, à cause de cela, la jeunesse ne le connaît pas. C'était un enthousiaste. Comme il arrive souvent aux jeunes enthousiastes, sa force de caractère lui permettait de dissimuler son ardeur intérieure (mais ceci pendant les périodes calmes). Il s'intéressait très sérieusement à la théorie marxiste. Mais au premier événement intéressant, il s'enflammait de la tête aux pieds. À notre arrivée d'Amérique, étant d'âge à servir, il entra dans l'armée de Kérensky et bien vite obtint un commandement dans un des corps d'armée.

Dès le premier jour de la Révolution, il ne se sépara plus de sa carabine. Sur le champ de bataille de Poulkovo, il combattit les cosaques de Kérensky commandés par Krasnov, en qualité de chef d'un détachement ; il avait obtenu ce grade non pour ses connaissances militaires, mais parce qu'il était plus décidé et plus courageux que les autres. Touché par une balle, à peine pansé, il revint sur la ligne de feu et n'en partit pas. Là où « ça chauffait le plus », en Ukraine, là se trouvait Tchoudnovsky. Dans les rangs des partisans, il combattit l'occupant allemand et le pouvoir ukrainien. Celui-ci le condamna à mort, mais ne réussit pas à le pendre (il n'en eût pas le temps) car les armées rouges, entrant dans Kiev délivrèrent Tchoudnovsky, mais pas pour longtemps. Il tomba pendant la retraite de Kharkov. Quelle balle le tua ? Une balle tirée par les soldats de Hohenzollern, une balle « démocratique » tirée par un fusil « social-révolutionnaire » ou une balle « social-démocrate » (car il s'en trouvait dans les bandes ukrainiennes qui combattaient avec les Allemands) ? Nous ne le savons pas. N'est-ce pas la même chose ?...

LE JOURNAL DE TCHERNOV

L'existence de *Goloss* et ensuite de *Naché Slovo*, incita un groupe de sociaux-révolutionnaires, avec comme chef de file Tchernov, à fonder un quotidien de tendance subjective. Parmi les membres de l'Intelligentsia populiste, l'épidémie patriotique sévissait incomparablement plus que dans les rangs marxistes. On aurait pu compter sur les doigts les socialistes-révolutionnaires-internationalistes. Leur internationalisme n'avait pas un caractère révolutionnaire, mais bien humanitaire et idéaliste. En ce qui concerne le chef de ce parti, il remplissait sa fonction « naturelle », ce qui signifie qu'il s'efforçait de prendre position sans oser le faire, défendant à sa manière l'internationalisme en coopération avec les sociaux-patriotes français et comblait les lacunes et les trous de cette doctrine par le bla-bla-bla de ses écrits et de ses discours. S'en prenant tout d'abord à la Social-démocratie allemande, à la critique de laquelle il se préparait depuis longtemps en empruntant des arguments ici et là, tantôt chez Bernstein, tantôt chez les syndicalistes, Tchernov, après une certaine période d'attente, décida que la crise subie par la II^e Internationale signifiait la ruine totale de l'idéologie marxiste et qu'il fallait battre le fer quand il était chaud. Il est évident qu'il ne dépassa pas le niveau d'une argumentation ordinaire et d'un pathos soi-disant moralisateur. Jusque dans la boue du chauvinisme français, il recherchait des arguments pour étayer sa grande découverte : « Marx et Engels étaient les fondateurs du social-impérialisme allemand. » La crise ne survient qu'à la suite du manque d'audience de la voix de Tchernov chez les dirigeants responsables de la II^e Internationale. Ce fameux prophète « subjectiviste » oublie simplement de nous expliquer pourquoi les 9/10^{es} de ses

partisans avec les blanquistes, les syndicalistes et les anarchistes se trouvèrent entraînés dans les remous du patriotisme. Pendant deux ou trois mois, il s'efforça chaque jour, de démontrer qu'il avait des opinions se distinguant par leur haute teneur politique révolutionnaire. La censure française le prit au mot et, après la fermeture de nos journaux, interdit aussi le sien. Il se rendit à Zimmerwald où il fit figure de provincial et finit par s'accrocher à la gauche zimmerwaldienne (résultat totalement imprévisible non seulement pour la gauche, mais aussi pour la Conférence et pour lui-même). Il est évident que cela ne l'empêcha pas d'être le ministre de la guerre impérialiste et, en des discours vides et ampoulés, de défendre l'offensive de juin 1917 en coopération avec les armées de l'Entente impérialiste. Les pires traits d'une intelligentsia opportuniste, malgré l'enrichissement qui lui fut donné par son expérience parlementaire et journaliste, se retrouvent en la figure politique de Tchernov. L'indéchiffrable vague révolutionnaire projeta ce charlatan à la présidence d'une assemblée, puis d'un seul coup le rejeta dans un oubli total.

Après le choix et l'étude scrupuleuse de la documentation nécessaire à notre publication, il s'avéra indispensable de la scinder en deux tomes. Dans le second livre, nous publierons des articles concernant les groupements politiques et la lutte intérieure au sein des principaux partis socialistes européens ; il en sera de même pour les documents relatant deux mois de travail en Amérique, à la veille de la révolution de mars.

Nous avons pris un objectif de ne pas reproduire *tous* les articles de cette période de guerre, car leur publication aurait alourdi outre-mesure cet ouvrage. Nous avons écarté ceux qui ne présentaient qu'un intérêt secondaire, également ceux contenant des redites. Il nous fallut aussi nous priver des articles trop malmenés par la censure française. Et ces derniers sont plutôt nombreux !

Malgré les coupures effectuées par la censure, le sens de certains articles reste transparent et nous avons essayé de les rétablir en leur intégrité. D'une manière générale, il fut impossible d'échapper aux redites, une partie importante des articles ayant été écrite pour un quotidien qui, par son essence même, ne vit que de répétitions.

À la lueur d'une révision attentive, nous avons pensé que ces répétitions étaient utiles en ce qui concerne les jeunes lecteurs.

Ces derniers doivent s'imprégner jusqu'à saturation de l'atmosphère régnant à l'époque de la guerre impérialiste, époque révolue pour nous-même et qui, pour toujours, creuse un fossé sanglant entre le passé de l'humanité et son avenir.

L. Trotsky

Moscou-Simbirsk, 18 mars 1919.

Moscou, 24 avril 1922.

I. D'Autriche en Suisse

[Retour à la table des matières](#)

LES TERRORISTES SERBES ET LES « LIBÉRATEURS » FRANÇAIS. L'ÉTAT D'ESPRIT DES VIENNOIS AUX PREMIERS JOURS DE LA GUERRE ⁵

Quelques jeunes Serbes, des enfants encore, en assassinant l'héritier du trône des Habsbourg, déclenchèrent des événements dont la portée fut incalculable.

Ces révolutionnaires nationalistes et romantiques s'attendaient moins que quiconque aux répercussions mondiales de leur acte terroriste. Plus tard, à Paris, je rencontrai un des membres de cette organisation. Il appartenait au groupe chargé de l'attentat, mais il avait franchi la frontière avant l'événement et, aux premiers jours de la guerre, il s'engagea comme interprète dans la flotte française. Le but des Alliés était d'opérer une descente sur la côte dalmate, afin de provoquer un soulèvement dans les provinces yougoslaves de la monarchie austro-hongroise.

Les navires de guerre français furent munis de presses serbes, afin de pouvoir imprimer des proclamations révolutionnaires. De jeunes Serbes, prêts au sacrifice, devaient diffuser ces tracts et en appeler à la révolte en vue de « l'indépendance nationale ». Officiellement on leur avait donné le titre d'« interprètes ». Cependant, comme toute cette jeunesse constituait à bord d'un vaisseau de guerre un matériel beaucoup trop inflammable, on leur avait adjoint, sur le navire amiral, un vieux « chargé de la surveillance intérieure », un vieil espion serbe ! Il est plus que probable que cette sage précaution était due à l'Ambassade de Russie qui, dans ce genre d'opérations, possédait sur ses Alliés une véritable suprématie...

Toute l'entreprise finit, comme on le sait, en queue de poisson. La flotte française croisa en Adriatique, parvint jusqu'à Pola, puis, après quelques salves sans résultat, rebroussa chemin. Pourquoi ? se demanderont avec étonnement tous les non-initiés. Mais déjà dans les cercles politiques et journalistiques français, la nouvelle courait de bouche à oreille : « L'Italie ne veut pas »... du débarquement. Soulever les provinces méridionales de l'Autriche-Hongrie ne pouvait se faire que sous le drapeau de l'Union nationale yougoslave. L'Italie, ayant toujours considéré la Dalmatie comme sienne de « droit » — Quel droit ? « Impérialiste » évidemment —, éleva une protestation contre ce projet de débarquement. À cette époque, il fallait payer de retour la neutralité bienveillante de l'Italie, comme plus tard son entrée dans le conflit. Voilà la raison pour laquelle les bateaux français prirent le chemin du retour de façon inattendue, ramenant tout le matériel d'imprimerie, les interprètes et le vieil espion qui les surveillait...

— « Alors, que dois-je faire ? » me demandait le jeune Serbe dont j'ai parlé plus haut. « Les Alliés vendent les Serbes à l'Italie. Où est la guerre pour la libération des

⁵ Trois extraits « D'Autriche en Suisse » furent imprimés dans *Novy Myr*, au début de 1917. La suite chronologique des articles est, comme souvent, bousculée au profit de celle des événements.

petits peuples ? Au nom de quelle cause, devons-nous périr, nous autres Serbes ? Suis-je devenu volontaire pour qu'avec mon sang, la Dalmatie tombe entre les mains italiennes ? Et pour quoi ont péri mes camarades à Sarajevo ? Gavrilo Princip et les autres ?

Ce jeune homme était plein en désespoir, avec son visage grêlé et ses yeux fiévreux.

La duperie de la guerre « libératrice » se révélait à lui avec son côté dramatique... Je connus par lui beaucoup de détails sur les organisations révolutionnaires yougoslaves et en partie je fus renseigné sur le groupe de ces jeunes qui abattirent l'archiduc. L'organisation, qui portait le nom romantique de « Tserna Rouka » (La main noire), s'inspirait des sévères règlements observés par les « Carbonari »⁶. On entraîna le candidat en des lieux mystérieux, on posait un couteau sur sa poitrine découverte et, sous peine de mort, on lui faisait prêter serment de silence et de fidélité. Les directives partaient de Belgrade vers toutes les provinces de la Monarchie Habsbourgeoise, remplies de jeunes prêts à tous les sacrifices. Les fils de la conjuration étaient à Belgrade entre les mains de politiciens et d'officiers proches du trône et de l'Ambassade russe. Les agents des Romanov dans les Balkans ne reculèrent jamais devant l'emploi de la dynamite.

Vienne portait le deuil, ce qui n'empêchait nullement de nombreux citoyens de laisser percer une certaine indifférence vis-à-vis de la perte de l'héritier impérial. Mais alors la presse intervint pour « travailler » l'opinion publique. Il est difficile de trouver des accents assez sévères pour stigmatiser les procédés employés par les journaux de tous les pays pour décrire les événements de la guerre. Dans cette orgie de bassesses, la presse autrichienne n'occupe pas la dernière place.

Aux ordres de cette « centrale » inconnue du public, issus du « chaudron » diplomatique où se décident les destinées des peuples, les « scribouilleurs » de toutes catégories racontèrent au sujet de l'attentat de Sarajevo des mensonges comme jamais le monde n'en avait entendu depuis sa création.

Nous, socialistes, aurions pu regarder avec un mépris tranquille le travail « de Caïn » de la presse « patriotique » des deux camps, preuve de l'abaissement moral de la société bourgeoise, si... des journaux importants des Partis socialistes ne s'étaient pas engagés sur la même voie. Cela nous porta un coup d'autant plus terrible qu'inattendu. Mais la palme revient à l'*Arbeiter Zeitung* [Journal des Travailleurs]. Depuis que j'habitais Vienne (sept ans : de 1907 à 1914) j'avais eu suffisamment l'occasion d'approcher les cercles dirigeants sociaux-démocrates pour n'attendre d'eux aucune initiative révolutionnaire. La tournure purement chauvine des articles de Leitner, le responsable de la chronique étrangère, était déjà suffisamment connue avant la guerre. Déjà en 1909, j'avais eu l'occasion d'intervenir dans *Neue Zeit* contre la ligne prusso-autrichienne tenue par l'organe central de la Social-démocratie autrichienne. Pendant mon voyage dans les Balkans, combien de fois, n'entendis-je pas mon inoubliable ami Dmitri Toutsévitch (tué, plus tard, en tant qu'officier de l'armée serbe) s'exprimer comme suit sur le compte des socialistes balkaniques en général et serbe en particulier ! Il se

⁶ Carbonari : révolutionnaires italiens, qui combattirent le joug autrichien au 19^e siècle.

plaignait de ce que la presse bourgeoise serbe citait avec une joie mauvaise l'*Arbeiter Zeitung*, anti-serbe, pour démontrer que la solidarité internationale entre les travailleurs n'était qu'un mythe !

En dépit de ces informations, je ne me serais jamais attendu, de la part d'*Arbeiter Zeitung*, à un tel déchaînement haineux...

Après le « fameux » ultimatum de l'Autriche à la Serbie, commencèrent à Vienne des manifestations patriotiques. La plupart des participants étaient des adolescents. La masse ne montrait pas un réel chauvinisme, mais il y régnait une grande excitation ; des transports d'enthousiasme se mêlaient à une attente de grands événements et à une espérance de changement... changement en mieux, évidemment. Et la presse exploitait bassement cet état d'esprit.

« Tout dépend maintenant de l'attitude de la Russie, me déclara le député socialiste du Reichstag, Léopold Winarsky, décédé pendant la guerre. Si le tzar s'en mêle la guerre deviendra populaire. »

De fait, il ne fait aucun doute que l'avertissement donné par le tzar à l'Autriche et à l'Allemagne remua les foules « germaniques » à un degré extraordinaire. Le Tsarisme avait une telle réputation de despotisme que les propagandistes allemands n'avaient pas de peine à faire admettre que la guerre dirigée contre le tyran oriental était « une guerre de libération ». Ceci n'excuse en rien les Scheidemann, qui s'empressèrent de « traduire » les mensonges « hohenzollerniens » en langage « socialiste ». Ceci nous montre l'état de dégradation où sont tombés « nos » Plékhanov et Deutsch, qui se sont faits ouvertement les avocats de la diplomatie tzariste à l'époque de ses plus grands crimes.

L'ÉTAT D'ESPRIT DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AUTRICHIENNE ; VICTOR ADLER. — DÉPART POUR ZÜRICH.

Les événements se bousculaient. Il nous arriva un télégramme annonçant la mort de Jaurès. Les journaux étaient tellement pleins de mensonges haineux que nous ne voulûmes pas y croire et restâmes plusieurs heures entre le doute et l'espoir, d'autant plus qu'un télégramme était parvenu relatant l'assassinat de Poincaré et un soulèvement des Parisiens. Mais trop vite, s'évanouit l'espoir que la disparition de Jaurès n'était qu'une fausse nouvelle... Le 2 Août, l'Allemagne déclara la guerre à la Russie. Mais le départ de la colonie russe avait déjà commencé. Le 3 août, je me rendis à Winzeil, dans le nouvel immeuble occupé par *Arbeiter Zeitung* pour conférer de notre sort futur (les russes) avec les députés sociaux-démocrates.

Au secrétariat, je rencontrai Freidrich Alder, alias « Dr Fritz », ainsi appelé pour le différencier de son père, Victor Adler, surnommé tout simplement « Docteur » sans autre marque de distinction. De taille assez haute, maigre, avec un front généreux et des cheveux clairs, Fritz était un original avec un penchant pour un langage percutant et des anecdotes triviales. Il avait passé un an et demi à Zürich en qualité de privat-decent à la chaire de physique et de rédacteur du journal socialiste *Volkrecht*.

Pendant la guerre, le Socialisme suisse éprouva un renouvellement interne total, ses objectifs changèrent tout à fait. Les « bonzes » du Parti qui croyaient que le Marxisme s'appuyait sur le dicton « Chi va piano, va sano », passèrent au second plan...

Jusqu'à la guerre, le socialisme suisse se caractérisait par son profond provincialisme. Adler ne put y résister ; il retourna à Vienne, entra à la rédaction du mensuel *Der Kampf* et au secrétariat du Parti. En outre, il assumait la diffusion du bulletin de combat hebdomadaire *Das Volk* qui avait de gros tirages, principalement pour la province. Pendant les premières semaines précédant la guerre, Fr. Adler s'occupait des préparatifs d'un congrès international. Sur sa table de travail s'étaient étalés des timbres spécialement commandés pour le congrès et un tas de brochures de toutes sortes. Le Parti avait déjà dépensé plus de 20 000 couronnes, ainsi que le « déplorait » le trésorier.

Il eût été prématuré de dire qu'on pouvait constater, dans l'immeuble de la Wienzeile, des regroupements significatifs. Non ! Cela n'avait pas encore lieu. Mais l'on sentait clairement le changement psychologique de l'opinion envers la guerre. On eût dit « qu'ils » (les membres du parti) se réjouissaient de la guerre ; ils maudissaient les russes et les Serbes, ne faisant pas une distinction très nette entre les gouvernements et les peuples. Ils se révélaient être des nationalistes convaincus, avec tout juste un vernis de culture socialiste qui disparaissait à tire d'aile.

D'autres, avec Victor Adler à leur tête, considéraient la guerre comme une catastrophe extérieure, qu'il fallait bien « supporter ». Cette attitude passive d'attentisme du chef influent du Parti n'était qu'un paravent pour l'agitation frénétique de l'aile « national-activiste ». Victor Adler, esprit pénétrant et fin, de caractère charmeur, était, en tant que personnalité, bien au-dessus de sa politique qui consistait en compromissions adroites faites à des conditions désespérantes. Ceci l'amenait à un haut degré de scepticisme. Cette attitude, bien individuelle, dépassait la mentalité des collaborateurs d'Adler, chez qui le scepticisme devenait cynisme. L'aversion du premier pour « l'affectation de la recherche » en politique se transformait, chez ses collaborateurs, en un persiflage des valeurs fondamentales du Socialisme. Cet assortiment de collaborateurs est à lui seul caractéristique et suffit à faire juger tout le système d'Adler senior.

Le fils Adler, avec son tempérament révolutionnaire intransigeant, était hostile à ce système. Il dirigeait ses critiques, témoignait toute sa méfiance et manifestait toute sa haine à son propre gouvernement. Au cours de notre dernier entretien, il me montra le plus récent appel du pouvoir à la population ; espionner et faire arrêter les étrangers suspects. Il me parla avec un mépris total des débordements commençants du chauvinisme. Seul son empire sur lui-même l'empêchait de laisser libre cours à son excitation intérieure. Une demi-heure s'écoula avant l'arrivée du « Docteur ». Il me proposa de me rendre aussitôt, en sa compagnie, à la Préfecture de police afin d'y rencontrer le chef de la police politique, un nommé Geyer, pour être fixé sur la conduite du gouvernement envers les émigrés russes résidant à Vienne.

Dans l'auto, sur le chemin de la Préfecture, j'attirai l'attention de mon interlocuteur sur le fait que Vienne avait pris un air de fête. « Ceux qui paraissent contents sont ceux

qui ne vont pas au front ; et leur joie leur semble être patriotique. En outre, se montrent tous les déséquilibrés, tous les fous : c'est leur heure.

« Mais les gens sérieux restent à la maison, en alerte. Le meurtre de Jaurès est seulement le début. La guerre donne licence à tous les instincts, à toutes les formes de démente... »

Psychiatre, de par son ancienne spécialisation, Adler considère les événements politiques d'un point de vue psycho-pathologique. Comme il était loin de penser, en ce moment, que son propre fils commettrait un meurtre politique... Je rappelle ceci en passant, parce que la presse « jaune » d'Adler et toute une série de publications social-patriotiques tentèrent d'expliquer cet acte désespéré comme l'acte d'un être déséquilibré et même « anormal » (évidemment étant donné leur propre « normalité » de mauvais aloi). Mais la médecine officielle des Habsbourg dut capituler devant la courageuse attitude du terroriste. Avec quel mépris glacial, il a dû répondre aux provocations des eunuques du Social-patriotisme, s'il a pu entendre leurs voix dans sa cellule... ⁷

Geyer émit la supposition que l'ordre pourrait bien être donné le lendemain matin, d'interner les Russes et les Serbes. « Bien sûr, nous libérerons ensuite ceux que nous connaissons, mais il peut se produire des méprises. Ajoutez à cela que, plus tard, nous ne les autoriserons pas à quitter le territoire. »

— « En somme, vous me recommandez de partir ? » — « Absolument. Et le plus tôt sera le mieux. » — « Bon, demain, je me rends en Suisse avec ma famille. » — « Hum... j'eusse préféré que le fassiez dès aujourd'hui... »

Cet entretien avait eu lieu à 3 h. À 6 h. 10 min. nous étions assis dans le train qui nous conduisait à Zürich.

**LA SOCIAL-DÉMOCRATIE SUISSE. — « GRÜTLI ». — « EINTRACHT ». —
FRITZ PLATTEN.**

**— MA BROCHURE EN LANGUE ALLEMANDE « LA GUERRE ET
L'INTERNATIONALE ».**

— « AGENT DU GRAND ÉTAT-MAJOR ALLEMAND ».

La social-démocratie suisse est liée, d'une part, à la Social-démocratie allemande, d'autre part, au Socialisme français. Il est donc évident que la crise de ces deux puissants Partis se répercuta en Suisse, entourée de tous côtés par le feu de la guerre. Le Social-patriotisme helvète se caractérisait par le reflet des contradictions apportées par les deux ennemis. Voici un exemple frappant de cette dualité symétrique. Le Parlement suisse possède deux députés, portant le même prénom et le même nom de famille : Johann Sigg de Zürich et Jean Sigg de Genève. Tous deux sont sociaux-

⁷ La force de la pensée chez Fr. Adler n'égalait pas le courage personnel. Libéré par la Révolution, Adler capitula devant le parti qui l'avait acculé au désespoir et l'avait ensuite « vendu ». Actuellement, Adler occupe un poste dirigeant dans la IIe Internationale et demie, au service de cette cause qu'il avait combattue au risque de sa vie...

patriotes, mais le premier est un ardent germanophile et le second un encore plus ardent francophile. Dans de telles conditions, la politique internationaliste s'avérait le plus sûr procédé d'auto-conservation. De fait, le point de vue internationaliste rencontrait « chez la base du Parti » une adhésion quasi totale. Mais il n'en était pas de même au sommet. L'aile de la droite nationaliste reçut inopinément de la vieille ligue « Grütli », celle qui avait tant contribué au développement de la Social-démocratie suisse. Un des plus combattifs parmi les nationalistes, l'ancien pasteur Pflüger, était un des représentants du Parti au Parlement fédéral. « Si j'étais le Kaiser, déclara-t-il, une fois, à une réunion du Parti, je pointerais aussi mon épée contre la Russie. » Il répéta cette phrase, un mois plus tard, à Berne, mais oh ! Stupeur !! Cette fois-ci, il se produisit l'effet contraire... Une tempête de rires, de sifflets s'éleva, qui empêcha le malheureux candidat de terminer son discours.

Le centre de la gauche était l'organisation « Eintracht » se recrutant principalement parmi les étrangers : Allemands, Autrichiens, Russes, etc. Fritz Platten, secrétaire de la direction du Parti, était un des plus actifs parmi les éléments suisses. De haute taille, le visage ouvert, Platten est une des figures les plus représentatives de la Social-démocratie suisse. « Les travailleurs ont eu à nouveau la bassesse de courber l'échine... Mais je conserve l'espoir, qu'au cours de cette guerre, ils montreront qu'ils sont capables de mourir, non pas pour les affaires des autres, mais également pour les leurs. »

Sur les lèvres de Platten, ce n'étaient pas des mots ! en 1905, il prit part à la révolution russe (il avait alors 20 ans !) et fit connaissance avec les prisons du tzar... En 1912, il occupait un poste prépondérant à la Commission suprême à Zürich, comme un des dirigeants les plus décidés et les plus courageux.

An 1914, « Eintracht » avait mis au point (septembre) un manifeste international de combat et invité les « leaders » du Parti à une réunion, où il me fut demandé de lire une déclaration défendant ce manifeste. Les « leaders » ne se présentèrent pas ! Ils calculèrent qu'il était trop risqué de prendre nettement position ; ils préférèrent attendre et se limiter aux commentaires des socialistes allemands et français. Il est regrettable de devoir constater que cette psychologie est répandue dans les cercles politiques des nations neutres, y compris les U.S.A., plus que n'importe où ailleurs⁸.

Cette réunion organisée par « Eintracht » accepta le manifeste à la quasi-unanimité, le fit publier ensuite dans la presse socialiste où son écho prolongé fit beaucoup pour former l'opinion générale des membres du Parti.

Le juge Otto Lang prit la parole, au cours de la réunion à Berne, dont nous avons parlé plus haut. Son exposé fut d'un pacifisme « bêlant » proche de l'actuelle position adoptée par Kautsky. Mais l'ensemble des exposés fut beaucoup moins nuancé ! Pendant la guerre, le Parti socialiste suisse fit un grand pas à gauche, ce qui amena un bon nombre des anciens « Grütlistes » non seulement à la séparation, mais encore à la fondation d'un Parti indépendant réformiste et social-patriotique. On ne peut pas voir ici une preuve supplémentaire de la profonde différence entre le Social-patriotisme et l'Internationalisme.

⁸ Extrait du journal new-yorkais *Novy Mir* avant l'entrée en guerre des États-Unis.

Mon séjour en Suisse fut rempli, principalement, par mon travail, qui consistait à rédiger une brochure en langue allemande : *La Guerre et l'Internationale*. Cette brochure fut composée avec des extraits de mon journal. J'y tentais d'expliquer (à moi-même d'abord) les raisons des faillites des Partis socialistes et de trouver des solutions à cette crise. Platten assumait la responsabilité de diffuser la brochure et s'arrangea de façon à ce que quelques milliers d'exemplaires soient distribués en Allemagne et en Autriche. Entre-temps, j'étais en France et j'appris par un journal français, non sans étonnement, qu'un télégramme d'origine suisse relatait ma condamnation par un tribunal allemand : j'étais condamné par contumace à un emprisonnement en forteresse ! Je dois déclarer ici que les juges à la solde des Hohenzollern me rendirent, par leur verdict (auquel je ne me dépêchais nullement de me soumettre), un service signalé. Pour les calomnieux socio-patriotes et les auxiliaires marron de la police, ce verdict était le coup d'arrêt à leurs louables efforts qui tendaient à démontrer que je n'étais qu'un agent du « Grand État-Major Allemand ».

La douane française retint un paquet de brochures qui m'était envoyé de Zürich et me fit savoir que lesdites brochures étaient confisquées, étant donné leur origine allemande. Un Russe raconta l'histoire à Gustave Hervé, qui avait de temps à autre des éclairs d'esprit oppositionnel. Dans son journal *La Guerre Sociale*, il fit paraître une étonnante protestation contre la confiscation d'une brochure anti-allemande ! Est-ce pour cette raison ou pour une autre que, quelques jours après, les brochures me parvinrent ?

Vaut-il la peine de signaler que la presse social-patriotique allemande s'efforça de démontrer que l'auteur de cette brochure était, en réalité un patriote russe camouflé et un défenseur des intérêts des Alliés. Dans les accusations lancées contre moi, quelle était la part de la calomnie consciente et celle irréfléchie du chauvinisme ? Y répondre n'est guère facile. En tout cas, il est hors de doute que le Social-patriotisme enlève aux gens l'habitude de considérer un socialiste uniquement comme socialiste.

Quand les serfs se rencontraient, ils se posaient la question :

« D'où êtes-vous ? » — « Nous appartenons à Chéremetiev. »

« Notre maître est Mr. Bobrinsky. »

Et voici que cette psychologie « d'appartenance » servile s'est implantée dans les cerveaux des sociaux-patriotes...

Qui peut-il servir, un internationaliste ? Quel est l'État-major, dont il défend les intérêts ? Quel est son maître ? Les Romanov ? Les Hohenzollern ?

Ces « gens-là » se révèlent incapables de croire que l'on puisse être l'ennemi de tous les « Maîtres ».

Ils ne peuvent non plus concevoir que l'on garde son propre drapeau et que l'on se sente, suivant la magnifique expression de Friedrich Adler, le soldat de « l'armée permanente de la révolution Sociale ».

II. Les premières semaines de la guerre

[Retour à la table des matières](#)

« EXTRAITS DE MON JOURNAL EN SUISSE »

4 août (nouveau style) 1914

Quelle chose étrange ! Mis à part l'abasourdissement, le début de la guerre provoque chez le peuple une explosion de joie ! Quand vous criez, par la fenêtre, que l'ordre de mobilisation vient d'être signé, la foule vous répond par des « hurra » ; elle se répand dans les rues, chante des chants patriotiques et produit cette impression qu'elle n'a fait qu'attendre la déclaration de la guerre et que ce rêve vient de se réaliser !!! Ces scènes se reproduisent partout où j'ai pu observer la guerre : en Serbie et en Bulgarie, où il s'agissait « de libérer nos frères du joug turc » ; en Roumanie, Autriche, où l'on s'apprêtait à étouffer la Serbie... Vous en arrivez à conclure à cette monstruosité que le peuple « se réjouit » de faire la guerre, indépendamment des buts et des questions posées par celle-ci. Telle est la réalité.

La guerre relâche les nœuds des conditions d'existence si pénibles à supporter que les travailleurs ressentent comme des chaînes de bagnard. Il suffit de les examiner, et elles ne sont déjà plus supportables !

La guerre vous arrache du bain quotidien et vous promet un changement. La guerre s'empare de tous et, par conséquent, les opprimés, les écrasés, ceux que la vie a trompés se sentent sur un pied d'égalité avec les riches et les puissants. La tension de l'espoir vers le changement et l'entente provisoire de toutes les classes donnent naissance à cette surexcitation — que l'on pourrait baptiser joyeuse —, qui justifie la phrase de tous les journalistes de tous les pays : « L'ordre de mobilisation a été accueilli avec enthousiasme. » Cet espoir de change subitement et définitivement de vie, l'espoir que la guerre vous libérera du pesant fardeau porté de l'aube au crépuscule sans répit et sans joie, cet espoir relève, en partie, d'une mentalité infantile. C'est n'est pas en vain que les garçonnets jouent un aussi grand rôle dans les manifestations patriotiques. La première vague de désenivrement viendra bientôt ! La guerre n'apporte pas une entente durable entre les classes. De plus, les tromperies qu'elle peut offrir (dans le genre moratoire, etc...) ne compensent pas, et de loin, les charges matérielles si lourdes qu'elle entraîne avec elle ! La guerre a souvent provoqué la révolution : non du fait qu'elle ne fut pas profitable (au sens du gouvernement), mais parce qu'elle n'a pas acquitté les traites tirées sur l'espérance.

La guerre ébranle les masses de fond en comble, les arrache au quotidien, les oblige à penser collectivement, fait naître en elles de vagues, mais profonds espoirs, puis fini par les tromper. C'est là, bien sûr, un schéma grossier : dans les perspectives du temps de guerre, c'est l'alternative de l'espoir et du désespoir.

L'Ordre de mobilisation provoque, comme nous l'avons dit plus haut, une explosion d'espérance. Celle-ci n'a pas encore le temps de s'éteindre dans la confusion de la

mobilisation que déjà arrive la déclaration de guerre. Une nouvelle vague, très haute ! Déjà les suites de la mobilisation se manifestent plus durement. Les difficultés apparaissent. La nouvelle d'une brillante victoire allène l'exaltation à son paroxysme, puis naissent les espoirs en une paix proche. Ensuite commence (de temps à autre se produisent de nouvelles exaltations) le reflux ! et pour ceux qui ne sont plus et pour ceux qui restent...

9 Août

Hier soir, j'ai rencontré Greilich. Il doit avoir de 73 à 74 ans, pas très gros, mais solide et bien rempli, l'antithèse accomplie du défunt Bebel. Tous deux étaient du même âge, tous deux ouvriers, mais là s'arrêtait la ressemblance. Bebel incarnait l'idée du devoir : il était rigoriste et abstinent. Le second, au contraire, avait pour « Weib, Wein und Gesang » (les femmes, le vin et les chansons) la même prédilection que Martin Luther. Je contemplai le vieillard avec intérêt. Les cheveux étaient bien blancs, pas de rides, mais de profonds sillons, le visage extraordinairement intelligent. Les yeux étaient protégés par de lourdes paupières, mais ils pétillaient d'intelligence au cours des conversations. On parla, évidemment, de la guerre. Greilich était mécontent de la conduite des Partis socialistes, mais ce mécontentement était celui d'un social-démocrate tranquille et neutre. « Maintenant l'Internationale n'existe pas. Ils sont plus forts que nous. Quand nous agissons comme une avant-garde, nous nous prenons pour une force ; mais quand, sur la scène mondiale, se profilent de grandes masses, nous comprenons que nous ne sommes qu'une minorité. C'est l'explication ce qui arrive. Et puisque nous nous trouvons manifestement en minorité, alors l'état d'esprit collectif s'empare même de nos propres « gens ». Regardez Adler, Austerlitz, Renner, Bayer — tous des personnes admirables pourtant, mais voyez comment ils se comportent ! Ils votent les crédits militaires. Et Vandervelde, qui occupe une place de ministre... ! Cette dévoile la crise profonde de l'Internationale. Elle renâtra évidemment, mais sur de nouvelles bases. Les Partis politiques ses sont compromis. Mais les syndicats se sont tenus à l'écart (!?). Ils ne peuvent vivre sans une organisation internationale. Je pense qu'après la guerre, l'Internationale renâtra sur la base d'associations professionnelles. »

D'où Greilich tenait-il l'idée que les syndicats s'étaient tenus à l'écart ? Cela m'était complètement incompréhensible. Il avait raison en affirmant que nous formions une minorité. Mais ceux qui mènent la guerre sont eux aussi en minorité, ce qui ne les empêche pas d'entraîner la majorité ! Et celle-ci marche « comme un seul homme ! »...

Le Corriere della Sera retransmet une déclaration de Haase. Si cette retransmission est correcte, il en ressort que Haase justifie son vote en faveur des crédits militaires « en invoquant le danger tzariste ». Pas un mot sur la France.

L'Angleterre justifia son entrée en guerre par la nécessité de secourir la France contre l'agression allemande. Asquith ne souffla mot de la Russie.

La politique suivie par la Social-démocratie a besoin de silences (d'omissions par le silence), exactement comme celle du gouvernement anglais. Donc, le jeu n'est pas très

propre, pas plus chez Asquith que chez Haase. Encore une conséquence : on peut très bien justifier la guerre devant l'opinion publique,

1°) soit en appelant à la nécessité absolue de combattre le Tsarisme,

2°) soit en taisant son alliance avec lui.

Au sujet des perspectives militaires, Greilich s'exprima comme suit : « En France, l'Allemagne ne remportera pas de brillantes victoires. Si cela devait arriver, ce serait par trop triste. Les Allemands subiront de fortes pertes et même s'ils doivent remporter quelques succès, ceux-ci ne seront pas de nature à infliger à la France des dommages irréparables. Mais, en Russie, ils obtiendront de grandes victoires.

« LE JOUR DU PEUPLE ALLEMAND » UNE SÉANCE AU REICHSTAG

« Nous n'oublierons jamais le 4 août. Maintenant que le sort en est jeté, nous espérons avec tout notre cœur qu'il nous apportera la victoire, la victoire à la sainte cause du peuple allemand. Le tableau que nous a offert aujourd'hui le Reichstag reste profondément gravé dans la mémoire de chaque Allemand et marquera à jamais dans l'Histoire ce jour comme celui de l'ascension la plus fière et le plus puissante de l'âme allemande... De l'autre côté, de lamentables spéculateurs, une collection de petits boutiquiers privés de tout sens moral. Ici, un peuple uni, soulevé par une volonté puissante. L'histoire du monde irait à reculons si le bon droit du peuple allemand ne triomphait pas ! ... (Wiener Arbeiter Zeitung).

*O, bandes de Smerdiakovs ! **

Au sujet du vote de la Social-démocratie, le 4 août, *Arbeiter Zeitung* nous parle du grand jour de la nation allemande. Ce fait, où nous ne voyons que la chute honteuse de la Social-démocrate, remplit le cœur du journal soi-disant « ouvrier » de joie, de fierté et d'espoir.

Il trouve des accents poétiques et des expressions nobles, qui nous remplissent de dégoût et de honte ! *O, bandes de Smerdiakovs !* Comment peut-il se faire que la II^e Internationale se termine en un fiasco total ! ...

L'Internationale examinait le problème de la guerre tous les trois ans (« Guerre à la Guerre ») et, s'il s'élevait des différends, ceux-ci portaient uniquement sur les moyens dont pouvait disposer la Social-démocratie internationale pour « barrer la route » à la guerre, et si celle-ci malgré tout éclatait, il s'agissait de savoir comment on pourrait arracher les masses à l'emprise du pouvoir et rejeter les conséquences du conflit sur les têtes des classes dirigeantes. (Résolution de Stuttgart.) Quand les signes avant-coureurs de la guerre se précisèrent, la Social-démocratie allemande entra en pourparlers secrets avec le gouvernement qui lui prodiguait des preuves « tangibles » de son amour de la paix ; l'État français convainquit de même ses socialistes ; les socialistes

* Smerdiakov : personnage de laquais particulièrement vil mais retors dans *Les Frères Karamazov* de Dostoïevsky. (Note du traducteur).

autrichiens approuvèrent l'ultimatum envoyé à la Serbie. Quand la guerre éclata, les sociaux-démocrates allemands ne trouvèrent rien de mieux que de voter en masse les 5 milliards demandés pour les crédits militaires ; les socialistes autrichiens en arrivèrent à une ivresse obtuse, dont nous avons constaté les effets plus hauts.

L'affaire est parfaitement claire : il ne s'agit pas de petites combinaisons politiques, de tractations opportunistes, de déclarations « maladroites » (soi-disant) du haut de la tribune parlementaire, des votes pour le budget des « grands-ducs » de Baden, des expériences du « ministérialisme » français, du reniement de quelques chefs, non, l'affaire est tout autre : il s'agit du naufrage de l'Internationale en cette époque de responsabilités !

10 Août

Il est hors de doute que les symptômes — et ce n'étaient pas là seulement des symptômes — des contradictions nationales au sein de l'Internationale apparaissent déjà clairement. La Social-démocratie autrichienne n'avait pu maintenir son unité et d'était morcelée en « chapelles » nationalistes. J'eux l'occasion d'écrire dans *Neue Zeit*, il y a déjà quelques années, au sujet de la tendance chauvine de *Wiener Arbeiter Zeitung*, particulièrement sur des questions de politique extérieure. Les marxistes autrichiens (O. Bauer et Cie) s'émurent de mon « intervention » intempestive et tentèrent d'expliquer l'affaire en racontant que L... dirigeait le bureau de la politique étrangère, et que L... avait des points de vue mensongers ! (écrit noir sur blanc) mais qu'il possédait une nombreuse famille, que, par conséquent, on ne pouvait lui refuser le poste de rédacteur. Mais ses « vues mensongères » n'étaient pas de mise en un bureau (les Affaires étrangères) qui appartenait à l'Autriche, dans le cadre de la politique de prestige ! « Les travailleurs ne lisent pas ceci... » « Chez nous ! en Autriche cela ne signifie absolument rien »... V. Adler aimait à définir tout ce qui concernait l'Internationale par ces mots : « Le Bureau de Bruxelles... la politique de prestige ». Ce point de vue était tout à fait faux et de courte portée politique au dernier degré, particulièrement en Autriche qui compte tant de nationalités diverses ! La politique extérieure des sociaux-démocrates austro-allemands heurtait les opinions des travailleurs de toutes races de l'Empire. Il était impossible de célébrer l'idée allemande, l'esprit allemand en l'opposant aux idées slaves comme le faisait *Arbeiter Zeitung* et de vouloir, en même temps, unir les ouvriers allemands et slaves. Il était impossible de traiter les Serbes de « voleurs de chevaux » et de vouloir unir les travailleurs allemands et les travailleurs yougoslaves des provinces soumises à l'Autriche. Le député social-démocrate Ellenbogen fit cette déclaration à un « meeting » à Berne : « Nous sommes fidèles à la nation allemande dans le bonheur comme dans le malheur, dans la paix comme dans la guerre. » Pernerstorffer et Austerlitz tinrent des propos semblables... D'autres eurent des paroles de ce genre, mais moins provocatrices. Cette politique fit éclater le Parti français en fractions nationalistes, et la Social-démocratie se révéla être, la guerre déclarée, un appui pour la Monarchie.

Il faut le déclarer franchement, si Berchtold avait rédigé un programme d'action pour la Social-démocratie, il n'aurait pas trouvé mieux que ce qui s'élaborait dans l'immeuble de la « Rechte Wienseile »⁹.

Ces symptômes n'étaient pas si nets chez les socialistes allemands. Pourtant là aussi, les avertissements alarmistes ne manquaient pas. Bebel avait promis de « prendre le fusil » pour défendre la patrie contre le Tzarisme. Les sous-fifres du Parti acceptèrent cette déclaration tout à fait au sérieux. Noske reprit la même phrase pour son compte dans son discours sur le budget, discours qui eut un certain retentissement. « Il a bébelisé Bebel »¹⁰, se racontaient les membres du Parti. Dans les entretiens privés, les fonctionnaires moyens du Parti faisaient montre d'une telle bêtise, d'une telle autosatisfaction « nationalo-philistine », qu'il était impossible de ne pas écarquiller les yeux avec ahurissement... En ce qui concerne les impératifs formels de l'Internationalisme (Politique de prestige, d'après Adler), la Social-démocratie allemande les observait mieux que ses semblables en Europe Occidentale¹¹.

11 Août

[...] Le choc entre la tendance nationaliste et les problèmes de l'Internationalisme, le tout affrontant le développement de l'Impérialisme, entraîna le suicide de la II^e Internationale. Aucun doute ne peut subsister sur le fait que, dans les mois qui viennent, le prolétariat européen relèvera la tête et montrera que, sous l'Europe militariste, existe une Europe révolutionnaire. Seul l'éveil d'un mouvement révolutionnaire et socialiste qui devra prendre aussitôt une forme volcanique, pourra conduire à la fondation d'une nouvelle Internationale. Il ouvrira la route pour une lutte intérieure profonde en éliminant les vieux éléments, en élargissant la base du Socialisme et, en révisant ses buts politiques. Quoi qu'il en soit on ne pourra pas recommencer le Socialisme. La III^e Internationale sera l'héritière de l'esprit de la I^{re}, mais avec les modifications apportées par les conquêtes de la II^e.

Les années qui viennent verront l'époque de la révolution sociale. Seule la montée révolutionnaire du prolétariat peut arrêter cette guerre, sans quoi celle-ci, étant donné la complication de ses facteurs et l'immensité des champs offerts à son action, se prolongera jusqu'à l'épuisement total de l'Europe et du Monde et laissera en arrière notre civilisation pour une période indéfinie...

12 Août

République... République, comme le dit un bourgeois russe à Paris (chez Gleb Ouspensky), où diable ont-ils fourré les pommes de terre ?

⁹ La Maison du Parti, siège du journal *Arbeiter Zeitung*.

¹⁰ Jeu de mots allemand pratiquement intraduisible en français. Le sens serait le suivant : « il le dépasse en l'imitant ».

¹¹ Nous laissons de côté les pages suivantes de notre journal, car elles seront reprises et développées dans le chapitre « La Guerre et l'Internationale ».

Voici le critère fondamental de la Suisse. Bien sûr la Suisse allemande tient pour l'Allemagne, la Suisse française pour la France. Mais toutes deux se préoccupent en premier lieu du ravitaillement. En ce lieu écarté de l'Europe, les événements sont ramenés au niveau « de la pomme de terre ». La Suisse a pris les armes pour garantir l'intégrité de ses maisons, de ses vignobles et de ses vaches. Là s'arrêtent les sympathies. Quand il s'agit de ses pommes de terre, le Suisse ne plaisante plus. Il faut reconnaître que cette milice petite-bourgeoise et cantonale en impose par son aspect, bien plus que les régiments européens si bien dressés et partant si élégamment pour la guerre. L'Autrichien s'apprête à « pacifier » la Serbie et à lui inculquer le respect de la monarchie. L'Allemand marche sur Brest-Litovsk qu'il ne situe même pas sur la carte. La flotte anglaise sort sur ses bases pour aider le système continental. Le petit paysan de Koursk entre en campagne pour appuyer ses frères slaves et pour la « belle France » (il ne manquait plus que ça !) Et voilà que le Suisse s'arme d'une carabine pour défendre ses choux, ses lapins, ses pommes de terre ! Lui, il sait bien pourquoi il se rend à la frontière et ce qu'il doit protéger. Quand vous contemplez ces gens solides, bronzés, calmes, au regard vif du chasseur et du tireur, quand vous observez leur discipline volontairement consentie, leur indépendance personnelle et leur confiance en soi, en vous-même se manifeste un respect pour cette démocratie conservatrice, bourgeoise et paysanne que vous ne pouvez éprouver pour l'Europe à demi-féodale avec ses cours, ses écussons, son obscurantisme religieux et ses autres accessoires du Moyen Age...

Les Russes demeurant en Suisse ne s'intéressent aux événements mondiaux qu'en raison de leur incidence sur le change du rouble et des prix du ravitaillement. D'un seul coup le crédit a été bloqué. Les relations avec la Russie ont été coupées. L'argent russe ne s'échange plus ! Puis on changea 100 roubles pour 100 F. S. ; puis, de nouveau, on stoppa le change, puis on changea à nouveau et ainsi de suite... Ce matin on changeait 240 F. S. pour 100 roubles. — Mais c'est impossible ! — Mais si ! Je vous assure... l'Angleterre vient de déclarer la guerre à l'Allemagne. Vie débarrassez-vous de vos coupures... demain l'Italie entrera dans la danse, que le Diable l'emporte... Et à nouveau, le change sera dérisoire...

Les nouvelles concernant les frontières russo-austro-allemandes sont plutôt rares !... De temps en temps, une information arrive à percer, toujours d'origine autrichienne (Conrad von Hoetzendorff ou Daszinski ?) : un soulèvement se serait produit en Pologne russe, un gouvernement national révolutionnaire se serait constitué à Varsovie, les armées russes auraient complètement évacué la Pologne, etc...

Ces nouvelles ne nous semblent incroyables que parce qu'elles viennent trop tôt. Tous les avis concordent pour affirmer que la Russie a pris le chemin de l'auto-destruction.

Commençons par la masse des soldats et leur caractéristique paysanne. Il n'y a pas lieu de supposer que les réformes agraires aient pu, en sept ans, créer de nouvelles générations de villageois qui soient devenus « respectueux des lois » et « consciemment patriotes ». Au contraire, tous les plumitifs réactionnaires se sont efforcés d'accabler ces générations paysannes de tous les caractères de la fainéantise et de la dissipation. Il suffit de rappeler les discours tenus aux assemblées de la noblesse, le roman de

Rodionov *Notre crime*, les articles de Mentchikov, etc. À la campagne, en 1905 et même plus tôt, commença une révolution de grande envergure : l'éveil de la personnalité, et par conséquent l'effondrement de la théorie tolstoïenne, « le Karataïévisme ».

L'éveil du sentiment de la personnalité chez le paysan devait fatalement amener certains possédants individualistes et conservateurs à fournir une aide à l'ordre bourgeois. Ces jeunes « voyous » villageois, contre lesquels la Russie du 3 juin réclamait des mesures draconiennes, amorçaient un processus qui durera 15 ans, 20 ans (les promoteurs de la loi agraire exigeaient près d'une centaine d'années pour mener à bonne fin leur œuvre pie !), mais un processus irréversible et qui dépendra de toute l'évolution économique et politique du pays. Mais l'action directe de ces soubresauts économiques et psychologiques ruraux est dirigée contre les autorités : les pères, les communautés, les propriétaires terriens, l'église et le pouvoir.

Le développement de l'instruction, même réduite à l'A.B.C. a une grande importance pour l'armée actuelle. La contre-révolution a effectué, en ce domaine, du point de vue quantitatif, des progrès certains. Mais les générations paysannes, qui forment le gros de l'armée russe, n'ont pas bénéficié de cette rénovation scolaire. La guerre pousse le villageois russe dans une nouvelle forme de vie. Ceci devra se manifester dans les rangs de cette infanterie paysanne de façon pitoyable, mais dangereuses pour les maîtres de la situation. Il est clair, sans faire de grands discours, que les ouvriers montent au front remplis de haine pour les dirigeants. N'oublions pas que le pourcentage des ouvriers dans l'armée depuis la guerre russo-japonaise est extraordinairement élevé. N'oublions pas non plus, qu'à la veille de la guerre, se manifesta un mécontentement qui prit un caractère révolutionnaire à Pétrograd. La mentalité des nombreux éléments allogènes de l'armée ne devait pas être meilleure.

En conclusion, le tableau suivant : une masse paysanne définitivement arrachée à sa passivité patriarcale, mais n'atteignant pas et de loin la forme de vie bourgeoise des ouvriers révoltés ; des allogènes irrités. Voilà le matériel humain dont disposait l'armée russe.

Turnons-nous maintenant vers les cadres de cette armée. En temps de paix, le corps des officiers formait un cercle très fermé. Mais pour les juger honnêtement, il ne faut pas se borner aux descriptions de Kouprine ou se complaire à détailler les excès dont se rendent coupables tous les porteurs de sabre dans les boîtes de nuit, les restaurants et les gares. Il suffit de dire que la caste des gradés représentait, pour une bonne part, la Russie des dirigeants. Il s'agit ici d'un ensemble de point de vue communs, d'intrigues et de relations. Le ministre de la guerre, Soukhomlinov, désirant épouser la femme d'un certain propriétaire terrien, réussit à le faire divorcer au moyen d'un stratagème semblable à ceux dont usa Chéglovitov au cours du procès Beyliss *. Les officiers et les bureaucrates forment deux vases parfaitement communicants. Cette alliance, qui

* Beyliss : Sans atteindre l'ampleur de l'Affaire Dreyfus, ce procès basé sur une fausse accusation de crimes rituels, fut passionnément commenté par l'opinion publique. La provocation policière qui déclencha cette affaire tourna à la confusion des accusateurs et dévoila la collusion entre la police politique et les organisations antisémites des Centuries-Noires. Procès terminé par un acquittement. (Note du traducteur.)

n'hésita pas à faire répandre le sang comme au temps de la pacification par exemple, se renforça encore à l'époque du servilisme nationaliste (sous Stolypine) et trouva son développement naturel dans le pillage effréné des caisses de l'État, dans le « copinage » et une incroyable impunité. La Russie pré-révolutionnaire ne connaissait pas un gouvernement du style : Makla Kov-Kasso-Doumbadzé, des inspirateurs du genre Raspoutine... Des types pareils..., même Chédrine ne les avait pas imaginés ! Cet esprit raspoutinien exerce, sans le moindre doute, son influence sur les hauts commandements de l'armée et de la flotte.

De tout ceci sortira inévitablement une horrible catastrophe, qui réveillera l'énergie révolutionnaire du peuple. Il n'est pas impossible que d'ici la fin de l'année nous ne puissions retourner chez nous... ¹².



Le journal social-démocrate de Zürich *Volksrecht* (n° 185, 12 août 1914) soulève la question du ravitaillement.

La Suisse produit en blé seulement le quart de ses besoins. Le reste est fourni par les importations, qui se révèlent, maintenant, sujettes à caution. On fera appel à la pomme de terre familiale. Le plus grand besoin se fera sentir dans le domaine du blé, de la pomme de terre et... de l'amidon... ! La marge de sécurité est bien plus élevée en ce qui touche la production laitière, la viande et la graisse, étant donné la production naturelle du pays. *Volksrecht* réclame la réquisition du blé et des pommes de terre de cette année ; il trouve indispensable de les retirer du marché et d'organiser une répartition planifiée au moyen d'organes cantonaux et communaux. Le côté financier de l'affaire sera réglé par l'intermédiaire d'une banque nationale, qui servira de trait-d'union entre le gouvernement et le producteur. C'est la seule façon (d'après *Volksrecht*) d'éviter les privations aux non-possédants.

Mais, me direz-vous, c'est une mesure socialiste ! En effet, cela pouvait être un pas — timide —, mais tout de même accompli vers une juste répartition des ressources. Cette éventualité est liée à la position géographique de la Suisse. Plus la guerre amènera de désordre dans les relations internationales, plus un ravitaillement sévère sera à envisager selon des méthodes de planification rigoureuses.

Mais l'on ne peut produire et répartir raisonnablement et économiquement que sur des bases socialistes.

C'est là notre force ! Elle se manifestera dans l'époque à venir, faite de ruines, de deuils et de besoins.

¹² Ci-dessus, nous n'avons pas évoqué le rôle joué par l'Intelligentsia qui occupait les grades moyens et subalternes du corps des officiers. Elle toléra la renaissance décisive de la bourgeoisie pendant la période de contre-révolution et en maints domaines, y compris aux postes de commandement : elle se montra nettement de tendance libéralo impérialiste. La mobilisation patriotique de l'opinion bourgeoise, la mobilisation technique de l'industrie et l'activité de l'Intelligentsia dans l'armée fournirent un appui stable à la Russie impériale. En fin de compte, cela ne fit que retarder la catastrophe. Les événements ont justifié mon analyse (avril 1922 — L. T.)

Parmi les émigrés russes : étudiants, curistes et touristes, etc., s'est créé « un Comité de Salut public » qui tente d'aider nos compatriotes par tous les moyens. Il délivre des attestations, donne des informations, organise des secours matériels, etc. Autour de ce Comité se sont groupés toutes les classes de la société : depuis le déserteur jusqu'au magistrat, depuis l'ouvrier jusqu'au directeur de l'Institut Lazarev. À la tête, on trouve des sociaux-démocrates — évidemment —, qui jouissent d'une confiance illimitée et possèdent une grande expérience des affaires courantes. Le Comité a organisé une cantine à bon marché (de la soupe et du pain pour 30 cts). Cette cantine est gratuite pour les indigents. Le premier jour, déjeunèrent 15 personnes, aujourd'hui, il y en a 160 environ. On y rencontre des gens très fortunés, mais actuellement sans le sou, sans aucune possibilité de recevoir des fonds de Russie.

Il est fort possible que, bientôt, la Suisse et l'Europe soient oubliées de se « reconvertir » en cantines à bon marché... !! Cette cantine ne pourra être organisée qu'avec l'aide des travailleurs. Ce rôle de « ravitailleur » ne peut être joué — cela va de soi —, que par la Social-démocratie.

Ce sera le début du sauvetage par l'organisation, au milieu du chaos qui règne à l'heure actuelle en Europe. L'humanité ne succombera pas sous les débris fumants du militarisme. Elle en émergera pour prendre la voie juste. Ayant commencé par la distribution équitable de la pomme de terre, elle parviendra au stade de la production organisée socialiste.

13 Août

Jean Jaurès est mort au moment où le Socialisme international se compromettait complètement. Par la pensée, je parcours l'Histoire et ne découvre pas d'autre exemple d'un si grand esprit anéanti par un meurtre politique. Les événements actuels sont d'une telle ampleur qu'ils nous pressent d'oublier la mémoire de Jaurès et son sang répandu. Mais, pour beaucoup, la mort de Jaurès restera comme le fait le plus tragique de ce fatal mois d'Août, ce mois horrible de l'Histoire de l'humanité.

Quand arriva le télégramme annonçant la disparition du grand tribun français, nous restâmes pétrifiés pendant quelques minutes ; puis nous pensâmes : ne fallait-il pas y voir la main de la réaction russe ? Cette supposition ne contient aucun élément invraisemblable. Jaurès était l'ennemi de l'alliance entre la République et Tsarisme et il s'opposa jusqu'au bout à l'entrée en guerre de la France. Avec la passion qui alliait en lui l'opportunisme politique et l'idéalisme révolutionnaire, il mit tout en œuvre pour atteindre son but : la force de son éloquence de tribun, ses relations dans la coulisse avec les membres du gouvernement et son « élève » Viviani, et pour finir la pression des masses. Il formait un obstacle puissant sur la route du chauvinisme français et de la diplomatie russe. S'il n'était pas écarté du chemin, on ne pourrait jamais avoir l'assurance que la France suivrait fidèlement la politique de Nicolas et de Poincaré. Et Jaurès fut

« effacé » par la balle d'un royaliste français, derrière lequel, en cherchant bien, on trouverait, vraisemblablement, l'ombre d'un des collègues du général Harting... ¹³

Jaurès était un idéologue, dans le sens défini par le sociologue maintenant oublié, Alfred Fouillée, le père des « idées-forces ». Napoléon parlait avec mépris des « idéologues » (le mot est sa création d'ailleurs). Il oubliait qu'il en était lui-même, l'idéologue du néo-militarisme.

L'idéologue, non seulement ne se conforme pas à la réalité, mais en ayant extrait « son idée », il poursuit celle-ci jusqu'aux extrêmes conséquences. Ce qui peut assurer des succès que l'empirisme ne peut remporter, mais prépare également des chutes vertigineuses.

Jaurès est mort ! Mieux que quiconque, il incarna la vieille époque du Socialisme français. Il a doté celui-ci de « l'Idée » et, au service de celle-ci, il ne s'est jamais arrêté à moitié du chemin. Ainsi, au temps de l'Affaire Dreyfus, il poussa jusqu'au bout l'idée de collaboration avec la gauche bourgeoise ; avec toute sa passion il soutint Millerand, cet arriviste vulgaire, sans idéal et sans courage. En suivant ce chemin, Jaurès s'engageait dans une impasse avec tout l'aveuglement de l'idéologue qui consent à fermer les yeux sur beaucoup de choses à condition de ne pas devoir renoncer à son idée directrice. Ce n'est pas la myopie de la taupe, mais bien la cécité de l'aigle dont le regard a été brûlé par « l'Idée » (le soleil). De toute son idéologie passionnelle, Jaurès combattit le militarisme et le danger d'une guerre européenne. Dans cette bataille politique — comme en toute autre d'ailleurs —, il usa de méthodes qui ne correspondaient pas à celles habituellement employées pour la lutte des classes, méthodes qui pouvaient sembler, à un vrai marxiste, être inadmissibles ou, pour le moins, risquées. Il comptait beaucoup sur sa force de persuasion ; dans les couloirs du Parlement, il interpellait les ministres et les mettait au pied du mur avec tout le poids de son argumentation. Pour l'étayer, il comptait beaucoup sur ses relations personnelles avec le Premier ministre Viviani et le Bureau International de Bruxelles. Mais toutes ces manœuvres de couloirs n'entamaient en rien sa nature : il n'était pas un doctrinaire de l'opportunisme, mais bien un idéologue. Il pouvait aussi bien adjurer Viviani de « lâcher » le Tsarisme, comme il pouvait pareillement mobiliser des masses révolutionnaires pour manifester contre les gouvernements de guerre.

Au service de son « Idée », il pouvait se lancer dans les entreprises les plus opportunistes comme les plus révolutionnaires, et si cette « Idée » avait correspondu à l'esprit de l'époque, Jaurès aurait atteint des résultats comme personne n'eût pu le faire. Mais il allait à la rencontre de défaites catastrophiques. Comme Napoléon, il pouvait connaître et Austerlitz et Waterloo.

Jaurès est mort... ! La guerre européenne a passé sur le cadavre de Jaurès ! Il aurait pu peut-être déployer toute sa force dans l'après-guerre, qui offre des perspectives troublées mais grandioses.

¹³ Un des membres les plus connus de l'Okhrana tsariste. Okhrana : police secrète impériale.

Il a lutté pour la paix, pour la démocratie et pour les réformes, mais la guerre et la révolution l'auraient moins pris à l'improviste que n'importe quel « bonze » de l'Internationale. Le doctrinaire s'appuie sur la théorie, celui qui a l'habitude de l'opportunisme fait appel à toutes les ressources de son métier de politicien et, entre deux époques, se sent comme un poisson tiré sur la berge... Un idéologue d'un style aussi génial que Jaurès n'est impuissant que dans le moment où l'Histoire le désarme ! Mais là encore, il est capable d'être possédé par une nouvelle idée-directrice et de se mettre au service d'une nouvelle époque. La mort de Jaurès a décapité le Socialisme français d'une manière plus radicale que la disparition de Bebel ne le fit pour la Social-démocratie allemande. Ce n'est pas que la personnalité et l'activité de Bebel furent moindres que celles de Jaurès, mais parce que la nature plus dramatique du caractère français réclame du dirigeant plus de qualités que ne l'exige l'Allemand : tout particulièrement en cette époque d'agrégations moléculaires des forces qu'exprima, génialement et jusqu'à la fin, Auguste Bebel.

L'assassinat de Jaurès enleva un poids considérable des épaules du chauvinisme français et de la diplomatie russe. Mais la question n'est pas encore résolue... Qui arma le revolver du meurtrier fanatique... ?

14 Août

Fin septembre 1905, je me cachais en Finlande, dans une pension isolée, sur les rives d'un lac, en pleine forêt, pension qui portait le nom de « Rauha » (en finlandais : Paix) ; ce fut peu de temps après que fut démasqué l'indicateur de Nicolas Dobroskok, qui me connaissait. Cette auberge forestière pouvait contenir une centaine de personnes et était complète pendant la saison, mais vide en septembre. Le personnel était réduit au minimum. Mais le mécanisme hôtelier continuait à fonctionner (à ce qu'il me sembla, pour moi tout seul). La patronne malade du cœur soutenait ses forces avec du champagne, luttant ainsi contre la mort. Le premier garçon était parti chercher le patron (en ville).

Dans l'immense salle à manger, j'étais servi par un garçonnet de 14 ans. C'était d'ailleurs le seul être vivant que je rencontrai, deux ou trois jours de suite... Rentrant un jour d'une promenade dans la forêt déserte, et secouant la neige de ma pelisse dans l'antichambre, je vis le cadavre de la patronne sur la table et, à côté, un paquet de journaux. La presse petersbourgeoise reproduisait l'appel du 17 octobre. Quel contraste fantastique entre le calme de cette pension vide, le cadavre de la patronne et la tempête qui se levait et dont les échos m'étaient apportés par ces journaux.

Au début d'octobre, j'abandonnai « Rauha » et me rendis à Pétrograd où je pris la parole dans une salle de l'Institut technologique. La pension déserte quitta ma mémoire et pour longtemps...

La Suisse semble être, en son genre, une espèce d'hôtel « Rauha ». Son armée est en alerte ; de Bâle, on entend gronder le canon, mais la Suisse est une oasis entourée d'un cordon de fer et de feu. Chaque jour, des télégrammes nous apportent des informations sur des événements de caractère historique et... qui sait ? ... peut-être, le jour est

proche où nous pourrions quitter la pension suisse « de la Paix » et rencontrer des travailleurs de Pétrograd dans une salle de l'Institut technologique.

15 Août

La presse bourgeoise allemande est pleine de louanges pour la Social-démocratie, qui a passé son examen de patriotisme avec une impudence significative. Le journal *Vossische Zeitung* raconte de quelle façon Haase apparaissant à la tribune, tout l'auditoire était suspendu à ses lèvres et était soulevé d'enthousiasme à la fin du discours : « Plus de classes, plus de partis ! Il n'y a plus que des Allemands qui aiment leur patrie ! » On nous communique que le député Wendel s'est engagé dans l'armée allemande, le même qui terminait récemment son discours — au grand scandale des bourgeois — par ce cri « Vive la France ». La presse bourgeoise des pays de l'Entente s'empare de ces informations et les imprime pour l'édification de ses propres socialistes. Il n'y a aucun doute là-dessus que dans les récits de la presse patriotique existent beaucoup de mensonges. Ce terrain plein d'embûches vous empêche de démêler le vrai du faux. De plus en plus vient au grand jour le crime horrible perpétré par la Social-démocratie allemande quand elle vota les crédits militaires. Aujourd'hui, j'ai lu les numéros du *Vorwaerts* du 29 juillet au 5 août (les autres numéros ne sont pas encore parvenus) et je me suis rendu compte jusqu'à quel point les raisons fournies officiellement pour tenter d'expliquer le vote des crédits n'étaient pas approuvées par tout le parti, et non plus par le *Vorwaerts*. La déclaration de Haase joue encore un grand rôle dans l'histoire du Parti.

Il n'y a aucun doute que le fait que subsiste une minorité d'opposants au vote des crédits. Il y a encore moins de doute sur le fait que du noyau du Parti s'élèveront des protestations, dès que l'occasion s'en présentera.

[...] Je fus interrompu par la nouvelle que Karl Liebknecht, appelé en qualité d'officier de réserve, avait refusé de participer à cette guerre et avait été passé par les armes. Du coup, il y eut une manifestation à Berlin. La troupe a ouvert le feu... il y a de nombreuses victimes et, parmi elles, Rosa Luxembourg... Toutes ces nouvelles demandent confirmation, car elles nous parviennent via Copenhague, Londres et Rome. L'annonce de l'exécution de Liebknecht est confirmée par les allégations négatives des officiels allemands qui prétendent que Berlin n'a vu aucune manifestation se rapportant à ce fait. Donc, d'après ce démenti, la fusillade aurait eu lieu ? Donc la manifestation, sans effusion de sang, aurait eu lieu ? Si Liebknecht est réellement tombé, c'est pour sauver la dignité et l'honneur de la Social-démocratie allemande.

17 Août

Guerre et Paix ! Aujourd'hui, j'ai réussi à faire entrer mes enfants à l'école. Je craignais des difficultés étant donné que je ne pouvais fournir aucune pièce d'état-civil pour mes garçons. Mais, cette fois-ci, la république (la Chose publique) a justifié sa devise. On m'a demandé leurs noms, leurs âges, et où ils avaient fait leurs premières

classes. Aucune demande de papiers ! Le plus grand est entré en troisième, l'autre en première — « Quels sont les manuels indispensables ? » — « Nous les leur fournirons. » Si puissant que soit l'esprit petit-bourgeois en cette république archaïque, celle-ci a ouvert ses écoles à tous !

18 Août

L'Agence de presse allemande nie absolument le châtement de Liebknecht et la répression sanglante de la manifestation de Berlin.

Hier soir, nous vîmes Molkenbuhr, qui nous mit au courant des faits suivants : 36 députés ($\frac{1}{3}$) voulaient voter contre les crédits, 15 voulaient s'abstenir, de sorte que la majorité triompha par quelques voix seulement.

Les radicaux étaient tellement sûrs de leur réussite qu'ils imposèrent une motion aux termes de laquelle la minorité devait s'incliner, sans protester, devant la majorité qui, par quelques voix à peine ! asséna à l'Internationale le coup le plus dur de son histoire !

Le fait que, près de la moitié des députés aient hésité, n'enlève rien à la honte dont s'est couverte la Social-démocratie. Mais les chiffres parlent par eux-mêmes ! Ils sont extrêmement évocateurs pour l'avenir !

Si la moitié ou presque des parlementaires, donc des cadres du parti, de ses hommes de confiance, a voté non, que n'aurait pas fait la masse des travailleurs ?

En conclusion, il est démontré que la masse des sociaux-démocrates se comporte avec une totale indifférence aux principes du Socialisme révolutionnaire et est prête à la lâcher si l'un de ceux-ci devient une question de vie ou de mort.

26 Août

Le menchévik M... vient de nous faire un exposé sur l'Internationale pendant la guerre. Sa tentative d'expliquer la capitulation de la Social-démocratie comme un pas inattendu et fortuit résultant d'une panique générale fut déplacée, au plus haut point. Avant la guerre, expliquait M..., il existait un accord total sur les principes de la politique internationale, accord qui fut encore renouvelé au Congrès de Bâle. Par suite de la rupture provoquée par la guerre, les peuples se trouvent complètement isolés.

Dans le chaos créé par la panique, la Social-démocratie est devenue prisonnière de son propre instinct de conservation. Belle explication !!! À côté de cette panique générale, d'autres pressions se sont exercées sur la Social-démocratie : le pouvoir, les diplomates, les états-majors, les banques et la presse bourgeoise poursuivent leur politique à travers le chaos de la mobilisation. Le journal *Frankfurter Zeitung* écrit que nous allons assister au lever d'une aurore majestueuse et belle (!!!) comme le monde n'en a pas encore vu. Pour eux, la panique, c'est le ciment national !

C'est grâce à la guerre et pendant la guerre que les monarchies, les parlements, la soldatesque capitaliste et la presse bourgeoise connaissent leur zénith !

Dans cette ascension, mortelle pour notre mission historique, la Social-démocratie internationale disparaît sans presque laisser de traces.

L'explication de M... peut acquérir un sens si l'on va plus loin et que l'on dise : la bourgeoisie, en tant que classe dirigeante, s'appuyant sur l'appareil gouvernemental, se sert de la panique créée par la guerre pour rendre prisonnier le prolétariat. Mais cette conception ne résout pas la question ; où est donc passé tout le travail d'un demi-siècle de Socialisme international ?

L'activité de la Social-démocratie dans les parlements, les municipalités, les syndicats et les coopératives l'amena à former une véritable bureaucratie. Les dirigeants de celle-ci furent amenés à prendre des contacts permanents avec les plus hautes personnalités bourgeoises.

Cette coopération constante, dans l'atmosphère « renfermée » des parlements, des commissions, etc., etc., ne pouvait pas ne pas avoir d'influence sur les représentants de la classe ouvrière. Elle limitait leurs horizons et les rendait « plus malléables » quant aux exigences de la bourgeoisie. L'influence de celle-ci est d'autant plus forte qu'elle s'appuie sur un parlementarisme puissant, des traditions historiques et une grande expérience politique. Dans l'art de démoraliser et de plier à ses intérêts les représentants de la classe ouvrière, la bourgeoisie anglaise ne connaît pas de rivaux. Ensuite vient la française. Les dons politiques de la bourgeoisie allemande sont d'un niveau incomparablement plus bas, ce qui explique le développement gigantesque de la Social-démocratie. Les chiffres colossaux du capitalisme et du militarisme allemand publiés chaque jour ne peuvent pas ne pas impressionner les bureaucrates sociaux-démocrates, leur faire admettre d'autres conceptions et, peu à peu, leur enlever toute velléité d'indépendance.

À cette mentalité des bureaucrates, la masse des travailleurs apporte un correctif solide. Elle ignore les combinaisons dictées par l'opportunisme, toutes ces méthodes qui sont si prisées par les députés, les journalistes et les bureaucrates du Parti : elle n'entend qu'une voix, celle de la lutte des classes. Le parlementaire moyen social-démocrate possède un double comportement : dans les commissions parlementaires, il parle une tout autre langue que dans les meetings. Cette dualité l'empêche de s'enliser définitivement dans le parlementarisme bourgeois.

Qu'a fait la mobilisation ?

D'un côté, elle a décuplé la pression de l'opinion générale bourgeoise sur les hauts dirigeants de la Social-démocratie, de l'autre, elle a privé celle-ci du contrôle des masses organisées. Les travailleurs allemands ont été élevés dans la discipline et le respect de l'organisation. Laisser sans contrôle une minorité prendre des initiatives — comme le tentèrent les syndicalistes français — est une attitude incompatible avec l'esprit du prolétariat allemand. Il a toutes les carences de ses mérites. Au sein d'une organisation bien gérée, il ne peut qu'opposer une très petite résistance à toute pression de l'extérieur. La mobilisation a arraché les travailleurs à ces « cages » que l'on appelle ateliers, associations professionnelles, organisations politiques et les a replacés dans d'autres cages, celles-ci exposées au fer et au feu, baptisées régiments, brigades, divisions et corps d'armée. La masse s'est trouvée paralysée et isolée sous la pression

puissante de l'opinion publique générale. L'éducation donnée à la Social-démocratie ne lui a pas conféré une réelle largeur de vues internationale, non plus qu'« une trempe » révolutionnaire. C'est la conjonction de toutes ces conditions qui a permis à la « panique » de pénétrer l'Internationale, presque sans résistance.

1^{er} Septembre

Par hasard, j'ai eu entre les mains, le livre *Heerwesen und Kriegsführung* (L'essence de l'armée et la conduite de la guerre) d'un certain Reingold, Günther, docteur en philosophie et colonel suisse.

Cet auteur examine, entre autres, les conditions morales de la guerre, c'est-à-dire l'influence de l'opinion publique. Il cite comme étant particulièrement pernicieux les articles des journalistes de l'opposition qui montrent leur méfiance vis-à-vis des autorités civiles et militaires. Ce respectable docteur en philosophie recommande d'expédier tous les écrivains de cette sorte en une forteresse où ils pourront, tout à loisir, se livrer à « der inneren Beschaulichkeit » (contemplation intérieure). Ce brave colonel suisse, de formation intellectuelle prussienne — la majorité des colonels, tout comme l'actuel général Willy, s'inspirent des méthodes prussiennes — aurait pu conseiller d'envoyer tous les écrivains opposants en Suisse neutre.

Ici, il faut nous livrer à la contemplation intérieure. La tournure d'esprit parfaitement insupportable de ce journal personnel se révèle être l'unique moyen d'augmenter les résultats de cette contemplation intérieure. La question se pose, toujours plus aiguë : qu'y a-t-il plus loin ? Il n'y a aucun doute que la recette simple, mais efficace, du « si brave » docteur Günther ne trouve un large écho à notre époque de « guerre libératrice ». La guerre s'accorde peu avec la notion de liberté pour les écrivains.



Il y a quelques jours déjà que la Belgique n'existe plus. Je m'étais rendu à Bruxelles, le 20 juillet, afin de participer à une réunion « d'unification » organisée par la Social-démocratie russe. Le ciel politique belge était sans nuage. Je résidais en un petit hôtel au nom historique de « Waterloo ». Mais rien, ni dans l'hôtel, ni dans Bruxelles ne rappelait l'histoire mondiale. Il faisait chaud et calme. Du 16 au 19, Vandervelde, ensuite Huysmans, l'un après l'autre, assumèrent la présidence à tour de rôle. Le premier était loin de se douter que, dans quelques jours, il serait (non pas seulement ministre, car à cela, il avait déjà songé) mais... ministre de la Défense nationale !

À une des séances, Vandervelde voulut illustrer nos différences tactiques par l'exemple suivant : « Supposez que nous devons participer à un gouvernement bourgeois, eh bien ! (et il montrait ses deux assesseurs) Anseele sera pour, Huysmans sera contre, quant à moi, cela dépendra des circonstances ». Il se prononça pour (!) en se réfugiant à Anvers avec la famille royale : toutes les nuances tactiques disparurent devant le patriotisme !...

La Belgique fêtait alors je ne sais trop quel jubilé : le centenaire de l'Indépendance, peut-être. De mon hôtel, je vis défiler une procession catholique. Elle me paraissait sans

fin. Les prêtres avaient de grands nez, des mentons épais, des traits grossiers et portaient des surplis ornés de dentelles qui ressemblaient à des blouses de femmes. Les musiciens transpiraient sous leur haut-de-forme. Les visages des hommes en prière étaient obtus et faisaient pitié. Puis, débouchèrent des porteurs de bannières, des musiciens, un chœur de garçonnets habillés en rouge, des curés, des croix, un chœur de petites filles. Ensuite venait la statue de la madone en velours et en brocart, une sorte de grande poupée sans aucun goût et de tous les côtés, des cordons où s'accrochaient des fillettes épouvantées ! Suivaient des adolescents, puis encore de jeunes garçons qui portaient une grande corbeille pleine de confettis et lançaient des papiers colorés sur les trottoirs. Sous un baldaquin, un évêque ; un quidam se met à genoux. En un mot, un mélange répugnant de bêtise, de sensiblerie et d'indécence.

Comme l'évolution de l'humanité se fait lentement en s'arrachant aux ténèbres de la barbarie ! En contemplant cette procession, mélange de « bondieuserie et de charlatanisme », qui pourrait dire que nous avons eu Darwin et Marx ?



C'est aujourd'hui le quatrième jour de la Conférence social-démocrate à Zürich. Je ne m'y suis pas rendu hier et je n'irai pas aujourd'hui. Les sujets ont été épuisés ! et il n'y aura plus que des répétitions ! En tout cas, une confirmation — déjà évidente au début d'août — ; une certaine croissance du nationalisme et du patriotisme dans la Social-démocratie russe. C'est une sorte de patriotisme, faux, honteux de lui-même et prêt aux concessions. Ces néo-patriotes se trouvent aussi dans les rangs de ceux que le pouvoir romanovo-raspoutinien a obligés à quitter leur patrie. C'est pourquoi ils cachent leur patriotisme, d'une part par sympathie pour la France démocratique, de l'autre devant l'émotion provoquée par la bassesse de la Social-démocratie allemande. La déclaration de celle-ci à la fameuse séance du Reichstag leur permet, sous prétexte d'un faux radicalisme, d'injurier les Allemands. Invoquant leurs sentiments pour la France, ils soutiennent, peureusement, l'Alliance franco-russe.

Ces sentiments si vils s'observent dans tous les Partis. Les dissentiments se font jour dans toutes les réunions et le fossé, entre les nationalistes et les internationalistes, se creuse irrémédiablement.

III. La guerre et l'Internationale

[Retour à la table des matières](#)

PRINCIPES DE LA QUESTION FONDAMENTALE

Le soulèvement des forces productrices contre leur exploitation sous une forme national-gouvernementale est à la base de chaque guerre. Tout le globe terrestre constitue une arène mondiale dont on se dispute les parts. C'est à ce résultat qu'est arrivé le Capitalisme II oblige les divers gouvernements capitalistes à lutter au nom du nationalisme pour la possession de telle ou telle partie du monde. La politique impérialiste porte le témoignage de ce que l'ancienne politique nationaliste, à laquelle nous devons les guerres de 1789 à 1870, a vécu et qu'elle est devenue une contrainte insupportable pour le développement futur des forces productrices. La guerre de 1914 est, avant tout un naufrage de l'État national. Le nationalisme peut demeurer en tant que fait culturel, idéologique, psychologique, mais sa base économique lui a été arrachée. Tous les discours, parlant de l'effusion de sang actuelle comme une question de défense nationale, ne sont qu'aveuglement ou hypocrisie. Au contraire, le sens objectif de la guerre consiste en la destruction des propriétés au nom de la propriété mondiale. L'Impérialisme ne s'efforce pas de résoudre ce problème par une coopération organisée selon la justice. Les capitalistes de la nation victorieuse exploiteront cette propriété mondiale. Le pays victorieux deviendra une puissance à l'échelle du globe. La guerre conduit au krach de l'État nationaliste et en même temps à celui de « la forme capitaliste » de la propriété. Le Capitalisme a révolutionné toute la propriété mondiale, divisant le globe terrestre au bénéfice des oligarchies des grandes puissances autour desquelles gravitent les satellites que sont les États de second ordre vivant de la rivalité des grands pays. Le développement futur de la propriété mondiale mettra en lumière la lutte incessante que se livrent les grandes puissances pour le partage de la surface terrestre. La rivalité économique, sous le signe du militarisme, s'accompagne de pillages et de destructions, désorganisant ainsi les bases de la propriété humaine.

La guerre de 1914 est la plus grande convulsion économique d'un système qui meurt de ses propres contradictions.

Toutes les forces historiques qui furent appelées à dominer la société bourgeoise, à parler en son nom et à l'exploiter : les monarchies, la diplomatie, l'armée de carrière, l'Église, sont balayées par la banqueroute historique de 1914. Elles ont protégé le Capitalisme en tant que système culturel, et la catastrophe engendrée par ce système est *leur* catastrophe. La première vague des événements a élevé les gouvernements et l'armée à une puissance jamais encore atteinte. D'autant plus effrayante sera la chute des dirigeants, quand le sens réel des événements se révélera dans toute son horreur.

La réponse révolutionnaire des masses sera d'autant plus forte qu'est monstrueuse la secousse à laquelle l'histoire les condamne maintenant.

Le Capitalisme a créé les « préconditions » matérielles de la nouvelle propriété socialiste. L'Impérialisme a conduit les peuples à une impasse. La guerre de 1914 indique

le chemin à suivre pour sortir de l'impasse, celui que doit emprunter le prolétariat pour effectuer la volte-face socialiste. Dans les nations économiquement arriérées, la guerre pose des questions d'un autre ordre : celles concernant la démocratie et l'union nationale. Il en est ainsi pour les différents peuples de la Russie, de l'Autriche et des Balkans. Mais ces problèmes laissés à l'abandon jusqu'à maintenant ne changent pas le caractère fondamental des événements. Ce ne sont pas les efforts des Serbes, des Polonais, des Roumains ou des Finlandais qui ont fait mobiliser 25 millions d'hommes, mais bien les intérêts impérialistes des grandes puissances bourgeoises.

L'Impérialisme amis à l'écart, pendant près de 60 ans, les questions évoquées ci-dessus ; il a maintenu le *statu quo* pendant toute cette période. Il repose maintenant les questions que n'a pu résoudre la révolution bourgeoise. Mais à l'heure actuelle, ces questions sont privées de leur caractère propre. La création de conditions normales et d'un développement économique est impensable dans les Balkans si l'on conserve le Tsarisme et la monarchie des Habsbourg. Le premier est le réservoir guerrier indispensable à l'Impérialisme financier français et au Colonialisme anglais.

L'Autriche-Hongrie est le principal appui de l'Impérialisme ascendant de l'Allemagne. La guerre actuelle a débuté par un conflit entre nationalistes-terroristes serbes et la police politique des Habsbourg, et dévoile maintenant sa vraie raison d'être : lutte à mort entre l'Angleterre et l'Allemagne. Alors que les imbéciles et les hypocrites nous parlent de liberté et d'indépendance nationale, la guerre anglo-allemande est conduite, d'une part au nom de la liberté d'exploiter les peuples de l'Inde et de l'Égypte, de l'autre au nom du néo-impérialisme allemand qui veut soumettre les peuples de la terre. S'éveillant au Capitalisme et se développant sur une base nationale, l'Allemagne mit fin en 1870 à l'hégémonie continentale française. Maintenant que l'industrie a fait de l'Allemagne la première puissance capitaliste du monde, son développement se heurte à l'hégémonie mondiale de l'Angleterre.

La maîtrise totale et illimitée du continent européen est pour l'Allemagne une condition *sine qua non* pour terrasser son ennemi. C'est pourquoi elle a inscrit dans son programme la formation, en priorité, d'une alliance avec les nations de l'Europe centrale et aussi avec les Balkans, la Turquie, la Hollande, la Scandinavie, la Suisse, l'Italie, et si possible la France affaiblie, avec l'Espagne et le Portugal. Ces nations doivent constituer une seule communauté avec un seul but de guerre : la constitution de la Grande Allemagne sous le sceptre du gouvernement actuel. Ce programme soigneusement mis au point par les économistes, les juristes et les dirigeants et appliqué par les stratèges est le fait indiscutable et en même temps frappant que le Capitalisme ne peut plus se cantonner dans les limites d'un pouvoir national. À la place d'une grande puissance nationale doit s'installer une puissance impérialiste à l'échelle mondiale.

Pour le prolétariat européen, il ne s'agit pas de défendre la « Patrie » nationaliste, qui le principal frein au progrès économique. Il s'agit de créer une patrie bien plus grande : les républiques des États-Unis d'Europe, première étape sur la voie qui doit mener aux États-Unis du Monde. À l'Impérialisme sans issue du Capitalisme le prolétariat ne peut qu'opposer une organisation socialiste.

Pour résoudre les problèmes insolubles posés par le Capitalisme, le prolétariat doit employer ses méthodes : le grand changement social.

La question des Balkans, si étroitement liée avec le Tsarisme, peut être considérée comme un problème « d'hier » et ne peut être résolue que par la solution des problèmes créés par la lutte d'aujourd'hui et celle de demain.

Pour la social-démocratie russe, le premier et impérieux objectif est la destruction du Tsarisme, qui cherche, en Autriche et dans les Balkans un exutoire pour ses instincts de pillage, de barbarie et de « viol ». La bourgeoisie russe, définitivement transformée par le développement récent de l'industrie, a signé un pacte sanglant avec la dynastie qui doit assurer au néo-capitalisme russe impatient sa part des conquêtes mondiales. Les despotismes russes enlèvent à la Galicie le peu de liberté laissée par les Habsbourg, démembre l'infortunée Perse, s'efforce de mettre le feu aux Balkans et couvre sa politique de banditisme en faisant signer au libéralisme russe sa fameuse déclaration de défense de la Belgique et de la France. La guerre de 1914 signifie la totale liquidation du libéralisme russe et fait du prolétariat l'unique protagoniste du combat pour la liberté. Elle fait de la révolution en Russie la première étape de la grande révolution européenne.

Dans notre bataille contre le Tsarisme, nous ne connaissons pas de trêve et nous n'avons pas cherché, ni ne cherchons un appui de la part des dynasties Hohenzollern et Habsbourg. Nous avons gardé la vue suffisamment claire pour nous apercevoir que l'Impérialisme allemand répugne à l'idée de détruire son meilleur allié, auquel il était attaché par des problèmes historiques. Mais si l'affaire ne se présentait pas sous cet angle, si l'on pouvait supposer qu'obéissant aux lois de la stratégie, le militarisme allemand, en dépit de ses propres intérêts politiques, puisse asséner un coup mortel au Tsarisme, même en cette éventualité parfaitement incroyable, nous nous refuserions toujours à considérer les Hohenzollern comme un allié, qu'il soit subjectif ou objectif. Les destinées de la révolution russe sont irrémédiablement liées à celles de la révolution européenne. Nous, sociaux-démocrates russes, tenons tellement à notre position internationale que nous nous refusons à payer le prix de la libération de la Russie par celui de la destruction de la liberté en Belgique et en France, ou — et c'est plus important encore — par l'introduction du poison impérialiste dans les prolétariats allemand et autrichien.

Nous sommes redevables — et combien ! — à la Social-démocratie allemande. Nous sommes passés par son école et avons tiré enseignement de ses succès et de ses fautes. Pour nous, elle n'était pas un des Partis de l'Internationale, mais elle incarnait le « Parti » tout court. Nous avons conservé toujours et fortifié le lien fraternel avec la Social-démocratie autrichienne. De notre côté, nous étions fiers d'avoir participé à la conquête du droit de vote en Autriche et d'avoir contribué à répandre les tendances révolutionnaires chez les travailleurs allemands. Sans crainte, nous recevions une aide matérielle et morale du frère aîné qui se battait pour le but commun de ce côté-ci de la frontière occidentale. Pour respecter ce passé et plus encore le futur qui doit créer des liens impossibles à rompre entre les travailleurs russes, allemands et autrichiens, nous repoussons avec horreur cette aide « libératrice » transportés dans les caissons marqués du sceau de Krupp et qui nous est expédiée par l'Impérialisme allemand avec la

bénédiction de la Social-démocratie. Nous espérons que la protestation indignée du Socialisme russe sera entendue à Berlin et à Vienne.

Le krach de la II^e Internationale est un fait, et ce serait de l'aveuglement ou de la lâcheté de fermer les yeux sur cet événement. Des tentatives purement diplomatiques pour remettre sur pied l'Internationale au moyen de la soi-disant « amnistie » ne nous feront pas avancer d'un pas. Il ne s'agit pas ici d'un simple différend provisoire ou fortuit, mais de querelle concernant « la question nationale » et la capitulation des vieux Partis dans cette épreuve historique imposée par la guerre.

Au premier coup d'œil, on pourrait croire que les perspectives sociales-révolutionnaires de l'époque future sont à jamais détruites quand on contemple l'effondrement des Partis socialistes. Un tel scepticisme dans la conclusion serait une erreur. Il ignorerait le bon côté de la dialectique historique, tout comme nous avons trop souvent ignoré son mauvais côté.

La guette de 1914 conduit au naufrage des États nationaux. Les Partis socialistes, appartenant à une époque maintenant révolue, étaient des Partis « nationaux ». Ils se sont développés sous l'égide des gouvernements nationaux et les ont toujours défendus, alors même que l'Impérialisme, s'appuyant sur la base nationale, détruisait les entraves constituées par les différents nationalismes.

Dans leur chute historique, les gouvernements nationaux entraînent avec eux les Partis socialistes nationaux.

Le Socialisme ne périra pas, mais seule disparaîtra son expression historique provisoire. L'idée révolutionnaire se transforme.

Oui ! l'idée révolutionnaire se transforme. On peut dire qu'elle « mue » en rejetant loin d'elle sa vieille peau. Cette idée révolutionnaire s'incarne en personnes vivantes : c'est toute une génération socialiste qui, grâce à un travail d'agitation organisé, bouscule la réaction politique engourdie dans les routines du national « Possibilisme ».

De même que les gouvernements nationaux furent un frein au développement des forces productrices, de même les vieux Partis socialistes nationaux ont été le principal obstacle à l'avance révolutionnaire des classes laborieuses.

Ils devaient cacher toute l'ampleur de leur retard, masquer la mesquinerie de leurs méthodes. Ils ont apporté au prolétariat l'horreur et la honte de la lutte intestine à tel point que celui-ci, parmi les affres du désespoir, se libère des préjugés et des routines serviles et devient ce à quoi l'appelle la voix de l'Histoire : la Classe révolutionnaire luttant pour le Pouvoir.

La II^e Internationale n'a pas vécu en vain. Elle a accompli un travail d'intense culture sans égal au monde. Elle a redressé et relevé une classe écrasée. Le prolétariat ne doit pas recommencer à zéro. Il ne s'engage pas les mains vides sur une nouvelle route. L'époque révolue lui a légué un riche arsenal intellectuel. Les temps nouveaux l'obligent à joindre à l'ancienne arme de la critique une nouvelle forme de critique : les armes !

Cette brochure a été rédigée à « toute vitesse » en des conditions telles qu'un travail méthodique était rendu impossible. Une part importante de ces lignes est consacrée à

la défunte Internationale. Mais toute la brochure, de la première à la dernière page, est dédiée à la nouvelle Internationale qui doit naître des convulsions actuelles, cette Internationale des derniers combats et de la victoire définitive.

(Zürich, 31 Octobre 1914.)

LA QUESTION BALKANIQUE

Le 31 Août de cette année, un journal social-démocrate écrivait : « C'est sous le signe d'une grande idée que nous menons cette guerre contre le Tsarisme et ses vassaux. Cette grande pensée historique soulève une vague d'enthousiasme qui nous emporte jusque sur les champs de bataille de Pologne et de Prusse Orientale. Le fracas des salves d'artillerie, le tac-tac des mitrailleuses et les attaques de cavalerie réalisent le programme de la libération des peuples. Si le Tsarisme n'avait pas réussi avec le concours du capitalisme français et l'aide sans conscience de « commerçants » à écraser la révolution, cette guerre si sanglante n'aurait jamais éclaté ! Le peuple n'aurait jamais donné son accord à cette lutte sans scrupule et inutile. Les grandes idées de liberté et de droit parlent maintenant le langage éloquent des armes. Tous ceux dont le cœur s'enflamma aux idéaux de justice et d'humanité doivent désirer la destruction du Tsarisme et souhaiter que les peuples opprimés de Russie soient ramenés dans le chemin du droit « à disposer d'eux-mêmes ».

Ce journal s'appelle *Nepszava*, organe central de la Social-démocratie hongroise, c'est-à-dire d'un pays où la vie intérieure se base sur l'écrasement des minorités nationales, sur l'exploitation des travailleurs, sur le parasitisme fiscal et sur la domination éhontée des grands propriétaires terriens. C'est un pays où le maître de la situation est le comte Tisza, « noir comme un corbeau », agrarien avec des manières de bandit politique, en un mot, un pays des plus proches de la Russie impériale.

Comme il est apaisant de constater que le destin a confié à un journal socialiste de glorifier la campagne libératrice des armées allemandes et austro-hongroises.

À quel autre homme qu'au comte Tisza aurait-on pu confier le soin de « réaliser le programme démocratique de la libération des peuples » ? Qui d'autre aurait pu s'opposer à la politique de la « perfide Albion » que la « clique » des escrocs de Budapest ? C'est vraiment risible ! Et l'on peut dire que la contradiction tragique de la politique suivie par l'Internationale trouve dans l'article de *Nepszava* non seulement son couronnement, mais encore son aboutissement humoristique.

Les événements ont commencé avec l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie. L'Internationale n'a aucun intérêt à défendre les dynasties balkaniques qui dissimulent leurs appétits de pouvoir sous des buts prétendument nationaux.

Mais il entre encore moins dans nos vues de nous indigner de ce qu'un jeune fanatique ait répondu par un meurtre aux crimes accomplis par les dirigeants de Vienne et de Budapest ! ¹⁴ Dans la lutte entre la monarchie danubienne et les Serbes, le droit au

¹⁴ Il est significatif que les opportunistes austro-hongrois qui étaient, en principe, adversaires de la terreur individuelle sympathisent plus avec les terroristes russes qu'avec nous. Ils donnent

développement de la nation est du côté de ceux-ci, comme il l'était du côté de l'Italie en 1859. Ce duel entre les canailles policières autrichiennes et les terroristes de Belgrade masque une profonde réalité, à savoir qu'il existe, d'un côté un État impérialiste indigne de subsister et de l'autre l'effort de la Serbie pour arriver à une union vitale !

Avons-nous si longtemps étudié sur les bancs de l'école socialiste pour arriver à oublier l'A.B.C. démocratique ?

D'une façon générale, l'oubli ne vint qu'après le 4 Août. Jusque-là, les marxistes allemands se rendaient compte de ce qui se passait dans la péninsule balkanique.

« *La révolution bourgeoise des Slaves du Sud est en marche* », et les coups de feu tirés à Sarajevo, pour insensés excentriques qu'ils soient, ne sont qu'un chapitre de la révolution, au même titre que les batailles livrées par les Bulgares, les Serbes et les Monténégrins pour délivrer les paysans macédoniens du joug féodal des Turcs.

Peut-on s'étonner de ce que les Slaves du Sud (sous le joug austro-hongrois) portent leurs regards et leurs espérances vers la monarchie serbe (où se trouvent leurs compatriotes), alors qu'ils sont en butte aux exactions et aux injustices de gens de Vienne et de Budapest qui les briment, les jettent en prison, et leur refusent de réaliser la suprême aspiration de chaque peuple : « l'Indépendance ».

« Sept millions et demi de Slaves du Sud, pleins d'un nouveau courage après les victoires balkaniques, réclament leurs droits politiques ! Si le trône s'oppose à leur pression, il s'écroulera. Avec lui s'effondrera tout l'empire auquel nous avons lié notre destinée. Le sens du développement historique exige que les révolutions nationales se terminent par des victoires. » C'est ce qu'écrivait *Vorwaerts*, le 3 juillet 1914, tout de suite après l'attentat de Sarajevo. Si la Social-démocratie internationale, y compris sa fraction serbe, s'opposait aux visées nationalistes, ce n'est pas au nom d'une mission libératrice des Habsbourg dont personne jusqu'en août 1914, sauf quelque plumitif mercenaire, n'aurait songé à chanter les louanges. D'autres motifs nous dirigeaient. Le prolétariat admet la légitimité des efforts des Serbes pour constituer leur unité, mais il ne peut croire que celle-ci puisse se faire sous l'égide de la dynastie serbe. La conception suivante et décisive pour nous est que l'Internationale n'a pas à sacrifier la paix pour favoriser le nationalisme serbe ; mais que l'union des Serbes au sein de la révolution européenne ne peut se faire que grâce à la guerre.

L'Autriche-Hongrie ayant décidé de résoudre la question sur les champs de bataille, il est évident, pour nous, que le progrès social et national dans l'Europe du Sud-Est souffrirait incomparablement plus d'une victoire des Habsbourg que de celle des Serbes. Si dans le passé notre mission nous interdisait de lier notre sort à celui de l'armée serbe (ce qu'exprimèrent les socialistes serbes Liaptchevitch et Katzlerovitch dans leur vote

libre cours à leur indignation pour stigmatiser « l'acte vil perpétré à Sarajevo ». En leur crise de chauvinisme « ces pauvres types » sont incapables de concevoir que le terrorisme Princip incarne le principal nationaliste, tout comme le fit le sympathique allemand Sand. Que veulent-ils ? Que nous transférons notre sympathie de Sand à Kotzébue ? Pourquoi ces eunuques ne conseillent-ils pas aux Suisses de démolir les monuments consacrés à Guillaume Tell « ce perfide meurtrier » et d'en élever à l'un des devanciers spirituels de l'archiduc assassiné, l'autrichien Gessler ?

courageux contre les crédits de guerre)¹⁵, actuellement, moins que jamais, nous ne prendrons pas parti pour les intérêts féodaux d'une clique capitaliste et impérialiste !

La Social-démocratie autrichienne qui bénit l'action « libératrice » des Habsbourg envers la Pologne, la Finlande et le peuple russe, devrait s'expliquer avec franchise sur la question serbe.

Le problème ne se borne pas aux 10 millions de Serbes. La rivalité actuelle remet au premier plan de l'actualité la « Question balkanique ». La paix de Bucarest en 1913 n'a résolu aucune des questions nationales et internationales posées par le Proche-Orient ; elle n'a fait que renforcer l'imbroglio où l'épuisement avait plongé les participants des deux guerres balkaniques. Maintenant avec une acuité particulière se pose la question du comportement futur de la Roumanie dont l'armée d'un million et demi d'hommes peut se révéler comme un facteur important dans le déroulement futur des événements. La Roumanie, en dépit des sympathies de sa population citadine pour les peuples latins, a été entraînée dans l'orbite de la politique austro-allemande. Ce n'est pas dû à des raisons d'ordre dynastique (un Hohenzollern-Sigmaringen occupe le trône), mais au danger que présente la Russie. En 1879, pour remercier les Roumains de leur appui contre les Turcs, e tzar, à la fin de la guerre de « libération », leur enleva un « bout » de territoire : la Bessarabie. Cet acte si brillant contribua à appuyer les sympathies professées par le Hohenzollern de Bucarest. Mais la « camarilla » impérialiste de Vienne s'aliéna le peuple roumain par sa politique d'oppression en Transylvanie (3 millions de Roumains, contre $\frac{3}{4}$ de million en Bessarabie russe). Si la Roumanie, en dépit de l'agitation courageuse du parti socialiste avec son chef Racovski, unit ses armes à celles de la Russie, la responsabilité en incombe uniquement à l'Autriche : elle récolte ce qu'elle a semé. Mais pour le moment, il ne s'agit pas de responsabilité historique. Demain... dans un mois... dans un an... la guerre posera la question suivante : qu'en sera-t-il des peuples balkaniques et de l'Autriche ? Alors, le prolétariat devra pouvoir répondre à cette question.

La démocratie européenne pendant tout le XIX^e siècle a suivi avec méfiance la lutte des peuples balkaniques pour leur libération, craignant un renforcement de la Russie au détriment des Turcs. Marx a mentionné ce péril en 1853 à la veille de la guerre de Crimée. « On peut être assuré que plus la Serbie et la nationalité serbe iront en

¹⁵ Pour comprendre exactement ce fait, il faut bien se mettre en tête la situation politique : Des conjurés serbes abattent un Habsbourg représentant le cléricalisme, le militarisme et l'impérialisme austro-hongrois. Profitant de ce fait avantageux pour elle, la clique belliciste de Vienne envoie un ultimatum à la Serbie, un des plus honteux de toute l'histoire de la diplomatie. Le gouvernement serbe propose de soumettre le cas à la Cour de La Haye. L'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Ceci n'enlève rien au mérite de nos deux amis cités ci-dessus qui refusèrent leur confiance au pouvoir. L'auteur de ces lignes se trouvait en Serbie au début de la guerre des Balkans. Le Parlement votait les crédits militaires. Contre 200 oui, un seul Non, celui du socialiste Liaptchevitch fut accueilli par un silence de mort.

Tous ressentirent la force de cette protestation qui restera en notre mémoire comme un des souvenirs des plus brûlants.

Additif à la présente édition : Liaptchevitch ne réussit pas à tirer les conclusions indispensables à sa position révolutionnaire. Le déroulement des événements le rejeta en arrière. Actuellement, il appartient avec son groupe à la II^e Internationale et demie.

s'accroissant et plus l'influence de la Russie sur les Slaves, encore sujets de la Turquie, ira en s'estompant. Pour s'affirmer comme un État réellement indépendant, la Serbie se tournera vers l'Occident. » Cette prédiction brillante se réalisera, une fois de plus, en ce qui concerne la Bulgarie que la Russie regardait comme son avant-poste dans les Balkans.

Dès que « l'entité » bulgare fut sur pied, elle s'empressa de constituer un vigoureux parti anti-russe sous le commandement de « l'ex-élève » russe, Stamboulov. Ce parti imprima un sceau décisif à la politique extérieure de la jeune nation. Tout le mécanisme des partis politiques en Bulgarie consistait à louvoyer entre les deux blocs européens, sans tomber dans les filets de l'un et de l'autre. La Roumanie entra dans l'orbite autrichienne, la Serbie dans l'orbite russe après 1903, parce que la première est directement en butte au danger russe, la seconde au péril autrichien. Plus les nations du Sud-Est européen sont libres vis-à-vis de l'Autriche, plus elles peuvent affirmer leur indépendance par rapport au Tsarisme. Créé au congrès de Berlin en 1879, l'équilibre balkanique se révéla plein de contradictions. Les pays des Balkans découpés artificiellement, soumis au contrôle de souverains « importés », liés par les intrigues des grandes puissances, ne pouvaient que faire effort pour arriver à leur libération et à leur union. Les bulgares cherchaient à « récupérer » la Macédoine bulgare que le Congrès de Berlin laissait à la Turquie. Par contre, la Serbie, à l'exception du Sandjak de « Novobasarsky », n'avait rien à réclamer aux Turcs. Ses intérêts nationaux naturels étaient de ce côté-ci de la frontière autrichienne : en Bosnie, en Herzégovine, en Croatie, en Slovénie et en Dalmatie. La Roumanie ne cherchait rien au Sud, là où la Bulgarie et la Serbie la coupaient de la Turquie européenne. Son expansion la poussait vers le Nord-Ouest et l'Est : vers la Transylvanie hongroise et la Bessarabie russe. La Grèce devait se heurter, comme les Bulgares, aux Ottomans. La Bulgarie et la Grèce rencontraient moins d'obstacles sur leur route que la Roumanie et la Serbie.

La politique austro-allemande, consistant à prolonger son appui à la Turquie pour que celle-ci garde un pied en Europe fut brisée non par la diplomatie russe qui pourtant s'y employa activement, mais par le cours naturel et irréversible des faits qui intègrent dans l'ordre historique le mouvement des peuples des Balkans vers l'indépendance, s'engageant sur la voie du développement capitaliste. La guerre des Balkans a liquidé la Turquie européenne. Elle a créé ainsi des signes avant-coureurs des questions Hellène et Bulgare. Mais la Serbie et la Roumanie, dont les aspirations nationales ne peuvent être réalisées qu'aux dépens de l'Autriche, furent rejetées vers le Sud et reçurent des « compensations » : la première, en Macédoine, la deuxième, en Dobroudja. Tel est le sens de la seconde guerre balkanique et sa conclusion : la Paix de Bucarest. Le fait même de l'existence de l'Autriche-Hongrie, cette Turquie d'Europe Centrale, ne permet pas aux peuples du Sud-Est un libre choix, il les pousse sur la voie de luttes intestines continuelles, il les oblige à rechercher des appuis extérieurs et il les fait tomber ainsi sous la coupe des grandes puissances. C'est seulement grâce à un tel chaos que la diplomatie russe peut tisser son réseau d'intrigues dont l'objectif le plus récent est : *Constantinople*. Seule une Fédération des États balkaniques, économique et militaire, aurait constitué un obstacle invincible aux entreprises russes. C'est au tour de l'Autriche d'élever un barrage à l'union de ces peuples, après la liquidation de la Turquie européenne.

La Roumanie, la Bulgarie et la Serbie ayant trouvé leurs frontières naturelles et s'étant liées économiquement et défensivement avec la Grèce et la Turquie, pacifieraient définitivement la péninsule des Balkans, ce chaudron infernal qui, périodiquement, menaçait l'Europe d'explosions, et dont la dernière s'est transformée en l'actuelle catastrophe.

La Social-démocratie européenne devait se contenter des restes de la diplomatie capitaliste qui, dans ses congrès et ses conférences, ne faisait que boucher un trou pour en ouvrir un autre. Quand ces tripotages prendraient fin, l'Internationale pourrait avoir le ferme espoir que la liquidation des Habsbourg serait faite non par une guerre européenne, mais par une révolution.

Maintenant la guerre a détruit l'équilibre européen et les grandes puissances s'efforcent de retracer une carte de la nouvelle Europe, non sur des bases démocratiques, mais sur des rapports de forces. La Social-démocratie ne peut pas ne pas se rendre compte que la dynastie autrichienne est un des principaux obstacles à la paix, à la liberté et au progrès, sur le même rang que le Tsarisme et le militarisme allemand.

Le crime de l'aventurier galicien Daszinski et de son groupe n'est pas tant d'avoir placé la Pologne au-dessus du Socialisme, mais d'avoir voulu lier la destinée de celle-ci au sort de l'armée autrichienne. Le prolétariat européen ne peut approuver une telle ligne de conduite. Il met sur le même plan l'unification et l'indépendance de la Pologne et celle de la Serbie. La liberté de la première doit être obtenue sur les deux fronts : russe et autrichien. Nous voulons non seulement que le peuple polonais soit libéré du joug impérial russe, mais aussi que la destinée du peuple serbe ne dépende pas des hobereaux galiciens. Nous ne pouvons évidemment prévoir quelles relations se noueront entre une Pologne indépendante et la Fédération Balkanique ou encore la Bohême ou la Hongrie. Il est cependant assez clair que le complexe des petites et moyennes nations sur le Danube et dans les Balkans représente, par rapport aux menées tzaristes en Europe, un plus grand obstacle que la faible Autriche qui ne manifeste son droit à la vie que par de continuels attentats à la paix européenne.

Dans l'article déjà cité, Marx écrivait à propos de la question d'Orient : « Nous avons vu comment les politiciens européens, dans leur bêtise indécrottable et leur routine indéradicable, se détournent avec épouvante de la question : Comment se comporter vis-à-vis de la Turquie d'Europe ? Pour stopper le puissant élan de la Russie vers Constantinople, on se sert de l'argument qui au contraire le favorise ! On use de la théorie vide et irréaliste du *statu quo*. En quoi consiste le *statu quo* ? Pour les sujets chrétiens des Ottomans, il ne signifie pas autre chose que leur libération de l'oppression turque. Tant qu'ils sont soumis aux exactions de leurs maîtres, ils regardent l'Europe orthodoxe comme leur défenseur naturel et leur libérateur. »

Ce qui vient d'être dit des Turcs, se rapporte, bien que moins directement, aux Autrichiens. La solution de la question des Balkans ne peut avoir lieu sans solution de la question autrichienne ; les deux tiennent en cette formule : Fédération démocratique des peuples danubiens et balkaniques.

« Les gouvernements avec leur diplomatie surannée ne pourront jamais vaincre ces difficultés, scribit Marx. Le problème turc, lié à beaucoup d'autres, ne peut être résolu que par une révolution européenne. »

Cette affirmation conserve toute sa force encore de nos jours. Pour que la révolution puisse résoudre tous les problèmes accumulés au cours du siècle dernier, il faut que le prolétariat international possède son programme de solution sur la question autrichienne.

Il doit défendre ce programme contre les appétits de conquête du Tsarisme et contre les peureuses tentatives de maintenir le *statu quo* autrichien.

L'AUTRICHE HONGRIE

Le Tsarisme représente, indiscutablement, une forme de gouvernement oppressive bien plus cruelle et barbare que l'absolutisme autrichien tempéré par ses infirmités. Mais la Russie, prise comme une organisation purement gouvernementale, ne s'identifie nullement avec le Tsarisme. La destruction de celui-ci ne signifie pas la perte de la Russie ; au contraire, elle veut dire que celle-ci sera libre et forte. Les bruits suivant lesquels il faut rejeter la Russie « en Asie » (ces rumeurs circulent depuis le début de la guerre) sont dus à une mauvaise connaissance de l'histoire et de la géographie.

Quelle que puisse être la destinée des différentes contrées de ces pays telles que la Pologne, la Finlande, l'Ukraine ou la Bessarabie, la Russie européenne ne peut cesser d'exister en tant que territoire peuplé de millions d'hommes, ayant accompli d'énormes progrès culturels depuis ces vingt-cinq dernières années. Il en va tout autrement en ce qui concerne l'Autriche-Hongrie. Celle-ci, en tant qu'organe gouvernemental, s'identifie à la monarchie des Habsbourg ; avec cette dernière, elle tombera, comme l'Empire turc s'est effondré avec la caste guerrière et féodale des Ozman. L'Autriche, conglomérat d'une foule de nationalités diverses, est la conception la plus réactionnaire au centre de l'Europe. Conserver cet absolutisme à la fin de la guerre, c'est condamner le développement des peuples danubiens et balkaniques, c'est s'exposer au danger de nouvelles conflagrations et c'est aussi renforcer le despotisme russe.

Si la Social-démocratie allemande approuve la défaite de la France, la considérant comme un juste châtement de sa collusion avec le Tsarisme, il convient d'exiger d'elle qu'elle regarde du même œil l'alliance austro-allemande. Les journaux occidentaux présentent leur guerre comme une « guerre de libération des peuples ». Ils oublient qu'ils ont pour allié le Tsarisme ! D'un autre côté, il faut un certain degré d'hypocrisie de la part de la Social-démocratie pour qualifier l'armée allemande de « libératrice » car, si celle-ci combat, il est vrai, le Tsarisme, elle protège en même temps l'absolutisme austro-hongrois.

Pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie est une nécessité. Nous voulons dire, pour une Allemagne comme nous la connaissons : celle du militarisme, de la monarchie « forte », de l'état policier et de la dictature des Junkers. La caste de ces derniers ayant rejeté la France dans les bras du Tsarisme par suite de l'annexion de l'Alsace-Lorraine et ayant systématiquement détérioré les relations avec l'Angleterre par suite du développement

rapide de la marine de guerre, a été obligée de se chercher un allié contre les ennemis de l'Est et de l'Ouest. Du point de vue allemand, l'Autriche doit constituer un réservoir militaire et former des régiments hongrois, tchèques, polonais, roumains, serbes et italiens. L'Allemagne dirigeante admet volontiers que 10 ou 12 millions de Germains soient séparés de la métropole nationale, du moment qu'ils tiennent au-dessous d'eux 40 millions de non allemands. Une Fédération démocratique des peuples danubiens libérerait ceux-ci du militarisme allemand. Seule une Autriche militariste et monarchiste peut faire alliance avec les junkers. La condition indispensable à cette alliance est la fidélité, « digne des Niebelungen », envers la monarchie qui ne peut se maintenir qu'en écrasant les tendances centrifuges. Pour l'Autriche, entourée de diverses nationalités dont une grande partie habite son propre territoire, les deux politiques, intérieure et extérieure, sont étroitement liées. Pour pouvoir maintenir 7 millions d'hommes dans le cadre de son organisation militaire, l'Empire austro-hongrois doit écraser leur objectif politique : le royaume indépendant de Serbie. L'ultimatum autrichien fut un pas décisif sur cette voie. « L'Autriche a fait ce pas, poussée par des exigences irrésistibles », écrit E. Bernstein dans le *Cahier du mois socialiste* (16^e cahier). Cette opinion est absolument exacte du point de vue dynastique. Défendre la politique des dirigeants des Habsbourg, sous le prétexte du « bas niveau moral » des dirigeants de Belgrade, c'est vouloir ignorer le fait que l'Autriche n'entretenait de bonnes relations avec les Serbes que lorsque ceux-ci avaient à leur tête une « créature de la monarchie autrichienne », comme Milan, le gouvernement le plus néfaste que les infortunés Balkans aient jamais connu. Si le règlement de comptes s'effectue si tard, c'est que la monarchie austro-hongroise bien vieillie manque de l'agressivité indispensable. C'est seulement après la mort de l'archiduc que le parti belliciste reçut un appui décisif de la part des Allemands. C'est exposé très clairement dans le *Livre Blanc* que les diplomates professionnels et non professionnels tentent de présenter comme témoignage de la volonté de paix des Hohenzollern. Décrivant les buts de la propagande serbe et le mécanisme des intrigues russes, voici ce qu'écrit le *Livre Blanc* : « En de telles conditions, l'Autriche devait se dire que l'inaction opposée à toutes ces machinations ne pouvait convenir à la dignité et à la sécurité de la monarchie. De tout notre cœur, nous avons exprimé notre accord avec notre allié et l'avons assuré que chaque effort accompli pour contrecarrer l'hostilité serbe rencontrait notre approbation. Nous sommes pleinement conscients qu'une offensive autrichienne contre la Serbie peut entraîner une riposte russe et nous impliquer dans le conflit, conformément à nos obligations envers notre allié. Mais, connaissant les intérêts vitaux de l'Autriche, nous ne pouvions lui refuser notre appui en cette période si pénible pour elle. Nous ne pouvions le faire d'autant moins que la continuation de l'action incendiaire des Serbes était nuisible à nos propres intérêts. En permettant à ces derniers, appuyés par la France et la Russie, de menacer l'Autriche, nous aurions provoqué la destruction de celle-ci et la mainmise russe sur tous les peuples slaves, rendant indispensable devant les menées menaçantes, sans cesse croissantes, de nos voisins de l'Est et de l'Occident. Voici la raison qui nous fait donner « carte blanche » à l'Autriche pour son action contre les Serbes. »

L'attitude de l'Allemagne devant le conflit austro-serbe est dépeint ici avec une entière clarté. Non seulement elle était parfaitement renseignée sur les plans autrichiens, non seulement elle les approuvait, non seulement elle admettait les

conséquences découlant de « sa fidèle alliance », mais encore elle considérait l'agression autrichienne comme salvatrice et indispensable. Elle regardait l'accord qui les liait tous deux. « Autrement, la monarchie austro-hongroise n'aurait plus été l'allié sur lequel nous pouvions compter. »

Cet état de choses et le danger qu'il entraînait était clair pour les marxistes allemands.

Le 29 juin, le lendemain de la mort de l'archiduc, le journal *Vorwaerts* écrivait : « Une politique d'incapables a lié notre sort trop étroitement à celui de l'Autriche. Nos dirigeants ont fait de cette alliance la base de leur politique étrangère. Mais il s'avère de plus en plus qu'elle est une source de faiblesse. Le problème autrichien constitue un péril sans cesse croissant pour la paix de l'Europe. » Un mois après, alors que le danger d'une effroyable guerre se précisait, l'organe central de la Social-démocratie allemande écrivait d'une manière plus nette encore : « Quelle doit être la position du prolétariat allemand envers ce paroxysme de non-sens ? », et il répondait ainsi : « Elle n'est nullement intéressée par la conservation de la mosaïque chaotique autrichienne. »

Bien au contraire, l'Allemagne démocratique ne peut être intéressée que par l'écroulement de l'Autriche-Hongrie. Ce dernier enrichirait l'Allemagne par l'apport de 12 millions de citoyens allemands et d'un centre de tout premier ordre comme Vienne. L'Italie aurait reçu des compensations et aurait cessé d'être ce partenaire douteux, dont elle a toujours joué le rôle dans la Triplice. La Pologne, la Hongrie, la Bohême indépendantes et la Fédération Balkanique constitueraient un solide rempart contre le Tsarisme. Une Allemagne forte de ses 75 millions d'habitants — Allemagne démocratique, s'entend —, ayant conclu la paix avec la France et l'Angleterre, isolerait le Tsarisme et l'affaiblirait dans ses politiques intérieure et extérieure. Atteindre ces objectifs amènerait la libération des peuples russe et autrichien. Mais cette politique exige une condition *sine qua non* : le peuple allemand, au lieu d'aider les Hohenzollern à « libérer » les autres peuples, doit commencer par se débarrasser des Hohenzollern. »

La conduite de la Social-démocratie s'avère une contradiction éclatante à de tels projets. Au moment « psychologique », elle découvre qu'il est indispensable de fortifier les Habsbourg dans l'intérêt de l'Allemagne ou de la « nation allemande ». Ce point de vue antidémocratique, qui remplit de honte tout internationaliste sensé, est formulé par le journal viennois *Arbeiter-Zeitung*. Il estime que la guerre est avant tout dirigée contre « l'esprit allemand ». « Les générations qui viennent jugeront si la diplomatie a été menée avec justesse ou si ce qui se passe actuellement était inévitable. Maintenant, c'est le sort du peuple allemand qui se joue et ce n'est pas le moment d'hésiter et de douter ! Notre peuple tout entier, en sa résolution de fer, n'est pas disposé à porter une cangue ! Et cela ni la mort, ni le diable ne l'y encourageront ! » etc... (*Arbeiter-Zeitung*, le 5 Août.) Par respect pour le goût politique et littéraire du lecteur, nous ne poursuivons pas la citation.

Remarquons qu'ici l'on ne parle pas de la mission libératrice du peuple allemand envers les autres nations, mais que le problème posé est celui de la défense et de la sécurité du premier. La protection de la culture allemande, de la terre allemande et de la

population allemande est le problème non seulement de l'armée allemande, mais aussi celui de l'armée autrichienne.

Les Serbes doivent lutter contre les Serbes, les polonais contre leurs frères, les Ukrainiens contre les Ukrainiens au nom « du sentiment d'humanité de l'Allemagne » ! Les 40 millions d'allogènes de la Monarchie autrichienne doivent servir de « fumier historique » pour l'amélioration des champs de la culture allemande. Ce n'est pas la peine de démontrer que tel ne peut être le point de vue du Socialisme international. Mais ici se place une totale absence de pudeur de la part de la démocratie nationale. L'État-major autrichien, dans sa proclamation datée du 8 Septembre, explique à l'Humanité tout entière que : « Tous les peuples de notre monarchie bien-aimée, unis comme un seul homme, comme l'exige le serment prêté, doivent rivaliser de bravoure contre l'ennemi quel qu'il soit... » *Arbeiter Zeitung* fait sien ce point de vue de la monarchie en regardant les allogènes comme un réservoir de « chair à canon », tout comme la France regarde les Sénégalais et les Anglais leurs Hindous ! Si nous prenons en considération que cette opinion n'est pas nouvelle pour la Social-démocratie autrichienne, nous comprenons d'autant mieux pourquoi celle-ci s'est morcelée en groupements nationaux, réduisant à néant sa signification politique. Cet éparpillement doit sa cause profonde à la carence même de l'Autriche en tant qu'organisation gouvernementale. Le comportement de la Social-démocratie prouve qu'elle est tombée victime de cette carence en capitulant idéologiquement devant elle.

Elle s'est révélée incapable d'unir les travailleurs de différentes nationalités et a renoncé définitivement à résoudre ses propres problèmes. Elle n'a pu « liquider » cette conception gouvernementale que Renner, l'avocat de la monarchie danubienne, a voulu défendre en tant que « conception » purement austro-hongroise, mais qui en fait est soumise au nationalisme des Junkers. Cet effondrement total nous est découvert par les lignes publiées par *Arbeiter-Zeitung*. Mais si vous prêtez attentivement l'oreille à la musique de l'hystérisme nationaliste, vous percevrez un air beaucoup plus grave — c'est la voix de l'Histoire qui nous dit que le Progrès politique dans l'Europe Centrale et celle du Sud-Est ne peut se réaliser que par l'écroulement de la monarchie autrichienne¹⁶.

LA LUTTE CONTRE LE TSARISME

Le Tsarisme ! ... La victoire de l'Allemagne et de son allié ne signifie-t-elle pas l'écrasement du despotisme russe et ne correspond-elle pas aux conclusions que nous avons exposées précédemment ? Cette question a une signification décisive dans toute l'argumentation des Social-démocraties allemande et autrichienne. L'écrasement d'une

¹⁶ On envisage dans le texte une révolution telle, que non seulement, elle chassera les Hohenzollern, mais démolira les bases sociales du régime impérial allemand. Il est évident qu'une semblable révolution n'a pas encore eu lieu en Allemagne.

Additif à la présente édition : Il va sans dire que la défaite et la dislocation de l'Autriche-Hongrie par les Alliés ne nous rapproche pas de la solution du problème suivant : comment faire cohabiter et collaborer économiquement et culturellement les peuples de l'Europe centrale et sud-orientale. Les nœuds ont été resserrés désespérément. Seule l'épée du prolétariat pourra les trancher.

petite nation neutre, la défaite de la France sont justifiés par l'absolue nécessité de vaincre le Tsarisme. Haase a justifié son approbation des crédits militaires comme suit : « Il faut écarter le danger que présente la tyrannie russe. » Bernstein a repris l'appel « Avec Karl Marx et Engels » sous le slogan de « réglons les comptes avec la Russie ». Wendel qui avait terminé un de ses discours parlementaires par un « Vive la France ! », marche allégrement — et volontairement — contre celle-ci au nom de la lutte contre le Tsarisme. Mécontent du résultat de sa mission en Italie, Sudekum accuse les Italiens de ne pas comprendre « l'entité » du Tsarisme. Les sociaux-démocrates autrichiens et hongrois, en marchant contre les Serbes sous la bannière de la « guerre sainte », apportent leur contribution à la lutte contre le despotisme tzariste.

Mais il n'y a pas que les socialistes. Toute la presse bourgeoise ne connaît pas d'autre souci que d'anéantir le pouvoir qui opprime les peuples de Russie et menace d'envahir l'Europe. Le chancelier impérial stigmatise la France et la Grande-Bretagne comme des vassaux de la Russie. Même le général Von Morgen, un « ami sincère de la liberté et de l'indépendance », appelle les Polonais à se soulever contre le despotisme du tzar ! Il nous serait par trop honteux, à nous autres révolutionnaires qui avons passé par l'école du matérialisme historique, de ne pas discerner les intérêts cachés et les motifs profonds sous cet amas de mensonges, de phraséologie, de vantardises, de bêtise et de lâcheté. Une personne sensée ne pourra jamais admettre que le Tsarisme soit haï par les réactionnaires allemands. Au contraire. Après et pendant la guerre, le Tsarisme demeure la forme de gouvernement la plus proche de celle de l'Empire allemand. Il lui est indispensable pour les deux raisons suivantes : le Tsarisme affaiblit économiquement, culturellement et militairement la Russie, il entrave son développement ; ensuite, il fortifie la monarchie des Hohenzollern et l'oligarchie des Junkers, car sans lui, le Kaiser apparaîtrait à l'Europe comme le seul représentant de la barbarie féodale. L'absolutisme allemand n'a jamais dissimulé qu'il désirait le maintien du despotisme russe qui lui est semblable, bien que sous une forme plus asiatique. Les intérêts, la tradition et les sympathies poussent les réactionnaires allemands vers le Tsarisme. Et le motif suprême : le Kaiser peut parader, sinon devant le monde, du moins devant son propre peuple, comme le défenseur de la culture contre la sauvagerie. La forme de gouvernement russe est indispensable à la réaction allemande aussi bien dans une amitié permanente que dans une guerre momentanée. C'est pourquoi cette dernière, même en guerre, est soucieuse de conserver le Tsarisme en vue d'une amitié future.

« C'est avec une profonde amertume que je vois la fin de cette amitié qui nous liait à la Russie », déclara Guillaume dans son discours du trône, aussitôt après la déclaration de guerre. Et il ajoutait : « Cette amitié que l'Allemagne conservait avec honneur ». (Il aurait pu dire : amitié non envers la Russie, mais pour la dynastie russe, conformément à « la religion des Hohenzollern pour la dynastie impériale russe », comme l'aurait écrit Marx). Les sociaux-démocrates allemands n'ont pas inspiré au Kaiser et à son chancelier le plan suivant : profiter de la victoire sur la France et l'Angleterre pour se rapprocher politiquement de la France ; ensuite, profiter de cette victoire pour écraser définitivement le Tsarisme. Les vues réactionnaires ne peuvent pas ne pas être totalement opposées à ces plans. Nous laissons pendante la question suivante : l'offensive à l'Ouest est-elle exigée par les impératifs de la stratégie ? Une tactique purement

défensive n'aurait-elle pas été satisfaisante sur ce front ? Tout ce que l'on peut en dire, c'est que la politique des junkers exigeait une défaite totale française ; il n'y a qu'un aveugle volontaire pour ne pas le voir.

Édouard Bernstein, essayant de définir la position de la Social-démocratie allemande, en arrive à la conclusion suivante : « Si l'Allemagne se comportait en démocratie, il est clair que son but — règlement de comptes avec le Tsarisme — pourrait être atteint. Elle aurait mené la guerre sur le front oriental d'une façon révolutionnaire. Elle aurait appelé à la rébellion tous les peuples opprimés et leur aurait fourni des armes pour leur libération. » Tout à fait juste ! « Mais, poursuit Bernstein, l'Allemagne n'est pas une démocratie et il est utopique d'attendre d'elle une telle politique avec toutes ses conséquences. » Et alors ? Mais ici Bernstein interrompt soudain son analyse avec « toutes ses conséquences ». Il veut dissimuler les contradictions de la Social-démocratie et, en conclusion, exprime l'espoir que l'Allemagne réactionnaire accomplira la tâche que seule une Allemagne révolutionnaire pourrait mener à bien. *Credo quia absurdum !* J'y crois parce que c'est idiot ! ...

On peut évidemment aborder la question d'un autre côté. La caste dirigeante allemande — admettons — n'est pas intéressée à combattre le Tsarisme. Mais les deux pays sont en guerre. De la victoire allemande — et ceci ne dépend pas des Hohenzollern — le Tsarisme sortira affaibli, peut-être même balayé. « Vive Hindenburg, arme inconsciente de la révolution en Russie », nous exclamons-nous avec le journal de Chemnitz *Volksstimme*. « Vive également l'héritier du trône, lui aussi arme inconsciente ! Vive le sultan turc, qui sert la révolution en bombardant les ports russes sur la Mer Noire ! Heureuse Révolution Russe ! Les rangs de tes combattants s'agrandissent ! »

Mais occupons-nous sérieusement de la question. La défaite du Tsarisme servira-t-elle réellement la cause de la révolution ? Il nous est impossible de nous prononcer sur cette « possibilité » qui n'est seulement qu'une possibilité. Le Mikado et ses samouraïs se moquaient éperdument de la libération de la Russie. Cependant la guerre russo-japonaise donna une fameuse impulsion à la Révolution de 1905 ; nous pouvons supposer qu'il peut en être de même à la fin de cette guerre. Pour évaluer les possibilités historiques, il faut prendre en considération les circonstances suivantes.

Ceux qui s'imaginent que la guerre contre le Japon a motivé la Révolution, ne connaissent pas les faits, les liens existant entre eux et ne les comprennent pas. La guerre a fait s'accélérer la Révolution. Mais elle l'a affaiblie à l'intérieur. Si la Révolution s'était produite à partir de l'accroissement organique de forces intérieures, elle aurait éclaté plus tard, mais elle aurait été plus forte et se serait déroulée suivant un plan. Par conséquent, la Révolution n'était nullement intéressée par la guerre. Voici le premier fait ! Passons au second : la guerre russo-nipponne a affaibli le Tsarisme, mais a renforcé le militarisme japonais. Dans le conflit actuel, ces conceptions sont également valables, mais sur une plus grande échelle. De 1912 à 1914, la Russie a connu un grand développement industriel. L'accroissement proportionnel du mouvement révolutionnaire consécutif à celui des masses laborieuses amena le pays à un état de soulèvement et de répression. Mais à la différence de 1902-1905, le mouvement se développa d'une manière incomparablement plus raisonnée et « planifiée ». Il lui fallait toute cette période pour mûrir. La guerre, à condition d'une défaite catastrophique de la Russie, peut accélérer

l'avènement de la révolution, mais un affaiblissement intérieur de la première est indispensable. En admettant même que la Révolution prenne le dessus, il se pourrait que les armées des Hohenzollern se retournassent contre elle. Cette perspective ne peut pas ne pas paralyser les forces révolutionnaires en Russie qui savent bien que, derrière les baïonnettes allemandes, marche le prolétariat allemand. Une défaite russe signifie la continuation du chaos national au centre de l'Europe et la domination illimitée du militarisme germanique sur tout le continent. Le désarmement de la France, une contribution de plusieurs milliards, l'inclusion des vaincus dans le système douanier, un accord commercial avec la Russie feraient de l'Impérialisme allemand le maître absolu pendant des générations. La capitulation déjà commencée du prolétariat devant le militarisme triomphant ferait que les travailleurs, matériellement et moralement, n'auraient plus que des miettes du festin de la caste militariste, et la révolution sociale serait frappée en plein cœur. Dans ces conditions, il n'est pas besoin d'autres preuves pour démontrer que la Révolution russe, même victorieuse provisoirement, serait morte¹⁷.

De cette façon, l'actuelle mêlée des peuples sous le joug militariste produit de si monstrueuses contradictions que la guerre et les gouvernements ne peuvent les expliquer. La Social-démocratie ne peut en aucun cas atteindre ses objectifs, que ce soit la victoire de l'un ou l'autre camp. La Social-démocratie par la voix de Vorwaerts l'a admirablement compris justement en ce qui concerne la lutte contre le Tsarisme. Le 28 Juillet, ce journal écrivait : « Si l'on ne réussit pas à localiser le conflit, si la Russie entre en scène, quelle position devons-nous prendre par rapport au Tsarisme ? Cette question englobe toute la difficulté de la situation. Le moment ne serait-il pas venu de porter au Tsarisme un coup mortel ? Ce moment ne mènera-t-il pas à la victoire et à la Révolution, dès que les armées allemandes auront franchi la frontière ? » Vorwaerts arrive à conclusion suivante : « Peut-on être assuré du triomphe par nos armées ? Ce fait peut conduire à la chute du despotisme russe, mais nos soldats ne combattront-ils pas les révolutionnaires avec plus de violence qu'ils ne le firent contre le gouvernement précédent ? »

Le 3 Août, à la veille de la séance historique du Reichstag Vorwaerts écrivait dans l'article intitulé « Lutte contre le Tsarisme » : « En même temps que la presse conservatrice calomnie la plus grande partie de la nation à la grande joie des étrangers, en nous appelant des traîtres, d'autres journaux s'efforcent au contraire de démontrer à la Social-démocratie que la guerre est en réalité une ancienne exigence démocratique. La guerre contre la tyrannie russe, n'est-ce pas ce que le Parti Social-démocrate a toujours exigé ? »

Ce sont les arguments d'une grande partie de la presse bourgeoise qui démontre ainsi l'importance qu'elle attache à l'opinion des Allemands partisans de la Social-démocratie. Voici pourquoi à la place du slogan : « Qui fait du tort à la Russie en fait aussi à

¹⁷ À cette époque il fallait supposer, comme le faisaient surtout les sociaux-patriotes, que la victoire allemande serait remportée en quelques semaines et que le militarisme allemand écraserait la Révolution russe. Mais la guerre s'étant prolongée et la révolution n'ayant éclairé qu'après trois ans, l'Europe bourgeoise à la fois victorieuse et vaincue était tellement épuisée qu'elle n'a pas trouvé la force de l'écraser (L. T., mars 1922).

l'Allemagne », vient celui-ci : « À bas le Tsarisme ! ». C'est un fait : quand des dirigeants aussi connus que Bebel, Lassalle, Engels, Marx, exigeaient la guerre démocratique contre la Russie, celle-ci cessait d'être uniquement un nid de réaction, mais devenait un foyer révolutionnaire. La chute du Tsarisme se révèle être le problème du peuple russe en général et du prolétariat en particulier. Avec quelle énergie les classes laborieuses se mettront à l'ouvrage assigné par l'Histoire, nous le verrons au cours des semaines prochaines...

Toutes les tentatives nationalistes des « purs Russes » d'éteindre la haine des masses envers le Tsarisme et de développer l'esprit de persécution contre l'étranger, en particulier contre l'Allemagne, se sont soldées jusqu'à présent par un fiasco. Le prolétariat russe sait trop bien où se trouve son ennemi... Dans son propre pays. Aucun fait n'a frappé plus désagréablement les « mercenaires » nationalistes, les panslavistes, les « purs russes » que les démonstrations gigantesques de la Social-démocratie en faveur de la paix. Quels cris n'auraient-ils pas poussés si le contraire s'était produit, s'ils avaient eu la possibilité de dire aux travailleurs russes : « Que voulez-vous donc ? LA Social-démocratie allemande marche en tête de ceux qui veulent la guerre contre la Russie » et le « Petit-Père » aurait soupiré d'aise : « Voici la nouvelle que j'attendais ! On vient de briser l'épine dorsale de mon plus féroce ennemi ! La solidarité internationale des prolétaires est brisée ! Maintenant je peux lâcher à fond la bête fauve du nationalisme ! Je suis sauvé ! ».

Ainsi écrivait *Vorwaerts* après la déclaration des hostilités. Ces lignes soulignent la conduite honnête et courageuse du prolétariat en face du chauvinisme belliciste. Le journal a bien compris et défini la basse hypocrisie de la caste servile dirigeante qui brusquement a senti la vocation de libérer la Russie. *Vorwaerts* avertit les travailleurs de ce chantage répugnant dont joue la presse bourgeoise par rapport à leur conscience révolutionnaire. « Ne croyez pas ces amis du "knout" qui cachent leur appétit impérialiste sous le masque d'une phraséologie mensongère. Ils vous trompent, vous, pauvre chair à canon, dont ils ont besoin. S'ils réussissaient à vous convaincre, ils aideraient le Tsarisme et porteraient un coup effroyable — moralement — à la Révolution. Si même celle-ci relevait la tête, ils donneraient leur appui au Tzar pour l'écraser. » Voici l'enseignement donné par *Vorwaerts* aux ouvriers allemands jusqu'au 4 Août.

Ce même journal écrivait il y a trois semaines environ : « La liberté et l'indépendance de la Pologne et de la Finlande, le développement libre du grand peuple russe, la destruction d'une alliance anti-nature de deux puissances hautement cultivées avec la barbarie tzariste, voici le but vers lequel doit tendre le peuple allemand en se préparant à tous les sacrifices... » Et autant pour la Social-démocratie et son principal journal ! ...

Que s'est-il passé pendant ces trois semaines ? Qui a pu obliger le *Vorwaerts* à rejeter son point de vue initial ? L'armée allemande a envahi la Belgique, pays neutre, a brûlé je ne sais combien de villages et a détruit Louvain dont les habitants se sont montrés si impudents qu'ils ont osé... sans casques et sans shakos, tirer sur les étrangers en armes qui envahissaient leurs demeures¹⁸. Pendant ce temps, trois semaines,

¹⁸ Marx écrivait à Engels : « Il est typiquement prussien de penser que, sans uniforme, on n'a pas le droit de défendre sa patrie ».

l'Allemagne a porté la mort et la désolation en France ; son alliée autrichienne a franchi la Sava et la Drina, inculquant aux Serbes l'amour de la dynastie austro-hongroise. Voici les faits qui ont convaincu Vorwaerts que les Hohenzollern menaient une guerre libératrice. Ils ont écrasé la Belgique neutre, et la Social-démocratie s'est tue !

Richard Fisher, l'envoyé extraordinaire du Parti, est venu en Suisse expliquer aux habitants d'un pays neutre que violer la neutralité belge et détruire physiquement un petit peuple était un événement tout à fait naturel¹⁹. En effet, pourquoi mener un si grand tapage pour cette bagatelle ? Tout gouvernement à la place des Hohenzollern en eût fait autant ! Cette conclusion a sa place dans la bouche d'un social-démocrate anglais pour masquer l'hypocrisie de son gouvernement, mais quel sens honteux ne prend-elle pas chez un socialiste allemand essayant de faire admettre comme justifiable un crime aussi abominable ! La Social-démocratie allemande a non seulement admis la guerre en tant que « défensive », mais elle a paré l'armée impériale d'une auréole, celle des libérateurs. Quelle chute sans exemple dans l'Histoire de ce Parti qui, pendant 50 ans, avait enseigné aux travailleurs que leur propre gouvernement était l'ennemi de la liberté et de la démocratie !

Pourtant, chaque jour de la guerre actuelle découvre de plus en plus ce danger européen dont les marxistes auraient dû être conscients depuis le début. L'Allemagne a asséné son plus grand coup à l'Ouest. Admettons, ce qui peut sembler incroyable, que le plan de campagne allemand n'est dicté que par les nécessités impitoyables de la stratégie et qu'il faille détruire la Belgique, la France et les forces de terre anglaises pour se retourner ensuite contre la Russie. Admettons encore que la Social-démocratie se sente soulagée de ce que cet état de choses a été amené par des considérations purement stratégiques. Il n'en reste pas moins évident que plus l'Allemagne rencontrera de résistance en France, plus elle s'épuisera et moins elle possédera de ressources pour mener à bien la tâche fixée par la Social-démocratie : « régler les comptes avec la Russie ». Alors l'Histoire sera le témoin d'une paix « honorable » entre les deux puissances les plus réactionnaires d'Europe : entre Nicolas auquel le destin a fait cadeau de victoire à bon marché sur la « pourrissante » monarchie autrichienne et Guillaume qui règle ses différends non avec la Russie, mais avec la Belgique. L'Alliance des Hohenzollern et des Romanov, après l'écrasement des puissances occidentales, signifiera l'avènement d'une période de répression réactionnaire en Europe et dans le monde. Par toute sa politique, la Social-démocratie fraye la voie à ce terrible danger. Elle cessera d'exister si le prolétariat ne se retrouve pas et n'intervient pas en tant que facteur politique dans les combinaisons des dynasties et des gouvernements capitalistes !

¹⁹ Engels écrivait en 1890 avec justesse : « La Russie n'a de valeur que dans les guerres dont le fardeau principal retombe sur ses Alliés. Leur territoire est dévasté et ils constituent la grande masse des combattants, les russes jouant le rôle de réserves.

« Le Tsarisme n'obtient des victoires que sur de faibles adversaires tels que la Perse, la Turquie et la Suède. Maintenant on peut placer l'Autriche sur le même rang.

LA GUERRE CONTRE L'OCCIDENT

Le docteur Sudekum écrivait dans *Vorwaerts*, après son voyage diplomatique en Italie, que les socialistes italiens ne comprenaient pas suffisamment « l'essence » du Tsarisme. Nous sommes d'accord avec ce docteur que l'Allemand conçoit mieux « l'essence » de ce despotisme parce qu'il sent peser chaque jour la charge de l'absolutisme prussien. Et ces deux « essences » sont identiques.

L'absolutisme germanique représente une organisation de type monarcho-féodal sous lequel le développement du siècle dernier a conduit à une puissante structure capitaliste. La force de l'armée allemande que nous voyons maintenant dans son œuvre de mort réside non seulement dans la force industrielle du pays, dans l'intelligence et la qualification très poussée des ouvriers, mais aussi dans le fait que le corps des officiers groupés autour du monarque est guidé par la volonté d'écraser tout ce qui est en dessous de lui et de se soumettre à ce qui se trouve au-dessus. L'armée et le gouvernement allemands représentent une organisation féodale aux ressources capitalistes immenses.

Les « scribouillards » de la presse bourgeoise peuvent broder à loisir sur ce thème que l'Allemand est un homme de devoir opposé au Français « léger ». L'opposition provient de conditions non raciales, mais sociales et politiques.

L'armée permanente, État dans l'État, monde fermé, reste soumise à la direction d'une caste malgré le développement du service militaire obligatoire. Elle trouve son épanouissement suivant une loi hiérarchique, approuvée par la monarchie.

Dans son livre *L'Armée Nouvelle*, Jaurès démontrait que la France ne peut avoir qu'une armée défensive construite sur la base d'un armement populaire, c'est-à-dire la milice. La République bourgeoise française paie le fait d'avoir contrebalancé, dans son armée, les influences démocratiques. Elle a créé, suivant Jaurès, un régime « avorté » où se heurtent et se neutralisent des formes surannées. Le vice fondamental et la faiblesse militaire française se trouvent dans cette inadaptation. Au contraire : la barbarie allemande lui donne une puissante supériorité. Certes, la bourgeoisie allemande a pu s'élever, de temps en temps, contre la mentalité prétorienne du corps des officiers, la Social-démocratie a pu dénoncer les cruautés du « drill » qui a conduit à de nombreux suicides dans les casernes, mais le manque de caractère politique et la carence de l'enseignement révolutionnaire chez les travailleurs ont permis les monstrueuses réalisations du militarisme.

Hans Delbrück recherche les sources de l'énergie militaire allemande dans la forêt de Teutobourg ! « L'ancienne organisation guerrière des Germains s'appuyait sur la garde princière composée d'hommes d'élite autour desquels se groupait le reste des guerriers venus du peuple. Nous voyons le même spectacle actuellement. Combien ont changé les formes des combats actuels comparés à celui qu'ont livré nos ancêtres dans la forêt de Teutobourg ! Oui ! La technique et les armes ont changé, mais l'organisation militaire est restée la même ; la garde fidèle autour du souverain et le peuple entier élevé à son école et soumis à sa discipline. »

Voilà tout le secret du caractère guerrier allemand ! Le Commandant français Driant contemple le Kaiser en uniforme de cuirassier blanc avec l'envie non déguisée du

républicain : « C'est le plus imposant et le plus martial des uniformes », et il s'enthousiasme de ce que l'empereur passe son temps parmi ses soldats, « lui, le rejeton authentique des Hohenzollern ! »

La caste féodale, qui aurait dû « pourrir » depuis longtemps, a retrouvé son lien avec la nation sur le terrain de l'Impérialisme. Cette liaison a été poussée si loin que s'est accomplie la prophétie du commandant Driant qui, il y a quelques années, pouvait passer pour être l'œuvre d'un bonapartiste inavoué ou le délire d'un dément.

« L'empereur est le généralissime et derrière lui toute l'Allemagne marche comme un seul homme. » « La Social-démocratie de Bebel a le fusil au poing et tous les Allemands ne pensent qu'au bonheur de la patrie. Les dix milliards que la France devra payer seront plus bénéfiques que toutes les utopies socialistes. »

Il ne s'agit plus ici de 10 mais bien de 20 ou 30 milliards, osent écrire certaines publications social-démocrates avec une impudence éhontée...

La victoire de l'Allemagne sur la France — nécessité stratégique regrettable selon les sociaux-démocrates — ne signifierait pas la défaite du système militaire de la République, mais le triomphe d'une monarchie féodale sur une démocratie. Ainsi la vieille race des Hindenburg, Moltke et Von Klück, héritiers d'experts en massacres en série, est aussi indispensable que le canon de 42 cm, ce dernier cri de la technique humaine.

Déjà la presse bourgeoise parle de l'inéluctable volonté de combattre de la monarchie allemande. Ces mêmes intellectuels, qui ont promu Hindenburg docteur « en toutes sciences », déclarent que l'esclavage politique est la forme suprême de la vie collective. « Combien une république et une monarchie constitutionnelle nous paraissent versatiles et impuissantes ! ».

Il est pénible de lire les articles des socialistes français qui, trop faible pour faire repousser l'alliance franco-russe et pour faire renoncer au service de trois ans, s'apprêtent à libérer l'Allemagne en pantalons rouges ! Mais il est tout aussi répugnant de parcourir la presse germanique qui, dans un langage servile, exalte la caste brillante des oppresseurs de la nation et la félicite pour son avance en territoire français.

Le 15 août 1870, alors que les allemands approchaient de Paris, Engels écrivait à Marx : « Si le gouvernement révolutionnaire se décidait rapidement et sainement, il n'y aurait pas lieu de désespérer. Il doit abandonner Paris à son propre sort et continuer la guerre avec le Sud comme base. Là il pourra se maintenir en attendant l'achat d'armes et la formation de nouvelles unités qui repousseront petit à petit l'ennemi jusqu'à la frontière. Le meilleur moyen de terminer la guerre serait que les deux pays se donnent mutuellement la preuve de leur invincibilité. »

Et dire que certaines gens aux voix d'hilotes ivres crient : « À Paris ! », en se référant à Marx et à Engels ! En quoi sont-ils plus méprisables que les libéraux russes s'aplatissant devant le généralissime qui fait siffler sa cravache en Galicie orientale ! Avec quelle lâche hypocrisie résonnent les discours sur le caractère « stratégique » de la guerre sur les frontières occidentales ! Qui peut y croire ? Ce ne sont toujours pas les classes dirigeantes allemandes qui parlent un langage plein d'assurance et de vigueur.

Ils appellent « un chat un chat », savent ce qu'ils veulent et se battent pour leurs propres problèmes.

Les sociaux-démocrates racontent que la guerre sert la cause de l'indépendance nationale. « Ce n'est pas exact », leur répond Arthur Diks : « Si la grande politique du siècle passé peut être caractérisée par l'appellation de nationale, les grands événements actuels sont placés sous le signe "international". Celui-ci donne l'élan, la direction et le but à l'expansion conquérante des grandes puissances. » (*La guerre pour la possession du Monde*, 1914, page 3). « Remarquons combien la stratégie a été soigneusement élaborée. Au premier stade de la guerre, nous avons eu soin de protéger nos contrées les plus riches et de nous emparer des provinces ennemies qui viennent compléter nos ressources minières. » (*Ibid.*, page 38.)

La stratégie dont les socialistes parlent sur un ton si déférent commence à produire son effet avec le pillage des centres miniers. La Social-démocratie nous raconte que la guerre sert la cause de la défense nationale. Georges Imer l'expose tout à fait clairement : « Il faut cesser de raconter que le peuple allemand est arrivé trop tard pour le partage du monde. Il est encore temps de s'assurer la possession des marchés mondiaux. De tous temps la terre n'a-t-elle pas été divisée et redivisée ? » (*À bas le joug anglais !* 1914, page 42).

Les socialistes nous consolent en nous racontant que la Belgique n'est que provisoirement occupée. Mais Arthur Diks, qui sait ce qu'il veut et qui a le droit et la force de vouloir, écrit ce qui suit : « L'arrivée des Allemands sur les côtes atlantiques est ce que l'Angleterre craint le plus. Pour cela, nous ne devons ni lâcher la Belgique ni permettre qu'un État susceptible de tomber sous la coupe de la Grande-Bretagne occupe le littoral de Ostende à l'embouchure de la Somme. » « Ce littoral doit toujours rester sous la domination allemande. » Les combats incessants entre Ostende et Dunkerque répondent aux espoirs de la Bourse berlinoise. Les socialistes ont beau nous raconter que la guerre franco-allemande n'est qu'un prélude à la réconciliation, Diks dévoile le dessous des cartes. Pour l'Allemagne, il n'y a qu'une seule nécessité : « Détruire l'Empire britannique. » Le but de la politique extérieure allemande est décrit de façon plus précise par le Professeur Franz Von List : « Défendons-nous contre l'Angleterre ! Tel doit être notre slogan ! » (*L'Alliance des nations d'Europe Centrale*, 1914, page 24.)

« Nous devons, s'écrie un troisième quidam, renverser le plus perfide et le plus méchant de nos ennemis, écraser la tyrannie anglaise exercée sur le monde entier avec un égoïsme repoussant et un mépris total du Droit ! Nous menons la guerre, non contre le Tsarisme, mais avant tout contre la suprématie maritime des Anglais. » Aucun succès, reconnaît le Professeur Schiemann, n'a causé une si grande joie que les défaites Britanniques à Maubeuge et à Saint-Quentin, le 28 août. Les sociaux-démocrates nous disent que le but primordial de la guerre est « de régler les comptes avec le Tsarisme ». Et le respectable Rudolphe Teiden veut céder à celle-ci la Galicie et, par-dessus le marché, le Nord de la Perse. Alors la Russie recevrait de quoi satisfaire ses exigences et peut-être même pourrait-on « gagner son amitié. » Ce qui suit fut écrit pendant la période des victoires russes en Galicie : « Que doit nous rapporter la guerre ? » Réponse : « La plus grande part des dommages sera payée par la France. » « Excepté Belfort, elle devra céder la partie de la Lorraine bordée par la Moselle et, si elle fait

preuve d'une résistance acharnée, nous lui prendrons en plus le territoire limité par la Meuse. Quand ces deux rivières formeront des frontières, peut-être les Français renonceront-ils à leurs tentatives de venir occuper les rives du Rhin. »

La bourgeoisie et le professeur nous disent que l'Angleterre est l'ennemi principal, que la Belgique et la France sont la voie d'accès à l'Océan, que l'espoir de faire payer la Russie est une utopie, qu'il est préférable d'avoir cette dernière comme allié que comme ennemi et que la France devra « régler la facture » en territoires et en argent. D'autre part Vorwaerts appelle les travailleurs à tenir jusqu'à « la victoire finale ». Et là-dessus, il nous explique que la guerre se poursuit au nom de la nation allemande et de la libération des peuples de Russie. Qu'est-ce que tout cela veut dire en fin de compte ? Il est évident qu'il ne faut pas chercher de la logique, de la vérité et du bon sens là où il n'y en a pas ! L'abcès est crevé et son contenu se répand à travers les écrits de la presse social-démocrate. Il est évident que la classe opprimée qui avance lentement vers la liberté doit traîner ses espoirs dans la saleté et le sang avant que de son âme ne s'exhale le cri de l'honneur révolutionnaire.

LA GUERRE DÉFENSIVE

« Il faut écarter ce danger — le despotisme russe —, protéger l'inviolabilité de notre culture et l'indépendance de notre pays. Nous nous tenons à notre ligne de conduite de toujours : au moment du péril, nous ne trahisons pas la patrie. Guidés par ces principes, nous approuvons les crédits militaires. » Ainsi s'exprima Haase, le 4 Août, à la séance du Reichstag. Il parla exclusivement de la défense de la patrie et ne fit aucune allusion à une guerre libératrice concernant les peuples de Russie, ce slogan que, plus tard, les socialistes ont proclamé à tous les échos. Leur presse, dont la logique n'atteint pas la cheville de leur patriotisme, a eu l'astuce de présenter cette guerre non seulement comme la défense du sol national, mais comme une initiative révolutionnaire libérant l'Europe et la Russie du Tsarisme. Nous avons démontré plus haut que le peuple russe a toutes les raisons de refuser cet appui présenté au bout des baïonnettes allemandes. Mais où en est donc le caractère défensif de la guerre ? Ce qui frappe avant tout dans la déclaration de la Social-démocratie, c'est non pas ce qu'elle écrit, mais surtout ce qu'elle passe sous silence. Quand Bethmann-Hollweg annonça le viol des neutralités belge et luxembourgeoise, Haase n'eut pas un mot de protestation. Ce silence semble à ce point incroyable qu'on est obligé de lire et relire la déclaration ; elle est rédigée de telle sorte qu'on a l'impression que la France, la Belgique et l'Angleterre n'ont jamais existé sur la carte politique de la Social-démocratie. Mais les faits sont là, même si les partis ne veulent pas les voir. Chaque membre de l'Internationale a le droit de poser à Haase la question suivante : « Quelle fraction des milliards votés par la Social-démocratie a servi à l'écrasement de la Belgique ? »

Il est fort possible que, pour sauver la patrie allemande de la tyrannie russe, il faille envahir la Belgique ! Mais pourquoi les sociaux-démocrates se sont-ils tus sur ce point ? C'est clair : le gouvernement libéral anglais, en s'efforçant de rendre la guerre populaire aux masses, a mis au premier plan la sauvegarde de la neutralité belge et de l'intégrité de la France, dissimulant son alliance avec la Russie. Pour les mêmes raisons, la Social-

démocratie allemande parle aux travailleurs uniquement d'offensive contre le Tsarisme et ne souffle mot des alliés de ce dernier. Ces faits ne sont pas favorables à la réputation internationale du Tsarisme, mais il est regrettable qu'au nom de la lutte anti-tzariste, la Social-démocratie sacrifie sa propre réputation ! Lassalle disait que tout grand acte politique débutait par « la recherche de ce qui est ». Cette défense ne serait-elle pas un grand acte politique ? En tout cas, la défense de la patrie est une notion très large et très mélangée. La catastrophe mondiale a débuté par l'ultimatum autrichien à la Serbie. L'Autriche n'a fait qu'obéir, évidemment, à la nécessité de défendre ses frontières contre un voisin turbulent. « Il serait ridicule de penser, écrit Ludwig Kwessel, que dans cette mosaïque — l'Europe — on puisse s'emparer d'un côté de mur sans toucher l'autre paroi ! » L'Allemagne a commencé sa guerre « défensive » en envahissant la Belgique pour tourner le dispositif militaire français. La défaite de la France ne serait, après tout, qu'un « épisode stratégique de la lutte "défensive" ».

Mais cette conception ne convainc pas certains patriotes allemands. Ils en proposent une autre, beaucoup plus en accord avec les faits et leur signification : la Russie augmentait son potentiel guerrier, la France menait à bien le service militaire de trois ans, n'est-il pas clair alors que les impératifs de la « self-défense » exigeaient une offensive préventive ?

La France ne pouvait permettre une défaite russe. La Grande-Bretagne justifie son intervention en évoquant la menace directe d'une Allemagne occupant les rivages de la Manche et de l'Océan Atlantique. La Russie parle exclusivement d'assurer sa protection. Nul ne porte atteinte à l'intégrité du territoire russe. Mais une puissance n'est pas que territoriale ; d'autres facteurs existent, tel qu'une influence sur des États plus faibles. La Serbie se trouve dans la sphère d'influence russe et sert à maintenir ce qui se nomme « l'équilibre balkanique », non pas celui des pays des Balkans, bien sûr, mais l'équilibre entre les influences autrichienne et russe. Une pression victorieuse autrichienne sur la Serbie détruit cet équilibre au détriment de la Russie. Là, Sazonov tire son meilleur argument de la phrase de Ludwig Kwessel citée plus haut. Il ne sert à rien d'ajouter que la Serbie avec le Monténégro, la Belgique avec le Luxembourg peuvent aussi apporter des preuves du caractère défensif de leur politique. D'une façon générale, tous se défendent, personne n'est agresseur ! En ce cas, quel sens prennent les termes de guerre « offensive » et « défensive » ? Les critères suivant lesquels on définit ces appellations sont contradictoires, mais ils sont très difficilement discernables l'un de l'autre.

La question du rôle de la guerre a pour nous, marxistes, une signification fondamentale : est-elle capable de faire progresser, de faire reculer, de freiner le développement des forces productrices, des formes gouvernementales, d'accélérer la concentration des forces du prolétariat. Cette évaluation matérialiste de la guerre n'a aucune relation avec les notions de « défensive » ou d'« offensive ». Parfois, sous ces termes formels, on découvre une estimation historique basée plus ou moins solidement. Quand Engels disait que les Allemands — en 1870 — se trouvaient sur la défensive, il voulait faire entendre par là qu'ils ne l'étaient que diplomatiquement. Il tenait pour décisif le fait que les allemands combattaient pour l'unification de leur pays, celle-ci étant indispensable à son développement économique et à l'union socialiste des

prolétaires. Dans le même sens, les peuples chrétiens balkaniques menèrent contre les Turcs une guerre défensive réclamant leur droit à un développement national et indépendant.

Indépendamment de cette évaluation historico-matérialiste de la guerre, se pose la question de ses conditions politico-internationales. La guerre contre Napoléon était inévitable historiquement et le droit au développement était du côté allemand. Mais ces tendances historiques n'ont pas résolu la question de savoir : qui avait intérêt à provoquer la guerre en 1870 ? Maintenant nous savons pertinemment que des considérations politiques et militaires ont poussé Bismarck à prendre l'initiative. Mais il aurait pu en être autrement : avec de la clairvoyance et de l'énergie, Napoléon III aurait pu devancer son adversaire et déclarer la guerre quelques années plus tôt. Cela aurait changé radicalement l'aspect extérieurement politique de l'événement en laissant intact l'estimation générale historique de la guerre. En troisième lieu, viennent les circonstances diplomatiques. Le problème de la diplomatie est double, en l'occurrence : 1° elle doit déclarer la guerre au moment le plus propice à l'intérêt de la nation, 2° elle doit s'y prendre de telle façon que les responsabilités en incombent à l'ennemi. La révélation des intrigues et des « filouteries » de la diplomatie pose un grave problème à la Social-démocratie.

En dehors du fait que nous ignorons jusqu'à quel point nous pouvons éclairer ces machinations, il est évident que ce réseau d'intrigues ne découvre ni le rôle historique de la guerre ni ses auteurs. Bismarck obligea Napoléon à lui déclarer la guerre par une manœuvre habile. Cependant l'initiative était du côté allemand.

Ensuite viennent des critères purement militaires. Quelle que soit la nation qui prend l'initiative des hostilités, sa stratégie peut se fonder, suivant un plan déjà élaboré, sur l'offensive ou la défensive. « Il est heureux, écrivait Engels à Marx, que les français aient pénétré les premiers en territoire allemand. Si ceux-ci en repoussant l'agresseur avancent à leur tour, cela produira sur l'opinion française une tout autre impression que si les Allemands envahissent la France sans une offensive préalable de ces derniers. Cela donne à la guerre un caractère bonapartiste. L'exemple désormais classique de ce conflit franco-allemand nous définit exactement les critères et les contradictions de l'évaluation historique d'une guerre à la fois "défensive et offensive". » Le premier pas « tactique » des Français devait, du moins, suivant Engels, faire rejeter — pour le peuple — la responsabilité sur les Allemands. Le plan *stratégique* adverse était purement offensif. Les intrigues *diplomatiques* bismarckiennes forcèrent Bonaparte à la guerre contre son gré et à faire figure de fauteur de troubles en Europe. L'initiative *politico-militaire* appartenait entièrement au gouvernement prussien. Ces circonstances servent toutes à l'évaluation historique, mais il y a encore d'autres impondérables.

À la base même de la guerre, notons l'effort progressif des Allemands en vue de leur union nationale qui se heurtait aux prétentions dynastiques de l'Empire français. Cette guerre défensive et nationale — du côté allemand — entraîna cependant l'annexion de l'Alsace-Lorraine et, à son second stade, se transforma en une guerre de conquête.

Marx et Engels, comme en font foi leurs écrits, se distinguent de l'opinion générale des historiens par rapport à la guerre de 1870. Il est clair qu'il ne leur est pas

indifférent de savoir qui mène cette guerre et à quoi elle peut aboutir. Marx note avec amertume : « Qui aurait pu penser que, 22 ans après la révolution de 1848, une guerre nationale conduirait au triomphe des Hohenzollern ! »

Les conséquences du conflit considérées objectivement par Marx et Engels prennent une signification décisive.

« Si les Prussiens triomphent, la centralisation des pouvoirs gouvernementaux se fera au profit de celle des classes laborieuses allemandes. » Liebknecht et Bebel se trouvèrent en plein accord avec Marx et Engels et prirent leur responsabilité. « Nous ne pouvons voter les crédits exigés pour la conduite de la guerre. Ce serait donner notre confiance au gouvernement prussien. Nous sommes les ennemis des guerres dynastiques. Nous sommes membres de l'Association internationale des travailleurs et sociaux-républicains. Nous luttons contre les oppresseurs de toutes nationalités et nous nous efforçons de réunir tous les opprimés en une vaste confrérie. Donc nous ne pouvons approuver cette guerre, directement ou indirectement. »

Schweitzer se conduisit d'une tout autre manière. Il transforma l'évacuation de la guerre et de ses conséquences en ligne principale de tactique (une des aberrations politique les plus dangereuses !) et vota à la fois la confiance aux Hohenzollern et les crédits militaires. Pour que la centralisation issue de la guerre fût bénéfique aux travailleurs, il eût fallu que ceux-ci, dès le début, fissent obstacle à la centralisation faite au profit des junkers et proclamassent leur méfiance à l'égard de la caste dirigeante. Schweitzer savait les conséquences objectives de la guerre au nom desquelles il accordait sa confiance aux dirigeants « subjectifs ». Quarante ans plus tard, Bebel dressant le bilan de sa vie écrivait : « *La position que nous avons prise, Liebknecht et moi, fut, pendant 10 ans, la cause de querelles et d'attaques impitoyables. Elles débutèrent au sein même du Parti mais pas pour longtemps. Il reconnut la justesse de nos vues. Je ne regrette en rien notre comportement ; au contraire, aurions-nous eu connaissance de ce qui se révéla beaucoup plus tard, notre conduite eût été encore plus mordante. Nous aurions voté contre les crédits militaires au lieu de nous contenter de nous abstenir.* » (Extraits de ma vie, 1911, page 167).

Comparons les déclarations de Bebel-Liebknecht (1870) à celle de Haase (1914) et nous devons conclure que Bebel se trompa en écrivant : « Le parti reconnut la justesse de nos vues. » Car le vote du 4 Août est avant tout une condamnation de la politique de Bebel, 44 années auparavant ; en reprenant les expressions mêmes de Haase, il conviendrait de dire que Bebel « a vendu son pays au moment du danger ».

Quelles sont les raisons et les conceptions politiques qui ont amené le Parti des travailleurs allemands à renier leur plus fière tradition ? Jusqu'à maintenant, nous n'avons rien entendu à ce sujet. Tous les arguments mis en avant sont pleins de contradictions et ressemblent à ceux des congrès diplomatiques où l'on se borne à constater le fait accompli. Le journal *Neue Zeit* (avec la bénédiction de Kautsky) écrit que la position de l'Allemagne par rapport au Tsarisme est exactement la même qu'en 1870 à l'égard du Bonapartisme : « Toute la masse du peuple allemand sans distinction de classes (l'éditorial cite Engels) a compris qu'il s'agit d'une lutte nationale, et c'est pourquoi elle se lève comme un seul homme. »

Actuellement la Social-démocratie marche aussi comme un seul homme ! « Ce qu'a dit Engels garde toute sa vigueur dans le cas où le Tsarisme remplace le Bonapartisme. »

Admettons que cela soit vrai. Il reste tout de même le fait que Liebknecht et Bebel ont refusé leur confiance au pouvoir. N'est-ce pas exactement la même chose « si le Tsarisme remplace le Bonapartisme ? » Mais cette question reste sans réponse

Que diraient Engels concernant la tactique du parti des travailleurs ? « Il me semble absolument impossible que la Social-démocratie puisse en ces circonstances, pratiquer une parfaite politique d'obstruction. » Une obstruction totale ! Seulement, entre celle-ci et la capitulation complète, il y a un fossé ! et sur ce fossé vinrent buter deux politiques opposées, celle de Bebel et celle de Schweitzer. Marx et Engels étaient contre ce dernier ; Kautsky aurait pu l'expliquer à son « porte-parole », Hermann Wendel.

Quand le journal satirique *Simplicissimus* réconcilie, dans les sphères célestes, es ombres de Bismarck et de Bebel, il ne peut s'agir que d'une insulte aux défunts ! Si *Simplicissimus* et Wendel avaient le droit d'évoquer un être de l'au-delà pour défendre la tactique de la Social-démocratie, celui-ci ne pourrait être que Schweitzer et non Bebel. L'ombre du premier s'étend sur le parti du prolétariat allemand.



Une analogie entre la guerre de 1870 et l'actuelle est fausse et maladroite. Laissons de côté les conditions internationales. Oublions que la guerre s'est signalée en premier lieu par l'écrasement de la Belgique, que les armées allemandes se sont déchaînées sur la France et non contre le Tsarisme. Oublions qu'il s'agissait de détruire la Serbie et qu'un des motifs de la guerre était la consolidation du pouvoir des Habsbourg, le plus réactionnaire des gouvernements européens. Ne nous arrêtons pas sur le fait que le comportement de la social-démocratie a porté un coup mortel aux espoirs d'une révolution en Russie qui se développait si violemment comme l'a fait la Social-démocratie, pour laquelle n'existent sur la carte ni la Belgique, ni la France, ni l'Angleterre, ni la Serbie, ni l'Autriche. Occupons-nous seulement de l'Allemagne. En 1870, l'évaluation historique était des plus claires. « Si les prussiens l'emportent, la centralisation du pouvoir sera faite au bénéfice de la classe ouvrière. » Et maintenant ? Si les Prussiens triomphent, qu'en retirera la classe ouvrière ? Une augmentation territoriale aurait pu profiter aux classes laborieuses ; mais on doit écarter cette hypothèse du fait même que l'Allemagne et l'Autriche sont alliées : la victoire allemande ne peut signifier que la conservation et la consolidation d'un État national en un État dominateur de plusieurs nationalités avec toutes les difficultés que cela comporte pour la lutte des classes.

Ludwig Frank ²⁰ avait l'espoir — il s'exprimait en vieux lassalliste attardé ! — de s'emparer, après la guerre, de « la structure interne » du pouvoir. Quel besoin aurait l'Allemagne, après la victoire, de cette « structure interne » ? La connaissance historique de ce pays — comme des autres, d'ailleurs — ne permet pas de se bercer de telles illusions. Nous lisons dans les *Mémoires* de Bebel : « La conduite des dirigeants nous était claire. Il aurait été utopique de la part du Comité du Part de croire à la possibilité de profondes réformes de la part de celui qui était le plus grand ennemi de

²⁰ Ludwig Frank, social-patriote bien connu, engagé volontaire, fut tué au début de la guerre.

la liberté ; je ne parle pas de celui qui pose maintenant ses bottes de cuirassier sur le cou du nouvel empire. » (*Op. cit.* t. II, p. 188.) Il n'y a aucune raison d'attendre d'en haut d'autres conséquences de la victoire. Encore mieux ! En 1870, la caste des Junkers s'adaptait seulement au nouvel état de choses, elle ne se sentait pas bien seulement en selle (la loi anti-socialiste vint huit ans après la victoire). Après quarante-quatre ans, cette caste devenue impériale et se trouvant confrontée à la lutte de classes après la victoire se souciera fort peu de la « structure » chère à Ludwig Frank, même si ce dernier était revenu sain et sauf des champs de bataille.

Quelle que soit la consolidation des classes dirigeantes, l'influence d'une victoire sur le sort du prolétariat est la plus importante à prendre en considération. La guerre a surgi des conflits entre les puissances capitalistes, et la victoire de l'Allemagne ne peut avoir qu'un résultat : des annexions territoriales au détriment de la Belgique et de la France, « l'enchevêtrement » des vaincus dans des liens commerciaux, en fait de nouvelles colonies.

La lutte des classes aurait été soumise à l'hégémonie germanique, les travailleurs allemands se seraient intéressés au développement et à la consolidation de cette hégémonie et le Socialisme révolutionnaire se trouverait être réduit au rôle d'une secte propagandiste.

Si, en 1870, Marx avait vu juste en prédisant une extension rapide du mouvement ouvrier allemand après la victoire, maintenant les conditions internationales donnent un diagnostic tout à fait contraire. La victoire allemande serait l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire et l'agonie du Marxisme.

Mais, me direz-vous, la Social-démocratie ne fait aucun effort pour la victoire. Il nous faut répondre que ce n'est pas exact... Quotidiennement, à deux ou trois exceptions près, elle dépeint aux travailleurs les succès allemands comme étant leurs succès. La prise de Maubeuge, le torpillage de trois croiseurs anglais, la reddition d'Anvers lui causent autant de joie que la conquête de nouveaux sièges ou de victoires sur le plan économique. On ne peut dissimuler le fait suivant. La presse ouvrière professionnelle ou appartenant au parti est une puissante organisation dont la volonté formée par la lutte des classes a pour but la « victoire militaire ». Nous avons en vue non quelques feuilles chauvinistes des publications socialistes. Lors du 4 Août, le vote du Parti donna le ton à cette littérature.

Mais le Parti ne faisait aucun effort en faveur de la victoire de l'Allemagne ! Il limitait ses buts à écarter le péril extérieur, à la défense de la patrie, et à rien de plus... Ici nous rencontrons de nouveau les contradictions de la guerre « offensive » et de la guerre « défensive ». La presse allemande, y compris socialiste, ne cesse de répéter que l'Allemagne est aux prises avec une guerre « défensive ». Plus haut, nous avons défini les critères correspondant à ces notions. Ils sont nombreux et contradictoires. Mais dans le cas actuel, ils témoignent tous que l'action militaire des Hohenzollern ne peut être qualifiée de « défensive » et ne peut avoir la signification définie par la Social-

démocratie. Du point de vue *historique*, le jeune impérialisme allemand s'avère être combatif, agressif et remuant entre les gouvernements et il est le « premier violon » dans « l'orchestre » de l'industrie de guerre.

Du point de vue *politico-international*, c'est le moment idéal pour l'Allemagne pour frapper ses rivaux sans pour autant vouloir minimiser sa culpabilité.

Le déroulement *diplomatique* des événements donne à l'Allemagne le rôle directeur dans l'histoire de la provocation autrichienne ; le fait que la diplomatie russe soit encore plus cauteleuse n'enlève rien à la réalité de ce fait.

Le plan stratégique allemand se base sur une offensive à outrance. Son premier effort fut de violer la neutralité belge. Si tout ceci s'appelle se défendre : qu'est-ce donc que l'offensive ?

Admettons que le cours des événements donne lieu à diverses interprétations ! Le parti révolutionnaire, pour définir sa politique, n'a-t-il pas d'autre critère que le *Livre Blanc* où le gouvernement lui montre clairement qu'il se trompe ? « Bismarck, disait Bebel, a trompé le monde entier et l'a convaincu que Napoléon avait provoqué la guerre, le pauvre... Bismarck, amoureux de la paix était la victime d'une brutale agression... »

« Les événements étaient si trompeurs que tous oubliaient que la France, la provocatrice, n'était nullement prête à partir en guerre, alors que l'Allemagne, soi-disant provoquée, s'était apprêtée jusqu'au "dernier bouton de guêtre" et que sa mobilisation s'effectuait sans la moindre anicroche » (Bebel, Mémoires de ma vie, tome III, pages, 167 et 168.)

Après un tel précédent, on aurait pu attendre plus de vigilance politique de la part des socialistes allemands ! Il est vrai que Bebel avait répété : si l'Allemagne était attaquée, la Social-démocratie défendrait sa patrie Kautsky déclara à une fête du parti en Hesse : « Nous ne devons pas contrecarrer les efforts militaires du pouvoir si nous sommes convaincus d'être l'objet d'une agression. Certes Bebel a dit, en 1870, que nous étions allés trop loin mais que maintenant nous saurions distinguer une attaque réelle d'une attaque provoquée par notre propre gouvernement. »

« Je n'aurais pas pris la responsabilité d'une telle prise de position. Je ne pourrais pas dire si le pouvoir nous aveugle ou si nous défendons la patrie injustement attaquée. Hier le gouvernement allemand était agressif, demain ce sera le tour de la France, après-demain celui des Anglais ! et cela change sans cesse !... En réalité, nous tenons la guerre pour internationale, car elle s'étend au monde entier. Mais un beau jour le pouvoir en Allemagne convaincra ses prolétaires qu'ils sont attaqués, et le gouvernement français en fera de même pour les siens et les travailleurs iront « s'égorger » avec enthousiasme. Il faut éviter l'affrontement et nous l'éviterons si nous nous attachons, non aux critères d'une guerre offensive, mais à ceux des intérêts des prolétaires qui se révéleront du même coup être internationaux... C'est un malentendu de penser que la Social-démocratie jugera d'un point de vue national, qu'elle se sentira, en cas de guerre, en premier lieu allemande et ensuite seulement même de l'Internationale. »

Avec une clarté remarquable, Kautsky a dévoilé les dangers terribles qui ont fait place à une réalité plus terrible encore. Ces dangers résident dans l'imprécation et la forme contradictoire que prend, pour la Social-démocratie, l'évaluation historique des conceptions « offensive » ou « défensive ». Bebel n'avait en rien tenté de définir ces expressions et son point de vue resta inexplicable, particulièrement après sa propre expérience en 1870. Malgré son absence de toute théorie, la position de Bebel avait un contenu politique très précis. Les tendances impérialistes qui créaient le péril d'une guerre européenne, enlevaient à la Social-démocratie la possibilité d'attendre quelque avantage quel que soit le camp victorieux. Toute l'attention devait se concentrer sur ce point : faire craindre au Pouvoir les conséquences d'une guerre. Bebel déclara que son parti serait contre le gouvernement qui déclarerait la guerre. De même il menaçait le Kaiser. « Ne comptez pas sur nous si un beau jour vous décidez d'employer vos dreadnoughts ! » Il tenait le même langage à l'adresse de Londres et de Pétersbourg. « Qu'ils tentent seulement de nous attaquer avec le faux espoir de bénéficier de l'obstruction intérieure de la puissante Social-démocratie ! » Ne s'embarrassant pas de critère politique, Bebel usait de la menace sur deux fronts extérieur et intérieur. Il affirmait avec résolution : nous trouverons bien le moyen de découvrir le gouvernement qui a fait le premier pas sur le chemin de la guerre... pour cela nous sommes suffisamment intelligents.

Cette position menaçante de la Social-démocratie non seulement allemande, mais internationale, avait un résultat : les gouvernements s'efforçaient d'éviter l'explosion. Autre résultat : les pouvoirs tentaient de se concilier les bonnes grâces des dirigeants socialistes, de s'adapter à l'opinion pacifiste des masses, plongeaient le nez dans le B.I.T. et créaient une telle atmosphère de détente que Jaurès d'un côté et Haase à Bruxelles (quelques jours avant les hostilités) pouvaient déclarer que leurs gouvernements avaient pour objectif suprême la sauvegarde de la paix. Quand la guerre éclata, la Social-démocratie chercha un coupable... évidemment de l'autre côté de la frontière. La menace de Bebel perdit tout son sens quand furent échangés les premiers coups de feu. Ce qui s'ensuivit dépassa en horreur les prédictions de Kautsky.

Ce qui frappe le plus est le fait que la Social-démocratie ne ressentait pas le besoin du critère politique. Les arguments de l'Internationale étaient contradictoires, se signalaient par une extraordinaire superficialité, changeaient et dans le fond en revenaient à ceci : qu'il fallait « défendre la patrie ».

Il faut la défendre, non parce que nos dirigeants « voulaient la paix » et que « l'ennemi perfide » nous a attaqués comme l'écrit Triapichkine, mais parce que la guerre — qu'importe l'instigateur ! — est une menace pour chaque nation combattante. Toutes les conceptions politiques, théoriques, diplomatiques et militaires s'envolent comme la poussière devant une inondation, un séisme ou un incendie. Le pouvoir avec son armée et ses corps constitués apparaît comme la seule force, le sauveur et le défenseur. Les masses se groupent autour de lui. On ne songe pas à critiquer ce réflexe élémentaire, cette mentalité provisoire. Mais il en va autrement pour la Social-démocratie représentante responsable de ces masses. Les organisations politiques des classes possédantes et le Pouvoir ne se laissent pas « aller au fil de l'eau », ils prennent aussitôt les dispositions jugées nécessaires et font un énorme travail pour se rallier les masses.

La Social-démocratie n'a fait, elle, aucun effort pour remonter le courant, mais elle a aussitôt capitulé devant la politique gouvernementale et l'attitude apathique des foules. Au lieu d'user de la critique et de la méfiance envers le Pouvoir, elle a favorisé et accéléré le processus de non-politisation des classes laborieuses. Avec une soumission frappante — le meilleur moyen de s'aliéner le respect du gouvernement — elle a rejeté sa tradition cinquantenaire et ses obligations politiques.

Bethmann-Hollweg a déclaré que le gouvernement allemand se trouvait en plein accord avec son peuple. En lisant *Vorwaerts*, et devant la position prise par les sociaux-démocrates, on peut dire que le chancelier a raison. Il avait le droit de le dire, mais il avait aussi raison sur un autre point. Si les exigences du moment ne l'avaient pas obligé à renoncer à toute polémique, il aurait pu s'adresser aux députés socialistes en ces termes : « Aujourd'hui vous êtes d'accord avec nous et voulez défendre notre patrie... Mais le danger de cette guerre n'est pas venu d'un seul coup ! Il a sans cesse grandi et vous en saviez assez sur les tendances et l'existence du Tsarisme ! Vous saviez que nous avions aussi d'autres ennemis. De quel droit nous refusiez-vous les crédits militaires ? Par stupidité, aveuglement ou trahison ? Si, en dépit de votre opposition nous n'avions pas créé de telles forces militaires, nous nous trouverions faibles devant le danger russe qui, maintenant, vous fait prendre les armes ! Aucune approbation de crédits accélérés ne nous aurait permis de rattraper le temps perdu : nous serions sans fusils et sans canons ! Votre vote aujourd'hui prouve que vos votes d'hier n'étaient qu'une démonstration démagogique car, au premier événement historique important, vous vous coupez de tout votre passé ! » Ainsi aurait pu parler le chancelier. Et son discours, pour une fois, aurait été convaincant. Quelle réponse aurait pu faire Haase ?

« Nous n'avons jamais été d'avis de désarmer l'Allemagne devant le danger extérieur : un pacifisme dans ce sens nous a été toujours étranger. Tant que les contradictions internationales font craindre un péril de guerre, nous voulons que l'Allemagne soit protégée contre toute pression ou intrusion extérieures. Mais nous nous efforçons de parvenir à une organisation militaire telle qu'elle ne puisse nuire à la lutte des classes, qu'elle n'encourage pas les aventures » impérialistes, qu'en même temps elle soit invincible quand il s'agit de la défense du pays. Ainsi doit être la milice ! Nous ne pouvons vous faire confiance en ce qui concerne la Défense nationale. Vous avez fait de l'armée une école réactionnaire de « dressage ». Vous avez enseigné à votre corps d'officiers la haine envers la classe la plus importante de la société actuelle : le prolétariat. Vous mettez en jeu la vie de millions d'êtres humains, non pour l'intérêt du peuple mais pour celui, égoïste, d'une minorité dirigeante, que vous dissimulez sous l'étiquette d'« intérêt national » et de « prestige gouvernemental ».

« Nous ne vous croyons pas ! C'est pourquoi chaque année nous avons voté contre vous. Pour votre gouvernement de privilégiés : pas un homme, pas un sou ! »

Mais cinq milliards ! ... — auraient pu s'exclamer les voix de la gauche et de la droite. « Malheureusement nous n'avons pas le choix : nous n'avons d'autre armée que celle créée par les institutions actuelles et l'ennemi est à nos portes. Nous ne pouvons en un clin d'œil changer l'armée impériale en une milice populaire. Quelle que soit cette armée, nous ne pouvons lui refuser ni la nourriture, ni l'uniforme, ni les armes. Nous ne renions pas

notre passé et nous ne refusons pas notre avenir — malgré nous, nous votons les crédits demandés. » C'est le discours le plus convaincant que Haase aurait pu prononcer.

Par ce telles conceptions, on peut expliquer pourquoi les socialistes ont accompli leur « devoir de citoyen », mais nous attendrons vainement une réponse à la question suivante : pourquoi la Social-démocratie, organisation de classe opposante de la bourgeoisie, section de l'Internationale, parti républicain, a-t-elle pris la responsabilité d'actes commandés par ses ennemis ?

Si nous ne pouvons échanger l'armée des Hohenzollern contre une milice, cela ne signifie nullement que nous devons nous charger de la responsabilité assumée par cette armée. Combattant la monarchie, la bourgeoisie et le militarisme en temps de paix, nous commettrions le plus affreux des crimes si nous nous mettions à leur disposition alors qu'ils usent des méthodes les plus horribles, barbares et anti-nationales.

Une nation ou un gouvernement ne peuvent renoncer à leur « self-défense ». En refusant la confiance à la bourgeoisie, nous ne la privons pas d'armes et de moyens de protection et d'attaque jusqu'à ce que nous soyons assez forts pour arracher le pouvoir. Nous sommes un parti d'opposition, mais nous ne sommes pas adversaires de prendre le pouvoir, en temps de paix comme en temps de guerre. Nous restons fidèles par-dessus tout à la question qui se pose avec une telle acuité pendant la guerre : celle de l'indépendance nationale. La Social-démocratie ne peut jouer son sort et celui de tout le pays sur une seule carte, celle d'un succès militaire. Elle laisse aux États capitalistes la responsabilité de leurs méthodes et elle fonde le principe d'indépendance d'une nation sur sa reconnaissance par les prolétaires de tous les pays. Protégeant et conservant la solidarité internationale des travailleurs, nous garantissons l'indépendance de la nation.

Si le Tsarisme constitue un danger pour l'Allemagne, l'unique moyen d'y parer — et qui dépend de nous — est la solidarité entre les masses laborieuses allemande et russe. Mais sous cette solidarité se cache une politique qui permet à Guillaume de déclarer qu'il n'y a plus de parti ; qu'il a derrière lui tout le peuple. Pouvons-nous dire, nous autres, sociaux-démocrates allemands, aux ouvriers russes que les balles tirées par les ouvriers allemands portent l'estampille de la Social-démocratie allemande ! « Notre politique est faite pour l'Allemagne, non pour la Russie » m'a dit un des membres les plus actifs du parti²¹.

À ce moment, je ressentis toute l'intensité du coup porté de l'intérieur de l'Internationale. Depuis, la situation ne s'est pas améliorée, car les deux partis français et allemand ont lié leurs destinées à celles de leurs gouvernements respectifs. Aucune force extérieure, aucune confiscation, aucune arrestation, aucun pogrom n'auraient pu porter à l'Internationale un coup aussi violent que celui qu'elle se porta à elle-même en capitulant devant le Moloch gouvernemental qui lui a parlé un langage de feu et d'acier !

Dans son discours en Hesse, Kautsky, en guise d'argument logique, esquisse un tableau cauchemardesque de la lutte fratricide au nom de la « guerre défensive » Maintenant

²¹ Le vieux Molkenbuhr, que j'ai rencontré au début de la guerre à Zürich.

que ce tableau s'est réellement couvert de sang, Kautsky essaie de nous le rendre familier. Il n'y voit aucun désastre de l'Internationale.

« Les prises de position opposées des socialistes français et allemands sont précisées non par des critères, non plus par les principes (!), mais dans la différence de compréhension de la situation qui découle à son tour de la différence des positions géographiques de ceux qui portent ces jugements. On n'arrivera jamais à concilier ces points de vue extrêmes, tant que durera la guerre. Donc les positions opposées ne le sont pas de principe mais sont produites par les circonstances du moment et peuvent disparaître avec elles. » (Neue Zeit, 33^e numéro, ligne 3.)

Si Guesde et Sembat agissant en collaborateurs de Delcassé, de Briand et de Poincaré et en ennemis de Bethmann-Hollweg, si les socialistes français et allemands se tranchent mutuellement la gorge, non comme citoyens d'une république et d'une monarchie mais en tant que socialistes accomplissant « leur devoir », il n'y a pas lieu de parler de « naufrage de l'Internationale » ! Les « critères » sont les mêmes des deux côtés. Si Ludwig Frank a pris le fusil, ce n'est pas pour prouver « la contradiction de principe » par rapport aux socialistes français, mais simplement pour les « canarder » en pleine communion de principe ! S'il tombait frappé par un Français — peut-être un volontaire socialiste — n'y voyons pas une atteinte au fameux « critère », mais les conséquences de la « différence des situations géographiques ».

En vérité, quelle amertume en lisant ces lignes ! Double amertume car ces lignes sont de la plume de Kautsky !

L'Internationale est démolie et abaissée, exsangue physiquement et moralement. Malgré les grandes désillusions et les revers, nous sommes fermement convaincus qu'elle a en elle de telles ressources qu'elle n'a pas besoin d'un optimisme de commande. Elle était contre la guerre. « Si malgré les efforts de la Social-démocratie, on en arrive à la guerre, *scribit* Kautsky, chaque peuple devra défendre sa peau. Il convient que chaque parti socialiste ait les mêmes droits et ne puisse adresser aucun reproche au parti d'une nation ennemie. » (*Ibid.*, ligne 7.) Voici défini le « critère » général : défendre sa peau. Est-ce l'unité du « critère » ou son contenu réel qui tranche la question ?

Bethmann-Hollweg, Sazonov, Grey et Delcassé ont la même unité de critère ; il n'y a entre eux aucune contradiction de principe ; ils ne se font aucun reproche et leur conduite provient en droite ligne de la « différence des situations géographiques ». Si le chancelier allemand était à la place du ministre anglais, il aurait agi exactement comme Sir Edward Grey. Leurs « critères » sont identiques, tout comme leurs canons qui ne se différencient que par le diamètre. Question : pouvons-nous faire des nôtres leurs « critères ». Rappelons-nous le discours de Kautsky en Hesse. Maintenant que le point de vue national a remplacé le point de vue international, Kautsky non seulement admet ce malentendu, mais il y cherche l'unité de « critère » et le signe d'un renouveau de l'Internationale.

*« Dans chaque pays, le prolétariat doit lutter avec toute son énergie pour maintenir l'unité et l'intégrité du territoire national. Cette exigence naturelle de la démocratie constitue la base indispensable à la victoire finale du prolétariat. » (Kautsky, *ibid.*, ligne 4.)*

Qu'en est-il de la Social-démocratie autrichienne ? Doit-elle consacrer toute sa vigueur à combattre pour la conservation de la monarchie « nationale », en s'appuyant sur des « nationalités » ? Et la Social-démocratie allemande ? En plein accord avec son armée, elle favorise la prolongation du chaos autrichien et elle ralentit la décomposition de l'union nationale. *Celle-ci est menacée non seulement par la défaite, mais aussi par la victoire.* Du point de vue socialiste sur le développement du prolétariat, il est nuisible que les Allemands annexent une province française ou les français une province allemande. Le *statu quo* n'est pas notre programme. La carte politique européenne a été dessinée par les baïonnettes. En réduisant l'Internationale en morceaux, la Social-démocratie a amoindri la seule force capable de s'opposer à la politique du « sabre ». La vieille expérience est donc renouvelée : quand la Social-démocratie place les problèmes nationaux au-dessus des problèmes de classes, elle accomplit le plus grand des crimes non seulement contre le Socialisme, mais aussi contre les intérêts légitimes de la nation.

LE NAUFRAGE DE LA II^E INTERNATIONALE

Au congrès de Paris, deux semaines avant la catastrophe, les socialistes français insistèrent sur la nécessité de faire s'engager les sections de l'Internationale dans une action révolutionnaire en cas de mobilisation. Ce faisant, ils « lorgnaient » du côté de la Social-démocratie allemande. Le radicalisme des camarades français dans les questions de politique extérieure — et les événements ultérieurs confirmèrent ce que beaucoup voyaient déjà — avait moins de racines internationales que nationales. Ils voulaient obtenir des Allemands la garantie qu'on ne toucherait pas à la France ? Ayant reçu des assurances de la part des prolétaires allemands, ils auraient eu les mains libres pour en finir avec le militarisme nationaliste. Mais les Allemands se refusèrent énergiquement à toute promesse. Bebel démontra que, même si la résolution française avait été adoptée, la Social-démocratie allemande n'aurait pas la force nécessaire pour tenir ses engagements. On en peut douter que Bebel ait raison. La mobilisation paralyse le Parti socialiste et lui enlève toute possibilité d'une action décisive.

La mobilisation à peine déclarée, la Social-démocratie se voit confrontée avec les forces concentrées du pouvoir s'appuyant sur le puissant appareil militaire, prêt à balayer tout obstacle de sa route, et avec le total appui de tous les partis bourgeois. Le fait suivant n'est pas moins significatif : la mobilisation éveille, met sur pied et appelle au gouvernement les couches populaires les plus délaissées, qui, en temps ordinaire, ne jouent qu'un rôle politique très restreint. Des millions de petits artisans, de « lumpen-prolétaires », de petits paysans et d'ouvriers entrent dans les rangs de l'armée, où chacun d'eux — revêtu de l'uniforme de Sa Majesté — se révèle être une unité et de plus un travailleur conscient. Le drapeau du socialisme pourrait alors rester sans tache, car la Social-démocratie, affaiblie momentanément, aurait gardé les mains libres pour une action décisive, dès que se produirait un changement dans la mentalité des masses. L'on peut affirmer avec une totale assurance : toute l'influence que la Social-démocratie perd au début de la guerre, elle la regagne deux, trois fois, quand se produit l'écroulement inévitable. Si le signal de la guerre a été celui de l'effondrement de l'Internationale, si les partis ouvriers, sans aucune protestation, se sont ralliés au pouvoir, il doit y avoir là-dessous de profondes raisons. Il faut chercher ces dernières, non dans les fautes

personnelles, dans l'incompétence des dirigeants des organisations, mais dans les conditions objectives de l'époque où naquit et se développa l'Internationale. Ceci ne signifie nullement que les fautes et l'incompétence doivent être excusées, non ! Mais ce ne sont pas des facteurs fondamentaux. Ils doivent être expliqués à partir des conditions historiques de toute une époque. Il s'agit, cette fois — et il faut se donner une réponse nette — d'autre chose que de manquements, d'erreurs, de combines opportunistes, de déclarations maladroites du haut de la tribune, du vote des crédits, des expériences du « ministérialisme français », des « arrivistes du socialisme », il s'agit, je le souligne, de la complète capitulation de l'Internationale.

En revoyant le chemin parcouru, il est aisé de saisir certains facteurs et symptômes qui auraient dû déjà attirer l'attention sur la profondeur de l'Internationale dans le mouvement ouvrier. Ne parlons pas de la Social-démocratie autrichienne. Les socialistes russes et serbes chercheraient en vain dans les articles d'*Arbeiter-Zeitung* des lignes qui pourraient être mises sous les yeux des premiers sans couvrir l'Internationale du rouge de la honte.

La défense de l'impérialisme austro-hongrois contre ses ennemis extérieurs et intérieurs, auxquels *Vorwaerts* a appartenu, a été un trait caractéristique de ce journal. Sans ironie, on peut affirmer que dans cette crise de l'Internationale, le journal de Vienne a témoigné de la plus grande fidélité à son prochain. Le Socialisme français ne s'est jamais débarrassé des couleurs patriotiques, sans parler d'une germanophobie prononcée, critiquant l'anti-patriotisme de Hervé qui, par la suite, « retourna si rapidement sa veste ».

Le patriotisme affiché et « tory »²² de Heydemann complétant son radicalisme sectaire mit plus d'une fois l'Internationale en difficulté.

On peut observer les mêmes symptômes, bien moins aigus, dans la social-démocratie allemande. Il est vrai que l'opportunisme des Allemands du Sud a fleuri sur le terrain du particularisme, cette forme de nationalisme allemand « in octavo » (en plus petit format). Mais ces Allemands se sentaient, à juste titre, peu liés avec la politique d'arrière-garde du Parti. La promesse de Bebel de s'emparer du fusil ne rencontra pas une approbation unanime. Quand Noske répéta cette phrase, la presse du parti s'en prit cruellement à lui. En général, la Social-démocratie allemande gardait la ligne internationale plus sévèrement que n'importe lequel des autres anciens partis. Mais de ce fait, c'est elle qui s'est le plus violemment séparée de son passé. À en juger par les déclarations formelles du parti et les articles des journaux, il n'y a plus rien de commun entre le Socialisme d'hier et celui d'aujourd'hui. Il est clair néanmoins que cette catastrophe n'aurait pu se produire sans causes préparatoires. Le fait que deux Partis socialistes, le russe et le serbe, soient restés fidèles à leur devoir international, n'est pas un argument décisif en faveur de cette philosophie « philistine » suivant laquelle la fidélité aux principes est un signe de « non-maturité ». Mais ce fait nous incite à rechercher les motifs de l'écroulement de l'Internationale dans les conditions de son développement qui eurent le moins d'influence sur ses plus jeunes membres.

²² Tory : conservateurs anglais auxquels Heydemann appartient dans sa jeunesse. Il fut le leader de l'organisation social-démocrate britannique jusqu'à la guerre.

Écrit en 1847, le « Manifeste du Parti Communiste » se termine par les mots suivants : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Mais il arrivait trop tôt. La Révolution bourgeoise de 1848 allait éclater. Les auteurs du manifeste ne purent occuper les places de dirigeants internationaux, mais se contentèrent d'appartenir à la gauche démocratique nationale. Cette révolution ne résolut aucun problème national, elle ne fit que les poser. La contre-révolution et le développement industriel déchirèrent la toile tissée par le mouvement révolutionnaire. Il se passa encore une longue période avant que l'irrésolution apportée par la révolution de 1848 et les contradictions nationales et politiques prirent un tour si aigu que le « sabre » dût s'en mêler. Il ne s'agissait pas du fer de la révolution, tombé des mains de la bourgeoisie, mais de l'épée de la guerre — tirée des fourreaux des dynasties. Les guerres de 1859, 1864, 1866 et 1871 créèrent une nouvelle Italie et une nouvelle Allemagne. Les féodalités réalisèrent à leur profit, ce que 1848 avait laissé en suspens. La banqueroute politique de la bourgeoisie donna, grâce à un fort développement capitaliste, une puissante impulsion au mouvement prolétarien. En 1863, Lassalle crée un Comité politique des travailleurs en Allemagne. En 1864, se constitue à Londres, sous la direction de Marx, la I^{re} Internationale. Le slogan significatif du Manifeste pénètre dans les associations de prolétaires. Il est remarquable, en ce qui concerne les tendances de ce mouvement ouvrier, qu'il prend aussitôt un caractère international. Mais ce dernier est si prématuré qu'il dépasse les dirigeants. Il dépasse de très loin le problème de la lutte des classes. Un fossé profond séparait le but obligatoire de l'Internationale : la révolution communiste et sa mise en pratique directe, visant à coordonner les efforts chaotiques des différents mouvements ouvriers. Les créateurs de l'Internationale eux-mêmes espéraient que le cours révolutionnaire des événements effacerait, dans le plus bref délai, la non-concordance de l'idéologie et de la pratique. Le Conseil général tenta, à l'aide de secours financiers, de coordonner les actions des travailleurs dans le contexte d'une politique mondiale. Mais la base matérielle était toujours insuffisante. L'activité de la I^{re} Internationale correspond au développement du Capitalisme en Europe et dans l'Amérique du Nord. Les tentatives d'intervention de l'Internationale, par leur expression de principe et d'éducation, devaient faire sentir aux travailleurs d'une manière plus amère leur impuissance devant la force du gouvernement national de castes. « Projetée » par la guerre, la Commune parisienne n'était qu'une convulsion à l'époque de la I^{re} Internationale. De même que le Manifeste était une anticipation, de même que la I^{re} Internationale était venue trop tôt pour son temps, c'est-à-dire pour pouvoir unir les travailleurs de tous les pays, de même la Commune était un épisode prématuré de la dictature du prolétariat. Mais seulement une anticipation ! Justement... la Commune a démontré que le prolétariat ne peut soumettre le pouvoir par une action improvisée. Il doit passer par l'école de « l'auto-éducation ». La I^{re} Internationale a joué son rôle de foyer pour tous les partis socialistes. Elle continua de mener, après la fin du conflit franco-allemand, une existence en veilleuse et, en 1872, se transporta en Amérique où vinrent mourir différentes expériences de caractère religieux, social et autre...

S'ouvrit alors une ère d'intense développement capitaliste sur la base d'un gouvernement national. Pour les mouvements ouvriers, ce fut l'époque d'une lente concentration des forces, de construction et d'un « possibilisme » politique. En

Angleterre, le temps tumultueux du « Chartisme », éveil révolutionnaire de la conscience du travailleur britannique, finit dix ans avant l'apparition de l'Internationale.

L'annulation des taxes sur le blé, faisant de l'Angleterre « l'usine du monde », l'introduction de la journée de dix heures (1847), l'augmentation de l'émigration des Irlandais en Amérique et enfin l'extension du droit de vote aux ouvriers des villes (1867), toutes ces conditions réunies améliorant les existences des couches supérieures du prolétariat amenèrent ce dernier au pacifique « Trade-Union. »

L'époque du « Possibilisme », c'est-à-dire une adaptation consciente et planifiée aux formes économiques et gouvernementales du Capitalisme national, s'ouvrit aux prolétaires anglais avant même l'apparition de l'Internationale, vingt ans plus tôt qu'aux travailleurs continentaux. Si les grandes « Trade-Unions » s'affilièrent, au début, à l'Internationale, c'est qu'elles pensaient mieux se défendre contre l'importation de « briseurs de grèves » venus d'Europe. Après l'échec sanglant de la Commune, le mouvement ouvrier, en France, s'organisa lentement, étant donné le développement ralenti de l'industrie, et dans une atmosphère ardente de « revanche ». Hésitant entre les anarchistes qui « niaient » l'État et une capitulation vulgairement démocratique devant le pouvoir, le prolétariat français se forma d'après les cadres sociaux et politiques d'une république bourgeoise. Le centre de gravité du mouvement ouvrier se trouvait — comme l'avait prédit Marx — en Allemagne. Après la guerre franco-allemande, commença une ère qui ressemblait à celle qui avait débuté en Angleterre, vingt ans plus tôt, à savoir : « l'épanouissement » du Capitalisme, le droit de vote, la reconnaissance légale du Socialisme, le niveau de vie plus élevé pour les couches les plus privilégiées des prolétaires. Le mouvement ouvrier allemand marchait, en théorie, sous le drapeau du Marxisme. Mais celui-ci était considéré, en tenant compte des conditions régnant à cette époque, non comme l'algèbre de la révolution, tel qu'il l'était quand il fut créé, mais comme une méthode théorique d'adaptation au Capitalisme coiffé d'un casque prussien. Ayant atteint provisoirement l'équilibre des forces, le Capitalisme révolutionna sans cesse la base de la vie nationale. La conservation de cette base, issue de la guerre, exigeait l'accroissement d'une armée permanente. La bourgeoisie rendit à la monarchie féodale toutes ses positions politiques, mais fortifia d'autant plus énergiquement ses positions économiques sous la protection du pouvoir policier et militaire des Hohenzollern. Les traits fondamentaux de l'époque récemment écoulée, comprenant ces cinquante dernières années, sont d'une part, le Capitalisme triomphant, le militarisme des junkers et la réaction, de l'autre la métamorphose totale, révolutionnaire de la vie économique, l'adaptation de méthodes révolutionnaires et la tradition d'une vie politique.

Tout le travail de la Social-démocratie consistait à éveiller chez les prolétaires la conscience de classe dans le regroupement des forces révolutionnaires, le recrutement de membres, le ramassage des fonds, le développement de la presse, l'investissement des positions à prendre, leur usage, leur accroissement, leur approfondissement. Ce fut l'immense travail d'éveil de conscience et d'éducation d'une classe jusqu'alors « non-historique ». S'appuyant directement sur le développement de l'industrie nationale, s'adaptant à ses succès sur les marchés mondiaux, calculant le mouvement des prix en matériel brut et en produits manufacturés, se créait une foule de syndicats hautement qualifiés. S'adaptant au droit de vote, pénétrant topographiquement dans les

circonscriptions électorales, tâtant le pouls de l'opinion urbaine et paysanne, la Social-démocratie devenait le Parti des classes laborieuses avec une bureaucratie hiérarchisée très développée, des millions de cotisants, 4 millions et demi de votants, 91 quotidiens et 65 imprimeries.

Ce travail immense, de portée historique incalculable, était, imprégné dépendant de « Possibilisme ». En cinquante ans, le parti ne fut pas capable d'emporter une position de force ! Toute sa concentration de forces lui servait soit à contourner les obstacles soit à s'adapter à eux. En cette pratique, le Marxisme, comme méthode à penser, se révéla une arme précieuse d'orientation politique. Mais il ne put changer le caractère « possibiliste » des mouvements ouvriers en Angleterre, en France et en Allemagne. La tactique des syndicats était, en principe, la même à Londres qu'à Berlin : le couronnement en fut le système des accords douaniers.

Dans le domaine politique, la différence avait sans doute un caractère beaucoup plus profond. Pendant que le prolétariat anglais marchait sous l'étendard du Libéralisme, les travailleurs allemands créaient un parti indépendant muni d'un programme purement socialiste. Mais « l'essence » de cette différence est beaucoup moins profonde que la forme idéologique et organisée. Grâce à leur pression de classe sur le Libéralisme, les ouvriers anglais obtinrent, à un degré plus ou moins important, des conquêtes dans le domaine politique : le droit de coalition et la reconnaissance légale du parti, semblables aux acquisitions faites par les Allemands avec l'aide d'un parti indépendant. Voyant la capitulation du Libéralisme, le prolétariat fut forcé de se créer son propre Parti. Celui-ci, au nom de la lutte des classes, fut obligé de s'adapter au pouvoir existant, de défendre le mouvement ouvrier et d'exiger des réformes isolées. En d'autres termes, les anglais s'aidèrent du parti libéral, tandis que les Allemands devaient créer le leur. Pour ces deux prolétariats, le contenu de la lutte politique avait un caractère « possibiliste » et historiquement limité. Plus encore que leur identité politique, leur identification se manifesta dans les dernières convulsions de l'époque. Le prolétariat anglais se vit contraint de fonder son propre Parti, ne renonçant pas cependant aux traditions libérales ; de son côté, le Parti allemand placé par la guerre devant un choix décisif se décida en faveur de l'esprit libéral et national, possédé auparavant par les Britanniques.

Il est évident que le Marxisme n'était ni fortuit, ni insignifiant dans le mouvement ouvrier allemand. Mais il serait superficiel de conclure au caractère social-révolutionnaire marqué de la Social-démocratie. L'idéologie est un facteur important en politique, mais non décisif : son rôle est au service de la politique. La profonde contradiction qui séparait la classe révolutionnaire du pouvoir féodal et réactionnaire nécessitait une idéologie intransigeante dirigeant le mouvement vers un but social-révolutionnaire. Comme les conditions historiques imposaient une tactique « possibiliste », l'intransigeance de classe du prolétariat trouva son expression dans les formules révolutionnaires du Marxisme. La dialectique de ce dernier réconcilia avec un plein succès la contradiction entre la Réforme et la Révolution. Mais la dialectique du développement historique est plus difficile à saisir que celle de la conception théorique. C'est un fait que le révolutionnaire dut s'adapter aux méthodes d'un État policier s'appuyant sur le puissant développement capitaliste et que, ce faisant, il créa une

organisation aux millions de membres disposant d'une nombreuse bureaucratie. Ce fait n'a pas cessé d'exister et ne perd rien de sa grande signification, même si le Marxisme a anticipé sur le caractère social-révolutionnaire du développement futur du Parti.

Les révisionnistes allemands sont nés de la contradiction entre le Parti réformiste et sa théorie révolutionnaire.

Ils ne comprirent pas que cette contradiction était considérée par l'époque et ne serait tranchée que dans le développement général futur. Ils la tenaient pour une contradiction logique en soi. La faute des révisionnistes provient de ce qu'ils ont voulu perpétuer le Réformisme comme la seule méthode de lutte des classes. Sur cette voie, le révisionnisme tomba dans la contradiction apportée par les tendances objectives du développement capitaliste, qui par l'acuité accrue de l'affrontement des classes conduit à la révolution sociale, seul recours à l'émancipation du prolétariat. Le Marxisme sortit vainqueur sur toute la ligne de son duel avec le révisionnisme. (Duel théorique.) Mais bien que théoriquement battu, le révisionnisme continua d'exister, vivant de la pratique du mouvement et de sa psychologie. Le Réformisme n'était pas de taille à désavouer critiquement le révisionnisme en tant que théorie. Le député, le fonctionnaire du Parti, le coopérateur continuèrent de vivre et d'agir dans une atmosphère « possibiliste » et bornée par le sentiment nationaliste. Cette lourde empreinte pesait même sur Bebel, le grand représentant de cette époque.

L'esprit « possibiliste » devait imprégner cette génération d'ouvriers allemands entrés au parti vers les années 80, à l'époque bismarckienne des lois d'exception et du déchaînement de la réaction dans toute l'Europe. Elle ne possédait pas l'esprit de prosélytisme des premiers adhérents de l'Internationale, écrasés dès le début par le puissant appareil impérial.

Elle se voyait obligée de s'adapter pour survivre aux méthodes brutales employées contre elle, et c'est pour cette raison qu'elle devint « attentiste », progressant à petits pas et nourrissant une grande méfiance vis-à-vis des grandes perspectives. Les hommes de cette génération ont maintenant de 50 à 60 ans et occupent des postes-clés des organisations politiques et professionnelles. Le réformisme est leur psychologie politique, s'il n'est pas leur doctrine. Un accroissement progressif économique du Socialisme (tel est l'enseignement de base du révisionnisme) s'est révélé comme une regrettable utopie face au développement du Capitalisme. Mais une augmentation à petits pas de la Social-démocratie était pour toute cette génération une réalité tragique.

La révolution russe de 1905 a été le premier grand événement qui, trente-cinq ans après la Commune de Paris, remua l'atmosphère stagnante d'Europe. Le « tempo » si rapide du développement de la classe ouvrière et la vigueur inattendue de son action révolutionnaire firent une énorme impression et causèrent une aggravation des heurts de classes. Cette Révolution accéléra, en Angleterre, la création d'un Parti indépendant ouvrier. En Autriche, grâce à des circonstances exceptionnelles, elle fit obtenir le droit de vote. En France, elle eut comme écho le syndicalisme qui souligna les tendances révolutionnaires jusqu'alors « en veilleuse ». Enfin, en Allemagne, l'influence de la Révolution russe conduisit à la formation d'une « aile gauche » du Parti en accord avec

le « centre-droit » et à l'isolement du révisionnisme. La question du droit de vote en Prusse prit un tour plus aigu, car c'était l'accès aux positions tenues par les junkers. Une méthode générale d'action révolutionnaire fut approuvée de principe. Mais le mouvement interne fut trop faible pour pousser le parti sur le chemin d'une offensive politique. Selon la bonne vieille tradition du Parti, l'affaire se termina en discussions et en résolutions platoniques.

Six ou sept ans auparavant, le combat révolutionnaire avait connu un reflux. En Russie, la contre-révolution avait triomphé et le prolétariat connaissait une période d'abaissement. En Autriche, les conquêtes ouvrières s'effritèrent rapidement ; la lutte des nationalités redoubla dans l'arène du droit de vote, le paragraphe 14 fut reconduit et réduisit la Social-démocratie à l'impuissance²³.

En Angleterre, le Parti ouvrier reprit ses étroites relations avec les libéraux dont il s'était séparé. En France, les syndicalistes se tinrent sur des positions réformistes, tandis qu'Hervé se « retournait » ; dans les plus brefs délais. Les révisionnistes allemands relevèrent la tête car le destin leur accordait une éclatante revanche. Les marxistes devaient se borner à la défensive. Les efforts de l'aile gauche, pour inciter le Parti à une politique plus active demeurèrent vains. Le Centre-droit se rapprochait de l'aile droite, isolant les radicaux. Se reprenant après le coup de 1905, le conservatisme triomphait sur toute la ligne. Toute l'énergie du Parti se concentra sur une réorganisation automatique : nouveaux membres, nouveaux journaux, nouveaux abonnés. Après avoir cultivé l'attentisme « possibiliste », le Parti se donnait comme objectif le culte de l'organisation.

Jamais, peut-être, le culte de l'inertie organisatrice n'avait régné aussi illimité dans les rangs de la Social-démocratie. Il n'y a pas de doute que la question de conserver la caisse, les maisons des travailleurs, les imprimeries jouait un grand rôle au sein du groupe parlementaire devant les problèmes de la guerre. Voici le premier argument tel que je l'entendis des lèvres de Molkenbuhr : « Aurions-nous agi autrement, nous aurions conduit l'organisation à sa ruine. » Qu'il est beau de penser que des 91 journaux du Parti, aucun n'a élevé une protestation contre la violation de la neutralité belge ! Aucun ! Après la levée des lois d'exception, le Parti ne se résolut pas, pendant longtemps, à acquérir ses propres imprimeries, de peur que le gouvernement ne les confisque en cas d'événements graves. Maintenant avec 65 imprimeries, la hiérarchie du Parti craint de prendre une décision définitive, de peur qu'on ne les lui confisque ! Bel épisode que celui de *Vorwaerts* demandant la permission de paraître avec un programme guerrier ! Il promettait de remettre à plus tard la lutte des classes. Les amis sincères de la Social-démocratie éprouvèrent un sentiment de honte en recevant le précieux journal du Comité central avec l'en-tête humiliante : « Le Haut-Commandement ». Si *Vorwaerts* était resté interdit, il y aurait eu là un fait politique important dont le Parti aurait pu profiter plus tard, plus important que celui de la publication du journal avec l'estampille du « Haut-Commandement ». Comme le parti tient plus à son organisation et ses publications qu'à ses conceptions politiques, *Vorwaerts* existe en tant que double témoin de l'insolence

²³ Le paragraphe 14 de la Constitution offrait à la monarchie et à la bureaucratie un champ très vaste pour leurs « créations » extra-parlementaires.

sans bornes des dirigeants Junkers à Louvain et à Berlin et du « possibilisme » illimité de la Social-démocratie.

L'aile droite adopta une position plutôt « de principe », issue des conceptions politiques. Ces conceptions fondamentales du Réformisme allemand furent exposées par Wolfgang Heine au cours d'une discussion amusante : faut-il se précipiter hors du Reichstag en criant « Hoch ! Hoch der Kaiser ! » (Vive l'empereur !), ou tout simplement rester assis ?

« L'établissement d'une République n'a aucune chance actuellement, et pendant longtemps dans le futur, et par conséquent la question n'a pas sa place dans notre politique courante... Seule la coopération avec la bourgeoisie libérale peut amener à des succès pratiques. Mais la solidarité parlementaire serait mise en difficulté par les démonstrations qui offenseraient la majorité monarchiste du Reichstag. »

Si seulement la perspective d'offenser l'étiquette impériale empêche l'union avec la bourgeoisie libérale, que dire alors de ce qui se passerait au moment du péril ! Alors la rupture avec la « nation bourgeoise » interdirait tout espoir de réformes et tout espoir aux réformistes ! Cette conduite dictée aux routiniers du Centre-droit par la simple nécessité de sauvegarder « l'organisation » se complète chez les révisionnistes, de conceptions politiques. Le point de vue de ces derniers est bien plus étoffé et a fini par l'emporter. Presque toute la presse du Parti insiste sur ce qu'elle dénonçait si violemment autrefois : sur le fait que la conduite patriotique des travailleurs doit leur assurer, après la guerre, l'indulgence des classes possédantes. La Social-démocratie ne s'est pas comportée en force révolutionnaire ne se laissant pas emporter par le tourbillon nationaliste et attendant le moment favorable d'agir en coopération avec les autres fractions de l'Internationale pour se mêler au cours des événements, non, elle s'est comportée comme un lourd convoi militaire menacé par la cavalerie ennemie. Elle a compromis toute la destinée de l'Internationale en se conduisant comme un État conservateur dans l'État.

« Regarde ce qui se passe en Belgique ! » écrivait le journal Vorwaerts, animant l'esprit guerrier des travailleurs combattants. « Là-bas, les maisons ouvrières sont transformées en hôpitaux, les journaux sont supprimés, la vie est écrasée ! »²⁴.

« Tiens bon ! Jusqu'à la victoire finale ! » (Toujours extrait de Vorwaerts). En d'autres termes : « Détruisez encore plus et plus loin, effrayez-vous vous-mêmes de ce que vos mains ont fait ! » « Regarde ce qui se passe en Belgique. »

Ce qui vient d'être dit plus haut s'adresse non seulement à la Social-démocratie allemande, mais à toutes les fractions de l'Internationale. Mais ceci n'épuise pas la question : « Quelles sont les raisons de la faillite de l'Internationale ? ». Il reste un

²⁴ Un correspondant de Vorwaerts raconta sur le mode sentimental, comment, recherchant des camarades belges dans la Maison du Peuple à Bruxelles, il tomba sur un hôpital de campagne allemand. Qu'avait-il besoin de ces camarades belges ? « Pour les gagner à la... cause du peuple allemand » — à un moment, où Bruxelles était déjà « conquis » à la « cause du peuple allemand ».

facteur non encore cité qui est à la base des événements que nous traversons. L'Impérialisme, la dépendance de la lutte prolétarienne et sa lutte professionnelle contre les succès de l'Impérialisme posent une question qui, à notre connaissance, n'a pas été examinée par la presse socialiste. Nous ne pouvons-nous livrer à ces considérations dans le cadre d'un pamphlet politique qui fait l'objet de notre brochure. Tout ce que nous pourrions dire à ce sujet sera obligatoirement sommaire.

Le prolétariat est intimement intéressé au développement des forces productrices. Le pouvoir, tel qu'il s'est forgé par les révolutions et les guerres de 79 à 70, est le type fondamental du développement économique de cette période. Le prolétariat a pleinement et consciemment collaboré au développement des forces productrices sur une base nationale. Il a soutenu la bourgeoisie dans sa lutte contre les ennemis extérieurs et dans son combat contre la monarchie, le féodalisme et l'Église, pour un régime de démocratie. Quand la bourgeoisie occupa le pouvoir, autrement dit prit une position réactionnaire, le prolétariat reprit le travail historique de celle-ci. Pratiquant envers elle une politique de conciliation, de culture et de démocratie, il participa à l'accroissement du marché national. Il était intéressé économiquement par la culture et la démocratisation des autres nations, consommateurs ou fournisseurs par rapport à son propre pays. Là réside le plus grand devoir de la solidarité prolétarienne internationale, non seulement comme but, mais comme politique quotidienne. La lutte contre les parasites féodaux, les exigences impitoyables du militarisme contre les exactions des propriétaires terriens servirent le développement des forces productrices. C'est pourquoi une écrasante majorité des syndicats allemands se rallia à la Social-démocratie. L'organisation professionnelle du prolétariat ressent profondément toute atteinte au développement cité ci-dessus.

Quand le Capitalisme passa du stade national au stade impérialiste et mondial, l'industrie de chaque pays, et en même temps la lutte du prolétariat, se trouvèrent sous la dépendance directe des fluctuations du marché mondial qui se développe et se garantit par la création de flottes de combat autrement dit : en contradiction avec les intérêts de la classe des travailleurs, ceux des différentes couches du prolétariat se firent de plus en plus nombreux et dépendirent de plus en plus directement de la politique extérieure du gouvernement. L'Angleterre la première fonda son développement capitaliste sur les bases de la rapacité impérialiste. Elle intéressa économiquement les couches supérieures des travailleurs à son hégémonie. Le travailleur anglais diminua sa lutte contre la bourgeoisie, profitant de l'exploitation des peuples arriérés. Il se départit de sa politique isolée quand l'Angleterre commença à perdre sa suprématie commerciale au bénéfice de son plus redoutable concurrent : l'Allemagne. Celle-ci croissait, non seulement comme puissance mondiale, mais aussi militaire, et la dépendance matérielle et morale de larges cercles du prolétariat vis-à-vis de l'Impérialisme ne faisait qu'augmenter. Le 11 août, Vorwaerts écrivait « que les ouvriers allemands considèrent la neutralité italienne en purs chauvins, ces ouvriers qui se considéraient comme politiquement conscients et à qui, tant d'années, on avait avec un très maigre succès dénoncé les périls de l'Impérialisme ».

Cela n'a pas empêché Vorwaerts de fournir aux ouvriers allemands des arguments « nationaux » et « démocratiques » pour les inciter à défendre l'œuvre sanglante de

l'Impérialisme (chez beaucoup de feuilletonistes, l'échine est aussi souple que la plume). Mais tout ceci ne change rien au fait que les travailleurs allemands n'ont pas trouvé au moment décisif l'opportunité de faire éclater leur hostilité au régime — au contraire, ils ont exécuté ses ordres avec un zèle remarquable, le tout couvert d'une pompeuse phraséologie nationale et démocratique.

Ce n'est pas la première fois que l'Impérialisme « socialiste » a trouvé des défenseurs dans la Social-démocratie. Il suffit de se souvenir qu'au Congrès de Stuttgart la majorité de la délégation allemande — pour la plupart des fonctionnaires du parti — vota contre la résolution marxiste sur la question des colonies. Ce fait qui fit alors sensation, reçoit maintenant sa pleine signification à la lumière des événements actuels. La presse lie la destinée du travailleur allemand à celle des Hohenzollern. Nier les tendances impérialistes au sein de l'Internationale et le rôle immense qu'elles ont joué dans la conduite des Partis socialistes, c'est fermer les yeux à l'évidence. Ces faits sont troublants. Mais en eux réside l'inéluctabilité de la crise révolutionnaire. Tant que le Capitalisme avait une base nationale, le prolétariat ne pouvait pas ne pas collaborer par l'intermédiaire du Parlement, des conseils communaux et par son activité dans le développement des forces de production. Les tentatives des anarchistes d'opposer à la lutte politique de la Social-démocratie, une agitation formellement révolutionnaire échouèrent complètement, se terminant pour eux par l'isolement et l'extinction. Pour autant que le pouvoir capitaliste devient mondial, c'est-à-dire impérialiste, le prolétariat ne peut lui faire obstacle sur la base du programme (appelé minimal) fondé sur les conditions de coexistence des travailleurs et d'un gouvernement national. Dans la lutte des tarifs douaniers et la reconnaissance légale, le mouvement ouvrier ne peut déployer l'énergie dont il faisait preuve contre le féodalisme. Il doit renouveler ses méthodes de combat, car obligé de s'adapter au changement constant du marché, il tombe matériellement et moralement sous la coupe de l'Impérialisme. Pour lui opposer ses dernières forces, le prolétariat ne peut que se rassembler sous le drapeau du Socialisme. La classe ouvrière est d'autant plus désarmée que son immense organisation se tient encore sur le terrain du Possibilisme. Elle ne peut espérer vaincre qu'en s'engageant sur la voie de la lutte social-révolutionnaire.

La défaite de la II^e Internationale est avant tout la faillite de son système tactique. Les méthodes employées par une opposition parlementaire ne sont pas seulement infructueuses objectivement, mais perdent toute valeur aux yeux des travailleurs qui voient clairement l'Impérialisme se profiler derrière les parlementaires et qui constatent qu'ils dépendent de plus en plus des succès de ce dernier sur le marché mondial. Tout socialiste qui pense se rend compte que le passage du Possibilisme à la Révolution ne peut se faire que par des convulsions historiques. Mais, par contre, que celles-ci fassent s'écrouler l'Internationale, personne ne l'avait prévu !

L'Histoire travaille avec une cruauté gigantesque. Que signifie pour elle la cathédrale de Reims ? Que peuvent compter des centaines ou des milliers de réfutations politiques ? Qu'est-ce pour elle que la vie de millions d'hommes ? Le prolétariat s'est tenu trop longtemps à un stade de préparation, plus longtemps que ne le pensaient ses fondateurs. L'Histoire a pris le balai, a balayé l'Internationale des Épigones et a jeté des millions d'êtres humains sur le champ de bataille où le sang s'écoule avec leurs dernières

illusions ! Effroyable expérience ! De sa conclusion dépend peut-être la destinée de la culture européenne.

L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

À la fin du siècle dernier, se déroulait en Allemagne une âpre discussion sur le thème suivant : l'influence de l'industrialisation sur la force militaire du pays. Les politiques agrariens et des écrivains, tels que Zehring, Karl Ballod et Georges Hansen, découvrirent que le rapide accroissement de la population urbaine au détriment des paysans minait la base de la puissance militaire et en tirèrent — évidemment ! — des conclusions patriotiques en faveur du protectionnisme agrarien. Brentano et son école prirent sur le point de vue diamétralement opposé. Ils prétendaient que l'industrialisation créait de nouvelles ressources financières et techniques et donnait aux prolétaires cette force vive qui est capable de produire de nouveaux moyens de défense et d'attaque. Brentano tire la leçon de la guerre de 1870 : « les régiments originaires de la Westphalie fortement industrialisée constituent une élite », et il explique ce fait par une meilleure capacité de l'ouvrier de s'adapter aux circonstances. Il n'est pas indispensable de chercher qui a raison dans cette querelle des deux écoles. La guerre démontre que l'Allemagne, qui a eu les plus grands succès sur la voie du Capitalisme, s'est montrée capable de déployer la plus grande force militaire. Cette guerre fournit la preuve que, dans toutes les nations belligérantes, le prolétariat peut montrer une énergie colossale. Ce n'est pas « l'héroïsme » passif de la paysannerie soumise au fatalisme et aux superstitions de la religion. C'est un héroïsme individualisé, pleinement conscient de ses actes, que celui de l'ouvrier. Hélas ! L'Idée pour laquelle combattent les travailleurs est celle du nationalisme belliqueux, l'ennemi mortel du prolétariat. Les classes dirigeantes se sont révélées assez fortes pour imposer leurs vues aux travailleurs, et ces derniers sacrifient leur intelligence, leurs passions et leurs capacités au service de leurs ennemis. Ce fait souligne l'effrayante défaite du Socialisme. Mais on découvre en lui la possibilité d'une victoire définitive. Sans le moindre doute celle classe qui montre tant d'abnégation dans les combats fera preuve d'encore plus de qualités quand le cours des événements la conduira sur les chemins où l'attend sa mission historique.

La prise de conscience, l'instruction et l'organisation du prolétariat ont fait découvrir en lui des sources immenses d'énergie révolutionnaire qui n'ont pas trouvé d'exutoire dans la lutte quotidienne. La Social-démocratie a appelé à la prise de conscience les couches supérieures du prolétariat, mais elle a freiné leur énergie révolutionnaire en les soumettant à une politique d'attentisme. Le caractère réactionnaire et « freineur » de l'époque ne permettait pas au prolétaire de faire preuve d'abnégation et d'héroïsme, ce que l'Impérialisme exige de lui, à présent. Ce dernier arrive à son but en poussant les travailleurs sur des positions de « self-défense » nationale, ce qui signifiait pour ceux-ci la défense de tout ce qu'ils avaient créé — non seulement les richesses nationales, mais leurs organisations, tout ce qu'ils avaient conquis au cours de luttes incessantes et harassantes. L'Impérialisme a détruit l'équilibre instauré en démolissant les écluses et canalisé à son profit le torrent de l'énergie révolutionnaire.

Cette colossale expérience historique, qui a d'un seul coup renversé l'Internationale, cache néanmoins en lui-même un danger mortel pour la société bourgeoise. Le marteau arraché des mains du prolétaire a été remplacé par le fusil. Le travailleur aux pieds et poings liés par l'automatisme où l'a réduit le Capitalisme fait surface subitement quand il place les buts de la collectivité au-dessus des biens terrestres et même de sa vie. Avec les armes qu'il a façonnées lui-même qui, suivant Lassalle, sont la garantie de la Constitution. Il franchit des frontières, participe à des réquisitions, à des actes de violence. Des changements se produisent, jamais encore observés. Le prolétaire savait déjà que « la force prime le droit ». Sa pensée politique lui fait voir la réalité à travers le « possibilisme » et le « légalisme » bourgeois. Il apprend maintenant à mépriser cette légalité et à la détruire. Dans sa psychologie, les moments statiques cèdent le pas aux moments dynamiques. Il apprend que, s'il ne peut contourner l'obstacle, il peut le renverser. Presque toute la population mâle d'une nation passe par l'effrayante école de la guerre qui forge un nouveau type d'homme. Au-dessus des normes bourgeoises, de sa morale, de son droit, de sa religion se dresse le poing de fer de la nécessité !

« Nécessité fait loi », a déclaré le chancelier. Les monarques s'exhibent publiquement et, en un langage de marchands forains, se reprochent mutuellement la responsabilité de la guerre ; les gouvernements trahissent solennellement la parole donnée, le clergé renie son Dieu en le crucifiant sur l'autel du militarisme ! N'est-il pas clair que ces faits doivent créer de profonds changements dans la psychologie des masses laborieuses, enlever leur hypnose devant le respect de la loi, créateur d'attentisme. Les classes possédantes, à leur grande horreur, doivent s'en persuader. Le prolétariat, ayant passé par l'école de la guerre, ressentira au premier heurt la force de parler un langage énergique. « Nécessité fait loi », répondra-t-il à celui qui fera allusion à la légalité. Cette cruelle nécessité qui règne en souveraine pendant et après la guerre sera capable de soulever les masses.

C'est le prolétaire qui ressentira le plus vivement l'état d'affaiblissement total où sera plongée l'Europe. Les ressources matérielles seront épuisées par la guerre et la possibilité de satisfaire les exigences des masses sera très limitée. Cela conduira inéluctablement à de profonds conflits politiques qui, s'élargissant et s'approfondissant, peuvent prendre le caractère d'une révolution sociale dont le cours et l'issue sont, évidemment, imprévisibles à l'heure actuelle.

D'autre part, la guerre, avec ses armées immenses et ses armes diaboliques de destruction, peut épuiser non seulement les ressources matérielles de la communauté, mais aussi les forces morales des prolétaires. Cette guerre n'a pas de but précis et limité, elle ne prend pas un caractère défensif ou offensif, elle ne peut qu'amener à la destruction de tous les participants. Ne rencontrant pas de résistance interne, elle peut durer plusieurs années avec des succès provisoires pour l'un ou l'autre camp, jusqu'à l'épuisement total des principaux belligérants. Toute l'énergie combative du prolétariat peut s'éteindre en ce terrible travail d'auto-destruction. Comme résultat, notre culture peut être rejetée en arrière pour des générations entières ! La paix, issue non de la volonté des peuples en guerre, mais de leur épuisement, ne pourrait être qu'une répétition de la paix de Bucarest qui termina la guerre des Balkans. Elle conserverait les

mêmes contradictions, les mêmes antagonismes, les mêmes sources de conflit. L'œuvre de deux générations de socialistes serait noyée sous des flots de sang

Quels est, de ces perspectives, la plus vraisemblable ? Il n'est pas possible de le prévoir théoriquement. L'issue dépend de l'activité des forces vives de la communauté et, en tête, de la Social-démocratie révolutionnaire.

« Cessation immédiate des hostilités », voici le slogan au moyen duquel le Socialisme peut regrouper ses rangs disséminés. Le prolétariat ne peut mettre sa volonté de paix sous la dépendance des États-majors ; au contraire, il doit l'opposer aux conceptions de ceux-ci. Ce que les gouvernements appellent la lutte pour la conservation de ce qui est national n'est qu'une auto-destruction. La « self-défense » authentique ne consiste plus qu'en la lutte pour la paix. Ce qui veut dire, pour nous, non seulement lutte pour sauver les biens culturels et matériels de l'humanité mais, par-dessus tout, lutte pour sauvegarder l'énergie révolutionnaire du prolétariat. Rassembler les forces du prolétariat dans la bataille pour la paix, c'est attaquer l'Impérialisme sur tous les fronts. Les conditions de paix conclues par les peuples et non par des « finasseries » entre diplomates doivent être les mêmes pour toute l'Internationale.

Aucune annexion ! Aucune contribution ! Le droit de chaque nation à son auto-détermination ! Les États-Unis d'Europe — sans monarchie, sans armée permanente, sans classe féodale dirigeante, sans diplomatie secrète !

La campagne pour la paix doit être menée simultanément et avec tous les moyens dont dispose la Social-démocratie. Ses thèmes sont : 1° libérer les peuples de l'hypnose du nationalisme, 2° épurer à fond les Partis officiels actuels du prolétariat. Les nationaux-révisionnistes et les sociaux-patriotes qui ont exploité les conquêtes du Socialisme et profité de son influence sur les masses laborieuses dans des buts national-militaristes, doivent être rejetés dans le camp des ennemis de classe du prolétariat. La Social-démocratie révolutionnaire n'a pas à craindre de demeurer isolée. Au contraire ! La guerre mène contre elle-même la plus farouche des propagandes. Chaque jour, de nouvelles masses viendront se grouper sous notre drapeau, si celui-ci est l'étendard glorieux de la paix et de la démocratie. Armés du slogan « Paix », nous isolerons la réaction belliciste et l'obligerons à battre en retraite.

Nous, marxistes révolutionnaires, n'avons aucune raison de perdre espoir. *L'époque dans laquelle nous entrons sera notre époque.* Le Marxisme n'est pas vaincu. Au contraire : si le grondement de l'artillerie sur tous les champs de bataille européens signifie la faillite des organisations historiques du prolétariat, il proclame la victoire théorique du Marxisme. Que reste-t-il à présent du développement « pacifique », de l'effondrement des contradictions capitalistes, de l'accroissement mesuré et progressif du Socialisme ? Les réformistes, qui espéraient « arriver » en faisant collaborer la Social-démocratie avec les partis bourgeois, en sont réduits à souhaiter une victoire des armées nationales. Ils comptent sur les castes dirigeantes pour exaucer les vœux des

prolétaires en récompense de leur patriotisme. Cette conception serait complètement « imbécile », si elle ne dissimulait pas un espoir beaucoup moins « idéaliste » : ma victoire apporterait à la bourgeoisie de la nation victorieuse une base plus large d'enrichissement au détriment des autres bourgeoisies vaincues et permettrait un partage des « dépouilles » avec le prolétariat de cette nation au détriment des autres prolétaires. *Le Réformisme s'est métamorphosé en Socialisme impérialiste.*

Sous nos yeux, se produit la liquidation désastreuse de tout espoir en un meilleur bien-être du prolétariat mondial. Pour sortir de leur impasse, les réformistes cherchent, en contradiction avec leur doctrine, la force, non chez les travailleurs, mais chez les classes dirigeantes.

Après 1848, la bourgeoisie allemande renonça aux méthodes révolutionnaires. Elle confia aux féodaux le soin de régler la question de son développement par la solution guerrière. Le processus général du demi-siècle dernier a placé le prolétariat devant le problème de la Révolution. S'en détournant, les réformistes durent accepter les restes du Libéralisme bourgeois : ils laissent le soin aux féodaux de régler le problème que pose le prolétariat par la solution de la guerre. Mais là se termine l'analogie. La création de gouvernements nationaux a résolu le problème de la bourgeoisie pour toute l'époque passée et les guerres coloniales si nombreuses sont venues en complément pour élargir le champ d'action ouvert au développement capitaliste.

L'ère des guerres coloniales a conduit au conflit actuel. Après le partage du monde, entre les puissances capitalistes, il ne restait plus à celles-ci qu'à s'arracher leurs conquêtes l'une à l'autre. Citons à nouveau les paroles de Georges Imer ! « Qu'on cesse de nous dire que le peuple allemand est arrivé trop tard »... etc.

Un nouveau partage des colonies n'élargit pas la base du développement capitaliste ; ce qu'il gagne d'un côté, il le perd de l'autre. Un apaisement momentané de la lutte des classes en Allemagne ne serait atteint que par une recrudescence de ces mêmes conflits en Angleterre et en France et vice versa.

À ceci vient se joindre un facteur décisif : *le réveil capitaliste des colonies auquel la guerre donnera une forte impulsion.* La désorganisation de l'ordre mondial entraînera celle de l'ordre colonial. Les colonies perdront leur caractère « colonial ». Quoi qu'il en soit de l'issue du conflit, le résultat ne peut en être que l'amoindrissement de la base du Capitalisme européen. La guerre ne résout pas la question du prolétariat ; au contraire, elle la rend plus aiguë. Et voici le monde capitaliste placé devant ces deux possibilités : *Guerre permanente* ou *Révolution du prolétariat*. Si la guerre a « passé par-dessus » la tête de la II^e Internationale, ses conséquences immédiates la feront passer par-dessus celle de la bourgeoisie mondiale. Nous ne nous livrons pas au désespoir devant le naufrage de l'Internationale, cette vieille forme idéologique balayée par l'Histoire ! L'ère révolutionnaire sera créée à partir des sources inépuisables du prolétariat qui s'élèveront à la hauteur des nouveaux problèmes. Nous nous mettons à l'ouvrage sous les aboiements enragés des mercenaires et le glapissement patriotique des chacals capitalistes. Nous gardons la tête froide au milieu de cette musique infernale de mort. Nous gardons la vue claire et nous nous sentons l'unique force créatrice de l'avenir ! Nous sommes plus nombreux qu'aujourd'hui. Soixante-sept ans après la publication du

« Manifeste », se grouperont sous notre drapeau des millions d'hommes qui n'ont rien à perdre, sauf leurs buts !

IV. La guerre dans la politique

[Retour à la table des matières](#)

MON ARRIVÉE EN FRANCE. — PARIS. — VIVIANI. JOFFRE. — BRIAND. — CLEMENCEAU.

Le 19 novembre 1914, je franchis la frontière française. Des infirmières de la Croix-Rouge s'approchèrent des wagons pour faire la quête. Chacun avait l'impression que la guerre se terminerait au plus tard au printemps, bien que personne n'eût pu dire pourquoi. Simplement les gens ne s'étaient pas encore habitués à la guerre. Paris était triste, les hôtels étaient vides. Les gens qui étaient partis au mois d'Août n'étaient pas encore rentrés. Le soir, les rues s'emplissaient de tristesse. Les cafés fermaient à huit heures. Pourquoi cette mesure ? Le général Gallieni, gouverneur de Paris, ne voulait pas d'attroupements, et les cafés peuvent devenir des foyers de critiques et de mécontentement ! Partout des femmes en noir ? En cette époque de patriotisme affiché, le deuil se portait bien : non seulement les mères et les épouses, mais aussi des parents éloignés. Les enfants jouaient à la guerre. Des blessés en voie de convalescence erraient dans les rues. Des vieillards décorés de la Légion d'Honneur leur tenaient des discours patriotiques. Il y en avait beaucoup de ces « jusqu'aboutistes », trop jeunes en 1870, trop vieux en 1914...

De temps à autre, des zeppelins s'approchaient de la ville. Je me souviens d'un soir de novembre 1914. Je retournais à l'hôtel par des rues obscures. L'alerte fut donnée. On voyait courir de sombre silhouette. Les rares réverbères s'éteignirent. En quelques minutes, obscurité complète et plus âme qui vive. Je ne comprenais rien à ce qui se passait, mais je pressentais quelque chose d'anormal. Des coups sourds se firent entendre. Les canons ou les bombes lancées par les « pirates de l'air » ? Il se vérifia par la suite qu'il s'agissait d'eux. J'errais longtemps dans les rues sombres ? Les projecteurs fouillaient le ciel sans répit. Une demi-heure après, la Tour Eiffel projeta son rayon dans les nuages. Tous les pensionnaires de l'hôtel, assis sur les marches des escaliers, à la lumière de chandelles lisaient ou jouaient aux cartes. Strictement interdit d'allumer l'électricité ! Encore deux coups sourds ; les projecteurs étaient toujours en action. Puis, la fin de l'alerte ; l'ennemi s'enfuyait. Le lendemain, les journaux publièrent le nombre de maisons détruites et celui des victimes.

À la tête du gouvernement se trouvait, depuis le début de la guerre, Viviani, phraseur assez insignifiant, ex-colonialiste et élève de Jaurès. La bourgeoisie française confie volontiers des postes de haute responsabilité aux anciens socialistes. Les radicaux, le Parti le plus nombreux, se distinguent trop par leurs vues étroites et leur mentalité de petits-bourgeois pour pouvoir gouverner dans les heures difficiles. L'avocat, passé par l'école socialiste, sait parler aux travailleurs. Il est d'autant plus apte à s'adapter à une politique tortueuse qu'il est tout disposé à vendre sa conscience pour une somme convenable... évidemment ! Briand, autrefois apôtre de la grève générale, occupait le ministère de la Justice. Il se comportait vis-à-vis de Viviani avec désinvolture et une

ironie non dissimulée. Il critiquait ses initiatives réactionnaires et, sans se presser, préparait la chute de son chef et ami...

Le prestige de Joffre était alors au zénith après la bataille de la Marne. Toute la presse l'encensait à genoux, tandis qu'elle traitait le Parlement de réunion de bavards. Une campagne souterraine et active préparait la chute de gouvernement. Un changement « bonapartiste » était dans l'air. Mais pour faire du pâté de lièvre suivant le proverbe français, il faut avoir un lièvre sous la main, et justement celui-ci manquait... Le Bonaparte brillait par son absence. Le « Père Joffre », moins que quiconque, convenait à ce rôle. Sa prudence, son attentisme, sa peur de l'échec faisaient de lui l'opposé du génie français par excellence : Napoléon. Dans le domaine de la stratégie, Joffre reflétait le caractère de cette petite bourgeoisie française conservatrice et bornée qui avait peur de « faire un pas en avant ».

Par la suite, après la bataille de la Marne — dont beaucoup d'ailleurs attribuaient le mérite à Gallieni —, l'autorité du généralissime déclina, d'abord lentement puis de plus en plus vite. L'armée ne trouvait aucun « aigle » pour le remplacer. Aucune nouvelle victoire, aucune nouvelle gloire ! Pas d'« aigles » non plus dans la vie politique française. Au contraire, on ne vit jamais pareille médiocrité. Le seul grand homme que la bourgeoisie poussait en tête était A. Briand. Totalement ignare des affaires de l'État, dépourvu des qualités politiques et morales indispensables, grand-maître des manœuvres de couloirs, trafiquant des votes d'un Parlement apathique, instigateur de corruptions et de débauches, charlatan aux manières de « p... » politique, Briand était la plus belle caricature de ceux qui prônaient la guerre « grande, nationale et libératrice » ! Son grand ennemi était le vieux « tombeur » de ministères, le « Tigre », le septuagénaire Clemenceau. La force principale de son talent de publiciste était la méchanceté. Clemenceau connaissait trop bien le dessous des cartes pour s'adonner à des illusions idéalistes. Il était trop mauvais pour laisser aux autres leurs illusions intactes. Plus que quiconque, il travailla à la perte de Poincaré, Joffre et Briand. Bien que ce rejeton du jacobinisme fut privé de tout talent créateur, il usa d'une énergie décuplée pour mener le combat jusqu'au bout.

Au moment où ces lignes furent écrites, Briand était déjà écarté du pouvoir. Ribot devint Premier ministre. C'était un conservateur, légèrement de gauche, sans idée bien définie sur la conduite de la guerre. Il remplaça Painlevé, mathématicien fameux, dilettante en politique, par Clemenceau. Son ministère apparut comme l'expression même du désespoir politique. Clemenceau fut plus tard ministre de la victoire. Mais... l'Histoire n'a pas dit encore son dernier mot.

IMPÉRIALISME ET IDÉE NATIONALE

Les idéologues français regardent la guerre comme le choc de deux principes bien opposés : le Bien et le Mal, Ormuzd et Ahriman. Pour nous matérialistes, la guerre est d'essence impérialiste, c'est le résultat des efforts des États capitalistes pour s'agrandir et conquérir. Quand l'expansion capitaliste coïncide avec l'union nationale, l'impérialisme Ahriman s'appuie sur le national Ormuzd.

Le ministre-président serbe répondait, ces derniers jours, à une interpellation sur les visées italiennes concernant la Dalmatie, visées diamétralement opposées à l'idée de la « Grande-Serbie ». Patchich exprima l'espoir que la nouvelle Italie, née d'une idée nationale, respecterait celle d'une sœur slave plus petite. Ensuite, ajouta l'ex-anarchiste, la « Science sociale » italienne est entièrement fondée sur la base du principe national. Mais Patchich s'est gardé de nous expliquer comment cette « Science sociale » italienne s'est si bien alliée à l'artillerie pendant la guerre italo-turque. Cette remarque aurait fait allusion à de vieux souvenirs, tels par exemple, les Serbes s'efforçant d'atteindre l'Adriatique en passant sur les cadavres des tribus albanaises ou « polissant » le matériel brut bulgare en Macédoine.

L'idée nationale de ces derniers — les Bulgares — a trouvé sa plus haute expression dans la lutte contre ses trois ex-alliés. Quand l'armée roumaine s'empara de Dobroudja, quadrilatère purement bulgare, la presse du pays délira d'enthousiasme durant cette campagne « libératrice ». Elle représentait la Silistrie sous les traits d'une femme en deuil, boulet de bagnard aux chevilles et attendant avec impatience le Roumain libérateur ! On pouvait croire qu'une propagande aussi stupide et aussi vulgaire ne « prendrait » pas en Europe Occidentale dont le goût est plus élevé, mais il s'avère que celui-ci est la première victime immolée par la bourgeoisie sur l'autel des intérêts de classe...

Tout en réclamant, au nom de l'idée nationale, le Trentin et Trieste, l'Italie étend la main vers la Dalmatie, menaçant de détruire l'unification rêvée par les Serbes (Encore une autre idée nationale !). La France, au nom de cette même idée, revendique le retour de l'Alsace-Lorraine, annexée par l'Allemagne au nom également d'une idée nationale.

Les patriotes français réclament la rive gauche du Rhin. Les prétentions aux provinces rhénanes et le plan de démembrement de l'Allemagne contredisent le principe national libérateur au nom duquel Hervé s'apprête — aidé par le 75 — à restituer le Schleswig au Danemark, à ressusciter la Pologne, à donner la Transylvanie à la Roumanie et à rassembler les Juifs en Palestine. Contradictions ! Sans aucun doute, affirme le docte impérialisme français, l'historien Brion, « mais il ne faut pas mettre en avant comme un axiome irréfutable le principe des nationalités qui nous a causé tant de mal au profit de l'Allemagne et de l'Italie ». L'impérialiste Arthur Diks est plus net quand il écrit que l'Impérialisme domine la première moitié du XX^e siècle et que l'idée nationale était souveraine au siècle passé.

L'Impérialisme exprime la rapacité du Capitalisme sans la tendance *progressive* du développement économique. Il se bâtit à l'échelle mondiale, libérant les nations des vues étroites des gouvernements. L'idée « nationale » opposée à l'Impérialisme n'est pas seulement sans force, elle est *réactionnaire*. Elle entraîne l'humanité en arrière dans les limites nationales. Sa mission politique lamentable, et qui la rend impuissante, ne fait que servir de paravent idéologique pour les bouchers de l'Impérialisme. Détruisant les fondements de la propriété nationale, la guerre impérialiste actuelle, éclairant et complétant la superstition ou le charlatanisme de l'idée nationale, est l'expression la plus significative de l'impasse dans laquelle a abouti le développement de la société bourgeoise. Seul le Socialisme, en « neutralisant » la nation, peut unir l'humanité au moyen de la solidarité active. Il libère le monde des charges nationales et, en même

temps il dégage la culture propre de chaque pays du fardeau de la concurrence entre les nations. Le Socialisme, seul, montre la solution de la contradiction étalée devant nous, effrayante menace pour la culture de l'humanité tout entière.

DANS LES BALKANS

La mêlée des peuples européens, sans résultat décisif de part et d'autre, atteint son paroxysme dans les Balkans, dans un chaos jamais encore vu en cette péninsule volcanique. Comme chez les grandes puissances, les partis bourgeois se heurtent violemment en politique intérieure, mais s'unissent en politique étrangère. Pour les petits États balkaniques isolés et dépendants, il en va autrement. Les partis bourgeois ne se distinguent pour ainsi dire pas. Les besoins économiques et le retard militaire obligent le pouvoir et les partis à faire une même politique sous la pression du Capitalisme étranger : emprunts, hausse des impôts, construction des chemins de fer, développement de l'armement, ... hausse des impôts, ... emprunts. En ce qui concerne la politique extérieure, il y a rarement plus de deux partis, correspondant aux deux pays rivaux auxquels ils ont lié leurs destinées : la Russie et l'Autriche.

Trompée par la première en 1879, la Roumanie se laissa glisser, jusqu'à la guerre, dans l'orbite austro-allemande. La Serbie, menacée par l'Autriche, tournait ses regards vers la Russie plus éloignée, par conséquent moins dangereuse. La Bulgarie, à égale distance de la Russie et de l'Autriche, louvoyait entre les deux, faisant alterner au pouvoir des russophiles et austrophiles. La guerre a mis en action des forces contradictoires existant auparavant et a détruit les quelques éléments de stabilité qui tenaient encore. Le parti à prendre dépend maintenant du « chef de bande » qui s'est emparé du pouvoir. C'est pourquoi les cabinets étrangers s'intéressent tellement au succès de Venizelos, à la lutte des conservateurs et des libéraux roumains et à la question de savoir si Gennadiev sera Président-ministre ou sera envoyé au bagne. L'inévitable Hervé menace les Bulgares s'ils refusent de devenir le « quatrième » allié de l'Entente et Clemenceau, de temps à autre, entonne un couplet en l'honneur du « grand européen » Ionescu, chef d'un parti de déchets de la société et de candidats affamés à un pouvoir rapace.

L'entrée en guerre de l'Italie influença favorablement l'opinion bulgare en faveur des Alliés. Le chef des russophobes — partisans de Stamboulov —, Gennadiev (déjà cité), passa, en vingt-quatre heures, du camp autrichien au camp russe.

Les arguments paraissaient convaincants : « l'État du destin », la Bulgarie, devait ouvrir à la Russie la route de Constantinople pour recevoir, en récompense, Andrinople et une part de la Macédoine. Mais les redditions de Pchemysl et de Lemberg refroidirent cet enthousiasme, d'autant plus que la défaite serbe offrait l'occasion de pénétrer en Macédoine avec un risque minimum. C'est ainsi que les espérances des Alliés de voir les Bulgares se joindre à eux furent anéanties à tout jamais.

Les défaites russes, non seulement rendirent problématique une entrée en guerre de la Roumanie aux côtés de l'Entente, mais permirent à l'Autriche de présenter à celle-ci un ultimatum, dont le délai expirait dans un mois. Trop court ! pour que les « grands

européens » — les Roumains — se décidassent à trancher la question : où fallait-il aller, où ne fallait-il pas aller à aucun prix ?

Dans le même temps que les défaites russes paralysaient l'effet produit par l'entrée en guerre de l'Italie, celle-ci provoquait des difficultés considérables dans les Balkans. Craignant que l'Italie en envahissant l'Istrie et la Dalmatie, ne mette la main sur des Serbes, la Serbie et le Monténégro, dégarnissant le front autrichien, dirigèrent le gros de leurs forces contre l'Albanie : soit pour se « payer » sur le dos de celle-ci, soit pour avoir la possibilité de l'échanger contre la Dalmatie, tout ceci en pleine opposition avec le plan des « Grands Alliés ».

Dans ce jeu d'enfer, où culbutent les programmes nationaux, les égoïsmes de classes, les intérêts dynastiques et les calculs des « camarillas », seul le Parti socialiste peut rester fidèle à son programme en s'appuyant, non sur des combinaisons diplomatiques passagères, mais sur toutes les tendances du développement économique.

Il est difficile de se représenter un tableau plus aberrant que celui offert par la politique peureuse des gouvernements balkaniques. Se soupçonnant mutuellement, toujours prêts à se trahir, ils craignent d'être trompés par les grandes puissances tout en cherchant à les abuser. Encore plus incohérente est la conduite de celles-ci qui corrompent leurs « vassaux » et en changent, exactement comme les gitans à la foire aux chevaux. Clemenceau parle avec mépris des peuples balkaniques : « Ils ne savent pas ce qu'ils veulent ». C'est vrai et c'est inexact. Ces peuples veulent avant tout que M. Clemenceau, ses amis et ses ennemis, les laissent en paix. Mais ils ignorent comment parvenir à ce résultat. Plus la guerre découvre la « pétaudière » balkanique, plus elle ouvre la voie à un programme unique de cohabitation entre les nations de la péninsule. L'organe de la social-démocratie bulgare *Novo Vreme* répond négativement à la question : « La Bulgarie doit-elle être le quatrième partenaire de l'Entente ? » — « Non ». L'objectif majeur de la Russie débouche sur la Méditerranée, sinon, elle se trouverait totalement isolée l'hiver, quand le port d'Arkhangelsk est bloqué par les glaces Celle-ci enlèvera à la Bulgarie Andrinople, clé de Constantinople. Maîtres de la Mer Noire et de la Mer de Marmara, les Russes détruiront l'indépendance bulgare et aussi celle des Roumains. Si l'Italie, de son côté, s'empare de la Dalmatie et prend la place de l'Autriche, les nations des Balkans exposés aux rivalités de la Russie et de l'Italie se souviendront amèrement de l'époque pré-libératrice.

Pas d'alliance avec les Occidentaux ! Non plus avec les Empires Centraux ! La victoire de ceux-ci signifierait la soumission de la faible Turquie à l'Allemagne et l'absorption de la Serbie par l'Autriche. La Bulgarie serait alors en proie aux pressions allemandes. Ce serait la fin de la liberté pour les Balkans ! C'est là justement que les problèmes nationaux et impérialistes s'enchevêtrent monstrueusement, qu'apparaissent le mieux les contradictions du social-nationalisme. Des deux principes suivants, lequel observer ?

1° recherché à défendre la patrie ?

2° chercher le moindre mal international ?

La solution semble être sans issue. Comment défendre la patrie avec la Russie qui te dévorera ? Avec l'Allemagne qui t'engloutira ? Garder une craintive neutralité alors

que les événements et les appétits peuvent la détruire chaque jour ? Quelle ligne de conduite doit adopter la Social-démocratie ? Elle doit rejeter le slogan de « défendre la patrie » et prendre résolument la route qui conduira à la fédération républicaine balkanique.

Luttant contre les interventions éventuelles de la Bulgarie et de la Roumanie, les sections de l'Internationale ne se cantonnent pas dans une neutralité, autrement dit dans un attentisme impuissant. Ils prônent une politique d'alliance de tous les peuples des Balkans. Dans le bain de sang actuel, ce programme conserve son caractère propagandiste, il se réalisera dans le sang et la boue d'autant plus vite que tombent les illusions et que se renforce l'autorité dans la conscience des masses populaires Balkaniques.

(*Naché Slovo*, 20 juillet 1915.)

SECRETS DE GUERRE ET MYSTÈRES POLITIQUES

Si la guerre est la continuation de la politique — seulement par d'autres moyens —, la politique intérieure des nations européennes se révèle être seulement le reflet des fluctuations de la guerre. Quand commença le retrait catastrophique des armées russes en Galicie, non seulement les ombres chinoises des libéraux disparurent de l'« écran » pétersbourgeois, mais encore l'agitation dans les couloirs du Parlement français amena un changement de ministère. Les Allemands démontraient avec éclat leur énorme supériorité en réserves d'armement. La perspective d'un second hiver de guerre faisait mieux que se dessiner. On tenait pour responsables ceux qui n'avaient pas prévu assez de canons et de munitions. En Russie, la retraite scandaleuse de Soukhomlinov ouvrait une série de changements ministériels. En France, l'opinion parlementaire et journalistique se concentrait sur Millerand. On s'attendait à une crise ministérielle. Mais celle-ci n'eut pas lieu. Le Parti socialiste dont on redoutait les attaques se montra un fidèle soutien du gouvernement. À la réunion du Parti en Juillet, l'opposition se laissa « museler » par les mêmes arguments que ceux employés par le Parti devant l'Assemblée et la nation. On divisa les ministères en « sous-ministères », avec des responsables politiques. Comme le ravitaillement en munitions était le problème crucial à l'ordre du jour, on fit appel au socialiste Albert Thomas. Désormais les socialistes prenaient sur eux la responsabilité politique gouvernementale avec une « contrôle » exercé par Guesde et Sembat, mais aussi l'approvisionnement des armées. Ce nouvel équilibre politique dura quelques mois. Deux faits y mirent fin : l'offensive française en Champagne et l'entrée de la Bulgarie sur le champ de bataille.

La bataille de Champagne fut un succès, mais elle dévoila la vérité quant à la situation sur le front occidental. En dépit d'une longue et soigneuse préparation et une débauche de munitions — des millions d'obus ! —, en dépit d'un « petit saut » en avant de 3 ou 4 km, les lignes ennemies tinrent bon. Cela prouve que, de l'autre côté, les Allemands n'avaient aucune chance de percer les positions françaises²⁵. La campagne d'hiver

²⁵ Ceci démontre, d'un côté, que les Allemands n'ont aucune chance de percer le front, que ce soit vers Calais ou Paris.

considérée comme une possibilité redoutable devenait une effroyable réalité. Simultanément, un coup inattendu et d'autant plus cruel fut asséné par les Bulgares. Les journaux français injurièrent la censure qui avait dissimulé la véritable situation dans les Balkans. Nous n'avons aucune vocation pour défendre cette institution « baptisée censure militaire », mais nous devons dire qu'elle ne cachait pas tellement de choses : dans le mécanisme de « l'Union nationale », on ferme les yeux sur les périls, on ne tolère pas les critiques et on se berce d'illusions. Le Parti socialiste y excellait.

Les échecs des Alliés sur les divers fronts tenaient fondamentalement à la supériorité capitaliste de l'Allemagne. Même motif pour ses succès diplomatiques. La capacité de production de Krupp, la supériorité des voies ferrées allemandes compensent largement le « manque de psychologie » des diplomates dont parle tant la presse alliée. Le reste est fait par la voracité diplomatique tzariste. De celle-ci la presse française s'est longuement occupée. Les prétentions russes à Constantinople et aux Détroits, devant lesquelles ont capitulé la France et l'Angleterre, ont créé dans les Balkans une situation désastreuse pour la diplomatie alliée.

« Nous nous sommes conduits comme des enfants vis-à-vis de la diplomatie russe », écrit Hervé, qui fut le premier à réclamer la capitale turque pour le tzar. On jeta Delcassé en pâture à « l'opinion publique », mais la retraite d'un ministre ne suffit pas à modifier la situation. La Bulgarie aligna son demi-million d'hommes aux côtés de l'Allemagne. La Grèce refusa de soutenir la Serbie et donna à son ministère un penchant germanophile. Les Roumains se tinrent aussi loin que possible du conflit. 300 000 soldats austro-hongrois entrèrent en Serbie.

La presse française sonna « l'alerte ». Même *L'Humanité* sortit de sa torpeur où l'avait confinée « l'Union sacrée ». « Que veulent faire les Alliés ? Une descente franco-anglaise à Salonique ?... Sur quelle échelle ? Ne sera-t-elle pas prise en « sandwich » entre les Bulgares et les Allemands ? Pourquoi la Russie se tait ? L'Italie ? Nos alliés balkaniques ont-ils un plan ? N'allons-nous pas au-devant d'une catastrophe ? » Le Premier ministre donna des éclaircissements qui, suivant cette mauvaise langue « empoisonnée » de Clemenceau, prouvent la véracité du vieil adage « que la nature a horreur du vide ». Quelques lieux communs sur « les secrets de guerre » et les secrets des Alliés ». Vainement Renaudel réclama une « séance secrète ». Elle lui fut refusée. Les secrets demeurent sous verrou militaire. Ne suffisait-il pas aux socialistes de « contrôler » le gouvernement avec leurs trois ministères ? Au nom du gouvernement où se trouvaient Guesde, Sembat et Thomas, le Premier ministre exigea le rejet de l'exigence socialiste, ce qui se fit contre 190 voix. En réponse aux critiques et aux reproches, Viviani posa la question de confiance, sans aucune explication. Ceux qui critiquaient Viviani ne pouvaient pas ne pas se rendre compte qu'ils en eussent fait autant à sa place et auraient mis à l'abri du contrôle républicain les secrets des Alliés. Le Capitalisme militariste est au-dessus de la souveraineté populaire. « Avec la méfiance au fond du cœur ! », suivant le journal réactionnaire *l'Éclair*, ils se décidèrent à voter « pleine confiance » au gouvernement. Mais le système politique ne se termina pas là.

Il se trouva 150 députés de « gauche » qui s'abstinrent. Neuf, dont Raffin-Dugens, Mayéras et Jobert, votèrent contre²⁶.

Renaudel déclara que ses amis ne pouvaient approuver une aventure dans laquelle le destin de la France était mis en jeu. Le besoin de mettre plus de distance entre soi et le gouvernement est un nouveau fait provoqué par une « pression » devant être significative si elle mettait en branle des gens comme Renaudel. Donc la majorité des socialistes refusa sa confiance au gouvernement où siégeaient Guesde, Sembat et Thomas. Croyez-vous que ces ministres donnèrent leur démission ? Pensez donc ! Ils restèrent comme le Parti sur le terrain de « l'Union nationale » et de « la lutte jusqu'au bout ». Comme l'expliqua un journal radical, la présence des défenseurs du prolétariat est indispensable au sein du pouvoir. Si Renaudel s'y était trouvé, il aurait, lui aussi, fait repousser la motion socialiste. Si Sembat s'était trouvé sur les bancs de la gauche, il aurait refusé sa confiance ! Tout ceci n'est pas une contradiction de principe, simplement la division du travail dans l'usine « de l'Union nationale ». Cette division n'est pas volontaire et elle comporte son affreuse logique. Quelques députés socialistes ont voté contre le gouvernement auquel participent Sembat, etc. Ils n'avaient aucun terrain solide de principe sous leurs pieds, mais ils portèrent néanmoins un coup impitoyable à la position officielle qui datait du 4 Août. Leur action exige une nouvelle prise de position. La vague dont la pression a fait agir le Parti ne faiblira pas ! Au contraire ! Elle se fortifiera chaque jour ! Elle roulera au-dessus de la tête de Renaudel et emportera sur sa crête d'autres personnes.

(*Naché Slovo*, 17 octobre 1915.)

GALLIENI

Le poste suprême au ministère de la guerre était occupé jusqu'à maintenant par Millerand ; aujourd'hui c'est le tour du général Gallieni. Ce n'est pas la première fois qu'on propose ce dernier au poste de généralissime. Il est, sans contredit, l'un des généraux les plus complets de l'armée républicaine.

Plus d'une fois la presse a chanté ses louanges en tant qu'organisateur et administrateur. Le général fit « ses classes » de guerre en Afrique et en Asie comme tant d'officiers français et anglais de la vieille génération. Après la perte de deux provinces au Traité de Francfort, la France chercha à se consoler du deuil national par des conquêtes coloniales. À la fin de l'année 1870, Gallieni opéra en Afrique noire, au Sénégal, et s'empara de la boucle du Niger pour le plus grand bien de la culture capitaliste. En 1886, il pacifia le Soudan. Il écrasa les hordes du potentat rebelle Mahmade dont la tête fut offerte à un des officiers de l'expédition française. En combinant la « pacification » et les méthodes sans merci de la guerre, Gallieni conquiert un territoire de 900 000 km² et 2 600 000 habitants. L'actuel ministre de la Guerre est, en fait, le créateur de l'Empire français du Soudan. Il appliqua le système dit « de tache

²⁶ Une quinzaine de prétroriens socialistes votèrent pour la confiance. Ce nombre comprenait, évidemment, Sembat, Guesde, Thomas et quelques guesdistes connus, tels que Bracke, etc. De cette façon, la fraction socialiste se coupa en trois tronçons.

d'huile » (en fait inventé par les Anglais). D'un centre fortifié, les troupes rayonnent, créent d'autres centres fortifiés, soumettent certaines populations, en massacrent d'autres, mettent sur pied une administration, puis repartent rayonner, et ainsi de suite.

Gallieni joua un grand rôle dans la conquête de Madagascar. Son biographe écrit à ce sujet une anecdote, non dépourvue de cruelle malice. Le ministre des Colonies donna à Gallieni des instructions par écrit concernant l'expédition de Madagascar : « J'espère, Votre Excellence, n'avoir jamais à lire ces papiers », lui dit le général avec une ironie respectueuse. Et le ministre « pantois » de répondre : « Vous ferez bien ! ». De fait, Gallieni ne se contenta pas de punir deux ministres rebelles malgaches, mais il déposa la reine et l'exila.

L'Écho de Paris communique aujourd'hui que plusieurs groupes parlementaires firent des représentations à Briand sur l'inconvenance de placer un général à la tête des forces républicaines. Autant que nous le sachions, le nom de Gallieni n'a pas été prononcé dans les diverses combinaisons politiques. Nous avons lu, il y a trois jours dans *l'Action Française* qu'il était lamentable de ne pas avoir un général comme suprême responsable militaire. De son côté Hervé, prêt à tous les retournements, stigmatise les craintes des éléments démocratiques quant au sort de la République. Aucun péril ne menace et ne menacera personne et les citoyens français peuvent dormir tranquilles. C'est ce qu'il fallait démontrer.

(*Naché Slovo*, 30 octobre 1915.)

L'ESSENCE DE LA CRISE

Le motif de la crise en France est, comme nous l'avons déjà souligné, la crise politique en Russie et les difficultés ministérielles en Angleterre : à savoir la situation militaire et diplomatique des Alliés. Il s'agit ici des causes directes de la crise. Celle-ci se produit dans chaque pays selon les conditions politiques et sociales.

La crise gouvernementale en France s'explique par la contradiction fondamentale dans laquelle se trouvèrent les ministères Viviani, mais aussi dans celle du radicalisme à l'époque de l'Impérialisme actuel. Les radicaux, occupant une place prépondérante dans la vie politique après l'Affaire Dreyfus, s'appuient sur la petite-bourgeoisie urbaine et paysanne. Les intérêts impérialistes, facteur décisif dans le domaine de la politique mondiale des grandes puissances monarchistes ou républicaines, placent leurs défenseurs au sommet de la nation. En France, il s'agit de l'aristocratie financière. Les banques mobilisent les nombreux petits détenteurs d'actions étrangères. Mais la petite bourgeoisie, tout en découpant ses coupons « mondiaux », reste la petite bourgeoisie. Elle prend un pourcentage élevé, mais elle a peur de risquer, regarde avec méfiance les « aventures mondiales » qui sentent le sang et la fumée et qui, par-dessus tout, coûtent très cher. Donc la petite bourgeoisie envoie des radicaux au Parlement. Sa dépendance vis-à-vis du grand capital trouve son expression politique dans les relations extérieures et souligne sa totale soumission aux financiers impérialistes. Les radicaux ont la majorité absolue à l'Assemblée ; ils font et défont les ministères. Mais ils sont absolument impuissants devant les problèmes internationaux où la France doit se débattre en tant

que grande puissance capitaliste. La politique extérieure n'est plus l'affaire de gouvernements isolés, mais celle de grandes coalitions. Ceci a encore plus diminué la possibilité d'action du radicalisme dans le domaine de la politique étrangère. Le ministère responsable doit sauvegarder les relations internationales et en rendre compte devant l'Assemblée. Le journal *Information* a très justement rappelé que Delcassé fut toujours un solitaire. Non seulement, il gardait un silence exagéré vis-à-vis de la majorité radicale du Parlement, mais il ne communiquait à ses collègues du ministère que ce qu'il voulait bien. Les ministres successifs devaient accepter la politique de Delcassé, et le radicalisme, puissant par le nombre, mais en fait sans aucune vigueur, devait entériner les décisions de ce dernier.

Cette situation devint encore plus frappante le second jour des hostilités. Le ministère radical-socialiste Viviani se cherchait des « appuis solides » parmi les cercles capitalistes et dans l'« appareil » administratif militaire. Les conséquences en furent l'instauration de la censure. La haute bourgeoisie capitaliste se réconciliait avec un ministère de concentration de la « gauche ». La guerre a un tel effet sur les masses qu'on trouve tout naturel le voisinage de représentants de la bourgeoisie et du prolétariat. Mais parler « un libre langage » n'était plus possible aux radicaux petits-bourgeois. Le ministère adopta les vues d'une puissance impérialiste. La presse radicale ou disparut ou perdit toute originalité. Du coup le ministère profita de l'aide illimitée des journaux conservateurs ou réactionnaires connus. Mais la guerre d'usure épuisa cette combinaison politique. La guerre se prolongeait outre-mesure et prit un tournant peu satisfaisant avec l'entrée en lutte de la Bulgarie. L'aile gauche ne tarda pas à montrer son mécontentement. Comme l'insatisfaction de la gauche se nourrit à des sources profondes, du fait d'une guerre toujours plus pesante (et qu'il faille faire la guerre jusqu'au bout), il fallut chercher une combinaison telle qu'elle ne blessât pas les ministres socialistes — en apparence du moins —, mais qu'elle donnât pleine liberté de manœuvre à ceux qui savent ce qu'ils veulent et qui sont prêts à aller jusqu'au bout. Là est l'essence même de la crise.

(*Naché Slovo*, 30 octobre 1915.)

SANS PROGRAMME, SANS PERSPECTIVE, SANS CONTRÔLE

Ce qu'on redoutait en premier lieu, puis ce sur quoi on fonda tant d'espoir, s'accomplit enfin : un nouveau ministère « de Défense nationale », fabriqué dans les coulisses parlementaires, « fignola » sa déclaration et la lut à l'Assemblée. Il obtint la confiance de 515 députés. Seul un parlementaire se montra mécontent par rapport à la trop visible inclination du pouvoir pour la censure en vota contre.

On ne peut se rendre compte dans l'opinion dite « publique » de ce qui eut lieu réellement. Viviani et Briand changèrent courtoisement de place, liés par un programme commun dont les caractéristiques leur demeuraient inconnues. Delcassé tomba du char gouvernemental. Il en fut de même du plus réactionnaire des ministres, Millerand, remplacé par le général Gallieni, ce qui ne manqua pas de susciter un certain étonnement. La III^e République, régime ploutocrate masqué par le radicalisme et la phraséologie socialiste, en revenait aux vieilles recettes. Jusqu'à quel point perdait-elle dans les

intrigues parlementaires ? Pourquoi le duo Viviani-Briand est-il préférable au duo Briand-Viviani ? Ceci n'a aucune influence sur les opérations en cours et reste incompréhensible au vigneron bordelais et au boutiquier parisien.

Mais ces deux derniers ne « font » pas de haute politique : ils la « subissent ». L'ouvrier en fait moins encore, mais il lui sacrifie son sang. Cette combinaison de vieux éléments a son sens : après une période de critiques, de recherches, d'attente, d'espoir, les partis font savoir « solennellement » à la nation qu'il est impossible de faire mieux que leur plus récente « invention ».

Comme le parlement a attiré l'attention sur le mécontentement populaire, comme il a manifesté son peu de confiance envers un ministère où siégeaient deux socialistes, il suffit d'y adjoindre des « vétérans » de tous les groupes. C'est ainsi qu'apparurent les radicaux Combes et Bourgeois, le réactionnaire Méline, le monarchiste Cochin le nonagénaire Freycinet qui vont assister à « l'ouverture » de la nouvelle campagne d'hiver avec les revendications de la troupe (cinq sous par jour !) — qui n'est pas une légende — « par le haut » et une confiance aveugle « par le bas ». Sans programme, sans perspective !

La nouvelle combinaison a encore un autre sens : dans le ministère Viviani, à côté du ministère Sembat siégeait, sans portefeuille, Jules Guesde en tant « qu'émissaire du prolétariat révolutionnaire auprès du gouvernement de défense nationale » (ainsi était baptisée cette belle invention !). Mais Briand supprima cette décorative figuration du néant et Jules Guesde s'en alla avec d'autres vieux conseillers-vétérans remplir le rôle des six « sages » qui signaient les procès-verbaux de la « Défense nationale ». Renaudel s'efforça en vain de sauver les apparences en donnant à son Parti une « orientation à gauche », c'est-à-dire en proclamant son accord à une guerre libératrice sans aucune annexion ! Entre nous, étant donné la situation sur tous les fronts, cela ne pouvait rien coûter aux députés de lui donner satisfaction !

Il n'eut pas cette consolation. « Et la Syrie, vous oubliez la Syrie ! », lui cria-t-on de tous côtés. Vainement, le mal-inspiré jura sa fidélité au programme « jusqu'au bout », vainement, les poings sur la poitrine, il adjura ses collègues de le comprendre ; le Parlement accueilli ses objurgations pitoyables par des vociférations. Ce qui devait être une démonstration contre « les annexions » devint une manifestation hautement significative pour « les annexions ». Et quand Briand, au « parler fleuri », demanda l'indulgence pour les socialistes, comme on en demande pour de petits enfants les députés bourgeois lui répondirent par des grondements de mécontentement. Ils perdaient les perspectives, mais conservaient l'appétit !

« Pas une seule parole claire ! aucun engagement formel, aucun acte ! des mots, des mots », ainsi le journal de Clemenceau résumait la déclaration du Premier ministre. Cette remarque dépasse de loin son but direct : un Clemenceau au pouvoir aurait usé des mêmes termes. Les événements passaient au-dessus de la tête des dirigeants. Le gouvernement allemand tenait fermement le gouvernail grâce à sa technique indiscutable et son organisation supérieure. Mais ce n'est qu'une apparence. Les Junkers, bien que résolus, sont dépassés par les faits tout comme les députés français indécis. Les uns comme les autres ne peuvent plus choisir. Les tranchées, les

canons, les masses en uniforme sont les seuls facteurs qui automatiquement mettent en marche les événements historiques sur la route qui se termine en impasse. Les dirigeants font des gestes, majestueux ou désemparés, prononcent des paroles, ou impudentes ou dilatoires, mais ils ont perdu et depuis longtemps tout contrôle sur le cours des événements... l'Histoire appelle d'autres forces à se saisir de ce contrôle.

(*Naché Slovo*, 6 novembre 1915.)

« IL Y A ENCORE UNE CENSURE À PARIS ! »

Quand le juge berlinois trancha le litige entre le roi de Prusse et le meunier, en faveur de ce dernier, Frédéric le Grand s'écria : « Il y a encore des juges à Berlin. » Quand la censure nous fit, hier, deux grandes coupures, nous nous exclamâmes : « Il y a encore une censure à Paris ! » A vrai dire, nous n'en avons jamais douté. EN général, cette respectable institution était plutôt indulgente. Nous avons la permission d'écrire que le défunt tzar Alexandre III n'était pas d'obédience républicaine, que les fonctionnaires russes, « à en croire *Novy Vremeni* », acceptent des pots de vin et que les Juifs en Russie ne sont pas les plus heureuses personnes de la terre. Rien d'étonnant à ce que Briand ait déclaré que la censure n'existe pas ! « Il n'y a qu'un régime spécial de presse ! » A l'imprimerie du journal, à la question quotidienne : « Les épreuves pour la censure sont-elles prêtes ? », nous devrions substituer : « Sont-elles prêtes pour le régime spécial ? »

Au retour des épreuves, nous cherchons les remarques faites par le « Registre spécial ». Parfois un mot est biffé, parfois une ligne entière, parfois cinq. C'est parfois très dommage, mais nous nous consolons en nous disant « le Régime est meilleur que la censure », et nous passons au train-train quotidien. Mais hier nous nous sommes souvenus que les hommes sont mortels : sous le Régime spécial, comme sous la Censure. Le crayon bleu s'était promené partout, ne nous faisant pas grâce d'une seule phrase. Le régime spécial a retiré ses favoris postiches et nous a dit : « Me reconnaissez-vous ? Je suis là, moi Anastasie ! »²⁷. Ainsi nous nous sommes rendus compte, et nos lecteurs avec nous, qu'il y a encore une censure à Paris !

(*Naché Slovo*, 2 février 1916.)

DE LA GUERRE D'USURE À LA GUERRE DE MOUVEMENT

Quelle que puisse être l'issue de la bataille de l'enfer de Verdun, elle revêt une immense portée politique pour les deux pays. Une guerre prolongée « d'usure » est devenue une impossibilité psychologique et matérielle pour les deux camps. Les classes dirigeantes qui savent mieux que nous sur quel terrain elles s'engagent, quelle sont les ressources dont elles disposent encore, quelle est la mentalité du soldat, quelles sont les dispositions à prendre, se trouvent devant l'impérieuse nécessité de passer de la « guerre d'usure » à la guerre de « mouvement ». La presse française explique l'offensive allemande devant Verdun comme un « caprice vaniteux » de la part du

²⁷ La censure française est connue sous le sobriquet de « Anastasie ».

fantoches qui portent le titre de « Kronprinz ». Comme si les péripéties de la guerre ne dépassaient pas de très haut tous les fantoches dirigeants ! La guerre « de mouvement » convenait au Kronprinz, mais sous cette appellation ne se poursuit-elle pas cette lutte politique à demi-étouffée qui a pris un caractère si aigu en France, justement à la veille de la bataille de Verdun ? Clemenceau, le fameux « tombeur » de ministères, exigea que le gouvernement expliquât comment il comptait sortir de l'impasse que constitue la guerre de tranchées ? Il lui fut répondu que la conduite des opérations militaires était du ressort du Haut-Commandement. « Si vous n'êtes pas responsable, répondit Clemenceau, vous l'êtes du moins en ce qui concerne le choix de ceux qui dirigent ces opérations. » Ce dialogue qui dure depuis des mois et qui a irrité les adversaires de Clemenceau et ceux dont il voulait se faire des partisans, a fini par aller plus loin que ne le désirait le « Tigre » et a donné à réfléchir. « Pourquoi la guerre d'usure nous conduirait-elle à la victoire ? Pour chasser l'ennemi, il faut entreprendre la guerre de mouvement. Pourquoi ne la fait-on pas ? »

La petite bourgeoisie représentée par le radicalisme — ce mélange d'impuissance idéologique et d'irresponsabilité politique en ce qui concerne les proportions mondiales de la guerre — répète sans cesse : « Quand cela finira-t-il ? Pourquoi ne fait-on pas la guerre de mouvement ? », et lève les yeux interrogativement vers le pouvoir qui lui répond que c'est l'affaire exclusive du Haut-Commandement. Le radicalisme, au lieu de se rendre compte des conditions techniques et sociales de la guerre actuelle, se replonge dans les recettes « salvatrices » de la Grande Révolution. Il appelle au secours les ombres du Comité de Salut public, la Convention, les jeunes généraux entre le triomphe et la guillotine, les Représentants en mission aux armées, etc. Ces recettes constituent le remède infaillible menant à la victoire. Aux côtés des généraux et colonels en retraite, de tous ces stratèges en chambre, sont apparus de nouveaux professeurs d'histoire radicaux qui éclairent chaque jour l'opinion sur les conceptions de l'État-Major. Est-ce la peine d'ajouter que les socialistes ne s'élèvent d'un seul centimètre au-dessus de ces archaïsmes²⁸. Renaudel a emprunté à Vaillant l'idée du Comité de Salut public. Pour en arriver à la guerre de mouvement, il faut une concentration suprême des pouvoirs ou une dictature « révolutionnaire » représentant la souveraineté populaire en un Comité de Salut. Le sceptique Clemenceau a pris « l'idée » non sans quelque ironie. Si le salut provient de la concentration des pouvoirs, pourquoi le ministère ne crée-t-il pas un tel organisme ? Tout simplement parce que le gouvernement est bien distinct de la majorité radicale du Parlement. Le ministère agit et délibère dans les coulisses, tout comme le Haut-Commandement, et l'Assemblée capitule chaque fois que le pouvoir pose la question de confiance.

Mais si cette position supra-parlementaire du pouvoir, par ailleurs soumis au Haut-Commandement, incite le camp radical à réclamer une dictature jacobine, à droite, on penche vers le Césarisme. Dans le *Figaro*, Capus publie une lettre de « l'Empereur » à « mon fidèle général Sarrail » et à « mon Premier Ministre Briand ». Il ressort de ces deux missives, écrites dans le plus pur style académique, comme deux et deux font quatre, que pour sauver la France, il ne manque pas de César ! Le Comité de Salut public

²⁸ Archaismes : conceptions, idées et paroles tombées en désuétude.

ou César ! (N'oublions pas que César est issu de ce Comité.) La passivité du Parlement devant le gouvernement est devenue intolérable, de même que l'immobilité sur le front.

« La guerre de mouvement ! » L'artillerie lourde devant Verdun dénonce le désarroi régnant de « l'autre » côté des lignes ! « Là-bas » aussi, on ne peut plus y tenir, on cherche la « guerre de mouvement ». La guerre dévoile à tous les peuples son caractère le plus atroce, infernal. Le tonnerre des canons est l'expression de la suprême cruauté mais aussi de l'épouvante des dirigeants devant l'impasse. Quelle que soit la portée militaire des combats de Verdun, leur signification politique est incomparablement plus grande. C'est à Verdun que se lève « notre » jour proche ! À Berlin et ailleurs, « ils » ont voulu la guerre de mouvement... ils l'auront !

LA SYMÉTRIE N'EST PAS PARFAITE !

Notre époque produit une masse de héros : il suffit de parcourir les citations à l'ordre du régiment, de l'armée, etc. Devant une telle quantité de héros — et pourtant, il y a si peu de gens courageux ! —, nous visons le domaine de la politique et, plus simplement encore, nous nous demandons ce qui se passe dans la tête de ces gens ou devant leurs yeux. Pour cette raison, le député Accambray mérite la sympathie. Il a sa petite idée et il ose la présenter malgré les hurlements officiels et le claquement patriotique des pupitres de la majorité parlementaire.

Le Journal de Genève, qui se tient à la disposition de la diplomatie alliée, s'est ému, à la suite de toute la presse française, des déclarations de Accambray, mais il l'a imprudemment comparé à Liebknecht que les journalistes français « couvrent de louanges », comme chacun sait. On ne peut nier une certaine symétrie, mais Accambray n'est pas Liebknecht. Le premier est radical-socialiste, donc démocrate bourgeois et ancien officier. Son horizon est singulièrement borné. Accambray ne franchit pas la limite des critiques portant sur les insuffisances matérielles et techniques. Il ne peut se débarrasser de la rhétorique creuse des formules officielles en ce qui concerne les promesses d'action commune des Alliés. Sa vue politique limitée est honnête, mais dans cette atmosphère de parjures, de perfidies et d'auto-satisfaction irresponsable, l'honnêteté cède le pas à la clairvoyance. Désavoué par tout son groupe parlementaire, Accambray vote, tout seul, contre les crédits exigés par un pouvoir auquel il n'accorde pas sa confiance. Par contre, il croit au Haut-Commandement ; son seul critère pour juger un homme de guerre : le succès. Le contrôle suprême des opérations militaires, le partage des forces et des moyens militaires doivent se trouver, par l'intermédiaire du ministre de la Guerre, entre les mains du gouvernement, « expressions de la volonté du peuple ». Ce n'est pas l'opinion d'Accambray. La zone de guerre à laquelle est subordonnée le reste du pays est devenue un royaume indépendant. Autour de l'État-Major s'est constitué un ministère plus nombreux que celui de Briand. Et notre député de conclure : un Haut-Commandement incontrôlé, en-dessous un ministère également incontrôlé, plus bas encore un Parlement libéré du contrôle de l'opinion publique par la censure. Et voilà pour des institutions vraiment républicaines ! Comment en est-on arrivé à cet état de fait ? Quelle en est l'issue ? Cela, Accambray ne nous le dit pas. Il n'est pas un Liebknecht ! Il lui manque la méthode politique et la critique historique ; il n'est qu'un républicain patriote poussé au désespoir. N'ayant aucun motif de protéger Briand des

critiques du député susdit, nous devons dire que la situation a des causes bien plus profondes que la volonté d'un groupe d'avocats au pouvoir. La politique mondiale exige un faisceau d'alliances, de plans de guerre et de combinaisons diplomatiques cachées dont les classes « réellement dirigeantes » ne peuvent confier la responsabilité à un Parlement de mentalité petite-bourgeoise. La guerre n'a fait que renforcer l'état de fait déjà existant : l'indépendance du Pouvoir par rapport à l'Assemblée. Celle-ci ne peut que tirer d'elle-même des ministères tout aussi indépendants qui continueront le « petit jeu » sur le dos du peuple. Quand Ribot, ministre des Finances, prononça une phrase énigmatique mais nullement fortuite : « la fin de la guerre s'entrevoit », il parlait du haut de ces sommets d'où, plus ou moins tard, la fin de la guerre surprendra le peuple souverain comme il a été surpris par le commencement des hostilités.

Par ses méthodes et ses buts, l'Impérialisme est incompatible avec la République. Mais cela ne signifie pas que la France républicaine soit hostile à l'Impérialisme : *l'Impérialisme prive la démocratie de sa propre substance, la faisant servir à ses buts.* Il en découle la totale indépendance du ministère vis-à-vis du Parlement.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Le militarisme se révèle être l'arme du militarisme. Si l'armée actuelle possède un caractère populaire — englobant toutes les classes —, en ce sens qu'elle attire les meilleures forces de la nation, le mécanisme du militarisme doit évincer celui du parlementarisme et du ministère qui en est issu.

En Allemagne, ce fait est masqué par la cohésion de caste des Junkers. Dans la France républicaine, les ministres dominant souverainement — de façon olympienne — un Parlement impuissant sur le plan de la politique mondiale, font figure de profanes dès qu'ils se heurtent au domaine militaire.

Ayant liquidé Millerand qui se cachait derrière le Haut-Commandement, et invité Gallieni à prendre le poste de ministre de la Guerre, Briand caressait l'espoir d'enrichir son équipe par un élément sorti tout droit des arsenaux du militarisme. Les paroles d'Accambray, et ce que nous savions déjà sans lui, témoignent des succès de Gallieni pour concentrer le contrôle suprême des opérations dans les mains du ministre de la guerre. La « sortie » d'Accambray coïncide de manière significative avec la mise à la retraite du général. Il fut remplacé par un autre général, venu du front, un dénommé Roques, dont la personnalité excluait « tout tirage » avec le Haut-Commandement. Roques était le plus jeune ami de Joffre et, suivant les journaux, se trouvait avec lui sur un pied d'intimité. Le désespoir patriotique d'Accambray ne pouvait que croître devant l'observation de la logique aveugle des choses sur laquelle ses critiques rebondissaient comme dur les fronts de la majorité parlementaire. Il aurait trouvé sa seule consolation dans le tableau de l'accumulation automatique des crises intérieures au-delà des Vosges. Accambray n'est pas Liebknecht, — comme déjà dit —, d'autant plus que le second remplit avec succès le rôle du coin aiguisé s'enfonçant toujours plus profondément dans l'organisme de l'unité nationale. En même temps que Gallieni, Tirpitz fut mis à la retraite, lui qui recherchait l'élargissement du conflit par l'extension de la guerre sous-marine.

Les deux cas ne présentent pas de similitude et la symétrie n'est pas parfaite. Mais elle serait suffisante pour tirer Accambray de son désespoir s'il pouvait observer les événements d'une hauteur plus élevée que son siège parlementaire.

(Naché Slovo, 24 mars 1916.)

DE L'AUTRE CÔTÉ DES VOSGES

Un journaliste espagnol raconte que Sudekum est fatigué de la guerre. Elle est plus longue qu'il ne l'avait prévu en septembre 1914. Le slogan, alors, était « Guerre au Tsarisme ». Puis il changea et devint : « Contre l'Angleterre », du moins dans les publications des classes dont la guerre sert l'intérêt. Personne ne proposa d'amener le drapeau de l'anti-tsarisme ? Tous comprenaient qu'il facilitait le travail des sociaux-patriotes, égarant le prolétariat. Dans les cercles d'initiés, naquirent des divergences sur le point suivant : Contre qui diriger les coups les plus vigoureux ? Ces différences n'eurent pas le temps de croître jusqu'à un antagonisme politique. Elles trouvèrent un terrain d'entente momentanée dans le cours même des opérations. Sudekum, et ceux dont il exprimait les idées, pouvaient escompter que l'Allemagne industrielle et la Russie agricole se compléteraient, alors que la lutte contre l'Angleterre était une question de vie ou de mort. Les conservateurs et les nationaux-libéraux bénissaient le travail d'Hindenburg à l'est, qui devait lui assurer, par la suite, les mains libres sur le front occidental. Ces gens souhaitaient une paix séparée avec la Russie. D'autre part, les milieux financiers liés autrefois à l'Angleterre et l'Amérique considéraient comme leur principal ennemi non la Russie tsariste, évidemment, mais celle de demain, industrialisée et par conséquent militairement invincible. Ils regardaient comme leur devoir de s'entendre avec l'Angleterre et réclamaient une action décisive sur le théâtre d'opération occidental. Les contradictions impérialistes éclatèrent à maints stades du conflit, se répercutant sur tous les fronts. Par la dynamique même des opérations, on atteignit Londres et Paris à travers Varsovie et par Verdun, on toucha Pétrograd.

Plus le champ d'action s'étend, plus il est clair que le contrôle économique et politique, — c'est-à-dire impérialiste —, de la guerre devient de moins en moins réel, que les luttes politiques et les slogans sont obligés de suivre comme des ombres les avances et les chocs des masses humaines. Le militarisme qui devait jouer le rôle du serviteur soumis de l'Impérialisme, devient presque autonome — c'est la logique des choses —, dévorant automatiquement les forces du pays.

Tout accroissement de la ligne générale des fronts, provoque presque exclusivement par les succès allemands, a fait naître ensemble l'orgueil patriotique et la stupeur politique dans le cœur des classes dirigeantes. Cet accroissement pose chaque fois de nouveaux problèmes historiques, étant donné l'imprécision des possibilités militaires et productrices. Au vingtième mois de la guerre, un journal *Kölnische Volkszeitung*, bien vu des sphères dirigeantes, écrit : « Il faut donner au peuple allemand un idéal de guerre... L'homme qui lui procurera cet idéal sera appelé *grand* par l'Histoire. » Il est parfaitement naturel que les difficultés soulevées par l'accumulation même des succès conduisent à une aggravation des contradictions impérialistes. Le fondement objectif de cette crise qui a pris un tour extrêmement aigu dans les cercles dirigeants, se révèle significativement par la mise à la retraite de l'amiral Von Tirpitz, membre d'un cercle violemment anti-britannique. Dans le langage des intrigues bureaucratiques, cela veut

dire : « Victoire » pour le chancelier, empirique remarquable en ce qui concerne les fluctuations de la guerre.

La crise intérieure chez les dirigeants s'accroît par suite du mécontentement des dirigés. Le maintien au pouvoir d'une bande d'exploiteurs durera jusqu'au jour où ce mécontentement se changera en révolution. Pour le moment, une atmosphère de méfiance et de nervosité règne au Reichstag. Fatigués par la guerre, les partisans de Sudekum se pressent peureusement autour du chancelier, dans le possibilisme impérialiste duquel ils voient la ligne de moindre résistance (pour les dirigeants et pour eux-mêmes).

À la dernière séance du Reichstag, les sociaux-démocrates ont sauvé leur « anti-annexionniste » Bethmann-Hollweg. Au contraire, pour l'aile gauche du Parti, la prise de conscience sans cesse croissante des masses, l'inquiétude des dirigeants créent des circonstances on ne peut plus favorables. Au Landtag, cette citadelle des Junkers, Liebknecht a, — suivant un télégramme de Havas, « appelé les combattants des tranchées à pointer leurs armes sur l'ennemi commun, le Militarisme et le Capitalisme ».

Les travailleurs d'Essen, le fief de Krupp d'où partent pour le front les machines infernales de mort, s'unissent dans l'opposition par l'intermédiaire de leurs représentants. Si, aujourd'hui, ceux qui fabriquent les canons font écho à la voix de Liebknecht, demain ce sera le tour de ceux qui les pointent.

Alors la résolution des contradictions marchera à pas de géant et les masses laborieuses allemandes — et non seulement d'Allemagne —, trouveront l'idéal pour leur propre guerre. Liebknecht et ses amis ne peuvent douter de ce que chaque voix révolutionnaire éveille un écho à deux résonances dans les conditions actuelles.

(*Naché Slovo*, 25 mars 1916.)

« CLÉMENCE ! »

La rébellion irlandaise est écrasée. On a fusillé ceux qu'on a jugés bon de fusiller. Les survivants attendent qu'on statue sur leur sort, alors que celui de l'insurrection est réglé depuis longtemps. Le triomphe de l'Angleterre est si complet que le Premier Asquith déclare aux Communes qu'on peut envisager « des mesures de clémence » envers les insurgés prisonniers. Ensuite, il s'étend sur les fruits bénéfiques de la clémence prodiguée par Botha aux révoltés sud-africains. Il se garde bien de faire allusion à la clémence anglaise envers ce même Botha qui commandait les Boers, il y a douze ans, et qui aujourd'hui écrase ses concitoyens. Asquith demeure dans la tradition de l'Impérialisme anglo-saxon quand il loue le travail des spécialistes du maintien de l'ordre, à Dublin et ailleurs, comme répondant au principe « d'humanité rationnelle ». Ainsi l'ordre règne, et nos sentiments quant à la déclaration d'Asquith ne peuvent éveiller aucun doute chez nos lecteurs.

Mais l'affaire n'est pas terminée pour autant ! Une révolte est écrasée, il y a des dégâts matériels, des cadavres, des hommes et des femmes emprisonnés. Il y a un pouvoir triomphant qui esquisse un geste inspiré par « l'amour du prochain ». Pour compléter ce tableau historique dans le cadre de la guerre mondiale, il faut ajouter une

figure : celle du social-patriote français, porte-drapeau de la guerre libératrice et des principes de la « liberté nationale », soulignant l'humanité officielle du gouvernement anglais à Dublin.

Pour en finir et donner un ultime coup de pinceau au tableau, Renaudel a publié un article « Clémence » dans *l'Humanité* qui n'avait encore soufflé mot de la révolte irlandaise.

Évidemment, Renaudel sait que dans le pas certains faits ont assombri les relations anglo-irlandaises. Il admet qu'ils ont pu provoquer une certaine amertume qui a duré jusqu'à maintenant. Mais les insurgés ont choisi le moment le moins favorable à leur entreprise. Renaudel n'a jamais douté que le gouvernement anglais mettrait tout en œuvre pour rester « maître de la situation ». Il ne s'est pas trompé sur ce point. Mais « l'Angleterre, luttant pour le droit des peuples, peut et doit montrer de la grandeur d'âme ». C'est pourquoi, futur ami de l'Angleterre qui écrase et de l'Irlande qui est écrasée, Renaudel ne peut que saluer le geste plein de grandeur d'âme d'Asquith. Il semblerait que le cynisme du socialiste qui prône la clémence devant le visage même des bourreaux ait atteint son maximum. Mais non ! Renaudel doit encore motiver son intercession en faveur des vaincus devant la France officielle. « Il est évident que dans le pays où l'on pleure, en lisant Corneille, l'on ne s'étonnera pas de nous entendre conseiller la clémence. »

De cette manière, les héritiers spirituels et politiques de Thiers et de Galliffet sont tranquilles ! N'ont-ils pas, en pleurant à la lecture de Racine, manifesté leur clémence envers les Communards ?

Voici le couronnement de la réconciliation spirituelle entre les successeurs de Galliffet et les descendants dégénérés du mouvement dans l'histoire duquel s'est inséré l'épisode de la Commune !

LES COMPTES SONT FAITS À DUBLIN

Sir Roger Casement, ex-haut fonctionnaire colonial de l'Empire Britannique, révolutionnaire irlandais de conviction, intermédiaire entre l'Allemagne et l'insurrection irlandaise, a été condamné à mort... « Je préfère être au banc des accusés qu'à la place de l'avocat général » s'écria-t-il après lecture de la sentence qui, suivant la formule traditionnelle, le condamnait « à être pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive », et « que Dieu ait pitié de votre âme ». La sentence sera-t-elle exécutée ? Cette question doit procurer à Asquith et à Lloyd George bien des heures troublées. Le châtiment de Casement rendra plus difficile encore la position de la fraction purement opportuniste et parlementaire nationale irlandaise, sous la direction de Redmond, et qui est prête à accepter un compromis dans le sang de la révolte étouffée. Gracier Sir Roger, cela ne se peut après tant d'exécutions : « c'est « gracier un traître de la plus belle volée ! » ». C'est sur cette corde que jouent les sociaux-impérialistes, type Heydemann, avec une avidité sanguinaire d'apaches. Quel que soit le sort de Casement, sa condamnation jette une lueur caractéristique sur cet épisode dramatique de la rébellion irlandaise.

En ce qui concerne les opérations purement guerrières des insurgés, nous savons bien que le gouvernement a toujours été maître de la situation. Un soulèvement général, tel que le concevaient les « penseurs nationalistes », n'a pas eu lieu. La campagne irlandaise ne s'est pas soulevée. La bourgeoisie s'est tenue à l'écart. Ont combattu, ont succombé les travailleurs urbains mêlés des révolutionnaires enthousiastes issus de l'« Intelligentsia » petite-bourgeoise. Le terrain historique pour une révolution nationale n'existe pas, même dans l'Irlande arriérée. Pour autant que les mouvements irlandais du siècle passé prenaient un caractère populaire, ils le devaient à la participation du métayer exploité et sans aucun recours devant son seigneur et maître, le « landlord » anglais. Si pour ce dernier l'Eire était un terrain d'exploitation éhontée, pour l'Empire Britannique, elle se révélait une base indispensable. Casement, dans une brochure écrite avant la guerre, démontre que l'indépendance de l'Irlande (s'appuyant sur l'aide de l'Allemagne) menace « la liberté des mers » et est un coup mortel à la suprématie maritime anglaise. C'est vrai pour autant que l'Irlande « indépendante » peut exister comme avant-poste d'une puissance hostile à l'Angleterre et comme base contre les voies maritimes britanniques. Le Premier, Gladstone, plaça l'intérêt de l'Angleterre impérialiste au-dessus de ceux des « Landlords » et commença une réforme agraire qui, en dédommageant largement les propriétaires terriens anglais, distribuait en partie leurs terres aux fermiers irlandais. Après ces réformes qui vont de 1881 à 1903, les métayers deviennent des déposants que le drapeau vert ne peut arracher à leurs lopins de terre. L'« Intelligentsia » irlandaise — avocats, journalistes, employés de commerce, etc. — émigre en masse dans les villes anglaises et, de ce fait, est perdue pour la « cause ». La bourgeoisie commerciale et industrielle qui se forma lentement au siècle dernier, s'oppose au jeune prolétariat, et du camp révolutionnaire passe dans celui du Possibilisme. La classe ouvrière, de création récente, pleine des souvenirs des luttes héroïques de jadis, se heurte à l'égoïsme des « Trades-Unions » et hésite entre le nationalisme et le syndicalisme, prête à réunir ces deux conceptions dans sa conscience révolutionnaire. Elle entraîne avec elle la jeune « Intelligentsia » et des fanatiques nationalistes isolés qui empêchent le mouvement de faire triompher le drapeau vert sur le rouge. Ainsi la « révolution nationale » est en fait une révolte des travailleurs comme l'indique la position isolée de Casement.

Plékhanov, en un article pitoyable et honteux, met le doigt sur le caractère « malsain » de la révolte et se réjouit de ce que le peuple irlandais — c'est tout à son honneur ! — l'ait compris et n'ait pas soutenu les fous révolutionnaires. On pourrait supposer que les paysans aient, du point de vue international, manifesté leur aversion envers la libération et sauvé « l'honneur » de l'Eire. Mais en l'occurrence, ils firent guidés par leur égoïsme obtus de campagnards et une totale indifférence envers ce qui ne touche pas leurs « bouts » de terrain. Ils assurèrent ainsi la prompte victoire de Londres sur les héroïques défenseurs des barricades à Dublin.

L'expérience irlandaise à laquelle Casement prit part avec un courage indiscutable est terminée. Mais c'est là que commence seulement le rôle du prolétariat irlandais. En cette insurrection, sous les plis d'un drapeau « périmé », il a mené sa lutte de classe contre l'Impérialisme et le Militarisme. Ce mouvement ne finira pas. Au contraire, il trouvera écho dans toute l'Angleterre. Les soldats écossais ont démolis les barricades

édifiées à Dublin. Mais, en Ecosse même, l'on se groupe autour du drapeau rouge levé par Mac Lean.

Le travail de bourreau accompli par Lloyd George sera vengé par ces mêmes travailleurs que les Henderson s'efforcent de lier au char de l'Impérialisme.

(*Naché Slovo*, 4 juillet 1916.)

LE MALAISE

L'Assemblée a été saisie de la question du « Comité secret ». Ce dernier a pour but de donner aux parlementaires la possibilité de « s'expliquer librement et de dissiper le malaise régnant actuellement ». Le comité a été refusé par les ministres et la presse « fidèle » en tant que menace d'une crise. Mais à peine rejeté, il revient sur le tapis. La vie de la France et sa politique tournent autour de Verdun comme autour d'un axe. L'exigence d'un Comité secret se manifeste à nouveau victorieusement à propos de la question de Verdun.

Le 10 Mai, le *Matin* publia un article énigmatique se référant à un article d'Hervé : « Victoire » autorisé par la censure, d'après lequel le Haut-Commandement aurait signé, dès les premiers jours de la ruée allemande sur Verdun, l'ordre de retraite sur la rive gauche de la Meuse ; le général de Castelnau aurait donné le contre-ordre : résister à tout prix, sauvant ainsi Verdun. L'article fit sensation, mais provoqua un démenti formel par l'intermédiaire, « on se demande pourquoi », du ministère des Affaires étrangères. La presse polémique avec la censure qui usa de ses arguments : les ciseaux et le bâillon. Quelques journaux furent suspendus pendant quatre jours. À l'affaire, se mêla le « sieur » Hervé, plus dangereux qu'un ennemi. Suivant lui, l'article serait l'œuvre de partisans de Castelnau à l'insu de ce dernier. Il serait du domaine de la plus haute fantaisie d'y voir une attaque du chef d'état-major contre le Haut-Commandement. Les relations de Joffre et de Castelnau seraient des meilleures, bien qu'ils aient un point de vue différent quant au Saint-Esprit.

Sur une initiative de Renaudel, une session spéciale de la commission de guerre du Parlement écouta les explications fournies par le ministre de la guerre et par Briand et en conclut à une réglemmentation de la censure et à l'envoi sur le front de Verdun de « commissaires spéciaux ».

Clemenceau, président de la commission de Guerre du Sénat, fit ce « grand voyage » sur le front et en rapporta des preuves inattaquables confirmant ce qu'il écrivait depuis plus d'un an en luttant contre la censure : l'armée française est au-dessus de toute comparaison, mais il faut lui donner un Haut-Commandement correspondant à sa valeur. Une de ces preuves, qui avait été formulée, bien avant le voyage, dans la presse inspirée par le député Abel Ferry, serait le manque total de fortifications du côté nord de Verdun.

La session, après la « trêve » de Pâques, fut extrêmement mouvementée. Le Président du Conseil, après les interventions qui le « chatouillaient », prononça un discours de combat, reprenant l'ancienne thèse déjà rebattue que le ministère ne peut exister sans la pleine confiance du Parlement. Le succès de Briand fut purement

arithmétique, Clemenceau put écrire que les jours du gouvernement étaient comptés, et le vieux « Tigre » s'y connaissait ! La question d'un « Comité secret » reprit toute son acuité. La nécessité de réunir vingt voix fut satisfaite le 26 Mai (168 voix) et la question sembla résolue. Le gouvernement ne voulait pas de « séances secrètes », nous ne croyons volontiers. Mais, d'autre part, à en juger par le *Rappel*, on pouvait s'attendre à un changement de position de la part de Briand C'est ce que font remarquer les commentaires aigres-doux du *Temps*, et le fait que la girouette de la *Victoire* se soit mise résolument du côté d'« Comité secret ». Hervé met à l'ordre du jour : les lourdes fautes commises devant Verdun du 21 au 26 février, le pourquoi de l'immobilisme des armées alliées et d'autres contradictions frappantes. Mais Hervé nous avertit : ne vous croyez pas revenus à l'époque de la Convention ! Cet avertissement est fait avec un tel cynisme qu'il met fin aux illusions du social-patriotisme et à la phraséologie révolutionnaire de la première période de la guerre. Il faut citer ce texte ! « La Convention s'appuyait sur les passions révolutionnaires : la guerre contre l'Europe était une guerre civile contre toutes les aristocraties, la Marseillaise et la Carmagnole étaient des chants de guerre civile. Nous vivons maintenant à l'époque de « l'Union sacré » qui est opposée diamétralement aux passions révolutionnaires ».

Voilà pourquoi Hervé recommande de ne pas renverser le ministère. Quel principe nouveau le Parlement peut-il opposer au « principe » de Briand ? Dans tous les cas, « notre pouvoir exécutif » comprend une « équipe » de personnalités aussi fortes que celles qui prétendent les remplacer.

Attendons donc de voir par quelles méthodes l'Assemblée dissipera le « malaise » régnant en ce vingt-deuxième mois de la guerre.

(*Naché Slovo*, 27 mai 1916.)

LA CLEF DE LA SITUATION

Bethmann-Hollweg s'est plaint à la dernière session du Reichstag de ce que les nations belligérantes ne veulent pas jouer la « carte de guerre » présentée au cours des vingt-deux mois de guerre. Tout changement de cette carte, menaçait-il, se fera au détriment des puissances de l'Entente. Le chancelier a des raisons aussi fortes que celles de ses adversaires de désirer la fin de la guerre. Sans renoncer à des « annexions raisonnables », il attaqua les « annexionnistes enragés » (ce qui paraît surprenant en cette époque de « paix complète ») et souleva l'enthousiasme, quelque peu battu en brèche par les événements, des sociaux-patriotes. Le militarisme allemand est fort. En ce qui concerne les appétits de ce côté du front, ils n'attendent que le premier succès pour se manifester.

Nous avons déjà vu qu'il est indispensable aux belligérants de passer à la guerre de mouvement. Ces derniers mois, nous fûmes témoins de « mouvements » qui ne firent que confirmer le dicton : « Plus ça change, plus ça reste la même chose. » Aux victoires turques en Mésopotamie, répondirent celles des Russes en Arménie. Trébizonde contre Kut-El-Ahmar ! L'avance autrichienne sur le front italien dû stopper sans apporter de grands changements à la carte des fronts. Pour compléter le parallélisme, citons le

succès de l'offensive russe en Galicie. Que les optimistes croient à son développement victorieux. Nous n'appartenons pas à ces derniers. Qu'il y ait indécision et balance des pertes au Jutland, cela ne changera pas le rapport des forces en présence des flottes allemande et anglaise. Pour finir, les combats incessants à Verdun sont la preuve stratégique monstrueuse de l'impasse actuelle. Plus ça change, plus ça reste la même chose. Prenant conscience de cette épouvantable situation sans issue, les dirigeants européens jettent à nouveau leurs regards vers l'Amérique. L'entrée en guerre des U.S.A. donnerait au groupe favorisé la supériorité décisive. Mais Wilson ne se décide pas. Le Capitalisme américain se porte trop bien pour qu'il y ait une raison de base à une entrée en guerre prématurée et dangereuse. Roosevelt, ce lourdaud, ce Tartarin d'outre-Atlantique, a levé le drapeau en faveur d'une intervention immédiate en faveur des Alliés, mais il en a été cruellement puni par son propre parti qui a stigmatisé « son idéalisme aventurier ». Le taciturne et prudent Juge suprême, House n'est ni germanophile ni francophile, il n'est ni pour la paix ni pour la guerre, il trouve que tout va très bien ainsi. L'Europe s'appauvrit, l'Amérique s'enrichit. Que vienne Wilson, que soit choisi House, la situation est inchangée. Aussi longtemps que la bourgeoisie américaine pourra se chauffer les mains au feu de camp européen, elle ne changera pas sa position.

« La clef de la situation en Amérique ? »

Celle-ci considère que la meilleure clef est la continuation du chaos sanglant et sans issue de l'Europe.

(Naché Slovo, 15 juillet 1916.)

AUTOUR DU PRINCIPE DES NATIONALITÉS

La presse française n'a pour ainsi dire soufflé mot du Congrès tenu à Lausanne par les petites nations opprimées. Si vous considérez que les Alliés se battent pour « ce fameux principe des nationalités » (Sazonov lui-même l'a expliqué aux Américains), ce manque d'attention accordé au Congrès peut sembler incompréhensible... mais, par la suite, on finit par comprendre trop bien ! ...

À ceux qui rivalisent dans l'incompréhension ou dans l'inattention, on « devrait fourrer le nez » dans le dernier numéro paru de *L'Éclair*. Ce journal étrange qui unit les dogmes intouchables du catholicisme et les efforts « progressistes » de l'industrie — et de façon non platonique —, publie de temps à autre des articles qui frappent parce qu'ils laissent apparaître un coin de la vérité cachée. Avant tout chose il révèle — quelle nouvelle inattendue pour Plékhanov résidant tout près de Lausanne ! — que parmi les 23 nationalités représentées, il y avait des porte-parole des allogènes russes, sans compter des Finlandais, des Albanais, des Ukrainiens, des Polonais, des Lettons, des Lithuaniens, des Géorgiens, etc... Il y avait aussi des Irlandais, des Égyptiens et des Tunisiens. Il y avait même un représentant des Juifs, considérés comme formant une nation, Monsieur Abersohn. Il en ressort que c'est dans les territoires appartenant aux Alliés que se rencontre la presque totalité des nations opprimées.

Voici ce que souligne *L'Éclair* à propos de la résolution adoptée au Congrès sur le droit à « l'indépendance de chaque minorité ». La difficulté de réaliser un tel programme vient

du refus de chaque grande puissance de l'appliquer pour soi-même, alors qu'elle le réclame pour ses adversaires. Dans le camp des Alliés, par exemple, on exige la libération des peuples non-germaniques sous tutelle allemande et autrichienne, celle des peuples non turcs sous le joug ottoman, alors qu'il n'en est pas question en ce qui touche la Russie.

Dans l'atmosphère de mensonges officiels que nous respirons depuis deux ans, ces nouvelles hardies publiées par un « grand » journal français sont un rafraîchissement pour l'esprit. Et penser qu'il se trouve des « socialistes », des « émigrés » et des « révolutionnaires » russes assistant au Congrès de Lausanne pour « seriner » à Suzanov qu'il doit s'occuper des peuples opprimés, justement quand un Kirghiz vient se plaindre de l'oppression impériale. Personne n'exige de ces gens-là de faire preuve d'Internationalisme : mais s'ils n'étaient tout simplement que des démocrates-nationaux, ils devraient étouffer de honte !

Pour se récuser, ils ont en réserve les « grands Alliés occidentaux ». La Russie, nation despotique, accomplira tous les miracles intérieurs et extérieurs — avec l'aide de nations démocratiques — que devrait faire l'Allemagne : mais la première grâce à la victoire, l'autre à cause de la défaite

Qu'en est-il avec les Alliés ? Laissons de côté, pour le moment, l'Extrême-Orient où la Russie, d'accord avec le Japon, s'appête dans les années futures à dépouiller la Chine, réalisant sur le « dos » de celle-ci le « principe des nationalités ». Peut-on s'occuper du sort d'un demi-milliard de Célestes, alors que Kouropatkine et Plékhanov sont appelés à libérer le Schleswig-Holstein ! Limitons-nous aux « démocraties occidentales ». Mais ne touchons pas à la question irlandaise à l'heure où la magnanime Albion applique le « Home-Rule ». Évidemment O'Connelly et ses camarades fusillés ou pendus ne peuvent profiter du Parlement irlandais, car c'est d'eux-mêmes que profite le parlement souterrain des vers de terre ! Mais abandonnons l'Irlande. Laissons l'Angleterre. Qu'en est-il de la France ?

« Pour des puissances coloniales comme la France et la Grande-Bretagne, écrit L'Éclair, la question des indigènes (qui fut également débattue à Lausanne) présente un intérêt tout particulier ».

La résolution de Lausanne ne reconnaît pas de discrimination entre les « supérieurs » et les « inférieurs », là où réside la philosophie de la puissance coloniale, pour autant que cette dernière ait besoin de philosophie ! Le journal conjure les « démocraties » de se montrer justes et... également prudentes... soulignant avec « satisfaction » le projet de loi proposé par le député Doisy au Congrès de Lausanne qui réclame pour les Algériens des représentations sérieuses et garanties. Sans contredit, tout ceci est tout à fait apaisant ! Mais il s'agit maintenant de tout autre chose ! Des nouvelles nous parviennent d'Indochine et qui sont moins agréables du point de vue du « principe des nationalités ». L'Annam vient de connaître une rébellion « sous le drapeau de l'indépendance nationale. » Bien sûr, L'Humanité, ce journal de mensonge, d'hypocrisie et d'impudence, s'est gardée de retransmettre des informations qui concernent cinq millions et demi d'Annamites. Et si nous pouvons donner ces renseignements, bien que censurés, à nos lecteurs, c'est encore une fois grâce à un organe réactionnaire comme L'Éclair.

Le jeune empereur d'Annam, Dui-Tahn, jusqu'ici un fantoche décoratif aux mains des Français, se mit en rapport avec les nationaux-révolutionnaires, « ses sujets », organisa sa fuite avec leur concours et se réfugia dans un village d'où il donna le signal de la révolte. Mais les pouvoirs de la III^e se montrèrent à la hauteur. Le rebelle fut arrêté, reconduit à sa capitale Hué, déposé et enfermé en une forteresse où non seulement il pourra tout son soûl se plonger dans la « Déclaration des Droits de l'homme », mais aussi dans la collection complète de *L'Humanité* depuis le début de la guerre — si toutefois on lui permet de lire les journaux.

Dans ces lointaines contrées, nous citons la *Revue Hebdomadaire* (pour montrer la distance entre la réalité et une idéologie fortuite), l'âme du peuple bat à l'unisson avec celle du peuple français : en cet Extrême-Orient qui aurait pu se montrer hostile, nous contemplons ce tableau touchant : des milliers de bonzes adressent des prières à Bouddha pour la victoire de nos armes ! etc., etc... Ce fut écrit en l'automne de l'année passée... Dans un mois, quand le jeune empereur aura avalé sa trentième ration de prisonnier, les quelques Français qui eurent connaissance de sa révolte l'auront oubliée et les plunitifs patriotes et sociaux-patriotes reprendront avec flamme le thème du « cœur annamite battant à l'unisson de celui du français ! » C'est peu encore. Chaque fois que Renaudel en se promenant dans les rues de Paris apercevra les avis de mobilisation des Indochinois, il rappellera aux travailleurs de France que la république appelle les petits-frères annamites à venir combattre au nom du « Principe des Nationalités ».

(*Naché Slovo*, 13 juillet 1916.)

« LE SORT DE L'IDÉE »

L'article de fond de notre journal « Deux ans » (*Naché Slovo*, n° 179), illustre par son seul titre la situation où nous ont plongés deux ans de guerre. Grâce aux quelques phrases épargnées par la Censure, nos lecteurs se sont rendus compte : 1° des résultats de deux années d'hostilités, 2° de la situation intérieure des pays belligérants. La conclusion qui saute aux yeux du lecteur est que l'on ne peut plus parler des résultats de « guerre » avec liberté quand on contemple la situation « intérieure » des nations en guerre.

On peut parler plus librement des conclusions « morales, spirituelles », du destin de ces conclusions dont les hiéroglyphes ont décoré les étendards, lors de la première partie de la guerre. À ce sujet, la presse réactionnaire et monarchiste française jouit d'une liberté suffisante.

Monsieur Jacques Bainville de *L'Action Française*, qui a été chargé récemment d'une mission diplomatique, mais non officielle, pour se rendre en Russie, trace d'une main ferme ces lignes où apparaît un nouveau slogan « spirituel » :

« En cette deuxième année de guerre, nous constatons qu'un tri s'est produit parmi les idées. Quelques-uns ont été rejetés et sont décédés de leur belle mort. Ainsi, il y a à peine six mois, Lloyd George déclarait : « Cette guerre est nôtre, c'est celle des démocraties » C'est soutenable à condition de faire abstraction de Nicolas II, George V, Albert I^{er}, Victor-Emmanuel III et d'autres têtes couronnées. Mais le

bon sens et le jugement de l'Histoire sont prêts à répondre : « Si la démocratie conduit ainsi la guerre, personne ne l'en félicitera, car avec ses puissants Alliés et rassemblant plus de trois cent millions d'hommes, elle ne peut porter de coups décisifs à ses deux grands adversaires qui ne comptent que 150 millions d'âmes. »

De moins en moins, poursuit notre écrivain, « parle-t-on de la guerre des démocraties ». Peu à peu l'expression disparaît du dictionnaire et c'est un progrès incontestable. La démocratie prise en tant que principe révolutionnaire de la guerre est, avec beaucoup d'autres choses, engloutie par le Minotaure. Ce n'est pas la peine de raconter d'une manière plus détaillée comme le monstre dévore successivement les garanties démocratiques ; il croque maintenant à belles dents les derniers restes des droits du réfugié ! « Nous avons vu, continue Bainville, que des formules mal employées sont tombées hors d'usage. Par exemple, prenons l'expression dont on use si souvent : la guerre contre le militarisme prussien. Que signifie-t-elle ? Un non-sens, répondent les Allemands, et ils n'ont pas tout à fait tort. Mais nous connaissons trop bien ce qu'est la Prusse. Si le sort des armes le permet, il faut détruire le royaume de Prusse et l'Empire allemand... Mais détruire le militarisme prussien, c'est tenter de verser du sel sur la queue d'un oiseau... Les Alliés pourront longtemps s'amuser à ce petit jeu... Démembrer l'Allemagne, c'est une autre affaire. C'est un problème qu'on peut résoudre un jour, mais il est réel ; il n'est pas du domaine du fantastique. »

Troisième point de ces conclusions, poursuit Bainville, le « Principe des Nationalités passe au second plan. Déjà la politique le traitait avec méfiance, l'art politique oratoire se détourne de lui à présent. Tous ont remarqué le danger que présente cette arme à double tranchant, héritage funeste du siècle passé... »

Mais Bainville ne s'arrête pas en si bon chemin. « Il nous faut encore renoncer à une idée qui amène à une confusion périlleuse, née également au siècle dernier et qui a égaré les contemporains de cette époque, c'est-à-dire de 1792. Disparue lors du terrible soulèvement de 1870, elle a fait sa réapparition sous les coups de la réalité. Personne ne croit plus à la guerre de propagande. Personne ne conçoit plus que l'ennemi prenne de nos mains le cadeau d'immortels principes. Ce « romantisme révolutionnaire » est défunt (expression de Briand). Même les socialistes allemands de la nuance la plus radicale (comme *Leipziger Volkszeitung*) ont répondu qu'ils ne veulent pas d'une liberté apportée à la pointe des baïonnettes. Cette conception doit être revêtue de deuil. »

La position critique de l'écrivain royaliste se distingue par une perspicacité incontestable, du moins en ce qui touche les intérêts politiques de son parti. Dans la seconde année de guerre, aucun des socialistes « officiels » n'a évoqué « le destin de l'idée ». Ils ont rempli leur rôle : pour les uns, ils sont l'arme de la trahison, pour les autres, ils représentent l'apaisement de leur propre conscience dans les périodes critiques. Mais maintenant l'affaire est conclue, les positions sont prises et il faut prendre sur les épaules le fardeau des conséquences. Les idées porteuses d'illusions ne sont plus nécessaires et ceux qui les ont semées s'en éloignent en silence. Mais c'est ce que ne veut pas admettre la réaction... pas seulement la réaction monarchiste !

Il lui importe de montrer que là où furent ces idées, il y a une place vide qu'il lui faut remplir par la religion, l'autorité et la tradition. On ne peut lutter contre la réaction, en

lui opposant une place vide ou un « rictus » voltairien comme le fait le *Bonnet Rouge*, etc... Il faut opposer à la réaction « noire » les idées qui ont fait leur preuve, soutenues par l'expérience de deux années de guerre, celle du Socialisme révolutionnaire !

(*Naché Slovo*, 6 août 1916.)

VANDERVELDE, « NACHÉ SLOVO » ET « VORWAERTS »

Dans la publication parisienne d'Alexinsky-Plékhanov, nous avons trouvé un démenti au sujet de notre remarque concernant les insuccès de Vandervelde sur le front. Nos lecteurs s'en souviennent, l'affaire était la suivante : à l'occasion d'un des voyages sur le front de l'intendant belge « au langage fleuri », un soldat socialiste lui rappela ses beaux discours d'antan et l'empêcha ainsi de prononcer une de ses superbes allocutions actuelles prônant le jusqu'aboutisme. Notre remarque fut reproduite par une bonne partie de la presse socialiste. C'est alors que *Vorwaerts* déclara avoir reçu d'Amsterdam l'information d'après laquelle la reproduction par *Vorwaerts* d'un article de *Naché Slovo* était dépourvue de tout fondement. « Nous regrettons, écrit *Vorwaerts*, d'avoir été induits en erreur par un journal généralement bien informé. » De notre côté, nous pensons que la rédaction du journal allemand a pris trop légèrement pour argent comptant le démenti venu d'Amsterdam. D'où vient-il ? Personne ne le dit. Qui à Amsterdam, et de quelle façon est-il convaincu que l'incident n'était en rien celui qui fut décrit ? Raisonçons logiquement. Il existe deux moyens de contrôle : 1° interroger tous les soldats belges, 2° s'adresser à Vandervelde lui-même. Comme il est difficile de procéder à la première opération, il faut penser que Vandervelde a chargé un intermédiaire hollandais de donner un démenti à *Naché Slovo* et qu'il a fait interdire de mentionner son nom... Un ministre belge ne peut avoir aucune « relation » avec la presse germanique. Même si Vandervelde n'était pas une personnalité si connue, même si les ministres en général, et les belges en particulier, n'ont pas recours à de tels démentis (lesquels, entre nous soit dit, demandent une vérification), cette histoire où « notre homme » s'engage anonymement ne peut être suspecte et inspirer la méfiance.

En ce qui nous concerne, nous avons pris notre information d'une personne présente à la fameuse scène et qui passa quelques jours à Paris, à l'occasion d'une très courte permission. Ce soldat belge, bon patriote, bien connu de plusieurs de nos camarades français, présente toutes les garanties de sérieux et de franchise. Et comme, de plus, il sera un héritier politique de Vandervelde, il n'a aucun intérêt à créer des difficultés inventées de toutes pièces au ministre, aussi nous pouvons lui faire confiance et ne pas ajouter foi à un démenti anonyme et officieux.

Nous nous en serions arrêtés là, si Vandervelde ne nous fournissait pas un argument complémentaire. Le numéro d'hier du *Petit Parisien*, l'un des journaux les plus répandus et lus de tous ceux qui répugnent à la pensée critique, reproduisait un article de Vandervelde concernant son nouveau voyage sur le front français. Le ministre belge (que la rédaction du *Petit Parisien* appelle son éminent collaborateur) compare, sur un ton moralisateur, les soldats belges et anglais aux « soldats français qui se battent à nos côtés ». (Pour autant que nous le sachions, depuis quand Vandervelde se bat-il ?) : « Merci, soldats de France, qui sauvez par la force de votre foi patriotique, etc., etc. »

Tout cela sur un ton de snobisme lyrique... « Étonnants soldats de France, modestes et joyeux, se contentent de peu, de ce qu'ils reçoivent plus ou moins régulièrement de pain, de vin en de viande. »

Représentez-vous le tableau ! Vandervelde recommandant aux soldats belges d'être modestes et de se contenter des distributions faites par les intendants du roi Albert ! N'est-il pas raisonnable de penser que parmi les auditeurs forcés de l'orateur-ministre, il se trouva un socialiste pour conseiller à l'ex-président de l'Internationale un petit chemin éloigné pour ses promenades oratoires ?

(*Naché Slovo*, 22 août 1916.)

« DES ARGUMENTS SOLIDES »

« Le Renseigné » écrivant dans *La Libre Parole* continue à donner cours à son mécontentement devant la politique des Alliés en Grèce. La demi-rébellion de Salonique dont la presse française a fait « toute une histoire », la présentant comme un soulèvement national des Hellènes, « s'avère » comme étant de plus en plus un événement de peu d'importance, une intrigue locale, contre laquelle, cependant, les autorités se trouvent désarmées. Les alliés sont allés, pourtant, jusqu'à demander le désarmement de l'armée restée fidèle au gouvernement ! À quoi cela rime-t-il ? demande- « Le Renseigné ». Est-il un exemple que la Grèce ait opposé un refus aux exigences formulées « sur un ton convenable » et appuyées par de « solides arguments » comme la flotte de guerre de 30 unités ? » Le journal se refuse absolument à reconnaître le « génie » de Briand qui use « d'arguments solides » un an et demi trop tard.

Prisiv nie également l'habileté de la diplomatie française dans les manœuvres qui doivent convaincre la Roumaine et la Grèce de la justice de la cause des Alliés. Le succès en cette affaire est dû non pas au Quai d'Orsay, mais aux travailleurs moscovites et aux paysans de Samara dont l'avalanche de cadavres a donné une impulsion victorieuse aux convictions nationales des masses laborieuses hellènes et roumaines. « Sur cette terre règne encore la Justice. »

C'est ainsi que s'exprime le journal social-patriote russe, observant les manœuvres de la flotte alliée dans le Pirée. Renaudel découvre à travers les épaisses vapeurs se dégageant des incidents balkaniques, la continuation sans défaillance du droit des peuples. Wilson prononça un discours digne de la « démocratie », qui malgré tant de difficultés s'efforce d'affirmer sa volonté pacifiste (*L'Humanité*). Il est vrai qu'il faut vendre le plus vite possible les Antilles aux Américains, sinon le « pacifiste » Wilson s'en emparerait de force ! Mais il reste clair que, plus le militarisme donnera de territoires au pacifisme nord-américain, plus le succès de ce dernier sera grand !

Épaulé d'une part, par les « arguments solides » en usage au Pirée, de l'autre, par la volonté inébranlable du pacifisme américain, Renaudel — autant que l'on puisse en juger —, ne voit pas le moindre motif de satisfaire la résolution du dernier Comité national, exigeant du gouvernement la proclamation « des buts de guerre ». Quand les moyens sont irréprochables, les buts à atteindre le sont aussi ! Renaudel, la conscience en paix, laisse le soin à son « jeune frère », Jean Longuet, de s'occuper des « buts de guerre ».

Mais pour faire la balance, il y a, comme rédacteur au *Figaro*, Monsieur Capus. Cet ancien vaudevilliste, « boulevardier » bien connu, s'est occupé des « alcôves » parisiennes, ce qui le rend tout à fait apte à juger de la vraie nature des relations internationales. Clemenceau le traite d'ami de Briand et de Poincaré. Nous n'en savons rien. Masi si Capus a de si chers amis (il est probable qu'il ne leur est pas bon marché), la vérité lui est encore plus chère. « Les débats sur « les buts de guerre » sont absolument vains : ils ont cessé aussi bien en Angleterre qu'en France et en Allemagne. » Il ne pouvait pas en être autrement. « Il est évident que la fin de la guerre ne dépend pas des volontés individuelles d'un quelconque gouvernement, mais la guerre se terminera seulement quand elle aura atteint ce qu'elle exige de nous... Hier, la Roumanie a participé avec ses exigences nationales, demain, peut-être, ce sera le tour de la Grèce. »... « On pourrait penser que l'entrée en lice de nouvelles forces et de nouveaux appétits accélérerait le processus de la guerre en faisant incliner les gouvernements vers la conclusion rapide de la paix. »... « Au contraire. Nous commencerons seulement à voir clair en ce chaos quand un des groupes belligérants se rendra entièrement à merci. Alors seulement, les tendances profondes de la guerre déclenchée en 1914 éclateront tout naturellement. » (Et indépendamment de la volonté de Monsieur Longuet.) Pressentant cette situation, l'impatient journal radical-annexionniste *Le Rappel* témoigne de l'accroissement sans cesse accru du mouvement « de l'opinion générale » qui réclame la rive gauche du Rhin, où Renaudel plante les drapeaux du Droit et du pacifisme.

Mais ce n'est qu'une musique du futur. Pour le moment, c'est le chaos qui règne où les puissances se débattent impuissantes. Les peuples se taisent, les machines de destruction développent leur force de mort, seuls « arguments solides » employés de part et d'autre.

(*Naché Slovo*, 7 septembre 1916.)

DANS UNE ATMOSPHÈRE D'INSTABILITÉ ET DE CORRUPTION

Le remplacement de Kalkenhay, par Hindenburg au poste de Chef d'état-major (de fait, généralissime) — car le titulaire, le Kaiser, se borne à des discours peux de « soudard » devant les pasteurs allemands — est un des symptômes déjà apparents de la perte d'équilibre qui se précise de l'autre côté des Vosges. La presse allemande commente le fait diversement : les journaux de l'Impérialisme à outrance dirigé contre l'Angleterre craignaient que le nouveau promu tourne ses forces vers l'Est. Inversement, ceux qui voient les opérations sous un angle plus modeste, comme ceux qui ont acclamé la guerre avec le slogan « Guerre au Tsarisme », approuvent le changement et y voient la victoire de leur héros Bethmann-Hollweg sur « l'extrémiste Hindenburg ». Personne ne connaît les intentions du nouveau généralissime. Il s'est toujours déclaré « apolitique ». Les boucheries de ces deux dernières années ont montré l'inanité des grands plans qui n'ont fait de la guerre qu'une guerre d'épuisement.

Les dirigeants de la Social-démocratie allemande, ayant perdu depuis longtemps l'équilibre par suite du mouvement des masses, ont mis massivement en circulation une « pétition pour la paix », moyen de pression sur le gouvernement et apportant leur aide

au « pacifique » Bethmann-Hollweg contre les annexionnistes enragés. Mais cette manifestation si pleine de l'amour de la paix, placée sous l'étendard de la « Défense Nationale », a paru dangereuse au pouvoir et celui-ci interdit de solliciter des signatures... Cette entreprise, à moitié chemin de la politique et de l'intrigue, qui veut être un facteur décisif dans la lutte contre les dieux de l'Olympe Hohenzollern, peut-elle arrêter le franchissement de l'Achéron par les masses laborieuses ?

La peur du Pouvoir devant celles-ci est le fait le plus marquant dans la politique intérieure allemande actuelle. Les arrestations des socialistes révolutionnaires se succèdent. Rosa Luxembourg et Franz Mehring sont en prison. Quant à Karl Liebknecht, sa première condamnation a été portée à quatre ans. Selon les juges, ce nouveau verdict devait affirmer leur confiance en eux-mêmes ; au contraire, il est le témoignage de leur désarroi. Ce verdict indigne renforce la figure du lutteur révolutionnaire sur l'écran de la conscience universelle. Dans le même temps que les géôliers des Hohenzollern, dont les salaires sont versés patriotiquement par les Scheidemann et les Ebert, « bouclent » Liebknecht, les âmes serviles du Socialisme dans les pays de l'entente se servent du nom de Liebknecht dans leur lutte contre ses idées et ce, sur le territoire français. Voici des mois que la presse, tirant ses informations de la boue de *L'Humanité*, raconte que Liebknecht a rejeté la responsabilité entière de la guerre sur les Hohenzollern : considérant les nations de l'Entente comme en état de légitime défense, il accomplit, par son opposition révolutionnaire, le même travail libérateur que Renaudel, Plékhanov, Heydemann et même Mussolini. Ainsi, ils se répandent en mensonges sur un homme enchaîné, comme sur un cadavre.

Mais même si Liebknecht est enfermé entre les pierres du cachot, ses déclarations et son action restent des témoignages irréfragables de sa foi politique. « Il m'est pénible d'écrire ce qui suit (Liebknecht s'exprimait ainsi dans sa lettre aux socialistes anglais en décembre 1914) alors que notre aurore porteuse d'espoir, l'Internationale, est par terre, fracassée, et que de nombreux socialistes des pays en guerre — y compris l'Allemagne — suivent volontairement le char de l'Impérialisme... Mais je suis fier et heureux de vous adresser mon salut [au Parti Indépendant des Travailleurs] à vous qui, ensemble, avec nos camarades serbes et russes, avez sauvé l'honneur du Socialisme dans cette bourrasque démente... Toutes ces belles paroles comme « défense nationale » et « libération des peuples » dont l'Impérialisme se sert pour orner ses instruments de mort ne sont que tromperies. « Chaque parti socialiste trouve son propre ennemi, l'ennemi de l'Internationale, en son propre pays. » N'est-ce pas assez clair ? Liebknecht a combattu l'ennemi en son propre pays. IL est nôtre, non vôtre ! Toute sa dernière activité est restée fidèle à la ligne de Zimmerwald, où il se trouvait dans les rangs du groupe révolutionnaire « Internationale » (Luxembourg-Mehring). Quand on pense que les déclarations les plus significatives de Liebknecht furent publiées dans *L'Humanité* !

Les gens ont la mémoire courte ! Pourquoi ne transforme-t-on pas le prisonnier des Hohenzollern en allié des Romanov ? Âmes basses ! La fraternité de *L'Humanité*, de

Prisiv²⁹ avec Liebknecht apparaîtra dans l'histoire de cette époque maudite comme l'exemple le plus frappant de la corruption social-patriote !

(Naché Slovo, 8 septembre 1916.)

REMARQUES D'UN LECTEUR

L'honorable européen désorienté

Charles Maurras mène chaque jour une propagande au profit d'une restauration monarchique avec une liberté que nous autres, Internationalistes, pouvons envier. Jamais à court d'inventions, il trouve quotidiennement de nouveaux arguments en faveur de la monarchie. Prenez, par exemple, la Russie. Les républicains français sont obligés (comme le fait remarquer Maurras, non sans une malice empoisonnée) de chanter les louanges de Nicolas II et de la compter au nombre des exceptions heureuses, car ils ne peuvent pas ne pas reconnaître que « c'est un personnage honorable, un authentique européen, bien qu'étant monarque... » Mais pourquoi rien ne réussit à « l'heureuse exception » ? Maurras a déjà la réponse toute prête : « Le gouvernement de Nicolas comme ceux de George et d'Albert sont emplis à un trop haut degré de l'esprit démocratique. » Maintenant nous comprenons tout ! Ce sont les idées démocratiques de Gorémykine et de Khvostov qui déconcertent « l'honorable européen ». S'il n'y avait pas Maurras, personne au monde ne s'en serait douté !

L'accroissement des pouvoirs d'Albert Thomas

Le camarade Albert Thomas, ministre de la guerre, membre en vue du Parti socialiste, avait la main haute sur les ambitions et l'artillerie. Par décret personnel, on lui adjoint la direction des poudres et même, jusqu'ici indépendante de son ministère, celle des sapeurs et de l'aéronautique. Tout ceci témoigne du développement fiévreux de l'influence du Socialisme français !

« *Nous penserons à vous !* »

Dans les plus récents cahiers des *Hommes du jour*, Georges Pioch (le même personnage qui a si chaleureusement salué Merrheim et Bourderon) écrit sur le rôle des femmes pendant la guerre : « Nous penserons à vous, Clara Zetkine et Rosa Luxembourg qui, de toute la force de votre faiblesse magnanime, avez lutté contre la guerre et avez été jetées dans les prisons prussiennes ; et... [ici censuré]. À qui voulait faire penser Pioch ? Une femme quelconque emprisonnée ?³⁰

²⁹ Prisiv use, dans sa traduction, du mot « tract ». Nous n'avons pas vu l'original, mais il est clair que le mot employé fut *Blatt* (journal, publication). Les motifs de Prisiv sont les mêmes que ceux de Gourliande, qui traitait la presse d'opposition de « tracts gauchistes ».

³⁰ Avec la permission du censeur, nous pouvons dissiper toute perplexité. En plus de R. Luxembourg et de Clara Zetkine, une socialiste française fut arrêtée pour propagande contre la guerre. Il s'agissait de Louise Saumoneau, maintenant remise en liberté.

Inconcevable !

La Bataille Syndicaliste nous communique que le socialiste hollandais bien connu Van-Kol rapporte de son dernier séjour en Russie une information digne d'intérêt. La femme de l'ex-ministre de la guerre Soukhomlinov avait entre autres amants un espion allemand, qui partageait non seulement le lit du ministre, mais aussi son travail au ministère ! Et Alexinsky ne s'en serait pas aperçu ? Inconcevable !

Appel à « Prisiv »

Nous avons parlé déjà du plan génial qui consistait à faire débarquer à Varna des popes bardés d'icônes. C'était une idée incomparable de Gustave Hervé. Mais Clemenceau n'est pas d'accord avec son ancien porte-parole, non seulement sur le sens de la descente mais aussi son caractère. Il ne parle pas des popes et des icônes, mais il exige formellement que le tzar débarque le premier et il prophétise à nouveau le complet désarroi de l'armée bulgare dès qu'elle se heurtera à notre porteur de couronne. Pour nous, la question est très sérieuse : les popes ou Nicolas II ? Il est inadmissible que *Prisiv* se taise à ce sujet. Il doit faire entendre sa voix en cette heure critique !

Eh bien voilà !

Un extrait de la lettre de Biéloroussov jette une certaine clarté sur cette affaire passablement sombre. Nous savions seulement auparavant que le correspondant parisien de *Rousskie Viedomosti* avait l'intention de priver de moyens de subsistances les artistes qu'il considérait comme des défaitistes et des déserteurs. Aucune théorie ni en musique, ni en sculpture, ni en peinture n'oblige l'artiste à entonner des chants de guerre ! Mais, d'après la conception si libérale de Biéloroussov, l'artiste russe ne peut obtenir de secours que s'il vibre en unisson avec les succès russes à Téhéran et à Lemberg. Quelle chance que Romain Rolland ne soit pas un artiste russe et que son sort ne dépende pas de Biéloroussov ! Quant au premier, l'affaire est suffisamment claire ! Il a proclamé à la face du monde qu'il méprisait « les mangeurs de boche », comme de son temps Bern écrasait de son mépris « les mangeurs de français ». Si Rolland devait un jour avoir à souffrir des Biéloroussov français, on saurait *pourquoi* : le poète n'a pas caché le flambeau de ses sentiments internationaux, mais l'a brandi bien haut pour qu'il illumine le monde ! Mais pourquoi les artistes russes doivent-ils souffrir à Paris ? Ont-ils déclaré avec Rolland que l'esprit artistique est libre et souffle où il veut, ne s'arrêtant pas aux barrières douanières ? Ont-ils protesté contre les insultes dont on a couvert l'Art allemand ? Nous n'avons rien entendu de semblable. Ils sont demeurés tranquilles comme de l'eau dormante, plus bas que terre ! Pourquoi donc cette persécution ? Qui les assimile à des défaitistes ? La citation nous donne une réponse assez satisfaisante. Biéloroussov — en qualité d'ex-homme de gauche — leur rappelle comment la Russie traite les allogènes et il exclut que ces gens persécutés ne puissent être saisis d'une sainte fureur patriotique ! Et il écrit à Moscou : ne soutenez pas ces gens-là, parmi eux se trouvent des allogènes, donc des « ennemis de la Russie ».

Que le personnage devienne plus attirant, nous l'ignorons ! Mais nous sommes dorénavant fixés sur son compte.

(*Naché Slovo*, 19 novembre 1916.)

79 Rue de Grenelle

Dans le courant de la dernière campagne dirigée contre l'émigration russe, le monarchiste bien connu Léon Daudet insiste sur le genre de documents que doivent posséder les émigrés russes. « Le seul document valable est celui délivré par le Consul de Russie, 79 rue de Grenelle, frappé de l'aigle impérial, indiquant la classe du porteur de ce document et s'il est mobilisable. » Daudet annonce qu'il est renseigné « de source autorisée » et en conclut : « Le pouvoir est prévenu ! » C'est un plaisir de voir Léon Daudet connaître de façon aussi sûre l'adresse du Consulat Russe ! Il faut donc supposer que s'y trouve la carte de visite dudit Léon Daudet, que l'on y connaît l'adresse du rédacteur de *L'Action Française* responsable de la cause monarchique dans l'actuelle République française.

Narodnaia Mysl

À Pétrograd paraît depuis novembre un « petit journal » aux intentions nationales et populistes. Parmi les « proches collaborateurs », nous retrouvons : Elekxentiev, Bounakov, Voronov, le député Dzoubinsky, etc. La rédaction se présente comme « un groupe harmonieux de personnalités » qui ne jure que par Herzen, Tchernitchevsky, Lavrov et Mikhailovsky. Ensuite, elle nous déclare que « la démocratie russe a le devoir de prendre part à la défense de la nation ». Tout cela en un style de séminariste mal dégrossi ! Voici pour compléter le tableau une phrase commise ensemble par Tiapkin-Liakine et Mokievitch : « Nous penchant à notre tour sur les problèmes en relation avec les moments politiques actuels, notre journal estime indispensable de définir sa position dans la lutte pour la défense de la patrie. » Tout le reste est dans le même esprit et le même style, si bien que la défense de la patrie devrait céder le pas à celle de la syntaxe !

Pour conclure, la rédaction envoie un vibrant appel aux sociaux-patriotes de *Naché Diélo*. Mais il nous faut reproduire textuellement cet appel : « Publiant ce journal en ce moment critique de notre vie (?), la rédaction se sent le devoir impérieux de transmettre son salut à la rédaction de *Naché Diélo*, son confrère, avec ses souhaits sincères pour la réalisation des « idéaux finals ? » Vraiment analphabète, mais le cœur y est !

Évidemment, Bourtsev se devait d'être là. « Chers camarades ! Je me réjouis de la parution de votre journal ! Désormais, il est indispensable ! » La lettre de Bourtsev se termine par « l'espoir que nous pourrons ensemble mener à bien de façon retentissante (!) la solution des problèmes que la Russie a devant elle ! » Rien à ajouter sinon une vingtaine de lignes de galimatias théorique. Les succès en syntaxe sont restés dans l'ombre.

(*Naché Slovo*, 8 février 1916.)

Plékhanov jugeant Khvostov

Nous savons que Khvostov approuve Plékhanov. Mais ce dernier ne se laisse pas gagner comme ça ! Il ne veut pas approuver l'autre. Tout le mal vient de la phrase de

Khvostov : « Travailleurs, fabriquez des armes, mais ne vous occupez pas des affaires gouvernementales. » Plékhanov n'est pas content ! « « Quel épouvantable cynisme dans ces paroles ! » (*Prisiv*, n° 19). C'est « ben vrai », comme dirait le moujik de Tolstoï. Le cynisme est assez visible. Il a tapé dans l'œil de Plékhanov malgré la distance... Il raconte que la réaction se réjouirait si les travailleurs forçaient Gvovdiev et ses partisans à quitter les Comités pour l'industrie de guerre. Mais quoi ? N'est-ce pas Khvostov qui a recommandé de diffuser le manifeste de Plékhanov ? N'est-ce pas le même personnage qui a aidé les Gvovdiev et C^{ie} à briser la volonté des ouvriers de Pétrograd ? Non, non, il y a quelque chose qui ne va pas... — Que Plékhanov aide silencieusement Khvostov à vaincre les Internationalistes, soit..., mais se solidariser avec lui, c'est autre chose ! D'ailleurs, ce n'est pas nécessaire. Goutchkov ne le fait pas, lui qui serait si nuisible des deux côtés. « Marcher séparément, frapper ensemble », voici le vieux principe stratégique qu'applique Plékhanov en cette époque nouvelle pour lui, où il aide la réaction à vaincre la révolution.

(*Naché Slovo*, 11 février 1916.)

Cervantès et Swift

Trois cents ans se sont écoulés depuis la mort de Cervantès. Cela provoque de nombreux articles dans les journaux des camps belligérants. On pourrait y voir la force des questions culturelles et historiques de l'humanité si... c'était possible... On regarde Cervantès à peu près comme on le fait pour les « hauts » monuments de l'Art ; on les estime maintenant du point de vue suivant : que valent-ils come observatoires, sont-ils bons pour obtenir un bon pointage ?

Le créateur de Don Quichotte a été mobilisé en qualité d'agitateur au bénéfice des journaux des Puissances en guerre. Si les chrétiens des deux camps hostiles se coiffent du casque au nom du Sauveur, pourquoi les motifs manqueraient-ils aux historiens d'épargner Cervantès ? Mais l'affaire ne s'est pas limitée à la littérature historique. Le ministère des affaires étrangères allemand a passé une nuit blanche en se « penchant » sur les aventures du Chevalier de la Manche, et le lendemain a convoqué le correspondant espagnol pour lui confier ses impressions — qui font autorité — sur les qualités supérieures de l'œuvre de Cervantès. Le Junker-diplomate n'ignore rien de la signification du facteur subjectif à côté d'autres moyens plus matériels et il estime indispensable de flatter la vanité nationale du « fier hidalgo ». En apprenant cette interview diplomatique-littéraire, la presse française est devenue verte d'envie ! Parmi les ministres « capables », sans portefeuille (ce qui ne les surmène pas), il y en a qui ont une assez bonne mémoire pour supporter une interview au sujet de Don Quichotte...

Mais il faudrait aussi rafraîchir leurs mémoires quant à l'auteur de Gulliver, Jonathan Swift, ce contemplateur de la bassesse humaine. L'an prochain, il y aura 250 ans que Swift est né. Tous ces diplomates et ministres si cultivés savent que Swift a lutté pour les droits des Irlandais, qu'il est né et mort à Dublin. Il serait intéressant de savoir si les canons de Lloyd George ont démoli les maisons que Swift habita. Nous n'osons affirmer que cela influencera la destinée lointaine du « Home Rule », mais nous ne

doutons pas que l'esprit misanthropique de Swift pourra s'y exercer à l'aise. Faites vos jeux, Messieurs !

« LA LOI DE LA MÉCANIQUE »

La guerre des Balkans (elle aussi est appelée libératrice) a débuté par l'établissement de la censure ; les bouches à feu reçoivent la faculté de proclamer les commencements de la liberté, seulement quand les bouches humaines sont munies de solides bâillons. Le gouverneur de Sofia (la Bulgarie, elle aussi, mène la lutte de la civilisation contre la barbarie) a frappé la table de sa cravache en criant au rédacteur du *Rabotchi Viestnik* : « Je te rédigerai le journal sur le dos... » Ce gouverneur est un voleur bien connu, ce qui ne l'empêche pas de mettre la « guerre libératrice » à l'écart de toute critique socialiste en particulier et de tout effort de la cervelle humaine en général. Quand on voit que la presse et « l'opinion générale » s'inclinent devant la censure à cravache, on ne peut que considérer avec méfiance la démocratie-chrétienne. Nous avons donc énormément appris. [*Ici vingt lignes censurées...*]

Si quelqu'un dans la presse française mène le combat contre les « bouches bâillonnées », c'est bien Clemenceau. Il se regarde comme membre de la corporation qui est appelée à bâillonner les autres et il éclate en fureur quand un des fonctionnaires qui demain lui seront subordonnés, censure ses articles. (*Remarque* : il est plus facile de censurer que d'écrire.) Quand Clemenceau est furieux, rien n'est sacré pour lui. Quand Viviani ferma *Goloss*, appliquant les décrets de sa propre censure, Clemenceau ne broncha pas. Il ne souleva pas une seule fois la question de la censure au Sénat, ne désirant pas que les parlementaires lui fassent des difficultés à l'avenir. Mais on ne peut nier que Clemenceau, l'Homme enchaîné, et qui cherche à enchaîner les autres, ne jette à la face des puissants du jour quelques avertissements bien mérités³¹.

« La pensée collective travaille lentement... les hommes sont au front, les vieux et les femmes sont réduits à la passivité... Mais quand nous arriverons au bout de cette guerre cruelle, nous aurons passé les épreuves qui auront accru notre réceptivité. Qui peut prévoir les formes que prendra notre réaction à nos souffrances ? À leur retour, nos héros ne voudront-ils pas, en premier lieu, savoir et juger ? Les mères, les femmes, les enfants feront le compte des victimes, des morts et des mutilés. Ce sera l'heure de la prise de conscience et des bâillonneurs n'auront plus qu'à se terrer ! D'ici-là, quelque chose se produira dans les tranchées. L'accumulation des pensées, trop longtemps retenues, exige une explication au grand jour. La loi de la mécanique nous enseigne qu'à l'action succède la réaction. »

Clemenceau peut évidemment se tromper en spéculant sur le fait que la « loi de la mécanique » résoudra son problème majeur : prendre le pouvoir ! Mais lui au moins il prévoit l'écoulement catastrophique dans l'esprit des masses et en ceci réside sa supériorité sur de nombreux fantoches politiques.

³¹ Clemenceau changea le titre de son journal, *l'Homme libre*, contre celui de *l'Homme enchaîné*, en guise de protestation contre la censure, qui en cette période ne le servait pas, mais lui était hostile.

Deux grandeurs... la troisième à part...

Dans un de ses articles de *Prisiv*, Plékhanov a « dégradé » Grimm en le nommant « monsieur », car ce dernier ne reconnaît pas la défense de la patrie, alors que Gustave Hervé est appelé « camarade » pour son refus viril des vieux préjugés de l'anti-patriotisme. Donc, en France, Hervé devient le camarade de Plékhanov, de même que Mussolini en Italie et Heydemann en Angleterre, tous transfuges du Parti. Un point reste cependant obscur : qui est le camarade de Plékhanov en Allemagne ? Il est impossible qu'il ne se trouve pas, dans toute la Social-démocratie allemande, un homme ne possédant pas les droits au titre de camarade sur le même plan que Mussolini et Hervé. Il est vrai que le bras droit de Hyndemann, Adolphe Smith, estime que l'Internationale doit se limiter aux « nations libres », excluant les socialistes vivant sous le joug des Hohenzollern : cela lui va bien à cet « authentique anglais » de se réclamer de ses ancêtres, de même qu'en France fleurit le parlementarisme ! Mais les ancêtres de Plékhanov ? En quoi ont-ils favorisé la liberté ? On peut, bien sûr, établir une notion de liberté telle qu'elle englobe Tachkent et exclut Berlin : mais le problème n'est pas aisé et proclamons l'ingrate vérité. Si l'on n'exclut pas les nations « non-libres », qui peut-on appeler d'Allemagne pour rejoindre la cohorte des camarades de Plékhanov ? La réponse la plus exacte nous est fournie par Hervé lui-même. Dans sa série d'articles du mois d'avril, il rejette la responsabilité de la guerre sur la lutte des classes et prône le développement sauveur d'un authentique national-socialisme en France et en Allemagne. « Le seul moyen d'éviter cette épouvantable guerre aurait été la transformation de la Social-démocratie en un parti national-socialiste, tel que veut le faire Sudekum avec l'appui de la majorité des socialistes allemands, lui qui est mille fois plus intelligent et réaliste que Haase. Ce parti aurait dû s'unir aux partis de gauche bourgeois pour établir un régime parlementaire... » (Victoire, n° 93.) Ainsi Hervé vient de reconnaître que son héritier spirituel en Allemagne est Sudekum. Du moment que Plékhanov regarde Hervé comme son émule, il s'ensuit que nous avons devant nous deux « géants », le troisième à part. Il s'ensuit que l'héritier spirituel de Plékhanov n'est autre que Sudekum. Nos lecteurs savent que nous l'avions deviné. Nous en avons maintenant la confirmation mathématique.

(*Naché Slovo*, 16 mars 1916.)

Pourquoi n'avons-nous pas mentionné Plékhanov ?

Nous avons quelques lecteurs attentifs et ils ont remarqué que, dans notre énumération des différents républicanismes de *Prisiv*, nous avons omis Plékhanov. Ce ne peut être une erreur, s'écrient nos lecteurs ! Il y a un motif là-dessous. Avkxentiev, Bounakov et Argounov compromettent le Populisme, Plékhanov scandalise le Marxisme. Et comme *Naché Slovo* est un journal marxiste... alors on comprend... Il est vrai que parmi les « républicains » qui se sont cabrés à l'annonce du voyage de Thomas en Russie se trouve un certain Lioubimov « marxiste », mais que l'on peut considérer comme inoffensif car u-il ne compromet personne d'autre que lui-même. Mais voilà, Plékhanov n'a pas été mentionné ! Pas plus qu'Alexinsky. Là-dessus notre correspondant perspicace surprend *Naché Slovo* en train de camoufler Plékhanov !

Mais voyons, c'est pure idiotie ! s'écrie un autre lecteur. Depuis quand le journal a-t-il montré de l'indulgence pour les marxistes-patriotes ? A-t-il jamais protégé Plékhanov ? Au contraire, il l'a dépisté sans cesse.

Bien sûr, bien sûr, dit le lecteur perspicace, mais on écrit d'Avkxentiev qu'il n'a pas inventé la poudre, mais sur Plékhanov, pas un seul mot. Ce n'est pas une erreur !

Mais ici, nous devons intervenir. C'est la pure vérité que nous avons nommé certains et oublié d'autres, mais nous avons nos motifs ! Comment dire ?... à la fois plus simples et plus fins que ne le laisse supposer notre lecteur perspicace.

En ce qui concerne Alexinsky, de longs commentaires sont inutiles : pour des motifs à la fois de salubrité et littéraires, nous nous efforçons de le nommer le moins possible. Plékhanov, c'est une autre histoire ! Quand nous avons parlé de la « confusion républicaine », si démonstrativement présentée par la rédaction de *Prisiv*, il nous était clair que dans cette manœuvre des Talleyrand-Liapkine, Plékhanov n'y était pour rien ! Le patron spirituel de *Prisiv* aime à se couvrir de honte mais à sa manière. Il n'aime pas partager les remords d'une conscience républicaine : sa « profession », c'est la fermeté patriotique. Il réclame le vote des crédits pour Soukhomlinov et Khvostov alors que les camarades d'Avkxentiev se gênent pour le faire. Cela signifie qu'on ne peut « coincer » Plékhanov au sujet du voyage de Thomas. Il est semblable à l'économiste qui, devant l'inspecteur-contrôleur, avala le cafard trouvé dans une miche de pain en disant : « c'est un raisin de Corinthe ». Plékhanov, lui, avale le voyage de Thomas.

Voilà toute l'affaire. La critique politique, comme beaucoup d'autres choses dans notre vie compliquée, exige des différences. S'il est indispensable de découvrir l'unité dans la diversité, dans cette unité il faut pouvoir observer la diversité. C'est ainsi, lecteur perspicace !

(*Naché Slovo*, 21 mars 1916.)

Le nouveau régime de la censure

Peut-on dire en France, que la guerre provoque « la griserie par le nationalisme » ? On l'a déjà écrit des centaines de fois. Nous aussi, et le censeur s'en souvient souvent et fermement. Peut-on dire que la C.G.T. ressent cette griserie par le nationalisme ? Nous l'avons répété des dizaines de fois. Brutalement et soudainement, il nous est interdit de le faire. Qu'est-il arrivé ? *Le Temps*, qu'on aurait pu croire plus généreux, parle contre le royalisme — qui en temps de guerre provoque une agitation inlassable en faveur des « fantômes du passé ». Peut-on dire que la lutte entre le *Bonnet Rouge* et *l'Action Française* soit le prélude aux combats d'une « concentration républicaine » contre la réaction monarchique ? Il paraissait que oui. Mais, hier, cela nous fut défendu. Qu'est-il arrivé, Monsieur le Censeur ?

(*Naché Slovo*, 14 décembre 1916.)

V. Échos de Russie

[Retour à la table des matières](#)

QU'ADVIENT-IL DE LA DÉMOCRATIE ?

La censure russe oblige le libéralisme à exprimer des sentiments patriotiques pour célébrer la mission libératrice de l'armée. Milioukov a profité habilement d'une interview pour informer l'opinion publique européenne de ses espoirs et de son attente. La guerre a ses problèmes : « Destruction du militarisme » et « Raffermissement des principes démocratiques ». Nous l'avons entendu maintes fois et de différents côtés : mais vous n'aurez pleine confiance dans la victoire de la démocratie que si, pour sa défense, une voix s'élève, venue du plus profond du patriotisme. Les événements montrent que l'Angleterre, depuis si longtemps parlementaire, ne dispose que de ressources militaires insuffisantes pour mener une guerre libératrice sur le continent. Il est vain également de confier à la France républicaine et à ses 40 millions d'habitants la reconstruction de l'Europe. Il est donc d'autant plus consolant d'entendre Milioukov vous raconter que la Russie, avec son réservoir inépuisable d'hommes et en dépit de ses difficultés financières, s'est mise totalement à l'ouvrage : « Détruire le Marxisme » et « Défendre les principes démocratiques » ! Cette guerre, que mène le grand-duc Nicolas du côté russe, est une « révolution colossale » contre le militarisme, pour le nationalisme, contre l'impérialisme, pour la démocratie. Il n'est pas aisé de comprendre à qui appartient ce programme : à Milioukov ou au Grand-duc ? Si c'est au Grand-Duc, quel besoin de communiquer ce programme... en langue italienne ? S'il est de Milioukov, comment le faire appliquer par l'armée et la diplomatie ? Là-dessus, Milioukov s'exprime de façon incompréhensible. « Après cette effroyable bourrasque sanglante, les peuples auront droit à la paix et seront libérés du fardeau insupportable des armements. » Nous ne pensions pas que le droit des peuples dût passer par « une bourrasque sanglante ».

Mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir : quelle sont les forces capables de faire de ce « Droit » une réalité ? D'après notre homme, les démocraties victorieuses ont le devoir de désarmer non seulement les nations belligérantes, mais encore les neutres. Il doit s'agir, à ce qu'il nous semble, de la France et de l'Angleterre. Mais qu'en est-il de l'autocratie ? C'est clair : elle doit être désarmée ! Le leader des Cadets appelle — autrement ce n'est pas compréhensible ! — la France et l'Angleterre à désarmer le Tsarisme ! Voici un programme révolutionnaire exposé par notre libéral... en italien !

Par quels moyens les démocraties désarmeront-elles le Tsarisme ? Mystère ! Elles ne pourront pas s'y essayer les mains nues ! Donc Milioukov envisage une guerre pour « défendre le droit » cité ci-dessus. Ne nous trompons-nous pas dans nos déductions ? Milioukov compterait-il la Russie au rang des démocraties ? Ne serait-ce pas par la même méthode dont usait Sobakiévitch pour coucher Élisabeth Vorobia sur la liste des âmes mortes de sexe masculin ? Cette tradition sobaliévitchéenne ne serait-elle pas devenue la base de toutes les spéculations libérales et patriotiques de Milioukov, tant en italien

qu'en russe ? Le travestisseur d'Élisabeth Vorobia devrait bien rire dans sa barbe, si la cruelle nature ne l'avait privé, entre autres dons, de celui de l'ironie !

Milioukov a tout de même senti que quelque chose ne tournait pas rond, et il est possible que l'interviewer Magrini le lui ait fait remarquer. Le leader Cadet s'est vu contraint de descendre des perspectives de pacifisme et de démocratie internationales aux insuffisances régnant sur le plan intérieur. « A la veille de la guerre, reconnaît-il, le peuple était rempli de mécontentement, et celui-ci s'exprimait avec une grande énergie... Les rues étaient le théâtre de grands désordres, il y avait de nombreuses et importantes grèves. » Les motifs de ce mécontentement sont-ils bien définis ? Milioukov ne se décide pas. Mais il affirme et avec un certain bien-fondé : « *Tout le mécontentement en Russie accumulé contre la bureaucratie trouva son exutoire contre l'Allemagne.* » En d'autres termes, Milioukov reconnaît que la guerre a rendu un immense service à la réaction, la délivrant du péril intérieur pour fourvoyer le mécontentement populaire. Disons plus brièvement que la réaction a trompé le peuple. Pas tout le peuple, il est vrai. Nous connaissons la conduite des députés, des syndicalistes, des proclamations illégales, la réponse à Vandervelde, les interdictions des Conférences social-démocrates. Notre *Goloss* n'est pas né par hasard. Il représente la mentalité d'une bonne partie du peuple. Pour qui Milioukov tient-il ? Pour ceux qui trompent ou ceux qui veulent dissiper les mensonges ? Il tient pour ceux qui veulent être trompés afin de conserver la possibilité d'aider à tromper. Voilà en quoi consiste le rôle historique bien modeste du Libéralisme russe !

Son leader, dans l'accomplissement de sa mission, assure les Italiens que « le gouvernement russe, après la guerre, sera obligé de procéder à des réformes démocratiques ». « L'alliée de la France et de l'Angleterre, la nation russe, fait la guerre pour la défense des principes démocratiques. Comment ceux-ci ne seraient-ils pas maintenus à la fin des hostilités ? » Tout à fait juste. Un gouvernement qui défend les principes démocratiques par la guerre, devrait les appliquer à l'intérieur du pays. Mais c'est ici que l'on découvre le mensonge maladroit et éhonté ! Comment le Tsarisme serait-il apte à faire la guerre pour la défense des « principes démocratiques » ? La conquête de la Galicie, de la Perse, de l'Arménie, de Constantinople et des Détroits ne peut servir que le Capitalisme : aucun doute à ce sujet ! Mais sur ces bases ne peut que prospérer l'Impérialisme guerrier, non la démocratie, et le premier résoudra par le fer tous les problèmes des Balkans, du Sud-Asiatique et de l'Extrême-Orient.

Le chèque en blanc tiré par Milioukov sur un avenir incertain n'a pas convaincu l'interviewer italien. Il s'est intéressé aux affaires actuelles. Que se passe-t-il en Pologne, en Finlande, au Caucase et chez les Juifs ? Mais là, le leader libéral est devenu d'un seul coup moins éloquent. « On peut penser que la Pologne recevra l'autonomie promise. » « "Nous" interviendrons en faveur de l'autonomie de la Finlande, où autrefois furent employées de telles méthodes que Plehve lui-même en fut effrayé. » « Possible que le Caucase devienne autonome. Les Juifs ? Il est regrettable que parmi les troupes de Pologne règne une violente propagande antisémite. On accuse les Juifs de se livrer à l'espionnage... » Et voici pour les arrhes versées à la démocratie !

Mais ce n'est pas le seul acompte ! Milioukov conserve un atout. « La plus grande victoire remportée sur les Allemands est la suppression de l'ivrognerie. » Que font les

Allemands là-dedans ? demandons-nous complètement abasourdis. Une allusion au comte Von Witte, père du monopole du vin et chef de file du parti germanophile ? Rien de tout cela. Dans cette phrase, pas plus de remarque que de pensée. Un des problèmes de la guerre est de diriger le mécontentement populaire dressé contre la démocratie, sur un seul objectif : l'Allemagne. Le libéralisme russe s'engage à mener à bien cette mission. Il faut donc balancer par-dessus bord, comme un lest encombrant, toutes les « vérités à cinq sous » et qui poussent les libéraux à une croisade anti-alcoolique : on n'arrivera à rien par de simples interdictions, il faut relever le niveau culturel des masses, il faut développer l'initiative chez le peuple, etc., etc... Il est à parier que l'interviewer italien ne devinera pas que l'ouvrier russe boit actuellement de l'alcool dénaturé.

Nous n'avons pas encore épuisé toute la substance de l'interview, mais nous ne sommes pas assurés quant au niveau politique où il convient de maintenir le lecteur. Cette époque maudite sera regardée par le futur historien comme une ère non seulement de férocité et de sauvagerie, mais aussi de bêtise et d'hypocrisie. Ces deux derniers traits ne sont pas fortuits ; entre eux se manifeste toute la différence caractéristique entre la guerre et tout ce qu'a créé la culture.

Envahis par une barbarie répugnante, les individus et les nations appliquent stupidement et hypocritement les connaissances et la terminologie de la culture pour se livrer à un pillage sanglant et à un massacre massif. Le libéralisme russe n'est pas une exception, seulement sa position est difficile. Comme la nature historique du Tsarisme se manifeste avec une cruauté incomparable à Lemberg comme à Pétrograd, le libéralisme dans son travail apologétique doit user de deux « substances idéologiques » : l'hypocrisie et la bêtise. Voyez, nous dit Milioukov, nous avons à notre service un fameux bandit qui, auparavant, brûlait les pieds des démocrates emprisonnés : maintenant il exerce ses talents à Lemberg avec des bougies qui sont devenues des flambeaux de la démocratie. Les peuples ont droit à la paix, à la liberté et à être débarrassés du militarisme. Notre bandit leur procurera tout ceci, lui le massacreur inscrit sur les listes démocratiques.

(*Goloss*, 10 octobre 1914.)

LES MONARCHISTES DE PETROGRAD ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

L'État-major général de la Marine a conclu récemment dans son bulletin *Morsky Sbornik* « qu'il n'y a plus de République en France ». Et par-dessus le marché « les ministres sont des jouets aux mains des députés ». Et encore plus beau : « la Chambre ne jouit pas d'une réputation sans tache ». Ah ! ... Mais là ne se termine pas ce paradoxe politique que n'aurait pas imaginé un auteur satirique à moins de réunir les talents de Saltykov et de Paul-Louis Courier. Notre État-major général ne se contente pas de faire la leçon aux parlementaires français, il leur montre la nouvelle voie où ils doivent s'engager, et ce, impérieusement : la république doit retourner à Dieu ! et changer sa forme de gouvernement : les « tyrans grotesques » du parlementarisme doivent se transformer en une monarchie non ridicule.

Nous n'avons pas la vocation de défendre la république, de la « blanchir », d'autant plus qu'elle compte suffisamment de défenseurs. En aucun cas, nous ne voulons refuser le droit à l'État-major de la Marine de créer l'agitation pour changer la forme du régime en France, de passer de Poincaré au duc d'Orléans. Nous ne voulons pas non plus résoudre la question : jusqu'à quel point est déplacé le ton hautain et effronté avec lequel il est parlé du Parlement français ? Mais nous voudrions simplement demander : est-il possible en France d'agiter si librement la question de la monarchie russe comme celle-ci se le permet vis-à-vis de la République ? Notre expérience de la presse russe à Paris nous fait répondre : c'est impossible ! Ce n'est pas tout. La censure vient de biffer l'article de tête.

Il nous est interdit de publier un article nécrologique — à vrai dire, par tellement respectueux — sur le comte Witte. En même temps, en Russie, on publie une nécrologie « meurtrière » d'un parlementaire bien vivant ! Où est-elle publiée ? Non pas dans un journal indépendant comme le nôtre dont la République n'est nullement responsable, mais dans une revue officielle aux frais du gouvernement russe, chez qui, et c'est bien connu, les louis d'or républicains n'occupent pas la dernière place. Ce n'est pas la peine d'examiner ce paradoxe sous d'autres faces, on en reviendrait toujours au même point ! Ce qui nous chagrine, ce sont les conclusions politiques. Mais nous serons plus brefs, et plus encore, modestes. Les liens de la censure ne peuvent nous faire admettre une démocratisation de l'influence française sur la Russie. Mais ils ne font pas de nous des partisans du duc d'Orléans. Nous sommes loin de réclamer des « scorpions-censeurs » pour les monarchistes et les bonapartistes de Pétrograd aussi bien de terre que de mer ! Mais nous voulons répondre à cette atteinte à la souveraineté du peuple français. Avec votre permission, Monsieur le Censeur, voici un slogan qui sonne bien, et aussi en russe : « Vive la République » !

(*Naché Slovo*, 25 mars 1915.)

VA LA BANQUE !

Le 29 Janvier, le Conseil Impérial organisait une réunion des sommets bureaucratiques, capitalistes et nobles, pour discuter des buts économiques — peut-être pour soutenir le moral patriotique. La guerre a, de fait, renforcé le mécanisme constitutionnel, pas seulement en Russie. Les partis populaires se sont lassé enchaîner chez nous, s'enchaînent pour soutenir le parti de la majorité parlementaire. Le pouvoir est libéré de tout contrôle, même sous la forme de la plus légère critique, et s'interpose comme un mécanisme de transmission entre le peuple et la guerre exigeante. De même qu'à la mobilisation, tous les règlements et horaires des chemins de fer sont bouleversés, de même, le pouvoir, particulièrement en Russie, bouleverse toutes les normes habituelles, n'ayant qu'un seul but : comment profiter le plus possible et le plus vite possible de la génération contemporaine ?

De même que le bouleversement des horaires finit par conduire à la confusion, de même le gouvernement de guerre multiplie fiévreusement ses efforts, et plus la guerre se prolonge, plus elle conduit à l'impasse. Le changement du monopole de l'eau-de-vie, présenté comme une mesure héroïque, revient pour l'ancienne bureaucratie à n'être qu'un

jeu : Va la banque ! Un milliard de plus ou de moins, n'est-ce pas la même chose ? Mais plus la guerre se fait impérative, plus les gouvernements regardent le fond de leurs bas de laine, plus les classes dirigeantes doivent se demander : la bureaucratie sait-elle où elle va, où elle conduit la nation ? La conférence économique décidée par le Conseil Impérial est le fruit de toute cette agitation. Les ministres sont venus à la conférence « pour un échange d'opinions » avec les représentants des « intérêts réels », Von Ditmar et Avdakov, et ceux de « la raison d'État » en la personne de bureaucrates en retraite. En tout cas, ce comité de salut public n'aura pas duré longtemps ! La première séance eut lieu le 29 janvier, le 29 avril, la conférence fut close de façon inattendue. Partager la responsabilité avec des piliers de l'ordre comme les membres du Conseil d'Empire était plus que la timidité malade du pouvoir n'en pouvait supporter. Elle était comme la Suzanne de la bible, elle n'avait pas la force de résister aux regards des honorables anciens conseillers secrets de l'ancien régime ! Notre nouvelle Suzanne, dont les mœurs, comme celles de la femme de César, sont au-dessus de tout soupçon, s'est rageusement enfermée dans son peignoir dont les pans ont frappé tant de nez si haut placés ! Le principe : Va la banque ! ne souffre aucune limitation. Telle est la morale de ce jeu, de cette plaisanterie d'avril, faite par le régime... mais sur lui-même.

(*Naché Slovo*, 29 avril 1915.)

LE PREMIER PAS A ÉTÉ FRANCHI !

Les Partis présents à la Douma ont exigé un ministère de coalition selon les plus belles recettes parlementaires et, en effet, s'est ouverte une ère de profondes réformes intérieures. Maklakov, ministre de l'Intérieur, a été mis à la retraite. Cherbatov l'a remplacé. Qui est Maklakov ? Tous le savent suffisamment. Il a commencé sa carrière en province où, sur les tapis du gouverneur, il a magnifiquement imité la panthère. On raconte que, dans certaines solennités, il imita à la perfection le chant du coq et la ménagère qui écosse les petits pois. Cela décida de sa destinée et de celle de la Russie, pour quelques années. L'homme au chant du coq obligea toute une population à user d'une autre voix que la sienne propre. Il est à la retraite. Cherbatov l'a remplacé. Savez-vous quelque chose de lui ? Non ? Nous non plus. Personne ne sait. Cela ne l'empêche pas de présider aux destinées de la Russie. On ne sait qu'une chose, mais elle est confirmée : il était directeur d'une école d'équitation. À moins d'être misanthrope, on ne peut y voir une quelconque garantie de libéralisme. Les chevaux, en particulier ceux de race, exigent une nourriture et des soins impeccables : ils ne supportent aucun régime d'exclusion. Voici pourquoi notre « pouvoir historique » s'est trouvé appelé à solliciter l'appui de réformateurs chevalins ! Toute la question est la suivante : Cherbatov conservera-t-il ses sentiments humains en passant d'une écurie à celle, immense mais « humaine », qu'on appelle la Russie ? On ne peut le deviner, à moins de savoir lire dans le marc de café.

Nous voudrions tellement être optimistes ! Mais la nomination du nouveau responsable de la presse nous trouble quelque peu. Katenine ! Vous connaissez ? Nous, non plus ! Pourquoi l'a-t-on nommé ? Lui-même l'ignore. Son programme ? « Vous vous intéressez à mon programme ? » demande Katenine très étonné au correspondant de *Rousskoe Slovo*, « mais je n'ai aucun programme, je ne connais rien aux questions de

presse. » L'ex-gouverneur de Koursk suivait bien sûr le journal de Markov II, mais avec ennui. Il ne réussit pas à s'intéresser à la presse. Mais ce n'est rien...

Lui, Katenine, examinera l'affaire et, voilà, il décidera bien quelque chose... Quels que soient les principes directeurs de Katenine, voici ce qui doit le guider : « la presse se partage en deux : la presse honorable, et l'autre ». La première, il la défendra, l'autre, voyons, soyons d'accord, il ne pourra pas le faire. C'est ce qu'a expliqué le nouveau fonctionnaire au représentant du journal Informations boursières. Mais comment distinguer la bonne presse de la mauvaise ? Rien de plus simple. Il faut de « l'impartialité ». Comme il n'a jamais eu affaire à la presse auparavant, il n'a aucun préjugé. « Mais si vous voulez tout savoir, poursuit le nouveau promu, eh bien ! Je traiterai la presse comme elle me traitera. » Le lecteur n'en croit pas ses yeux ! Il est naïf ! Nous aussi n'en crûmes pas nos yeux et... nous nous en repentons, nous sommes naïfs. Voici les termes exacts de Katenine : « Les relations entre la presse et moi dépendront des relations entre moi et la presse. » (*Rousskoe Slovo*, n° 117.)

Constatons avec amertume que Katenine n'est pas passé par une bonne école équestre. Aucun fonctionnaire, dont la destinée a fait un directeur de manège, ne pourrait s'exprimer comme suit : « Mon comportement envers les pur-sang dépendra uniquement de leur comportement envers moi. » Au contraire, tout un chacun dirait : je les traiterai suivant les exigences de la nature chevaline. La presse, c'est autre chose. Inutile de connaître la nature de la presse. Il faut ignorer les préjugés et avoir une bonne digestion. Le reste viendra tout seul.

Il n'y a pas encore de ministère de coalition à la vérité. Mais le premier pas a été fait. Pour le créer, on a fait appel à deux personnages « nouveaux », deux valeurs peu ordinaires : le premier est un spécialiste de la haute école, l'autre n'a besoin que d'un stage dans une écurie pour parfaire son savoir en matière gouvernementale.

(*Naché Slovo*, 24 juin 1915.)

LA POLITIQUE DE « L'ARRIÈRE »

Avec l'indigence d'esprit de l'Ostriak, dont la chanson comporte à peine cinq ou six paroles, la presse russe nous parle chaque jour de « la mobilisation de l'industrie » et de « l'organisation des forces collectives ». Le moteur de cette organisation et de cette mobilisation serait le Comité de guerre dont la caractéristique actuelle est l'imprécision quant aux questions à résoudre en priorité. On discute sur son appartenance au ministère de la guerre ou on en fait un Comité suprême de salut public. Mais tous semblent être d'accord sur un point : toute cette mobilisation est dirigée contre l'« ennemi intérieur », c'est la politique de « l'arrière ». Pour autant que la presse bourgeoise donne signe de vie, elle demeure sur le terrain patriotique tant que la mobilisation de toutes les forces ne se transformera pas en la notion plus réelle de « défense nationale », de telle façon qu'on peut avancer que Goutchkov et Milioukov auraient commis un plagiat au détriment de Plékhanov si la position adoptée par celui-ci n'était la preuve regrettable qu'il s'inspire des deux autres.

La mobilisation de l'industrie comprend son adaptation aux impératifs de la guerre, c'est-à-dire la possibilité de fournir à l'armée plus de munitions et plus de ravitaillement. On a pris l'Angleterre comme exemple. Mais on a fermé les yeux sur ce que, en Grande-Bretagne, il s'agit de la conversion de toute une organisation capitaliste et de tout un appareil gouvernemental adapté aux nécessités de la guerre, bien que cela marche beaucoup plus lentement que prévu. Chez nous, il s'agit d'improvisations, de nouvelles lignes de chemin de fer, de nouvelles usines, de nouveaux cadres techniques, ce qui suppose un « bond en avant »... Tout cela sous le feu des Allemands... Cela relève de la plus pure utopie.

Le gouvernement le sait mieux que quiconque, lui qui a si lourdement chargé la charrette du pouvoir. Il s'agit en fait pour lui de faire passer la responsabilité directe sur les épaules des classes possédantes qui, auparavant, avaient déjà pris sur elles la responsabilité politique. Elles réclament — sans trop de vigueur toutefois —, non pas le pouvoir, mais une approche plus accentuée vers les sources financières, politiques et administratives. Le Pouvoir ne promet rien mais ne refuse pas catégoriquement. Une véritable simulation, comme dans le tableau classique « Printemps » du défunt Sviatopol-Mirsky. Aux œillades de travers du pouvoir répondent les gestes timides des solliciteurs, le chœur de la presse entonne le chant « Confiance » ; en un mot, se déroule tout le rituel imbécile et plein d'hypocrisie que nous avons bien connu, comme s'il n'y avait pas eu de 9 Janvier 1905, comme s'il n'y avait pas eu la tentative de deux Douma et celle du 3 Juillet 1907, comme s'il ne s'agissait pas des mêmes protagonistes, en plus vieux, ayant perdu leurs dernières dents ces dix derniers ans.

Le Comité de défense nationale doit être au centre de l'union du Pouvoir avec la population et le moteur de la mobilisation nationale contre l'ennemi intérieur. Mais alors, quel rôle joue le ministère ? C'est lui qui d'après le sens même des choses devrait « être le Comité de défense nationale ». Ce qu'il veut, c'est déposer une grande partie de la responsabilité et rester l'intermédiaire bureaucratique du *Pouvoir*. Tous les bruits sur l'entrée au ministère des frères Goutchkov, de Volkonsky, sont prématurés. L'épuration de la Galicie n'est pas suffisante pour faire épurer la bureaucratie. L'affaire se résume à des nominations dans des commissions. Mais si la bureaucratie ne se hâte pas pour faire place nette, les « agissants » ne se précipitent pas pour occuper les postes. La presse gauche « sans parti » accuse Milioukov de mollesse dans ses appels en vue de la convocation de la Douma et de la création d'un Comité de défense nationale. Mais que trouverait-il dans la Douma ? Il lui faudrait non pas mettre le pouvoir sur la sellette, mais se résigner à y être placé. Encore moins pourrait-il agir sur le Comité de guerre : ayant accepté la responsabilité de « l'organisation de la défense », le parti Cadet s'est enlevé sa dernière chance de pouvoir influencer l'opposition. La Social-démocratie est aussi impuissante à rejeter « à l'arrière » Nicolas Nicolaiévitch que son homologue Hindenburg, car les deux ont refermé les portes des ministères au nez des partis nationaux-libéraux. Cette terrible « critique par les armes » ne peut dépasser l'arme elle-même, c'est-à-dire les moyens techniques guerriers du régime russe. La critique morale et matérielle appartient de plus en plus au prolétariat.

(*Naché Slovo*, 22 juillet 1915.)

L'ASSEMBLÉE DU DÉSARROI ET DE L'IMPUISSANCE

Depuis qu'a débuté en Russie ce qu'on appelle « la mobilisation générale » qui se caractérise par une totale incohérence de buts et de méthodes, les efforts pour la prédominance d'un contrôle parlementaire (comme il est pratiqué chez nos alliés démocratiques) se font sentir dans les journaux de la presse libérale. Mais la perfidie du développement historique fait que dans ce même temps, ce contrôle parlementaire subit de rudes atteintes en France. Non seulement le sénateur Imbert et Clemenceau, mais Hervé lui-même, recommandent avec insistance à la démocratie de s'inspirer des hauts exemples de Bobrinsky et de Savenko pour faire triompher la volonté nationale sur l'inertie bureaucratique.

Pour embrouiller mieux cette affaire, le libéralisme russe se prive du droit d'interpeller le ministère. La responsabilité de celui-ci n'étant pas engagée, le contrôle parlementaire ne correspond plus à rien. D'autre part, les radicaux français veulent mettre en pratique les méthodes de la Douma du 3 Juin, mais en même temps, ils appellent aux traditions révolutionnaires et au Comité de Salut Public ! Il n'y a pas seulement là une confusion épouvantable de compréhension quant au sens de l'Histoire, mais encore une leçon politique pour ceux qui n'ont aucun motif pour ignorer l'Histoire ou pour la défigurer. La démocratie bourgeoise française est l'héritière du régime parlementaire de la Grande Révolution, et la constante évocation de celle-ci fait partie de la phraséologie officielle républicaine. Mais le développement historique a définitivement bloqué l'élan social de la démocratie. L'Impérialisme ne peut composer avec elle. Comme il est le plus fort, il la balaye. Théoriquement l'élection forme le Parlement qui forme le ministère ; mais ce dernier tombe sous la coupe des banques, des relations secrètes internationales et les trente-six volontés du Capitalisme. Le « jacobin » Clemenceau sait très bien qu'il est utopique de vouloir subordonner l'Impérialisme militariste à la Démocratie, mais il veut préserver quelques bribes de cette dernière et il veut employer la mécanique parlementaire pour lutter contre les excès du militarisme... : tant que lui, Clemenceau, n'est pas au pouvoir.

Mais tout compte fait, devant le résultat de l'héritage de 1792, il n'y a rien qui puisse sembler étranger à nos parlementaires du 3 Juin. Ils sont comme le père Mitia et le père Minia qui, sautant d'un cheval à l'autre, s'efforcent de tirer de l'ornière le char de l'État profondément embourbé.

L'Impérialisme russe est né trop tôt — ou bien ce sont nos parlementaires qui sont venus trop tard. Les gens du 3 Juin n'ont pas d'ancêtres révolutionnaires. Nos impérialistes ne peuvent masquer leurs appétits sous des traditions révolutionnaires et les vains ornements d'une soi-disant souveraineté populaire. Par la faute de leurs ancêtres, les gens du 3 Juin doivent agir sans expérience ancestrale. Milioukov a attendu sept ans sur le perron de la commission gouvernementale, ce qui ne l'a pas empêché de la dissimuler, avec tout le militarisme russe, à toute la population. Goutchkov a siégé cinq ans en cette même commission et n'a rien pu faire pour réprimer les abus de l'Intendance. Chacun de ces « représentants du peuple » a préparé la guerre actuelle et a préparé la Russie à la guerre. Voici pourquoi Milioukov s'est enhardi jusqu'à exprimer cette pensée jacobine qu'il fallait faire passer en jugement le ministre de la Guerre qui a trompé la Douma (qui était désireuse d'être trompée) ; voilà pourquoi il fallait évacuer Riga et

Wilna pour nourrir l'espoir que Goutchkov, dans le rôle d'un Carnot du 3 Juin, prenne en mains la fabrication des munitions. Impérialistes jusqu'à la moelle des os, ils voulaient des « victoires » telles que la conquête de la Galicie, de l'Arménie et de Constantinople et même de la péninsule Balkanique. Mais les ancêtres, qui ne leur ont pas transmis les traditions du parlementarisme, ne leur ont pas laissé non plus l'art de remporter des victoires. Se refusant au pouvoir et à la responsabilité dans le ministère, les gens du 3 Juin ont attiré sur eux la défaite. Mais plutôt les défaites militaires que la révolution ! Il est vrai qu'ils ont trouvé en la personne de Kerensky le radical patriote-révolutionnaire qui veut faire aller de pair la victoire et le changement révolutionnaire. Mais deux ou trois élans oratoires ne suffisent pas à masquer l'insuffisance de sa position. Si les classes intéressées à la victoire craignent la révolution plus que la défaite, la classe qui se révèle être la force de base de la révolution, lie le sort de la démocratie non à celui des armes, mais à celui de la lutte du prolétariat international. Pour compléter Kerensky, s'est manifesté à la Douma un certain Mankov, exclu de la fraction social-démocrate. Si Milioukov rappelle Clemenceau, Mankov, lui, est la traduction de Sembat et la langue de l'Est-Sibérien pour ne pas dire de San-Rémo. [Plékhanov séjourna à San-Rémo.]

Si Clemenceau, ce finaud, s'en réfère à l'énergie d'une quatrième Douma, lui Mankov, ce simplet, fait appel aux socialistes anglo-français luttant contre l'Impérialisme germanique. Mais hélas ! Ses ancêtres n'ont pas transmis à Mankov le sens des réformes démocratiques derrière lesquelles il aurait pu dissimuler à lui-même le caractère impérialiste de la guerre. Ainsi Mankov n'est pas seulement un membre extrême-oriental du social-nationalisme, il en est la pitoyable caricature. Une assemblée de désarroi et d'impuissance ! Voilà ce que montre la session de la nouvelle Douma. Du désarroi des dirigeants peuvent venir de grands événements. Mais pour que de plus grands événements donnent de plus grands résultats dans le développement du pays, il faut que ce désarroi se heurte à l'esprit de décision et à la force des dirigés et des trompés.

(*Naché Slovo*, 18 août 1915.)

CATASTROPHE MILITAIRE ET PERSPECTIVES POLITIQUES

1. Les causes de la crise

Maintenant, alors que l'évacuation par les armées russes de la Galicie, de la Pologne et du littoral Baltique modifie profondément la carte des opérations militaires, la censure française nous donne la possibilité de nous « pencher » sur les causes de cette retraite. Remarquons que, tout en étant dépourvus du don de prophétie, nous avons prévu ce désastre, alors que la presse française parlait de l'entrée prochaine des Cosaques à Berlin.

Mais on nous obligea à nous taire : le privilège de parler librement était réservé à ceux qui ne prévoyaient rien et ne comprenaient rien.

Les défaites russes s'expliquent par le manque d'armes et de munitions. Mais d'où provient cette carence ? On nous dit : la Russie, de même que les Alliés, ne se préparait pas à l'agression. Mais pourquoi la Russie maintenait sur pied une armée d'un million et demie d'hommes ? Réponse : pour la défense. Mais ne peut-on pas se préparer, comme il

le faut, à se défendre. Nous ne doutons pas, une seule minute, de la mauvaise volonté de l'Allemagne. Seulement, nous nous refusons à prendre pour de la bonne volonté l'incompétence militaire des Soukhomlinov et consorts... Hervé, qui méprisait tant la culture allemande et criait : « Vive le tzar ! », reconnaît à présent que l'armée allemande possède sur les troupes russes une supériorité énorme « morale et matérielle ». Il ne s'agit que de la carence en munitions, provoquée par l'imprévoyance du ministre de la guerre.

Les succès militaires allemands s'expliquent, en fin de compte, par la puissance d'une organisation capitaliste. La technique de guerre n'est qu'une application de la technique générale dans le domaine de la destruction des peuples. Il est vrai que l'organisation militaire est le point de moindre résistance dans le processus de modernisation des pays arriérés : tous les gouvernements, sans tenir compte des conditions économiques, s'efforcent d'arriver au même niveau sur le plan militaire. Mais la dépendance de la technique militaire par rapport au développement technique général garde son caractère décisif. Ce n'est pas assez de posséder des canons du dernier modèle : il faut pouvoir les approvisionner sans arrêt, augmenter leur nombre et être à même de jeter dans leurs gueules la plus grande quantité de projectiles possible. L'industrie allemande, particulièrement dans le domaine de l'industrie lourde — facteur décisif pour le militarisme —, grâce à sa création relativement récente, est rationalisée et libérée de la routine, pour autant que cela puisse avoir lieu dans le domaine de la propriété capitaliste : elle est donc assurée d'une grande productivité. L'Allemagne, puissante nation *industrialisée*, s'oppose à la *Russie agricole* et son immense population. La première avec son industrie *fortement centralisée* affronte la France, encore au stade des *moyennes et petites industries*. L'Allemagne, pays de méthodes *modernes et rationalisées*, combat l'Angleterre aux techniques *conservatrices*. Telle est la base de la force militaire allemande, avec à la traîne l'Autriche et la Turquie.

L'industrie lourde russe occupe, sans contredit, une place importante dans la vie économique de la nation. Mais elle est limitée par les barrières douanières. Elle ne se gêne pas pour priver périodiquement le pays de charbon. Son idéal étant « la nationalisation du crédit », habituée à se nourrir sans contrôle des ressources de l'État, elle est à ce point envahie par le parasitisme qu'il est vain d'espérer d'elle des résultats soudains et miraculeux, comme on en attendait de la « mobilisation de l'industrie ». Ce n'est pas pour rien que Goutchkov qui sait très bien de quoi il retourne (les écrevisses dorment l'hiver), a mis en garde l'appareil industriel de guerre contre un optimisme mal fondé.

De même que l'homme est la force suprême de la production, de même les résultats de la guerre dépendent de lui. Que représente donc l'armée russe si l'on examine son contenu humain ? Plékhanov a écrit dans sa brochure que les armées russes sont composées de lions commandés par des... non-lions. Nous n'avons pas la possibilité d'expliquer... qui commande, laissant ce soin à la perspicacité du lecteur. Mais comment se représenter ce trait « léonin » des masses paysannes composant l'armée russe et son immense majorité ? Cela signifie-t-il que le peuple russe est supérieur aux autres de par son fond racial, ou que le paysan russe soit passé par une école historique d'héroïsme ? Plékhanov entend-il par « léonin » la faculté de crever de faim, de pourrir et de mourir ?

Quel sens possède la première moitié de la citation ? Nous répondons : aucun. C'est une de ces pleutrerries dont nourrit fatalement le social-patriotisme et encore plus le russe.

La conception élémentaire marxiste doit nous amener à conclure que l'élément de valeur d'une armée contemporaine est le prolétariat de l'industrie. Plus la technique joue un rôle prépondérant dans le domaine militaire, plus le travailleur lié à cette technique acquiert de valeur. Mais malgré sa signification sociale et politique, le prolétariat ne représente, en Russie, qu'une faible partie de la population. Il reste profondément hostile aux buts pour lesquels le Tsarisme l'a mobilisé. Le service militaire et le droit de vote séparent automatiquement les corrélations numériques des groupes sociaux de la nation. Dans l'armée russe, la paysannerie écrase par le nombre les travailleurs urbains, d'autant plus que bon nombre de ceux-ci, hautement qualifiés, sont demeurés dans les usines de guerre. L'énorme supériorité numérique des paysans ne peut qu'abaisser le niveau militaire de l'armée.

Cet état de fait est provoqué par le caractère marqué historiquement du paysan russe. Le petit propriétaire terrien français, issu de la Révolution et qui s'est emparé des terres de la monarchie et de la noblesse, en passant par l'école du parlementarisme, s'approche du type culturel des villes. Le paysan russe, lui, en est bien loin : empêtré dans un réseau d'iniquités, il n'est ni possesseur de la terre, ni du pouvoir. La Révolution de 1905 a tenté de lui faire prendre conscience et d'éveiller le désir de participer à une vie historique. La tentative a laissé des traces. De son côté, et non sans succès, la contre-révolution a essayé de réduire au minimum l'enseignement révolutionnaire dans les campagnes. Les générations qui forment les rangs de l'armée n'ont pas connu les nouvelles écoles, mais les expéditions de répression. À leur suite, comptons des millions d'allogènes. Nous ne doutons pas que les parlementaires bourgeois dans leur enthousiasme patriotique aient compté sur eux, mais le système méprisable des lois d'exception, complété par les pogroms, est peu apte à conférer des qualités « de lion » à cette masse d'allogènes qui n'a aucun droit à sa représentation dans un pays qu'ils sont appelés à défendre !

Que deviennent ces « non-lions » commandant l'armée ? Nous dirons seulement, et ce sera assez, que le corps des officiers, particulièrement dans les hautes sphères, est le reflet des cercles des hommes du 3 Juin. Se recrutant dans les mêmes milieux, le commandement supérieur et la haute bureaucratie sont culturellement et moralement semblables. Ce qui n'exige aucune autre explication. Les motifs des défaites russes ont des racines bien plus profondes que la carence en projectiles. En 1890, Engels écrivait du tzar : « Le Tsarisme ne mène la guerre avec ses propres moyens que contre les nations décidément plus faibles. » depuis la parution de ces lignes, la vie économique et sociale de la Russie a subi de grands changements. Ils ont trouvé leur expression dans la Révolution de 1905. Mais la bourgeoisie française a aidé la Russie à se mesurer avec la révolution. La Russie a été formée par une cabale de la bureaucratie. Sur cette base s'est affermi l'Impérialisme russe et s'est développé le militarisme. Ce dernier est jugé définitivement par les opérations militaires actuelles. Celles-ci peuvent certes conduire à des changements en Russie comme sur d'autres fronts, mais d'ores et déjà, le rôle de la Russie est défini. La révolution écrasée s'est vengée. L'Histoire a tiré un trait sur cet Impérialisme agressif qui groupait sous son drapeau les partis des classes possédantes,

et s'était gagné la « conscience » de l'Intelligentsia. Ce trait doit engendrer un développement politique au sein du pays.

2. Défaites et Révolution

La guerre conduit à un examen de la société de classes : elle teste la vigueur de ses bases matérielles, la solidité des liens entre les classes, la fermeté et la souplesse de l'organisation gouvernementale. En ce sens, on peut avancer que la victoire renforce l'autorité du Pouvoir. À l'inverse, la défaite compromet le Pouvoir et l'affaiblit.

Aucun social-démocrate doué de bon sens n'avait douté que la Russie, dominée par la contre-révolution triomphante et l'Impérialisme, ne fasse éclater au grand jour, à l'occasion de la guerre, ses lacunes sociales et gouvernementales. Notre Parti était contre la guerre. Il ne nous venait pas à l'idée de lier nos espérances avec les insuccès du Tsarisme dont nous n'avions jamais douté. Ce n'est pas parce que nous nous sentions « moralement obligés », comme les sociaux-patriotes, d'intéresser la classe révolutionnaire au krach du pouvoir. Nous n'entrons pas non plus dans les vues des « humanitaires » qui déplorent les horreurs inévitablement liées à la guerre. La vie « normale » de la société depuis des millénaires est faite de semblables horreurs. La guerre ne fait que les concentrer : et si le plus sûr chemin de la révolution libératrice doit passer par la guerre, la Social-démocratie révolutionnaire n'hésitera pas à l'emprunter, tout comme le chirurgien qui ne repousse pas l'emploi du bistouri, s'il le juge indispensable, ne reculant pas devant le sang et la souffrance.

Si nous nous sommes refusés à spéculer sur la guerre, ce ne sont pas des motifs d'ordre national non plus qu'humanitaire qui nous ont arrêtés, mais des conceptions d'ordre politico-révolutionnaire tant internationale qu'intérieur.

Si la défaite ébranle le gouvernement vaincu, la victoire fortifie celui qui est victorieux. Nous ne connaissons pas de pays en Europe où le prolétariat serait intéressé par une victoire ou une défaite. Nous ne refusons pas à la Russie le rôle d'une nation dont les intérêts ne sont pas liés au développement d'autres pays. Mais est-ce la peine de s'attarder sur cette question, suffisamment exposée déjà dans notre journal ? Même ne rentrant pas dans le cadre étroit des perspectives du développement national, la Social-démocratie russe ne pouvait lier ses plans politiques au résultat produit par une catastrophe militaire. Les défaites ne peuvent devenir un facteur de développement que s'il se trouve, dans les cadres des nouvelles casses historiques, des éléments capables de le promouvoir. Dans ces conditions, les réformes élaborées d'en haut donnent une impulsion au développement des classes progressistes.

Mais la guerre s'avère trop pleine de contradictions, un facteur trop douteux de développement historique pour que le Parti révolutionnaire, confiant en son avenir et sentant sous ses pieds le terrain solide des classes, puisse voir dans la défaite la voie des succès politiques. La défaite désorganise la réaction, mais aussi les masses laborieuses. La guerre n'est pas un tel appui que la révolution puisse espérer en tenir le contrôle. On ne peut en disposer à son gré, la faire disparaître dès « qu'elle a donné l'impulsion indispensable ».

La révolution issue de la défaite ne trouve comme héritage qu'une vie économique détruite, des finances exsangues et des relations internationales peu favorables. Si la Social-démocratie russe est toujours restée profondément hostile à l'idée de spéculer sur une défaite, même à l'époque de la contre-révolution triomphante, c'est que la guerre peut conduire à une situation telle qu'elle rend plus difficile l'exploitation des fruits obtenus par la révolution.

Cependant, il nous faut maintenant non seulement *estimer* jusqu'à quel point la guerre et la défaite influent sur la marche du développement politique, mais aussi *agir* sur le terrain créé par la défaite. Mais on peut affirmer que vouloir réaliser les plans de la conquête du monde n'est pas à prendre en considération actuellement. L'armée tzariste est battue. Elle peut encore remporter quelques succès. Mais elle a perdu la guerre. Les défaites du moment annoncent la catastrophe militaire. C'est ici qu'il nous faut répéter : la Social-démocratie ne crée pas par elle-même des circonstances historiques. Elle ne représente qu'une des forces du processus historique. Elle ne peut que se tenir sur le terrain que lui crée l'Histoire. Les dirigeants de tous les partis politiques russes sont tous passés par l'expérience du développement de la nation, ces dix ou quinze dernières années. On ne peut s'empêcher d'être frappé par l'analogie avec les événements de 1903. Cette année-là, une vague massive de grèves ébranla le pays. La Social-démocratie y vit le prologue de la révolution. Puis éclata la guerre russo-nipponne. Elle paralysa le mouvement révolutionnaire. Les défaites donnèrent une très forte impulsion au mécontentement des divers groupes sociaux. Il se traduisit par le sursaut fiévreux de la révolution.

En 1912-1913, comme en 1903, on put observer le mouvement des masses sous forme des grèves révolutionnaires. Le mouvement ouvrier se tint sur un plan beaucoup plus élevé tirant profit des expériences précédentes. Puis, comme la dernière fois, la guerre bloqua tout progrès révolutionnaire. Le pays s'endormit presque. Le pouvoir, après les premières victoires, perdit la tête et prit des mesures telles qu'on n'en avait jamais vues en Russie pré-révolutionnaire. Mais l'ère des victoires prit bientôt fin. La série des défaites démoralisa totalement la clique au pouvoir, amena le trouble dans les milieux bourgeois et créa les conditions propices au développement d'un mouvement élargi. On peut supposer qu'après la mobilisation de défense de la bourgeoisie, viendra celle de la démocratie, et, en tête, celle du prolétariat avec comme corollaires des soulèvements révolutionnaires.

Il est remarquable de constater que l'espoir d'une défaite russe s'est développé là où l'on désirait le plus vivement une victoire. Lloyd George voit déjà comment le géant russe, éveillé par la catastrophe, rejette au loin les chaînes de la réaction. Vandervelde, convaincu au début de la guerre que la présence de la gauche à la Douma signifiait une série de victoires, raisonne maintenant avec autorité sur le bien qu'apportent les défaites de l'armée russe. Hervé parle des bienfaits de la souffrance comme de facteurs de l'Histoire russe. Et pour finir, un social-patriote quelconque — quelque transfuge — s'exprime par la formule : « En premier lieu la victoire, ensuite les réformes. » Dans tout ceci, il n'y a pas l'ombre de « révolutionnarisme ». Tous ces braves gens espèrent que la défaite éveillera dans les classes dirigeantes « le bon sens gouvernemental ».

Dans leur profond mépris envers la Russie, ils se comportent comme de *vulgaires* défaitistes, spéculant sur la force automatique du krach militaire, sans intervention directe des classes révolutionnaires. C'est justement notre opinion que l'influence de la guerre et de la défaite sur l'éveil et l'activité des forces révolutionnaires est la question cruciale quant aux destinées prochaines de la Russie. Il faut dire que ce serait cruellement se tromper que de transposer l'expérience de la guerre sur la mentalité des masses. La catastrophe qui se déroule sous nos yeux n'est en rien comparable, de par ses dimensions, à l'aventure coloniale russo-japonaise. Elle provoquera une impression incomparablement plus forte sur le peuple. Devant la Social-démocratie s'ouvrent les perspectives illimitées de l'agitation politique, chaque mot prononcé peut rencontrer une résonance particulièrement forte. Mais il est indispensable de se rendre compte que la catastrophe militaire, en épuisant les forces et les moyens économiques et spirituels, peut provoquer le mécontentement, les protestations et l'action révolutionnaire seulement en une *certaine limite*. Arrivé à un palier caractéristique, l'épuisement est tel qu'il conduit à l'apathie. Viennent le désespoir, la passivité et la chute morale. Le lien entre les défaitistes et les révolutionnaires a un caractère dialectique et non mécanique.

Les espoirs de Lloyd George et autres sont imprégnés de lâcheté, mais ce serait une erreur enfantine de croire, après l'expérience russo-nipponne, que les défaites conduiraient automatiquement à une prise de conscience révolutionnaire dans les masses. Les dimensions colossales de la guerre, à cause de son *poids extraordinairement écrasant*, peuvent couper les ailes à tout développement et, en premier lieu, au mouvement prolétarien.

Il en découle la nécessité absolue de terminer la guerre le plus vite possible. La révolution n'est pas intéressée par une accumulation de défaites. Au contraire, la lutte pour la paix est la meilleure auto-conservation pour le mouvement révolutionnaire. Plus vite la mobilisation des masses laborieuses aura lieu, plus vite la classe ouvrière sera instruite politiquement, et plus vite cette dernière se transformera en une force agissante révolutionnaire.

3. Les forces sociales de la Révolution russe

Si la victoire de l'Impérialisme russe, l'élargissement de base du bloc du 3 Jun et son emprise sur l'Arménie, la Galicie, Constantinople signifient la Prussification des relations sociales russes, c'est-à-dire la dictature militaire de la noblesse monarchiste, alors la faillite militaire des intentions impérialistes met à jour les lacunes gouvernementales, envenime les antagonismes entre les classes dirigeantes, affaiblit le pouvoir et crée les conditions *objectives* du développement révolutionnaire.

Nous avons examiné dans l'article précédent en quel sens et en quelles conditions la défaite par son effet sur les masses pouvait amener aux conditions *subjectives* de la révolution. Il faut maintenant nous rendre compte de la direction que peut prendre le mouvement révolutionnaire s'il ne suit pas l'exemple malheureux de 1905.

La contradiction fondamentale historique de la Révolution ratée de 1905 consiste en ce que le problème de base était le déblaiement des chemins pour un développement

bourgeois du pays, alors que la principale force révolutionnaire était constituée par le prolétariat. La Révolution classique bourgeoise de 1789 s'appuyait sur le Tiers-État formé par la petite bourgeoisie urbaine. En Russie, ce Tiers-État était divisé par de profondes rivalités objectives et subjectives dès son émancipation historique. Le Prolétariat s'opposait à la grande bourgeoisie, alors que le poids social et la signification historique de la petite bourgeoisie étaient peu de chose.

Quels changements se sont produits en ce domaine ces dernières années ? La période de réaction et de crise économique fut celle de l'euphorie de l'industrialisation. Elle amena à la recherche de techniques plus poussées et de méthodes plus intensives d'exploitation des ouvriers. Les trois années précédant la guerre furent témoins d'une ascension économique rapide. Elle enrichit la grande bourgeoisie capitaliste. Nous avons approfondi les contradictions sociales qui empêchèrent les prolétaires et les bourgeois de lutter côte à côte contre le régime. Le prolétariat s'accrut en nombre et fit de grands progrès dans l'organisation et la prise de conscience de classe. Ainsi la contradiction fondamentale de la révolution passée prend une forme plus profonde et plus significative. Le seul mouvement capable ne peut être que celui du prolétariat. Dès sa première entrée en action, il aura contre lui toutes les forces bourgeoises ainsi que les éléments de l'Intelligentsia libérale.

L'exemple de 1905 nous apprend qu'il faut négliger une participation éventuelle de la part des paysans. Ces derniers, si longtemps demeurés dans le servage, ont conservé de leur timide opposition d'alors l'empreinte de leur manque de maturité politique et d'impuissance qui les paralyse et les fait s'arrêter là où commence la vraie action révolutionnaire. Les progrès effectués par la paysannerie la poussent dans la ligne d'un développement bourgeois, qui, lié aux contradictions de classe, se fait jour au sein même des campagnes. Il s'ensuit que le prolétariat ne peut compter que sur les demi-prolétaires agricoles, non sur les paysans. Le mouvement révolutionnaire en acquiert un caractère moins « national » mais plus « de classe » qu'en 1905. L'activité politique en Russie se signale donc par une différence de classes nettement plus tranchée et par une plus grande maturité des relations sociales dans les dernières années précédant le conflit. Le mouvement ouvrier est organisé de façon plus méthodique qu'il y a dix ans. Alors que les grèves dans les villes avaient un écho de troubles et de tumultes, dans les campagnes, particulièrement en 1902, année des soulèvements paysans, elles n'eurent plus aucune résonance en 1912-1913.

La nombreuse Intelligentsia jouant un rôle disproportionné au sein du vieux mouvement révolutionnaire fut saisie par le processus en cours dans les nations capitalistes et apprit à tenter de s'enrichir, servant ainsi les desseins de l'Impérialisme qu'elle dissimule par une idéologie radical-démocrate ou « socialiste ». Au temps de la guerre russo-japonaise, les premières tentatives de créer une vaste opposition se firent sous le slogan de « représentation populaire ». Suivirent des meetings où l'Intelligentsia fit sa campagne sous le drapeau de la paix et du suffrage universel. Actuellement « l'opposition » des classes dirigeantes est mobilisée sous le slogan de « victoire » : elle prend sa part de responsabilité dans la prolongation de la guerre. Son aile gauche (Cadets) se refuse démonstrativement à poser les problèmes élémentaires d'ordre intérieur.

En 1904-1905, les classes bourgeoises n'étaient pas capables de mener une lutte révolutionnaire. Mais par leur « irresponsabilité », elles désarmèrent le Pouvoir et, pendant la première période de la révolution, elles observent une neutralité bienveillante envers les masses révolutionnaires. Maintenant, enfoncées par leurs pleutrerries social-patriotiques, elles regardent la révolution comme un service rendu au Kaiser et une trahison. Afin d'isoler l'opposition révolutionnaire, les partis bourgeois se refusent à mobiliser leurs membres même pour obtenir la responsabilité du ministère, sans parler, bien sûr, du droit de vote. Gravitant autour du Pouvoir, ils forment tampon entre lui et les masses populaires.

Si lamentable que fût la presse libéralo-démocratique en 1905, elle nourrissait la conscience révolutionnaire par son opposition. Maintenant elle s'efforce de détourner le mécontentement du peuple. Toutes ces trahisons se résument à ceci : isoler le prolétariat. Entre la monarchie et le militarisme d'une part, le peuple de l'autre, existe un mécanisme compliqué de partis bourgeois, de presse, d'organisations servant les intentions impérialistes du Pouvoir. La mobilisation révolutionnaire du prolétariat se heurte maintenant non plus seulement à la police, comme au temps de Plehve et de Sviatopolk-Mirsky, mais à toute la police du patriotisme dont les fonctions sont remplies par les partis bourgeois flanqués des milices du Social-patriotisme.

Cela définit de façon décisive la direction générale prise par la politique de la Social-démocratie révolutionnaire en Russie.

4. Courant national ou international ?

On peut regarder la révolution de 1905 comme historiquement « attardée » si on la considère comme la lutte de la bourgeoisie contre la forteresse du pouvoir, c'est-à-dire une révolution nationale. D'un autre côté, elle peut être classée comme un événement historique si l'on prend en considération que la principale force révolutionnaire fut le prolétariat bénéficiant de la neutralité bienveillante de la bourgeoisie dans la première époque de la Révolution, mais neutralité qui devait se retourner contre elle dans la seconde partie de la révolte. Sous ce double point de vue, on peut définir comme suit la Révolution de 1905 : forces insuffisantes de la bourgeoisie démocrate et insuffisance de « préparation » de la Révolution de la part des paysans. D'autre part, il faut tenir compte, pour expliquer la défaite du prolétariat, de sa faiblesse par rapport à son ennemi et du manque total d'aide de la part des mouvements prolétariens européens, alors que le Tsarisme bénéficiait de l'appui des gouvernements et des Bourses en Europe. Il ne faut pas assembler mécaniquement ces deux explications. L'un des facteurs qui a contribué à augmenter le nombre des prolétaires et élevé sa conscience de classe, est le développement du Capitalisme qui a amené à la disparition de la bourgeoisie urbaine en tant que force politique, et à la participation sociale de la paysannerie. Mais ce facteur, et non un autre, a accompli son travail dans toute la période post-révolutionnaire. Notre propre développement s'est effectué sur le chemin de l'amoidrissement révolutionnaire de la petite bourgeoisie et des paysans et, au contraire, de l'accroissement significatif des ouvriers. Si la Révolution de 1905 n'a pu être « réalisée », une seconde révolution nationale, groupant la « nation » contre le régime, ne peut être « offerte » par l'Histoire.

Dans sa lutte, la Social-démocratie use de tout mouvement oppositionnel des autres forces sociales. Mais peut-on croire que la bourgeoisie russe puisse être regardée comme une force révolutionnaire, elle qui s'est démasquée définitivement ? Pouvons-nous rendre le développement révolutionnaire, pratiquement celui du prolétariat, dépendant de celui de l'Intelligentsia de la petite bourgeoisie et de la paysannerie ? Ou bien soumettons-nous le mouvement prolétarien aux problèmes de tout le prolétariat européen et faisons la révolution russe dépendante de la lutte prolétarienne dans le monde capitaliste ?

En un mot : dirigeons-nous le cours fondamental de notre politique vers la révolution nationale bourgeoise ou vers une révolution internationale du prolétariat ?

C'est ici qu'intervient le divorce entre les internationalistes et ces sociaux-patriotes russe qui non seulement se laissent aller au fil de l'eau en fermant les yeux, mais « acceptent » la guerre et participent à « l'organisation de la victoire » avec l'idée fictive et, au fond, réactionnaire de la création d'une base nationale pour la révolution.

Ces deux conceptions ont été exposées à la tribune de la Douma d'Empire. Il serait injuste de prétendre que la ligne suivie par Plékhanov (*Naché Diélo*) a été exprimée seulement par Mankov expulsé de la fraction des Cadets. Le représentant le plus en vue fut le zélé Kerensky. La destinée a voulu qu'au moment même où Kant devenait compagnon de route de Plékhanov dans les questions d'ordre international, le petit-bourgeois radical Kerensky devenait l'inspirateur en politique intérieure. Mais le radicalisme national révolutionnaire de Kerensky venait trop tard, tout comme notre révolution nationale : Milioukov en tant qu'instrument inconscient de l'ironie de l'Histoire impute à Kerensky « les illusions de l'Internationale socialiste », mais celle-ci impute au même personnage « les illusions du social-patriotisme ». Dans ces deux définitions, malgré leur contradiction, existe une vérité fondamentale qui pour nous est la totale connaissance des illusions politiques de ces personnages qui ont déchiré les obligations internationales du marxisme et ne trouvent plus de terrain national, de concert avec les éléments « de base » du « socialisme militant ». De tout ce qui vient d'être dit découle l'importance du problème posé au prolétariat russe dans les conditions actuelles. Si le slogan « À bas la guerre ! », se transformait en « À bas le pouvoir ! » comme en 1905, rapprocha les travailleurs des autres classes, il se trouve maintenant en butte à l'hostilité de la société bourgeoise. La mobilisation du prolétariat assume maintenant un caractère révolutionnaire de classe. L'avant-garde prolétarienne réussira-t-elle à grouper autour d'elle les miséreux des campagnes et des villes ? À cet égard on ne peut formuler que des suppositions. Il est cependant incontestable que la Social-démocratie apparaît aux masses comme le seul mouvement directeur dont le devoir historique est de brandir le drapeau de la paix et de la révolution.

Nous sommes profondément convaincus que seule la lutte révolutionnaire du prolétariat européen contre la réaction capitaliste, seule la révolution internationale peut créer les forces grâce auxquelles le combat du prolétariat, en Russie, peut être mené jusqu'au bout. La lutte du prolétariat russe s'avère un facteur important dans les progrès du mouvement révolutionnaire européen.

En reconnaissant qu'il est illusoire de compter sur une révolution nationale, nous croyons à l'élargissement des bases de la révolution, à ses buts socialistes et à l'approfondissement de ses méthodes de classe.

(*Naché Slovo*, 26 avril, 1^{er}, 2, 3, 4 septembre 1915.)

CHACUN À SON TOUR

Dans notre aimable patrie, les événements s'accomplissent l'un après l'autre. Pour mieux définir jusqu'à quel point notre nouveau ministre de l'Intérieur est hostile à toute situation d'exception (comme il l'a déclaré aux représentants de la presse), on vient de proclamer l'état de siège à Moscou, c'est-à-dire une des mesures les plus exceptionnelles. Le sénateur Krachennikov, grand « liquidateur » des séquelles de la Révolution, jette en silence les bases d'un pogrom que réalisera le gouverneur Adrianov contre les Allemands de l'intérieur qui s'avèrent en réalité être Juifs. Mais les préparatifs étaient encore gardés secrets, que déjà Khvostov appelait à la rescousse tous les Adrianov de province, en déclarant que les grèves et les émeutes sont le fait d'agents allemands. Chaque chose suit son cours normal en notre pays. Un des ministres a expliqué à un collaborateur curieux de *Rousskoe Slovo* qu'il n'était pas indispensable de convoquer la Douma : « C'était nécessaire en juillet quand la situation sur le front n'était pas favorable, mais, grâce à Dieu, ce motif n'a plus sa raison d'être. »

Comme l'infortunée Serbie a attiré sur elle une grande partie des forces allemandes, la monarchie profite de ses vacances et en fait bénéficier nos parlementaires. Évidemment pas question de convoquer la « Seim » finlandaise ! On penserait qu'elle jouit d'un privilège, alors que la Douma se trouve en vacances ! Et l'on sait bien que nos Khvostov sont l'ennemi de tout privilège, de toute inégalité. Pour cette raison, on a laissé sans réponse les revendications finlandaises concernant l'emploi des fonds sans le consentement de la « Seim ». Il serait anti-naturel d'accorder aux Finlandais « un régime de faveur exceptionnel » alors que les allemands, à Riga, n'avancent plus.

Certes, dans les Balkans, les choses ne vont pas très fort ; et alors ? À quoi servent les Alliés ? La menace allemande se fait sentir en Égypte et dans les Indes ! Donc on peut vivre ! Certes, Sazonov qui déclarait, le 8 Août 1914, « nous ne déshonorerons pas la terre russe », est parti à la retraite et sans honneur. À la chancellerie, lui succède Gorémykine. Ses favoris doivent être le symbole de ce que tout ira en s'améliorant en politique intérieure comme en politique extérieure. Gorémykine, ce n'est qu'un symbole ! De fait, le ministère est placé sous le signe Khvostovien. Le premier ministre est Khvostov, mais lequel ? L'oncle ? Le neveu ? S'il s'agit du premier, cela signifie le règne de la « Centurie Noire »*, mais ouvertement, violemment, démagogiquement. Mais l'oncle ne sert que de paravent au neveu. L'étoile de celui-ci brille au firmament tzariste, l'allié des « démocraties occidentales ». Quel magnifique rapprochement ! Le nouveau ministère républicain avec ses ex-socialistes Guesde, Sembat en tête, Thomas en

* Centurie Noire ou Cent-Noirs : association réactionnaire et antisémite, favorisée par la police ; elle se livrera à des provocations et à des pogroms. (Note du traducteur.)

réserve, reçoit le « salut d'un allié » de la part du Tzarisme, avec la signature de « l'allié » authentiquement russe Khvostov !

(*Naché Slovo*, 5 février 1915.)

« JUSQU'AU BOUT ! »

Le correspondant du *Times* a parcouru je ne sais combien de milliers de « miles » à travers la Russie (il ne nous dit pas s'il a usé des méridiens ou des parallèles) et télégraphie à son journal que tout va on ne peut mieux. Quant à la révolution, ce ne sont que des bruits lancés par des agents allemands, « par des défaitistes », dirait *Prisiv* ; si le pays soupire, ce n'est pas d'aise ! Le pouvoir octroie aux campagnes plus de 750 millions de francs d'aide (combien de roubles au change actuel ?), et le monopole agricole rapporte 2 milliards de francs de bénéfice net. Ces données coïncident avec celles fournies par Eugène Troubetskoï, le ministre Khoustov et *Prisiv* : le paysan mange du chocolat à la place de pain et boit du thé à gogo. Il amoncelle dans sa grange des quantités d'airelles des marais. Vous me direz : « Mais le climat ne le permet pas en février ! », mais que ne ferait pas le paysan russe pour aider les Alliés !

« Le tzar et le peuple entier, poursuit notre correspondant anglais, sont animés de la volonté inébranlable de poursuivre la guerre jusqu'au bout ! » Rien de sorcier !

« Le moujik » raisonne comme suit : « On finira la guerre, on ouvrira les monopoles, on ne versera plus de subventions, ce sera de la perte ! » Et comme, entre-temps, il s'est habitué au chocolat, il est pour la prolongation de la guerre. À cela viennent s'ajouter de vagues conceptions sur la défense des démocraties occidentales. Bien sûr que tous les moujiks ne lisent pas *Prisiv* mais comme, dans le *Courrier des Campagnes* et dans les *Nouvelles Provinciales*, le chocolat est lié aux puissances occidentales, le rapprochement dans l'esprit du moujik ne peut s'effectuer que d'une manière bien déterminée !

De même pour l'optimisme de Sazonov. Nous ignorons le parcours accompli par notre ministre des Affaires étrangères, mais son regard perce l'avenir avec hardiesse. « Notre problème, déclare-t-il au correspondant de *Outro Rossyi*, n'est pas seulement de chasser l'ennemi de nos possessions, mais de l'écraser pour que la Russie puisse s'épanouir en liberté suivant ses objectifs nationaux ! » « Écraser l'Allemand, soit, explique *Prisiv*, mais sans annexion. » Et nous voici en pleine correspondance avec les débuts du droit et de la justice ! Le correspondant du journal cité plus haut ne parle pas d'annexion, mais demande « combien de temps durera la guerre ? ». Sazonov, comme de bien entendu, ne se trouve nullement embarrassé pour répondre : « Elle ne peut durer longtemps, car l'Allemagne n'a pas la force de résister plus longtemps. Actuellement sa situation financière est très grave. » Comment en peut-il être autrement ? Le paysan bavarois est totalement ruiné, dans l'impossibilité de se procurer de la bière, il se contente d'« ersatz ». L'enfant allemand « en pantalon » est privé de cet accessoire essentiel de l'habillement, alors que le nôtre est parfaitement équipé. À chaque proposition de paix séparée, notre si brave gosse joint, suivant une ancienne coutume, les trois doigts et comme au temps de Chédrine répond : « Des clous, avale ça. » après quoi le bambin allemand fait répandre des bruits hostiles par l'intermédiaire de l'agence

Wolf, suivant lesquels l'Angleterre, responsable de la guerre, lâchera le Japon contre la Russie en cas de paix mondiale. Le mark, à l'inverse du rouble, ne cesse de tomber et la situation financière de l'Allemagne est déplorable. Le paysan russe, celui qui veut « écraser définitivement l'Allemagne », est couché dans sa grange, retire de sa poche un mark, examine le cours des changes, compare le mark et le rouble, puis télégraphie aux députés, aux ministres, aux ambassadeurs, aux hauts fonctionnaires : « Jusqu'au bout ! »

(*Naché Slovo*, 17 février 1916.)

LA CHIQUENAUDE IRONIQUE DE L'HISTOIRE

Les impérialistes avérés du Bloc progressiste ont à nouveau annoncé leur programme. Les nationalistes et les « octobristes » ont d'autant mieux signé sans les lire les demandes d'amnistie et de liberté des organisations ouvrières qu'ils savent qu'ils n'ont aucun motif de les craindre. On peut parier à 90 contre 10 que les arguments « réalistes » de Milioukov ont été provoqués par l'union, dans les coulisses, de Kroupensky et de Choulgine. La parole ne sera pas tenue mais les imbéciles y croiront ! Ce n'est pas la peine de parcourir *Prisiv* pour être sûr que personne n'a pu croire un instant qu'était en marche « la révolution nationale », dont le rituel consiste à élever jusqu'au pouvoir capitaliste les éléments bourgeois, pour ensuite les faire parvenir au stade de démocratie bourgeoise. Et *Prisiv* écrit : « Combien rapide est le développement de l'opposition bourgeoise sous l'influence de l'élan national ! » Le journal suppose que nous sommes habitués aux discours des Cadets. « Mais nous n'étions pas habitués (*Prisiv*, n° 24) à ce que les critiques de Milioukov soient approuvées sans trêve par Pourichkiévitch, et que le nationaliste « droitier » de Polovtsev attaque le gouvernement d'une manière plus virulente encore sous prétexte d'un sentiment patriotique troublé ! » Voilà du nouveau, et il faut y voir les symptômes infaillibles de la révolution nationale : Pourichkiévitch approuvant « sans trêve » Milioukov !

Bien que l'épanouissement du « sentiment patriotique » nous ait amenés à la confusion politique, la Terre, n'en déplaie à *Prisiv*, continue de tourner et il nous faut chercher ce mouvement de classe qui tente de s'emparer du pouvoir. Quelle classe responsable s'est assigné comme but la prise du pouvoir en cet été 1916 ? Il pourrait sembler, à première vue, que la classe de Pourichkiévitch et de Polovtsev tende les mains vers le Pouvoir. Mais à qui se prépare-t-elle à l'enlever ? À celle qui la possède : à celle des Soukhomlinov, des Pourichkiévitch, des Polovtsev, des Sturmer, à ces parasites de nobles et de bureaucrates, nos « Junkers » les plus avides, les plus incapables qui soient au monde ! « Jusqu'ici, remarque *Prisiv*, les gens comme Polovtsev réclamaient la tête des révolutionnaires, maintenant ils veulent celle des ministres. » Ne doutons pas qu'en n'obtenant pas satisfaction, Polovtsev se console par un poste de vice-gouverneur, et il n'est plus possible de parler de transfert révolutionnaire du Pouvoir (vice-gouverneur !) à la nouvelle classe sociale.

Il reste cette bourgeoisie qui « s'épanouit si vite sous l'influence de l'élan national ». Mais son objectif, comme l'a souligné la dernière conférence des Cadets, est « la victoire, non la prise du pouvoir ». Toute la période pré-révolutionnaire et jusqu'à la guerre fut celle du rapprochement de l'opposition bourgeoise et de la monarchie sur la base des problèmes impérialistes. Milioukov ne s'attendait pas à ce que les Autrichiens violent les lois établies par Kant afin que, que l'ordre de Sazonov et d'Isvolsky, on prépare à Sofia et à Belgrade la conquête par la Russie de Constantinople et des Détroits. La Social-Démocratie le démasquait déjà et prévoyait les conséquences lointaines. Les liens entre la bourgeoisie et la monarchie impérialiste sont autrement forts que les tentatives d'opposition superficielle d'un Polovtsev ou d'un Pourichkiévitch. Ce lien n'a pas été créé par la nécessité de l'« auto-défense », mais par la formule incendiaire unissant Stolypine et Guesde : « Quand la maison brûle, il faut éteindre le feu. »

Ce lien a été créé par la politique impérialiste et agressive de la Russie du 3 Juin. Ces messieurs les « défenseurs » ont évidemment oublié ceci : si l'Autriche s'empare de la Pologne, c'est une agression de l'Impérialisme ; si la Russie fait main basse sur la Galicie ou l'Arménie, c'est la libération des peuples opprimés. Suivant la formule shakespearienne : « Nous sommes habitués à appeler une ortie une ortie », nous stigmatisons les charlatans du social-patriotisme par le nom de charlatans. « Victoire », la résolution du bloc progressiste n'est que la volonté impérialiste de la bourgeoisie russe. Cette volonté fut soigneusement mise de côté, rangée pendant l'époque de la contre-révolution, et fut encore renforcée par le refus de la bourgeoisie d'une opposition « irresponsable », c'est-à-dire le refus de spéculer sur les mouvements des masses pour s'emparer du pouvoir. Le bloc progressiste s'est refusé en pleine conscience et de façon trompeuse à désavouer le ministère. *Prisiv* écrit : « La question n'est pas dans la formule mais dans le fait des changements de ministres et du refus du pouvoir historique (!) de ne plus user de l'ancien procédé, choisir les ministres parmi les membres de la camarilla de la cour. » En attendant, tant que des « faits » réels de changement ne se sont pas produits et qu'on n'observe aucun « refus » du pouvoir « historique », discuter du problème de l'opposition n'est pas la stupidité qu'imprime *Prisiv*, mais l'exigence politique de la bourgeoisie. Elle ne veut pas lutter pour prendre le pouvoir. Si les directeurs si sensés de *Prisiv* pensent qu'elle agit ainsi par réserve ou inexpérience, ils se trompent. La bourgeoisie est plus intelligente qu'eux et sait très bien ce qui est bon pour elle ou non. Quand Pourichkiévitch (ses collègues n'aiment pas plaisanter à ce sujet) accusa le Bloc progressiste de vouloir conquérir le pouvoir, Milioukov s'écria aussitôt : « Non, vous ne nous avez pas compris ! » Le ministère investi de la « confiance générale » est tout ce que vous voulez, à ceci près qu'on n'y invite pas les faux-monnayeurs et les voleurs de chevaux. *L'idéal politique de la bourgeoisie russe est le régime prussien-allemand.* Le pouvoir reste entre les mains de la monarchie et des junkers comme un mur contre les classes inférieures, mais le junker n'est ni un voleur, ni un ivrogne, il satisfait à toutes les exigences du développement capitaliste et, dès que cela est nécessaire, lui ouvre le chemin à la pointe de l'épée. Ce régime anti-révolutionnaire des forces féodales et capitalistes a été celui de toutes les nations européennes. La bourgeoisie russe a accédé à ce stade après ses premiers pas politiques. Mais il n'y a plus de retour en arrière possible en politique, pas plus qu'en technique. La

bourgeoisie russe le comprend admirablement. Son opposition n'est pas décisive, mais, par sa pression sur le système bureaucratique, elle arrange ses affaires, s'étend, prospère et tend à se « prussianiser ».

En réalité, le problème révolutionnaire, le vrai, non celui du choix des ministres, ne peut être posé que malgré la bourgeoisie et contre elle. Par quelles méthodes le vieux pouvoir entend garder ses positions ? Il l' fait savoir à ses partenaires à Bakou. Combien ce pogrom est plus éloquent que les paroles fleuries de Polovtsev ! Le pouvoir se trouvera fatalement devant le problème : renverser la puissante organisation pogromiste, c'est ce que rappellent les événements de Bakou. Quand ce problème sera posé par les mouvements des travailleurs, la bourgeoisie se rangera aux côtés du pouvoir pour profiter de l'écrasement de la Révolution en vue du progrès de la « prussification », cette « européanisation » du régime politique russe. L'avant-garde prolétarienne doit être aveugle pour ne pas le voir, ne pas le prévoir.

La mission historique de nos sociaux-patriotes « mangeurs de boches » revient simplement à ceci : aider la bourgeoisie à adopter l'« ordre allemand », alors qu'en Allemagne se prépare leur total effondrement.

Il faut s'étonner, en vérité, de ce que l'Histoire si invoquée, si occupée ait encore le temps de venir donner une belle chiquenaude à nos « gaillards » de *Prisiv*.

(*Naché Slovo*, 26 mars 1916.)

L'INCROYABLE

Réflexions du 1^{er} Mai

La politique « intérieure » russe fut, à certaines périodes, plus terrible que maintenant, mais elle ne fut jamais plus incroyable ! Ce que Saltykov appelait les « invraisemblances » de notre condition : les utopies, les situations impossibles des gens, les absurdités délirantes, tout ceci rassemblé à un degré supérieur est arrivé à tromper l'essence même du fanatisme russe. Quand vous lisez le récit de l'affaire « Khvostov », auteur de l'attentat contre Raspoutine, vous avez l'impression de lire un chapitre de Chédrine, retouché par Poe et par Poprichine. Cette création de Chédrine, de Poe et de Poprichine ne peut pas ne pas paraître paradoxalement maladroite et offensante psychologiquement ; mais vous ne pouvez la juger autrement. Toutes les fantastiques combinaisons de Poe jouissent d'un style remarquable : c'est pourquoi il nous faut penser à Poprichine et à la verrue du bey d'Alger pour avoir une idée de ce qui se passe en Russie

Chédrine commence son livre sur les « pompadours * » par ces lignes : « Il nous faut dire tant de fois « adieu » à nos chefs ! Il en arrive un, il n'a pas le temps de commander que... déjà dehors, et en arrive un autre... ! » Même l'historiographe de « l'ère

* Pompadour-Pompadourisme : satire féroce du Tsarisme par Saltykov-Chédrine dans *Chronique de la ville de Gloupov* (gloup : imbécile). Celle-ci décrit le règne des différents gouverneurs (les Pompadours) (allusion aux favoris de Catherine II), en réalité les tzars eux-mêmes. Saltykov est plus connu par *Les Messieurs Goloviev*, roman d'un réalisme amer. (Note du traducteur.)

pompadourienne » n'aurait conçu en ses fantaisies les plus délirantes ce que réalise actuellement notre bureaucratie gouvernementale.

Depuis juin de l'année dernière, ont été « débarqués » le Président du Conseil des ministres, Gorémykine, trois ministres de l'Intérieur, deux de la Guerre, deux Procureurs supérieurs du Saint-Synode, puis, par unité : les ministres des communications, de la Justice, etc. sans compter six acolytes du ministre de l'Intérieur, trois directeurs de la Police, etc.

En cinq mois, on a procédé au changement de 23 postes importants dans les ministères, de 88 gouverneurs de province sur les 167. Dans quelques villes, le changement s'est opéré deux fois par mois. Il suffit d'ajouter que Khvostov a eu le temps de changer treize gouverneurs et d'en « expédier » quatre. Et ne perdons pas l'espoir que les nouvelles nominations ne changeront pas l'habitude prise.

Khvostov lui-même est la figure la plus représentative de notre bureaucratie. Il fut gouverneur, encaissa des pots de vin, fit de force la conquête — grâce au chef de la police — d'une actrice sous la menace de la faire renvoyer en cas de refus : tout ceci est classique et est semblable à ce que raconte Chédrine dans « les pompadours et l'ère pompadourienne ». Notre « héros » moderne Khvostov alla encore plus loin. Mis à la retraite, il devint le parasite du financier Goubochleпов, en lui indiquant comment obtenir la décoration de l'Ordre de Saint-André, en jouant aux cartes avec Madame Goubochleпов et en se plaignant sans répit. Par la suite, il entra dans le Comité du peuple Russe et devint député. Tous savent « dur comme fer » que non seulement il est un corrompu et a besoin d'un chef de la police pour s'expliquer en amour, mais que de plus il a organisé des pogromes. Il sait que tous le savent. Cela ne l'empêche nullement de grimper à la tribune, de discourir et de faire de l'opposition. Le pont tendu entre le « pompadourisme » de Nijni-Novgorod et celui de « toute la Russie », pont absolument fantastique, n'est pas encore le plus incroyable de cette carrière. En Norvège, vit en qualité de réfugié politique l'ex-moine Iliodore, qui commença son activité sur le sol de la patrie en marquant au goudron les portes des institutrices aux cheveux courts. À Pétrograd, vit le paysan sibérien analphabète Raspoutine, qui ouvre le chemin du Paradis aux Dames le plus haut placées (à quelle hauteur donc ?) et en même temps change les ministres et décide des problèmes de paix et de guerre. Par l'intermédiaire de Rjevsky (c'est notre vieux Raspliouev) qu'ont créé Poe et Poprichine, notre Khvostov entre en relation avec Iliodore dans le but de faire « une petite fête » au vénérable Raspoutine. Fantastique, du surnaturel ! Mais ce fantastique est encore vulgaire, du Souzdalien-rocambolésque, c'est notre « surnaturel » russe mais multiplié par 10 !

Dans le même temps que Rjevsky se « délègue » en Norvège, Khvostov dirige les élections ouvrières de l'industrie de guerre. Ici soudainement s'ouvre à nos yeux la quintessence du fantastique russe actuel.

En Suisse vit, et depuis longtemps, comme réfugié politique, Plékhanov : près de 40 ans, assez pour tremper un homme ! Et pourtant ! Peu avant la guerre, Plékhanov insistait sur la nécessité absolue d'envoyer au poteau les « liquidateurs », ceux dont les relations avec le régime étaient trop suivies. Et voilà que cet homme, auteur de la brochure sur Tikhomirov, avec d'autres émigrés plus ou moins privés de leurs droits, adresse un

manifeste au peuple travailleur ! Un manifeste de révolutionnaires patentés, de Genève... en pleine guerre ! ... Mais l'ex-pompadour Khvostov, qui commande à un de ses Rjevsky de supprimer Raspoutine, laisse se diffuser la brochure de Plékhanov. Nous regardons cette combinaison Khvostov-Plékhanov comme plus incroyable que tout ce que le fantastique russe actuel peut nous offrir.

Ce qui frappe le plus est le cynisme de tous les organes administratifs. Le Chef du département de la Police, Kafaffov, écrit une circulaire invitant de nouveau à « taper sur le Juif », cette fois à cause de la vie chère. La circulaire est lue à la Douma. Et bien ! Kafaffov se lisse les favoris, monte à la tribune pour dire qu'il n'a, pour ainsi dire, pas commandé de « taper » sur le Juif, mais que s'il l'a fait, c'est pour le bien de ce dernier. Tous se regardent et Kafaffov continue à « pondre » ses circulaires. L'ère constitutionnelle a affranchi la bureaucratie de toute pudeur, ce qui distingue le nouveau « pompadour » de l'ancien, celui de Chédrine. Les Khvostov, Kafaffov et autres sont « vaccinés » contre la crainte de l'opinion publique. Les députés et les journaux les flétrissent : « voleurs, pillards, faiseurs de pogromes » ; les voleurs, pillards, etc. se lissent les favoris et montent à la tribune pour développer le programme du gouvernement et obtiennent des crédits.

De même que Spéransky et Loris-Mélikov sont les symboles de la bureaucratie « libérale », qu'Araktchéiev est celui de la cruauté suprême du pouvoir, de même Khvostov, répétons-le, est le couronnement et l'accomplissement de la bureaucratie à l'époque de la « guerre de libération ».

Un ministre-député à qui Rjevsky est nécessaire pour sa politique « réelle » et un Plékhanov pour sa politique « idéologique » ! Que pourrait-on ajouter ! Et si Plékhanov, ainsi encouragé par Khvostov, continue à divaguer sur la vraie et la fausse Internationale, c'est que le mépris de toute conscience ne règne pas seulement dans la bureaucratie.

Je vous prie de vous souvenir que le directeur de cette Agence n'est autre que Gourliande, un type qui dans les coulisses a couvert de honte notre bureaucratie constitutionnelle. À la dernière session de la Douma, le ton était donné par l'information « gourliandiste » : mensonges, falsifications, maquillages, dissimulations. Les Kadets se sont déjà plaints de ce que Gourliande ignorait ceux de leurs directeurs qui ne se consacraient pas à la gloire des baïonnettes patriotiques. En outre, Gourliande télégraphie en entier le texte de Kafaffov et fait savoir à havas que ce discours a arraché aux députés des larmes de reconnaissance. Ce qui est dans l'ordre des choses. Le fantastique de la réalité russe unit Gourliande, Kafaffov, Plékhanov et autres Argounov. Et le télégraphe officiel retransmet les déclarations des sociaux-révolutionnaires de *Prisiv* avec autant d'exactitude que le discours d'un fonctionnaire de la police. Les rédacteurs de *Prisiv* non seulement ne sentent pas la honte les envahir, mais continuent comme si de rien n'était. Les marques d'approbation données par Avkxentiev et Bounakov soumettent à l'épreuve la remarque de Liebknecht sous l'angle du socialisme authentique. « Nous avons lu le discours de ce teuton, mais nous n'en approuvons pas le contenu. » Un des héros de Dostoïevski, le bouffon Liamchine, joue sur le violon d'une main « La Marseillaise », de l'autre « Mein lieber Augustin », et ne se

trompe pas de mesure. Les musiciens de *Prisiv* réussissent, eux aussi, ce tour de force musical : ils exécutent, semble-t-il, l'Internationale, mais les sons s'harmonisent avec l'hymne Khvostov-kafaffovien ! Ce mélange porte au plus haut point le fantastique national ! En toute conscience, nous ne pensons pas qu'on puisse produire quelque chose de plus bas !

(*Naché Slovo*, 1^{er} mars 1916.

DU PATRIOTIQUE !

À l'ouverture de la Douma au palais de Tauride, apparut le tzar lui-même, ce qui a suscité tant de propos byzantins dans la presse nationale et dans celle des « démocraties occidentales », que nos descendants jusqu'à la septième génération en auront la nausée !

« Désormais, personne n'osera plus appeler le Douma, la fosse à crocodiles ! » déclara Khvostov aux journalistes, en savourant la lune de miel de sa carrière. Cela n'empêcha pas celui qui a fait surgir Khvostov du néant, de distribuer des fonds aux journaux et aux organisations qui attaquent la Douma. *Rousskoe Znamia* (c'est vainement que la presse libérale le nomme « prussien », car il est réellement nôtre et national) recommande de pendre tous les députés du Bloc libéral et ne craint pas, par l'affichage d'un tel programme, de susciter l'ire de son maître. Cette « dualité » visible donne au processus de la rénovation russe un caractère tant soit peu hardi ! « Que c'est divertissant ! », aurait pu répondre le petit garçon sans pantalon au gosse allemand, si toutefois on consentait, à l'heure présente, à les laisser dialoguer.

Le ministre Khvostov déploie une activité éblouissante. Il donne des interviews deux fois par jour, il a ouvert de concert avec la dame d'honneur Madame Dezobry, des coopératives, il a recommandé le manifeste de Plékhanov, a accru les lois de la demande et a déjeuné au buffet de la Douma. Il semblerait que notre homme ait tout fait. Mais il s'avérerait que Khvostov ait accompli dans le silence son travail le plus important ; le ministre de l'Intérieur s'est occupé d'organiser le complot contre Raspoutine, peut-être d'autres encore. Les journaux russes nous donnent cinq versions différentes des commentaires de Khvostov. Mais les personnages agissants sont bien les mêmes : le ministre, un journaliste, un ingénieur, un Juif illettré sans droit de résidence dans la capitale mais se réfugiant chez les « crocodiles » fonctionnaires, des « mademoiselles », des dignitaires de l'église, des « p... », etc., etc. Bieletsky, ex-acolyte de Khvostov, raconte aux reporters que son patron penchait fortement pour les assassins à la mode de Venise et les agressions « au coin des rues ». Résultat de ce penchant, Khvostov a quitté le ministère sans terminer sa lutte intérieure contre l'agresseur allemand.

Jusqu'ici, à notre connaissance, l'ex-ministre qui avait remis 60 000 roubles à Rjevsky, soustraits à un budget dont « l'esprit » est approuvé par Plékhanov, ne figure pas sur la liste des prisonniers d'État.

Le sort de Soukhomlinov, qui coule des jours paisibles, doit renforcer l'opinion de Khvostov : le premier n'employa que le fameux article provocateur et officieux paru dans les *Informations boursières*, « Nous sommes prêts », et qui jeta la confusion dans le monde entier, avait été rédigé par Rjevsky sous la dictée de Soukhomlinov et en

présence du colonel Miassoïédoï, depuis condamné pour pillage. Tout ceci fut raconté par Khvostov aux journalistes. Incroyable ! Mais divertissant, non ? Ces super-vantards ont tâté de la politique mondiale. Et... Kant... qui a mouché le nez à l'impératif catégorique ? Soukhomlinov qui tout ce qu'il savait ! Miassoïédoï ? Impossible de répondre à la question. Russie, Russie où vas-tu donc ?

Et si une destinée heureuse te faisait marcher de pair avec les démocraties occidentales « pour le droit et la justice », que viennent faire ici les Rjevsky, les Khvostov, les Sdoukhomlinov ?... « Aucune réponse. »

Sur ces entrefaites, se retire le ministre de la guerre Polivanov, applaudi « à mort » par la Douma, et alors apparût Chouvaïev. On ne sait pas qui écrira sous la dictée du nouveau ministre, et déjà la presse libérale pleurniche en silence, étreinte d'un pressentiment... C'est affreux !

C'est affreux ! gémissent les députés libéraux, car au beau milieu de l'unité nationale, voici Rjevsky qui se contorsionne et, à la lueur des chandeliers, on perçoit sur son visage les perspectives historiques du Bosphore et des Dardanelles. « Que voulez-vous, Messieurs : le pouvoir ou les Détroits ? » leur demande Markov n° II. « Non, répond Choulguine au nom du Bloc libéral, nous voulons simplement des ministères dont les journaux n'écriront pas ce qu'ils écrivent maintenant. » « S'il faut organiser la Russie pour la victoire (Milioukov reprend le dialogue), il faudrait l'organiser pour la révolution, nous dirions plutôt il vaut mieux la laisser pendant la guerre comme elle était... » Rjevsky le faussaire et le tricheur Khvostov avec ses sbires vénitiens, Soukhomlinov et Miassoïédoï : oui ces gens-là, mais non la Révolution. En pleine conscience de son désarroi politique, la presse libérale geint doucement.

L'esprit de Rjevsky règne tout-puissant sur le chaos national. La vie sociale est en plein désordre. Rjevsky fait le commerce des wagons et soumet les villes et les provinces à un blocus tel que seules les flottes réunies de la France et de l'Angleterre pourraient en rêver. Les ministres et les gouverneurs se succèdent comme des ombres déformées fantastiquement sur l'écran national.

Russie, Russie où cours-tu si furieusement ? Toi, la Russie du 3 Juin ? A la catastrophe, répond l'écho de Pétersbourg.

(*Naché Slovo*, 14 juin 1916.)

DÉCEPTION ET INQUIÉTUDE

Les travaux prioritaires de la Douma lui commandaient d'envoyer dans les pays alliés une délégation de parlementaires du Bloc libéral. Protopopov, Gourko et Milioukov n'ont pas seulement apporté aux capitales étrangères l'annonce de la farouche résolution du pays « jusqu'au bout », mais ils leur ont montré la grande signification du Parlement russe. Leur aurait-on confié une pareille mission si la Douma n'avait pas la direction suprême ? Les aurait-on choisis, eux, députés du Bloc progressiste, si la Douma n'était

la « représentation populaire » ? Que de toasts à Londres, Paris et Rome, en l'honneur de la Douma !

L'ouverture de la session a devancé de très peu le début de l'offensive russe sur les fronts de Volhynie et de Galicie. La presse française reproduit les traits de Chingarev, le président de la commission de guerre parlementaire à laquelle on doit la renaissance de l'armée russe, après l'écroulement de l'an dernier. Albert Thomas a rapporté la meilleure impression quant au travail des Comités de l'industrie de guerre en ce qui concerne la production des canons et des projectiles. Tout ceci ne peut que renforcer de façon extraordinaire la signification politique des organisations sociales œuvrant à l'arrière. Quand l'union de la bureaucratie et de la bourgeoisie (avec leurs intermédiaires sociaux-patriotes) se couronnera d'une victoire sur l'Autriche, il faudra assister à un autre triomphe... dans les murs du Palais de Tauride.

De nouveau, nous avons devant les yeux le spectacle d'une expérience enrichissante. Rendons justice à Sturmer : il a tout fait pour que l'expérience prenne une apparence presque chimiquement pure.

Sturmer avait déclaré, lors de la dernière session, qu'il fallait d'abord la victoire : ensuite viendraient les réformes. Par conséquent, la Douma devait se limiter aux projets de loi édictés par les exigences du moment. La bourgeoisie libérale, bien que le ton du discours l'ait pu offenser, se déclara d'accord avec les vues du Premier ministre. Déjà les sociaux-patriotes, les francs-tireurs de l'Impérialisme enseignent aux travailleurs : d'abord la victoire, ensuite les réformes. La tactique du Bloc progressiste se fondait sur l'utilisation de la guerre, ce qui signifie actuellement : pour les dirigeants du mouvement la lutte pour les influences, et pour les braves francs-tireurs, la lutte « pour le pouvoir ».

Mais voilà que le pouvoir publie d'un seul coup neuf décrets, en dépit de la Douma, e vertu du fameux article 87. Tous ces décrets, l'impôt sur le revenu, les réparations des dommages de guerre, le tabac, etc., sont créés pour démontrer que le gouvernement comprend si bien les exigences de l'heure qu'il se passe fort bien des avis des parlementaires. La presse de droite a expliqué ainsi ce geste signifiant la cessation de la session... faute de besoin. Simultanément Sturmer présentait au souverain un mémoire suivant lequel les Comités de l'arrière entreprenaient des opérations de trop grande envergure et devaient être ramenés à leurs justes proportions. Les Comités de l'industrie de guerre, se plaint Gouchkov, « connaissent des temps très pénibles, juste quand "l'aurore de la victoire" se lève », et toute organisation sociale devient indésirable.

On ne peut exiger du pouvoir impérial un plus grand éclaircissement de la situation. Sturmer n'a pas trouvé de nouvelles phrases, mais les anciennes suffisent. Mais... que diront les sociaux-patriotes ? Les plus malins se taisent ou parlent des excès des Hohenzollern et des junkers ; les « simplets » déclarent : nous attendons des progrès marquants de la part du Bloc progressiste. Les sociaux-libéraux, les falsificateurs du Marxisme, répètent : le parti Cadet est dans l'impasse, « Maintenant ou jamais », et menacent la bourgeoisie libérale si celle-ci ne veut pas s'engager sur le chemin de la « lutte décisive ». Mais ces falsificateurs du Marxisme ne sont que la frange de la bourgeoisie : leurs menaces n'empêchent pas les Milioukov de dormir patriotiquement.

L'inquiétude dans les cœurs des politiciens du Bloc progressiste et de leurs partenaires bureaucratiques découle d'une tout autre source. Tout ceci témoigne le soudain intérêt manifesté par la Douma pour la question ouvrière.

Trois fameux décrets cités plus haut ont été tirés des archives et présentés à l'ordre du jour : les maladies professionnelles, le travail des femmes, le repos légal des employés de commerce. Ils portent la marque de la lésinerie. Ils sont les témoins de la promptitude avec laquelle la Russie du 3 Juin a ramassé ces bribes de socialisme... Leur présence à l'ordre du jour illustre, de façon on ne peut plus nette, le dicton allemand : « Quand le sol devient brûlant sous les pieds... » La Douma, traitée par la réaction comme un citron pressé, tente de lui porter secours en son propre abaissement, jetant trois seaux d'huile sur les vagues du mouvement ouvrier ! Ces messieurs les candidats aux ministères, demandant la pleine confiance, jouissent moins que quiconque de celle des prolétaires. Robespierre a dit, je ne sais plus trop quand, que la démocratie était la méfiance organisée. Rendre plus profonde cette méfiance chez les membres du prolétariat, l'organiser, lui donner un caractère actif..., c'est le problème de la Social-démocratie révolutionnaire.

(*Naché Slovo*, 21 juin 1916.)

LES LEÇONS DE LA DERNIÈRE SESSION DE LA DOUMA

La dernière session de la Douma se déroula entourée d'une atmosphère de décomposition cadavérique. Nous ne parlons pas des morts qui doivent servir « l'unité gouvernementale », l'Empire et le pont jusqu'à Constantinople... Combien y en a-t-il ? La statistique truquée et lamentable des pouvoirs publics nous le dira... peut-être... Quand ? Nous ne voulons pas parler de ces morts, mais de la puanteur du cadavre politique, des exhalaisons qui s'élèvent du Bloc impérialo-progressiste et de son aile gauche les Cadets.

Sturmer a gratifié la Douma de neuf décrets. Comme on lui a retiré d'un seul coup la législation indispensable à l'état de siège, celle-ci s'est vue obligée de légiférer « organiquement » sur la base du programme réformateur du Bloc progressiste. Les partisans du 3 Juin ont décidé, en premier lieu, de rendre heureux les paysans : les impressions que les députés ont retirées des campagnes étaient inquiétantes. Il semblait que si l'on peut attendre quelque chose de l'opposition bourgeoise, ce serait là, sur la question paysanne.

La guerre a pesé au plus haut point sur les forces villageoises. La réaction ne peut pas ne pas s'inquiéter de l'état d'esprit qui en résulte et, par conséquent, elle ne peut pas s'en désintéresser. Que fait alors le Bloc progressiste ? Ayant proclamé sa volonté de supprimer l'inégalité des moujiks, il sort des archives de la Douma un vieux décret de Stolypine, promulgué il y a dix ans, du même genre que l'article 87. Tout l'effort « réformateur » du Bloc commandé par les Cadets de Maklakov consiste à la « légalisation » d'un des décrets si peu généreux de la contre-révolution. Quand, de gauche et timidement..., on fit remarquer le caractère arriéré de cette mesure, le libéralisme répondit qu'il fallait « réaliser le réalisable ». Il ne leur est pas venu à l'esprit de transformer ce décret en un bélier lancé contre les murailles de l'inégalité. Le

libéralisme a sous les yeux le spectacle des Soukhomlinov, Khvostov and C^{ie} ; il a vécu l'année dernière cette période « d'incohérence », baptisée défense nationale : pourtant il regarde la monarchie comme un facteur indispensable et irremplaçable auquel il faut mâcher la besogne réformatrice. Dans ces conditions, il est compréhensible que les gens du 3 Juin n'aient rien trouvé de mieux à se mettre sous la dent que ce décret vieux de dix ans !

Ils ont repoussé la proposition (même en principe) de mettre sur le même plan tous les citoyens sans distinction de foi et de nationalité. Ils ont refusé d'étendre aux Juifs ces droits en même temps que le droit de résidence.

Ils ont conservé l'usage du passeport et les tribunaux de la Volost (district rural). Leur souci principal est exposé dans la réponse aux critiques de la gauche : nous ne pouvons pas nous consacrer à des réformes utopiques qui ne *leur* conviendraient (*leur* : la monarchie, la bureaucratie et la noblesse). Ce n'est pas en vain qu'est intervenu à ce sujet, au nom du gouvernement, l'acolyte du ministre de l'Intérieur, le comte Bobrinsky, président de l'Assemblée de la noblesse et initiateur de toutes les mesures contre-révolutionnaires. Le Conseil d'Empire, dans le même temps, s'occupait du vieux projet de la Douma concernant la responsabilité des fonctionnaires. Il a fait sauter le jury et a conservé le tribunal des représentants assermentés. Être d'accord avec « ça »... belle charge pour les épaules du Bloc progressiste et de ses dirigeants libéraux !

Si l'histoire, notre propre histoire depuis 10 ans, ne nous avait pas bien documentés, qu'aurions-nous attendu de l'opposition libérale ! Mais la bourgeoisie libérale en prenant parti pour la monarchie a démontré sa faiblesse, son incapacité d'échapper à l'Impérialisme et de manifester tant soit peu d'opposition énergique. « La renaissance impérialiste du libéralisme a posé la croix sur un des principaux dogmes du Menchevisme. » C'est récemment qu'un des théoriciens de ce mouvement s'est vu contraint de reconnaître qu'il fallait se refuser à tout espoir en une « révolution nationale » (Martinov). L'auteur ne tente pas d'expliquer ni à Martov ni à lui-même les conséquences de ce refus. Il n'explique pas non plus que toutes les illusions font de l'Internationalisme quelque chose de sentimental et de pompeusement phraséologique, que toutes les positions ambiguës des meilleurs membres de la fraction parlementaire rendent vain tout espoir en une révolution « nationale » approuvée par la bourgeoisie. Dans l'histoire des idéologies, il arrive toujours ceci : que les idées éclatent avec intensité justement quand elles se survivent. Il a fallu la guerre et la collusion monarcho-bourgeoise pour que le social-patriotisme reprenne le vieux schéma menchevik et le coiffe de la marotte du bouffon.

« Les premières séances de la Douma ont montré quel puissant levier était un sentiment national sain en ce qui touche l'éveil politique de la nation. » C'est, évidemment, un extrait de *Prisiv*. Ils sont loin ces temps patriarcaux quand le sourire du chef obligeait le libéralisme à se taire par « gentillesse » et à renoncer à formuler ses exigences : la déclaration du Bloc progressiste résonne comme la voix dure d'une volonté politique éprouvée par l'expérience... (*Prisiv* n° 24.) Pour ne laisser planer aucune ambiguïté, le rédacteur agitant les clochettes de sa marotte ajoute : « De lamentables doctrinaires et des révolutionnaires égarés se sont trop hâtés de conclure qu'en période de développement impérialiste, le moment d'une révolution nationale était passé... » Tout

ceci est très éloquent. Il n'empêche que, dans la dernière session, la « volonté dure, éprouvée, etc., etc. » n'a pas osé, malgré les conditions favorables, présenter son programme mais s'est contentée de l'héritage « stolypinien ». Maklakov, le cerveau et le cœur du Bloc progressiste a expliqué qu'ainsi est faite leur tactique, qu'elle ne peut être et ne sera pas différente...

Le dieu boiteux du Progrès russe a agité en l'air le couvre-chef de la révolution nationale, l'a abattu sur la tête collective des sociaux-patriotes, puis sans cérémonie a claqué celle-ci dans sa main noueuse. Cela ne servira en rien pour *ceux-ci* mais c'est une leçon pour *d'autres* !

(*Naché Slovo*, 12 juillet 1916.)

COMPARONS À MAKAROV

La presse française fait écho au renvoi de Sazonov en laissant entendre qu'il eût mieux valu qu'il ne se fasse pas. Non que Sazonov soit irremplaçable ! Au contraire, presque tous les journaux laissent entendre que Sazonov était un médiocre qui accumulait revers sur revers. Avec une ironie respectueuse, on rappelle l'« optimisme » extrême de l'ex-ministre : à la veille de la guerre, il affirmait que l'horizon politique n'avait jamais été aussi clair, de façon optimiste il ne prévoyait pas l'entrée en guerre de la Turquie, avec optimisme il croyait que la Bulgarie ne se déciderait pas à marcher contre la Russie, sa « libératrice ».

En un mot, il accomplit toutes les bévues qui firent tomber Delcassé. « Il n'était pas un grand ministre », écrit de Sazonov *la Libre Parole*. Si la presse française ne se plaint pas du retrait de Sazonov, c'est parce qu'elle n'attendait de lui aucune surprise.

Mais qui est Sturmer ? Il n'est qu'un fonctionnaire, non un diplomate de carrière. Mais comme l'a défini Koukolnik, l'essence même du fonctionnaire est de pouvoir devenir et diplomate et accoucheur. Comme Sturmer est devenu diplomate, la presse française peu exigeante lui souhaite de marcher sur les traces de Sazonov, le même personnage qui n'était pas un grand ministre. Donc le changement nous semble superflu. Mais si on commandait à Sturmer d'emprunter d'autres voies... ?

Afin de tranquilliser l'opinion publique, la presse de France, non sans raison, cherche les motifs des changements ministériels dans la politique *intérieure* russe. Le nœud de l'affaire est que ces changements ne se sont pas bornés au ministre des Affaires étrangères. On a nommé Khvostov à l'Intérieur ; c'est un ex-ministre de la Justice, avec un neveu bien connu dont la brillante carrière s'est si lamentablement interrompue. À la justice est appelé Makarov, ex-ministre de l'Intérieur, l'auteur de la célèbre phrase : « C'était ainsi, ce sera ainsi », prononcée à l'occasion de l'affaire Tréchenkov, Makarov, semblable en ceci à ses deux collègues du triumvirat des « Centuries Noires », Chéglovitov et Maklakov, se considérait comme définitivement enterré dans les milieux libéraux. Sa nomination se révèle d'autant plus brillante.

Il est semblable à Lazare, qui « puait », mais en même temps ressuscitait.

Nous devons citer *la Libre Parole* qui, mieux que les autres journaux, caractérise la situation : « L'orientation de la politique russe n'a pas cessé de se balancer tantôt à gauche, tantôt à droite... L'évolution vers la droite a été accentuée par l'arrivée au pouvoir de Sturmer qui, s'il n'a pas totalement retourné le glissement vers la gauche, l'a stoppé et mis en position d'attente. La Douma a été convoquée. Mais l'influence de la droite est apparue dès que l'offensive connut un début si brillant. Des changements se sont produits dans les hautes sphères gouvernementales. Au premier plan, surgissent des noms caractéristiques tels que ceux de Makarov et de Khvostov. Le renvoi de Sazonov était désormais inévitable. »

Ce dernier, comme Isvolsky, se regardait comme un « bienfaiteur » de la Douma, car il ne se refusait pas à profiter des sources d'informations et d'influences telles que lui en présentait le Parlement. Sturmer n'est nullement enclin à quelque indulgence envers la Douma. Il est vrai qu'il l'a convoquée, mais c'est pour l'accuser de faiblesse et de patriotisme envers la gauche qui, sous couvert de patriotisme, prépare la prise du pouvoir. Si les débuts de Sturmer furent moins brillants que ceux de son prédécesseur, c'est qu'il lui fallait attendre. Dès qu'il fut évident que l'offensive prenait un cours favorable sur le front autrichien, Sturmer lança son offensive intérieure, désireux de s'égalier à Makarov : « C'était ainsi, ce sera ainsi. » La presse française demande à ses lecteurs de ne pas s'inquiéter au sujet du nom du nouveau ministre. « Qu'est-ce que mon nom a à voir là-dedans ? », demanderait Sturmer, anxieux de rivaliser avec le Russe authentique Makarov. On ne peut, à la vérité, nier que ce nom évoque fâcheusement des personnes que les sociaux-patriotes dénoncent si ardemment « Les Allemands de l'intérieur », et qu'ils ont juré d'exterminer ainsi que les Allemands de l'extérieur. Sturmer porte à ce serment le plus sanglant affront. Le mouvement vers la droite est la conséquence des victoires en Bukovine, et l'Allemand de l'intérieur qu'il s'appelle Sturmer, Khvostov ou Romanov se sent d'autant plus russe que la retraite autrichienne est plus accentuée. C'est en contradiction avec la doctrine social-patriote, mais correspond au bon sens et la logique des choses.

Qu'en est-il de la politique intérieure de Sturmer ? La mémoire, remis au souverain et qui a provoqué les récents changements, exige, comme on le sait, la fin de la guerre le plus vite possible. Cela n'empêche pas Sturmer de se prodiguer en affirmations rassurantes. Demain ou après-demain, il déclarera que la guerre doit être menée jusqu'au bout, c'est-à-dire l'écrasement du militarisme prussien et le triomphe de la Justice et du Droit. La politique réelle dépend de « facteurs » plus sérieux que le « programme » de Sturmer.

DEUX TÉLÉGRAMMES

Contrairement à ce qu'on attendait, Sturmer n'a pas convoqué les journalistes de la presse alliée et n'a donc rien dit pour leur remonter le moral. Bien plus, il n'a pas reçu les ambassadeurs des nations alliées, mais a chargé de ce soin son ami Nératov qui a fourni de vagues explications suivant lesquelles rien de particulier ne s'était passé. Briand et Sturmer ont échangé des télégrammes personnels. Après de belles formules de courtoisie, Sturmer écrit : « Je suis convaincu que nos deux nations marcheront

ensemble vers le grand problème qui nous attend dans des circonstances si lourdes de signification. » En réponse, Briand communique que la France est prête à marcher avec ses braves Alliés jusqu'à la victoire finale. Nous n'avons aucun goût pour discuter des télégrammes de félicitations. Mais on ne peut pas ne pas remarquer que Sturmer parle de « grand problème » qu'il se prépare à affronter, sans définir les données de ce problème.

Mais à son sujet, voici ce que nous lisons dans le *Journal*. Le correspondant de cet organe a été informé au ministère des Affaires Étrangères à Pétrograd que la fusion de ce ministère avec la Présidence du Conseil était dictée par des motifs impérieux. « De quels motifs voulez-vous parler ? », demande le correspondant, curieux comme tous ceux de son espèce. « Voilà, par exemple... à la signature de la paix, nous devons régulariser avec nos Alliés les questions économiques qui touchent à la politique intérieure du pays ; ce sera plus facile s'il n'y a qu'un seul ministère. » Admettons que ce soit utile à Sturmer s'il est destiné à signer le traité de paix. Mais s'il doit y avoir « unification » des ministères, que vient faire Makarov ? Et comment la question de la paix se trouve liée aux problèmes de « politique intérieure du pays » ? C'est facile à saisir si l'on se souvient de quelques faits qu'il convient de rapprocher les uns des autres.

Récemment Bark visita les pays alliés. Le but de sa visite, étant donné sa profession, ne soulevait aucune suspicion. Réussit-il ? Protopopov répondit : « Nous nous sommes croisés en chemin avec Bark, de telle sorte que nous ne pouvons rien dire de précis... » Mais Milioukov fut plus explicite : « En France et en Angleterre, on nous répondit qu'il y avait de l'argent tant qu'on le désirait... En Amérique. Mais pour en obtenir, il fallait faire des concessions aux juifs. »

— « Mais voyons, intervient Markov II, c'est une intrusion intolérable dans notre politique intérieure : nos Juifs sont à notre discrétion, qu'importe aux Alliés ! »

— « Aucune intrusion. Simplement, en fonction de la question des milliards demandés, on voudrait un peu discuter de l'accord qui doit lier les deux politiques, intérieure et extérieure. »

« Accord ? Mais d'accord ! s'écria-t-on aussitôt à Peterhof. » Et vlan ! Sturmer s'occupe de la politique intérieure et Makarov de la justice. Au sujet des rapports entre les deux politiques, c'est tout juste si Makarov n'a pas repris sa fameuse phrase. Après une telle « unification », Sturmer, s'appêtant à résoudre le « grand problème », peut avec une totale conviction télégraphier à Briand : « Que Dieu vous donne la santé ! »

(*Naché Slovo*, 28 juillet 1916.)

« LA LUTTE POUR LE POUVOIR »

Dans un entretien avec des représentants de la haute administration, le maire de Moscou, Tchelnokov, a exprimé, d'après les journaux russes, l'opinion « que le cabinet actuel a toutes les données pour promouvoir des réformes de caractère général. Ce cabinet conservateur doit accomplir des réformes libérales. Si l'on avait affaire à un ministère libéral, on exigerait de lui tant de mesures qu'il ne réussirait pas à les prendre. Mais si le cabinet conservateur en prend ne fût-ce qu'une partie, il mériterait la

confiance tant du côté de l'opinion générale que de celui des cercles politiques dirigeants. » C'est le compte rendu donné par les journaux.

L'opinion avancée par Tchelnokov caractérise bien le ministère Sturmer-Makarov qui est, par ailleurs, assez éloquent par lui-même. Mais cette opinion caractérise encore mieux la ligne politique des cercles libéralo-capitalistes dont Tchelnokov exprime les sentiments.

Rien de plus facile que de démontrer le fantastique de l'affirmation de Tchelnokov. Mais il ne serait pas moins fantastique de faire la preuve de ce qui reste caché aux yeux de Tchelnokov. La duperie « volontaire » dont fait preuve ce dernier, ne découle pas de sa « naïveté » ou de son « incompréhension », mais au contraire de sa conviction d'allier les intérêts impérialistes à ceux du Pouvoir.

Les Tchelnokov savent très bien que la monarchie bureaucratique est incapable de sauvegarder leurs intérêts mondiaux, mais justement ils viennent à son secours avec tous les dons de leur intelligence professionnelle. Ils savent que la monarchie ne leur cédera pas la place, mais ils n'y prétendent pas : ils savent que, par la force même des choses, la monarchie devra céder certaines de ses prérogatives indispensables à leurs buts impérialistes. Bien sûr, ils protestent quand la bureaucratie vole trop ou maltraite leurs collaborateurs bourgeois, « les éducateurs », mais les protestations ne parviendront jamais au stade de la rupture. Celle-ci entraînerait pour la bourgeoisie l'absolue nécessité de chercher un appui chez les masses laborieuses. Y croire, ce serait ne rien comprendre au processus qui se déroule sous nos yeux, processus d'alliance entre la monarchie bureaucratique, la noblesse propriétaire de terres et le grand capital.

En propageant des illusions au sujet de Sturmer etc..., Tchelnokov continue de servir les intérêts fondamentaux de sa classe dans les conditions de la guerre actuelle. Se faisant des illusions sur les Tchelnokov et les futures « luttes pour le pouvoir », les opportunistes du mouvement ouvrier livrent les prolétaires, pieds et poings liés, à la bourgeoisie.

Une seule source : Notre clef « nationale » pour le problème de l'Internationalisme et du social-patriotisme.

(*Naché Slovo*, 27 août 1916.)

LES IMPRESSIONS ET LES GÉNÉRALISATIONS DE MILIOUKOV

Milioukov fait partager aux lecteurs de *Rietch* ses impressions de l'étranger sous forme de feuilletons très verbeux où la faculté d'observation du citoyen cultivé et la remarque vulgaire ne dissimulant pas l'auto-satisfaction d'un homme envoyé à l'étranger par le gouvernement. Tout cela compose un bouquet assez étrange. Mais il n'est pas nécessaire d'examiner les écrits de Milioukov avec un critère esthétique. Sans masque protecteur, il est difficile de lire la littérature officielle dont les traits principaux sont la stupidité et l'effronterie. Sous cet angle, les feuilletons de Milioukov sont différents et il en ressort un certain avantage pour lui. Évidemment, ils contiennent la phraséologie vide de rigueur : en France et en Angleterre, on adore les Russes en général, et Milioukov

en particulier. Mais à côté de ces inepties, il y a des faits curieux et même des généralisations. Il n'est pas sans profit de les examiner.

1. Victoire et liberté

Milioukov a rencontré des socialistes et des radicaux-socialistes. Bracke parla des conditions de paix « avec la mentalité des pacifistes anglais ». Renaudel se limita « aux tendances conquérantes et libératrices de la guerre ». La réponse de Milioukov indique que le libéral russe ne s'est pas agenouillé le visage dans la boue.

Il commença par affirmer (dans le style des déclarations françaises) « que, nous autres Russes, ne sommes pas responsables de cette guerre. J'évoquai mon discours « pacifiste » dans un banquet parisien... deux mois avant la guerre. J'évoquai les articles de Riétch pendant la visite de Poincaré en Russie. Cela suffisait pour que mes interlocuteurs ne me taxent pas d'Impérialisme. Puis nous parlâmes des questions polonaise, perse, arménienne, de la question des Dardanelles également, etc... » C'est le ton ici qui fait la chanson. Les socialistes français se révélèrent non seulement de vrais pacifistes, mais aussi des apôtres ! « Ne convoite pas la femme d'autrui, ni l'âne d'autrui, ni les villes d'autrui, ni ses biens ni ses rivages, etc... » Milioukov n'insiste pas sur cette naïveté. Regardons un peu ces « tendances » dont il parle avec une semi-ironie. Les tendances conquérantes sont réelle, mais nous semblent être bonnet-blanc et blanc-bonnet avec les tendances libératrices : primo, Milioukov a prononcé un discours « pacifiste » au banquet donné en l'honneur de Butler, secundo, Riétch a publié des articles très bien-pensants, et en fin de compte, nous ne sommes pas des impérialistes : vous en voulez, vous tournez autour, vous en voulez, non ! Quant à ce qui touche les Détroits, la Perse, etc... ce ne sont que des détails, ce qui compte, c'est le discours de Milioukov. Les socialistes l'écoutèrent, comme il le rapporte avec modestie, « avec une sympathie marquée ».

Jean Longuet poussa plus loin sa curiosité, « me demandant les noms (?) des défaitistes russes. Certes, je ne partage pas leurs opinions, assura Longuet, mais tout de même, il est intéressant de savoir comment on répond en Russie à cet argument : que la victoire et la réaction ont des liens étroits. » Milioukov répondit qu'en admettant l'existence de ce lien, on ne pouvait en tirer aucune pratique. L'action et la réaction peuvent changer si souvent, alors que la victoire décide de notre sort et de celui de nombreuses générations. Il est naturel que les rapports envers l'une n'aient rien de commun avec ceux entretenus envers l'autre. » Milioukov laissa passer une belle occasion de rappeler à ses interlocuteurs que, pendant la guerre russo-nipponne, il était du côté des défaitistes comme la majorité des libéraux de gauche.

Leur espoir en la victoire du Mikado était la conséquence directe de leur politique pusillanime et de leur peur de la révolution. Ces espérances défaitistes se réalisèrent en partie. Il fallut la lutte de classes sans précédent de 1905, la contre-révolution, l'aide apportée par la France et l'Angleterre qui financèrent la réaction et la Russie du 3 Juin, il fallut tout cela pour extirper les relents de défaitisme non seulement du parti Cadet, mais aussi des fractions radicales, populistes « marxistes ».

L'Intelligentsia comprit que la lutte pour « le contrôle du monde » n'attendait pas que le libéralisme ou la révolution règlent leurs comptes avec la monarchie.

Les sociaux-patriotes, hier encore de gauche, parlaient bien d'utiliser la guerre pour faire la révolution : de telles paroles s'entendent de moins en moins. Mais lui, Milioukov — politique non d'hier, disons d'avant-hier — a un horizon beaucoup plus large. Il raconta à ses auditeurs que la situation mondiale liait pour des siècles tandis que « l'action et la réaction peuvent changer si souvent ! » Jean Longuet aurait pu répondre, s'il avait eu la plus petite idée du processus se déroulant sous nos yeux, que la lutte pour « le contrôle du monde » devient de plus en plus âpre et laissera de moins en moins la possibilité aux classes possédantes et aux partis de se joindre à la désorganisation révolutionnaire du Pouvoir. Aujourd'hui, il s'agit d'affaiblir l'Allemagne, demain, il s'agira de profiter des fruits de la victoire et de les soustraire... à l'Angleterre. Les situations internationales changent, mais la nécessité pour les possédants de se grouper autour du gouvernement demeure et s'accroît sans cesse. L'Impérialisme exclut une révolution faite sur des bases nationales.

Nous autres, Russes, n'avons pas besoin de nous servir de ces perspectives politiques pour démontrer l'inanité des efforts de Milioukov dans ses histoires « d'action (!) et de réaction (!) ». Il nous est clair que Milioukov qui est si résolument « quaker » en Amérique, si « style français » en France en compagnie de gens de gauche, a voulu s'amuser un peu en leur promettant des « actions » révolutionnaires... de « l'autre côté des Détroits ». Nous en savons beaucoup plus que Jean Longuet. À la douma, le 3 Juin, le leader du parti Cadet, parlant sa vraie langue, déclara (en son style remarqué) que si la victoire devait passer par la révolution, il se refusait à la victoire. Le politique responsable du libéralisme comprenait très bien *que si même la révolution fortifiait provisoirement la position de la bourgeoisie impérialiste, elle ferait croître le danger mortel d'une nouvelle révolution, cette fois prolétarienne*. Il y a 12 ans, Milioukov appelait la défaite parce qu'elle donnait une impulsion à la révolution. Maintenant, il est prêt à accepter la défaite pour échapper à la révolution. Mais il n'a pas fait part de ce retournement à ses interlocuteurs français.

2. Zimmerwaldiens et Longuettistes

Milioukov écrit sur la Conférence de Zimmerwald, comme peut le faire un national-libéral intéressé par-dessus tout par la défense du social-patriotisme, donc : un tiers de vérité, un tiers de fausses informations, et le reste « d'inventions ». Quand il s' imagine que c'est seulement après l'insuccès des longuettistes essayant de gagner l'appui du Bureau socialiste international, qu'apparurent des éléments plus radicaux se rendant à Zimmerwald, il commet un anachronisme. Son erreur provient de son manque d'informations. L'aile gauche n'intervint alors que quand Longuet remplit des fonctions diplomatiques sous le protectorat de Renaudel. L'opposition longuettiste éprouvait la nécessité d'exister même sous la pression de l'aile zimmerwaldienne. Mais pour le moment l'histoire n'en est pas là. « L'affaire passa entre les mains des syndicalistes et, en particulier, dans celles de « l'officiel » Parti socialiste italien. Par l'intermédiaire d'un de ses membres ; Morgari, il entra en rapport avec les menchéviks de Paris et de Londres et, par l'intermédiaire de la Social-démocratie allemande, parvint, enfin, à atteindre son

but (c'est Milioukov qui le raconte). Après une série d'échecs et d'aventures, la Conférence socialiste internationale eut lieu dans ce petit village du canton de Berne. »

Cette phrase que nous avons soulignée « de la Social-démocratie allemande ». Milioukov ne pouvait ignorer que le Parti allemand considérait l'affaire comme le Parti français : d'abord avec condescendance, puis avec une franche hostilité. Mais notre Cadet sait ce qu'il fait. Récemment, le *Bonnet Rouge* se plaignit de ce qu'il suffisait de traiter quelqu'un de « boche » pour le faire considérer comme rien. Tout en approuvant Liebknecht, Rosa Luxembourg et Mehring, les sociaux-patriotes alliés tentèrent dès le premier jour de présenter la Conférence de Zimmerwald comme ayant été organisée « par l'intermédiaire de la Social-démocratie allemande ». Qu'en ressort-il ? Que tout ce qui en Allemagne était contre la Guerre, l'Impérialisme et la Social-démocratie officielle, se trouvait rassemblé à Zimmerwald. Liebknecht, ne pouvant assister à la Conférence, y participa par une lettre où il stigmatisa les sociaux-patriotes des deux côtés du Rhin. Ceci n'empêcha pas les parasites de l'héroïsme de déclarer Liebknecht héritier des Schnedemann « alliés » qui expriment leurs pensées serviles en français ou en russe. Il eût été contre nature que Milioukov ne profitât pas de formules toutes faites calculées sur le cynisme et la bêtise et qui trouvent grâce aux yeux des censeurs.

Notre « globe-trotter » libéral savait très bien ce qu'il écrivait. La preuve en est fournie par la forme juridique et insaisissable qu'il sait donner à son rapport. Il fait « abstraction », tout simplement, de l'existence en Allemagne d'une majorité et d'une minorité dans le Parti socialiste, et il écrit : « par l'intermédiaire de la Social-démocratie allemande ». Cette prudence de l'ex-professeur seule le distingue (est-ce un avantage ?) des plumitifs sociaux-patriotes qui chaque semaine s'efforcent de démontrer qu'ils n'ont plus rien à perdre.



Quant au Socialisme français, Milioukov ne fait nullement abstraction de l'existence d'une majorité, d'une minorité — longuettistes — et des Zimmerwaldiens. Au contraire, comme nous allons le voir, il se débrouille très bien dans le labyrinthe des relations entre ces groupements.

Intéressant... ce que raconte Milioukov sur le péril internationaliste en France... que Kropotkine lui a montré. « Kropotkine, rencontré à Londres, me dit avoir peur de l'accroissement de la minorité zimmerwaldienne devant voter contre la majorité patriote au Congrès national en avril. Par la suite, j'attachai une attention particulière à ce vote. » Milioukov s'intéressa à la question, et voici ses conclusions. « La minorité qui s'était unie à la majorité en décembre, présenta un autre programme en avril et récolta 960 voix. Il est caractéristique de voir que la minorité ne s'est pas jointe aux Zimmerwaldiens : au contraire, ces derniers ont dû rallier la minorité et approuver une motion qui ne les satisfaisait pas ! La formule présentée par la minorité était la suivante : « Nous approuvons les efforts déployés par le secrétaire du Bureau international Huysmans pour rétablir les liens entre les différentes sections de l'Internationale et nous recommandons aux organisations centrales de répondre affirmativement à son appel. » L'imminence de cette convocation qui provoqua tant de discussions ne fut même pas soulignée dans la résolution. On parla encore moins d'épuration dans les rangs de la

majorité, rendue pourtant nécessaire par l'esprit nationaliste qui s'y manifestait. Les Zimmerwaldiens exigeaient le repentir et le retour sur la voie de la lutte des classes. Mais la minorité se contenta de sa formule, ne reniant pas l'appartenance à « l'Union sacrée », à la participation au pouvoir et au vote des crédits. *C'était une inconséquence mais, en assumant la responsabilité de cette inconséquence, la minorité y amenait tout le travail des Zimmerwaldiens.* En face d'une telle « compréhension », s'effaçaient les dangers qui auraient pu naître d'une union de la minorité des Zimmerwaldiens. On ne peut donc comparer les chiffres des votes du 9 avril et du 25 décembre. Les Zimmerwaldiens répondirent à cette union « forcée » par une nouvelle tentative d'émancipation, se rendant à ce que l'on a appelé la « conférence de Kienthal » — uniquement, aurait pu ajouter Milioukov — pour capituler devant les longuettistes au Congrès national d'Août.

Nous avons déjà dit que Milioukov se débrouillait à merveille dans les intrigues des trois groupements, à la vérité, sa position peut être regardée avec suspicion, particulièrement quand il nous assure avoir à sa disposition les collections de *Goloss* et de *Naché Slovo*, et il n'est pas difficile de montrer qu'il use non seulement des faits et des citations, mais aussi des conclusions politiques que lui fournit notre publication.

Mais ce n'est pas cela qui nous occupe pour le moment. Il nous suffit de constater que Milioukov a compris le sens du Longuettisme amenant les masses au régime. En cela, il est beaucoup plus perspicace que les « Internationalistes » tout prêts à se réconcilier avec le Longuettisme, car ils respectent sa signification révolutionnaire « objective ».

Milioukov a fait son devoir devant ses auditeurs, se gardant bien de leur expliquer pourquoi il fallait ce nouvel élément du Longuettisme. À propos, la question que celui-ci soulève n'est pas superflue. Le longuettisme n'a pas encore une grande influence sur les masses, mais elle augmente et, avec elle, la peur qu'elle inspire. Si les efforts politiques des Longuettistes méritent, d'après Milioukov, le succès, ils ne peuvent pas ne pas lui inspirer de la crainte pour la même raison qui nous fait leur opposer une résistance acharnée. Il se tait sur ce point, mais nous devons croire que cela est dû uniquement à sa peur d'affaiblir la force de ses observations sur le mouvement ouvrier russe...

(*Naché Slovo*, 23 et 24 août 1916.)

« OMBRES » DE LA PATRIE

Sur la même page, nous avons jugé extraordinairement instructif et même presque symbolique de parler de cinq figures politiques, ou plus exactement de quatre, et de... Bourtsev ! Occupons-nous, en premier lieu, du général Doumbadzé.

« Ivan Antonovitch débuta au Caucase comme officier, et on ne signale rien de spécial à cette époque. Par contre, la Russie entière a entendu parler des années passées à Yalta, dès 1906, par le colonel Doumbadzé. Son nom ne quittait pas les journaux. Géorgien de naissance, il était partisan du « Renouveau Russe », membre actif de « l'Alliance du peuple russe ». [Ici, la censure est passée...] Il était le vrai maître à Yalta, sévère et diligent. Ses directives étaient courtes et incisives. Il n'aimait pas les vains discours et renvoyait les journalistes, des incapables, selon lui. Il interdit la publication des journaux à Yalta et veilla à la protection des droits familiaux dans la ville

débauchée. » Le général a été envoyé en retraite. À ce qu'il semble, cela s'est fait sans tapage, pour raisons de santé, comme on dit administrativement.

Les cas des autres honorables fonctionnaires sont pires.

« Le général Komissarov a été renvoyé sans préavis. Il avait servi dans le corps des gendarmes de Pétrograd. Son nom fut accolé à celui d'Azew. Dans l'affaire ainsi nommée, la réponse du pouvoir à la Douma fut fondée sur les renseignements fournis par Komissarov. Ce dernier, chef d'escadron, s'agita un instant comme la queue d'une comète (Azew) puis disparut. Le bon peuple pensait : il est fini. Mais il devint, suivant la hiérarchie naturelle, colonel et général ! Il était assis sur le trône à Rostov et dirigeait. Survinrent des déclarations de qui ?... (Les voleurs se volent entre eux, Votre Excellence !) et le général fut « balancé ».

La troisième information prend une apparence incomparablement plus modeste. « Par ordre du Ministre de l'Intérieur, l'assesseur collégial détaché auprès dudit ministre, Manassévitch-Manouïlov, est relevé de ses fonctions ». Un assesseur quelconque, pensera le lecteur inattentif. Mais pas du tout ! Il est connu comme publiciste écrivant dans *Novoe Vremia* sous le pseudonyme de « Masque ». Mais sa principale profession était d'être policier. Il se rendit à Paris et alla voir Hervé. Revenu au pays natal, une perquisition fit découvrir 100 000 roubles, dans la doublure d'un pantalon. Il est sous les verrous. Aucune trace du pantalon.

L'assesseur ferait preuve de peu de grandeur d'âme s'il se désespérait ! Sait-on jamais dans quelle direction roule la roue de la vie ? À ce propos, la carrière du prêtre Vistorgov est un précieux témoignage. « Le clergé moscovite fut mis en émoi par une nouvelle sensationnelle : la désignation d'un archiprêtre, un certain Vostorgov déjà arrivé à Moscou. Le métropolite Makarie réunit les hautes instances ecclésiastiques pour décider de la candidature de Vistorgov. Bonne ? Réponse affirmative. Et Vostorgov, le document en poche, repartit pour Pétrograd. »

Et voilà ! Il a volé, trafiqué : il est mêlé, de près ou de loin, à un crime... bref un candidat pour le bagne... et il est archiprêtre ! Ne perdez pas courage général Komissarov !

Et pour la bonne bouche... Bourtsev est arrivé à Moscou pour certains travaux dans le Musée historique. Il se rendra ensuite à Saratov travailler dans le musée Radichevsky. Le grand Bourtsev, la terreur des espions et des provocateurs (à l'exclusion de ceux qui le menèrent par le bout du nez), va de musée en musée, indifférent au sort de l'ex-chef d'escadron Komissarov. Mais que fait-il au juste dans les musées ? Qui sait ? Peut-être glane-t-il des informations sur : comment conserver le pantalon de Manassévitch ?

(*Naché Slovo*, 30 septembre 1916.)

UNE LACUNE !

Comme la presse russe n'est pas soumise à la censure républicaine qui défigure chaque jour les pages de Natchalo, nous pouvons nous faire une idée de ce qui se passe dans notre lointaine patrie en compulsant les différents journaux, qu'ils soient de

Moscou, de Samara et même de Tomsk. Nous n'avons pas la hardiesse de transposer les articles de ces journaux. La censure à Tomsk-la-sauvage n'a rien de commun avec le tempérament de la censure, au pays des quatre révolutions des droits de l'homme et du citoyen. Nous sommes donc obligés d'employer le matériel littéraire avec beaucoup de délicatesse et, si nous devons parler de scélératesse, le faire sur un ton sinon respectueux, du moins courtois. Que les lecteurs en tiennent compte ! Il nous faut constater que la montée du libéralisme en Russie est plus lente que ne le suppose l'Agence Havas.

Peu de temps après la nomination de Bobrinsky, on apprit celle, imminente, de ... Pourichkiévitch ! Havas, en tant que spécialiste des questions étrangères, peut voir en lui du bois dont on fait les ministres. En Russie, tous savent que le député a béré de stupeur. C'était une erreur et Pourichkiévitch déclara « qu'en attendant » il avait décliné la nomination.

Une autre... soudaine !... celle de Protopopov. Comme elle a dû encourager le zèle de Havas ! Mais le nouveau ministre s'est chargé lui-même de refroidir les enthousiasmes. « Mon programme ? En tant que membre d'un cabinet, je n'ai pas de programme particulier... Adressez-vous à Sturmer. » Sturmer a un programme... Ah !

Les hautes sphères du pouvoir ont fait un pas considérable sur le chemin du progrès. Elles ont créé un ministère de la Santé publique. Il y a quelques années, le professeur Rhein soupirait après un maroquin. Personne n'y prêtait attention et, au début de la guerre, on oublia le professeur. Mais lui ne s'est pas oublié. « Rhein triomphe », écrit *Riétch*. Aucun gouvernement ne possède un ministère de la Santé publique. Mais, en Russie, il est indispensable, et le cabinet a décidé sa création, juste la mesure appropriée pour répondre à l'agression allemande. De son côté, le journal *Novoe Vrémia* écrit : « Ce nouveau ministère arrive comme des cheveux sur la soupe ! » *Rousskoe Znamia* renchérit : « Ce ne peut être qu'une chimère, mais combien de sacrifices matériels exigera-t-elle ? » Mais, en dépit de tous les grognements, le ministère existe pour montrer à Havas la voie du progrès russe.

L'article 87, ressorti à nouveau, sert non seulement la santé publique mais aussi sa moralité ; pour renforcer celle-ci, Sturmer s'appête à investir le clergé du droit de vote aux élections de la Douma municipale moscovite. Ainsi l'article 87 sera utilisé pour arracher l'autogestion de Moscou aux griffes du libéral-national Tchelnokov. Havas lui-même, si plein d'optimisme, ne verra pas en cette mesure un effort vers des objectifs meilleurs.

Simultanément, le journal cité plus haut a ouvert un nouveau front et lance une offensive de polémique contre la Finlande. Chaque jour, le journal de Souvarine compare celle-ci au Canada et à l'Australie et l'accable du péché d'ingratitude.

On comprend sans difficulté ce que signifie cette attaque sur un front si peu fortifié. *Novoe Vrémia* est semblable au professeur Rhein qui ne gaspille pas sa poudre aux moineaux. Le journal part en guerre avec décision contre le mythe des tendances démocratico-républicaines des Alliés et de la conservation en Allemagne du culte monarchique. Sur ce point, *Novoe Vrémia* n'est pas d'accord avec Kropotkine. Il fournit des données historiques, suivant lesquelles les rois de Prusse ont privé du trône d'autres

monarques. Le roi de Prusse a contribué à l'établissement de la République en France, non moins qu'un Jules Favre ou Gambetta.

On doit donc constater qu'en Russie un courant assez dur s'est stabilisé. Il trouve sa plus vive expression dans l'article 87 aussi bien que dans les rassurantes explications de *Novoe Vrémia*.

Mais il y a une lacune ! la production de biens de consommation... la carence de ceux-ci et la montée des prix ont réveillé Sturmer qui a pris l'affaire en main. Les paysans, accablés par les réquisitions, ont le dos au mur. Bobrinsky s'est levé pour la défense de leurs intérêts. Il a déclenché contre lui de si violentes attaques que nous ne les reproduirons pas... Il suffit de savoir que Zemchine doit protéger le ministre de l'agriculture. Le ministre de la Guerre Chouvaiev s'est prononcé pour l'abaissement du prix du blé, contrairement à Bobrinsky. Aussitôt les producteurs l'ont classé « à gauche ». Si on adoptait la proposition de faire baisser le prix du blé de 5 à 15 %, il paraîtrait que le ministre donnerait sa démission. « Bobrinsky est épuisé par ses efforts pour imposer des prix fermes et bientôt se retirera sur ses terres. » (*Riétch*.)

Les journaux n'arrêtent pas de parler de nouveau changement de cabinet. Tous les jours, on apprend des mises à la retraite. Le moment de la reprise des travaux de l'Assemblée approche. Dans les cercles parlementaires, « on discute ferme » sur l'opportunité d'une convocation avant-terme.

[Article totalement biffé par la censure.]

(*Naché Slovo*, 12 octobre 1906.)

VI. De la théorie du social-patriotisme

[Retour à la table des matières](#)

UN TRISTE DOCUMENT : PLÉKHANOV ET SA BROCHURE « DE LA GUERRE »

La brochure de Plékhanov *De la guerre* est le plus affligeant de tous les documents, témoins de la déroute du Socialisme. Elle ne contient rien d'autre que l'auteur n'avait déjà fait savoir sous forme de lettres à des publications diverses. De fait, sa « Lettre à la rédaction » avait l'avantage de laisser beaucoup de choses non exprimées et, par là-même, permettait de garder un espoir. Les choses avec Plékhanov ne vont pas si mal qu'il veut nous le laisser entendre. Mais maintenant nous avons en main cette brochure de 32 pages. Même si elle donne peu à méditer sur la guerre, par contre elle permet parfaitement de juger la position de son auteur ; en tout cas, elle ne laisse aucune place à un doute consolateur.

La première partie est consacrée à la critique de la Social-démocratie allemande. Les contradictions entre les anciennes déclarations de principe et la ligne réelle de conduite actuelle sont vraies — sans le moindre doute. Mais elles ont déjà été soulignées par la presse russe, et Plékhanov ne nous donne pas autre chose que des périphrases.

Il ne fait aucun effort pour expliquer ce retournement du Socialisme allemand au contraire, sa démonstration témoigne qu'il n'estime pas nécessaire de fournir la moindre explication. Rien d'étonnant à cela quand on a parcouru la brochure. Plékhanov reste tout entier sur cette position de principe dont il accuse les dirigeants socialistes allemands. Ici et là, se révèlent non les problèmes sociaux-révolutionnaires du Prolétariat international, mais les intérêts du Capitalisme national sous le point de vue de la politique de la classe ouvrière mondiale. Que Plékhanov, à chaque ligne, oppose le Marxisme au Révisionnisme, n'enrichit pas sa position et ne peut le sauver de ce qu'il comprend de travers les intérêts du Capitalisme national. *Le Temps* et *Times* accusent *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* avec indignation, ce qui ne les empêche pas d'adopter la même position morale et politique... Telle est l'attitude du vieux marxiste russe !

Plékhanov conclut ou feint de conclure à la contradiction dogmatique, logique et en même temps sophistiquée de la guerre d'agression et de la guerre défensive. Nous ne répéterons pas ce que nous avons déjà écrit sur cette métaphysique mi-moraliste mi-diplomatique à bon marché, d'autant plus que Plékhanov n'apporte aucune preuve de ses conclusions embrouillées. Regardons simplement comment Plékhanov applique ses critères.

Le Prolétariat a le devoir d'engager toutes ses forces contre les gouvernements qui ont troublé la paix ! Ces gouvernements sont, suivant notre auteur Plékhanov, les gouvernements d'Allemagne et d'Autriche, contrairement à ceux de France et d'Angleterre, et plus particulièrement ceux du Japon et de la Russie. Les preuves ne sont pas difficiles à trouver. Il suffit de parcourir les journaux allemands à la veille de la guerre. « Il ressort de cette lecture que la Russie ne pouvait pas ne pas appuyer la Serbie sous peine de laisser s'éteindre son influence dans les Balkans. »

Ainsi, la politique autrichienne menaçait la paix européenne. Il en va tout autrement de la politique russe ! Le Tsarisme ne recherche pas l'aventure, il ne trouble pas la paix, simplement il « défend son influence dans les Balkans ». En réclamant une action vigoureuse du prolétariat autrichien contre son gouvernement, Plékhanov approuve la politique russe. Il a l'imprudence de publier ses conceptions sous forme de lettre adressée à un social-démocrate « bulgare ». Quelle confusion de langues digne de la Tour de Babel ! Justement la Social-démocratie bulgare a déployé une grande partie de ses efforts contre le Tsarisme. Si Plékhanov distingue une grande différence entre les politiques russe et autrichienne dans les Balkans, nos camarades balkaniques — c'est tout à leur honneur ! — ont toujours regardé la première comme la plus dangereuse et la plus cynique. La Bosnie et l'Herzégovine sont la pomme de discorde. Mais le Tsarisme a cédé ces deux provinces par l'accord secret de Reichstadt, en 1876, en échange de la neutralité autrichienne pendant la guerre russo-turque. Il est vrai que celle-ci aboutit à la création de la Bulgarie. Plékhanov vaudra-t-il se rappeler que les efforts du Tsarisme, pour convertir la Bulgarie « libérée » en une satrapie, ont amené à la formation du puissant parti anti-russe des Stamboulovtsiens ? Pour punir cette ingratitude, le tzar poussa la Bulgarie à la guerre contre la Serbie en 1885 et, à la veille des hostilités, rappela les instructeurs russes.

La libération de la Bulgarie en 1877 ne fut obtenue que grâce à l'armée roumaine. En récompense, la Russie enleva à son Alliée une part de la Bessarabie. En 1908, elle poussa la Serbie à la guerre contre l'Autriche, soumettant ce malheureux petit pays à une intense pression politique et financière, puis la « vendit » cyniquement, laissant aux libéraux le soin de balayer les traces : En 1910, les agents tzaristes travaillèrent à la formation d'une entente militaire balkanique dirigée contre l'Autriche. Quand la Bulgarie, qui n'avait rien à voir avec l'Autriche, se retourna, « non à l'époque voulue », contre la Turquie avec ses alliés, Hartwig conseilla à Patchiche de « vendre » ce pays ingrat pour le démembrer. La diplomatie tzariste, allumant le brandon de discorde entre les Serbes et les Autrichiens, poussa les premiers à s'emparer du port de Durazzo. Quand l'Autriche et l'Allemagne intervinrent, le Tzar lâcha à nouveau la Serbie, faisant expliquer par sa presse qu'il n'allait pas partir en guerre pour un problème aussi « Duratsko » (stupide).

Le parti militariste serbe se lança sur la Macédoine, et la seconde guerre balkanique est due aux intrigues de cette diplomatie russe qui, d'après Plékhanov, « ne fait que défendre ses droits légitimes ». Nous ne pouvons que lui souhaiter une meilleure mémoire.

Ainsi « la Russie ne peut pas ne pas soutenir la Serbie ». Ce sont les officiels russes qui ont exposé le cas de cette manière, et ils savaient ce qu'ils faisaient. Ensuite, vint la « nécessité absolue » de défendre la Belgique et la France... « Appuyer la Serbie ?... » Ne serait-ce pas le contraire ? Les Russes n'ont-ils pas envenimé les blessures infligées aux Serbes pour les lancer dans une lutte désespérée pour leurs intérêts « libérateurs » en Galicie ? Plékhanov ne pense-t-il pas que le Tsarisme peut très bien échanger la Serbie contre la Galicie, sans laquelle il ne peut se résoudre à rentrer chez lui ? Plékhanov ne pense-t-il pas que le Tsarisme peut très bien échanger la Serbie contre la Galicie, sans laquelle il ne peut se résoudre à rentrer chez lui ? Plékhanov s'appuie sur

les articles de la presse allemande à la veille de la guerre. Vorwaerts avait en vue la Russie tzariste en sa réalité : avec son avidité, ses crimes sanglants et la série ininterrompue de ses honteuses actions dans les Balkans, cette Russie impériale trop forte encore pour le mouvement démocrate révolutionnaire. De cet avertissement à la diplomatie allemande, Plékhanov en tire une conclusion sophistiquée pour approuver la diplomatie russe, l'imaginant « la protectrice de la Serbie et des droits naturels du Droit et de la Moralité ». Diffère-t-il maintenant de l'actuel Vorwaerts qui exploite la guerre comme moyen d'approuver l'impérialisme allemand ? En aucune manière ! Un but, une méthode ! Donc la brochure ne contient rien d'autre, à part sa phraséologie socialiste déformée, que les arguments polémiques des officiels russes et allemands ; mais ces derniers savent ce qu'ils font ! Mais Plékhanov ? ...

(Goloss, 30 décembre 1914.)

LA RÉPONSE DE KAUTSKY À PLÉKHANOV

Dans le numéro d'avril du journal marxiste bulgare *Novoe Vremia*, nous trouvons un article de Kautsky en réponse à Plékhanov. Celle-ci présente un grand intérêt sur de nombreux points. Kautsky réfute les allégations de Plékhanov en ce qui concerne l'action de la Social-démocratie allemande. Il est faux que Haase ait annoncé, à Bruxelles, que les socialistes allemands répondraient à la guerre par un appel à la révolution. Kautsky le nie en tant que participant à la Conférence de Bruxelles ; pour qui connaît la position de la Social-démocratie, il ne fait aucun doute que Kautsky ait raison. Les marxistes allemands, et en tête Bebel, ont repoussé, à tous les Congrès, l'idée d'une grève générale en riposte à la mobilisation. Dans quelle mesure, la majorité qui approuvait Bebel, le faisait par calcul tactique ou par un secret sentiment national... c'est une autre question. La position de principe de la Social-démocratie allemande, en opposition à celle de Vaillant et consorts, consistait à considérer comme utopique tout effort révolutionnaire en période de mobilisation, alors que le pouvoir se renforce. Le fait que, le 2 Août, les prolétaires n'ont été appelés ni à la grève ni à la révolte, n'entre pas en contradiction avec les déclarations des dirigeants socialistes allemands, pas plus d'ailleurs qu'avec les principes de la politique socialiste révolutionnaire générale. C'est une affaire de possibilité et de compréhension du moment à choisir, et rien d'autre !

Kautsky prend la défense de Haase contre toutes les accusations en rapport avec sa déclaration du 4 Août.

Haase n'a pas lu sa propre déclaration, mais celle de la fraction parlementaire dont il était le président, ce qu'il ne faisait pas en d'autres occasions : « Maintenant l'unité du parti, il ne pouvait se refuser à son devoir. » Cette défense nous semble, à présent, bien naïve, quand on songe que Haase non seulement se refusa à toute autre déclaration patriotique, confiant cette mission peu reluisante à Hébert, mais attaqua la nouvelle ligne du Parti dans les meetings et se déclara contre les crédits militaires.

Si la politique actuelle de Haase ne détruit pas l'unité du Parti, pourquoi ce dernier exigea de lui cette défense publique d'une position qui lui était hostile ? A l'inverse, si la politique actuelle de Haase menace l'unité du Parti, alors son attitude n'aurait été que

pure formalité et ne s'expliquerait que par un manque de courage et de perspicacité ! Kautsky secourt très mal Haase, son plaidoyer recouvre toutes les contradictions internes de la position assumée par ce même Kautsky.

Il est faux, assure-t-il, que *Vorwaerts* ait changé sa ligne de conduite depuis cette date tragique dans l'histoire du Socialisme allemand et mondial. Tout le mal vient de la censure. En 1870, l'état d'exception ne s'étendait qu'à certaines provinces. En Saxe, Bebel et Liebknecht jouissaient d'une totale liberté d'action. Maintenant l'état de siège englobe tout l'Empire. *Vorwaerts* et les autres journaux socialistes doivent tenir compte pour continuer à apporter leur appui idéologique aux prolétaires.

Nous avons ici un exemple de ce que les Allemands appellent : « *Schoenfaerberei* » (un embellissement visible de la réalité). Jusqu'au 4 août, *Vorwaerts* luttait contre le danger de la guerre, détruisant sans pitié toute prétention de donner à la guerre un caractère progressif et libérateur. Il démasquait la légende officielle suivant laquelle la guerre contre la Russie était la guerre contre le Tsarisme, donc la guerre pour la liberté du peuple russe. Mais il reprit et diffusa cette légende, après le 4 Août. Avec les autres organes de presse et les communiqués du Haut-Commandement, *Vorwaerts* présenta les victoires allemandes non comme celles des classes dirigeantes, mais comme les victoires du peuple allemand. Il anima la politique antirévolutionnaire faite de servilisme, promettant des réformes démocratiques et sociales au peuple en guise de récompense pour son zèle dans la défense de la patrie.

L'état de guerre peut empêcher de dire la vérité (nous le savons par expérience), mais il n'oblige pas à mentir ! S'il exige des « sacrifices », la presse socialiste dit avoir le courage de supporter les siens propres. *Vorwaerts* et Haase ont accompli, ces derniers temps, un grand pas vers la gauche à partir de leur position post-aoûtienne : la défense assumée par Kautsky déprécie cet effort.

Ainsi se présente la semi-vérité que Kautsky répand dans un journal marxiste libéré des pressions exigées par l'état de guerre.

II

Que nous raconte le théoricien de la II^e Internationale au sujet des questions posées par le Socialisme international ?

Avant tout, il rejette totalement du critère formellement diplomatique ou épisodiquement stratégique de guerre « défensive » ou « offensive » pour définir notre tactique. « Pour moi, la question décisive n'est pas le *déclenchement de la guerre*, mais la *fin de la guerre*, c'est-à-dire les résultats possibles. »

Comme le montre très justement Kautsky, Plékhanov ne s'arrête pas à un critère formel. Il s'élève contre l'idée qu'une défaite russe puisse contribuer au développement de la Révolution ; au contraire, en s'opposant au développement économique, elle paralyserait la Révolution. Il estime naturel que la défaite de l'Impérialisme allemand influencerait le cours de la révolution en Allemagne. Ce sont des raisonnements semblables que tiennent Vaillant en France et Heydemann en Angleterre ; en Allemagne, l'aile de la Social-démocratie (Kautsky dit : une fraction insignifiante de nos camarades

allemands) estime que la défaite des Alliés accélérerait le cours de la Révolution en Angleterre et en Russie. Elle regarde la défaite allemande comme une catastrophe économique et, par conséquent, comme l'affaiblissement dans le monde de la plus forte Social-démocratie. « Tous croient que de la défaite de la patrie dépend la victoire de la Révolution internationale. Tous pensent que leur pays est élu, qu'il occupe une position exceptionnelle dans le monde et que pour lui existent d'autres lois que pour les autres. » Kautsky ne veut rien savoir des peuples « élus ». Les forces économiques et spirituelles sont sur le même plan historique et la victoire n'apportera d'aucun côté des résultats décisifs quant au progrès historique de la Révolution sociale.

Cette équivalence des forces exclut toute possibilité pour les travailleurs de définir leur position par rapport à la guerre au moyen de leur antagonisme au gouvernement. Jusqu'ici les données historiques nous présentent la guerre non comme un conflit économique intérieure, mais comme une menace contre le territoire national. Dans une armée rassemblée par le service militaire obligatoire, le sentiment dominant est la peur de la défaite. De ce sentiment doit tenir compte tout mouvement qui veut agir sur les masses. Tous les conflits intérieurs aboutissent à une sorte de « moratoire » politique : tous les efforts sont concentrés contre l'ennemi extérieur. « L'influence des travailleurs s'exercera sur les socialistes ne possédant pas un caractère assez ferme. » Ce que nous dit Kautsky n'est ni une explication, ni une approbation du nouveau cours pris par la Social-démocratie. Cela signifie : une mentalité nationaliste indéfinissable chez les masses non organisées rejette hors du chemin de la Révolution la plus forte Social-démocratie du monde, ayant à sa tête des personnages « n'ayant pas assez de caractère ». Qu'y a-t-il, plus loin ? se demande Kautsky.

Aucun des deux camps belligérants n'a remporté de succès décisifs, et il est probable qu'il en sera ainsi à l'avenir. Cela est dû à l'équivalence des forces économiques et spirituelles des antagonistes. La guerre par elle-même ne peut donner de résultats pouvant agir fortement sur la vie politique et économique, mais elle influe sur le développement par sa prolongation. Le seul moyen de sauver l'Europe de l'épuisement « serait de faire la paix sur les bases d'un accord total, non sur celles d'un "diktat". Seule la paix, en de telles conditions, correspond aux principes de la Social-démocratie (Kautsky). Ceux-ci exigent une paix rapide. Notre Social-démocratie doit s'y efforcer tout de suite. » Et Kautsky conclut avec l'espoir que « dans cette lutte pour la paix, il marchera côte-à-côte avec son vieux camarade Plékhanov ». Mais sur quels chemins ?

III

Les conceptions de Kautsky diffèrent de celles de Plékhanov dans le même sens que la position du centre actuel de l'Internationale diffère de celle de l'aile social-nationale. Les conceptions plékhanovistes sont un mélange affligeant de préjugés nationalistes et de morceaux de méthodologie marxiste. Quand il s'agit de motifs politiques, Plékhanov devient plus catégorique. Il tient pour la victoire des Alliés, il critique la Social-démocratie, mais soutient Guesde et Vaillant. Il n'en est pas de même pour Kautsky. Sa position théorique n'est pas si lamentable que celle de Plékhanov mais, dans les problèmes d'ordre politique, il se trouve devant nous en plein désarroi. On peut dire que la

signification du jugement de Kautsky sur la guerre croît proportionnellement à son éloignement des questions de politique socialiste.

Les peuples sont placés devant le danger de la défaite et de l'envahissement du territoire national. De là provient cet élan patriotique chez les masses non organisées. Ce qui explique— suivant Kautsky — le comportement de la Social-démocratie, son vote en faveur des crédits militaires, etc. Cette explication en tant qu'explication est insuffisante, car elle n'indique aucun chemin de sortie. Si les travailleurs, rassemblés sous le drapeau de l'Internationale, passent leur temps de guerre dans le camp de la réaction, où peut-on y voir la garantie d'un développement social-révolutionnaire dans l'avenir ? Kautsky, le théoricien renommé de la II^e Internationale, n'a encore soufflé mot du caractère particulier des époques précédentes, du possibilisme organique, de la conservation du *statu quo* intérieur et extérieur, en un mot, des circonstances dans lesquelles s'est développée la II^e Internationale. Il se bouche obstinément les yeux, ne voulant pas voir que la guerre n'a pas engendré les conditions qui ont amené à la faillite de l'Internationale : « La guerre est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens » ; elle a simplement dévoilé l'insuffisance des méthodes de la II^e Internationale. Il ne voit pas que le comportement actuel des socialistes français et allemands ne trahit pas simplement leur instinct de conservation, mais qu'elle est l'accomplissement suicidaire des traits limitatifs nationalistes par lesquels le mouvement prolétarien se caractérisait à l'époque précédente. Seule une explication concrète et historique, et non abstraite et psychologique, de la crise montre les points objectifs de résistance à la victoire révolutionnaire.

Plus lamentable que cette explication est le refus de Kautsky de juger les comportements des Partis socialistes. Un parti populaire ne peut pas ne pas compter avec l'état d'esprit des travailleurs. Si ces derniers sont saisis par la panique nationaliste provoquée à dessein par le Pouvoir et le mécanisme idéologique de la bourgeoisie, il ne faut surtout pas que les socialistes les appellent à des actes révolutionnaires. Mais il est extraordinaire de la part de la Social-démocratie de devoir capituler devant la mentalité des masses. Même si elle ne peut en appeler à la grève générale, cela ne signifie pas qu'elle doive approuver les crédits militaires. Si elle ne peut empêcher la lutte fratricide, elle n'est pas obligée de l'approuver.

On dirait que Kautsky arrive à reconnaître — bien qu'en des termes très prudents — que les masses laborieuses commencent à saisir le caractère désespéré de la guerre, justement quant à son caractère militaire. Plus la guerre durera, plus l'élan patriotique des travailleurs se tournera contre les classes dirigeantes qui ont provoqué la guerre et tiennent pour le « jusqu'au bout ». Que la Social-démocratie exploite cette tendance, elle qui n'a aucune responsabilité dans le déclenchement de la guerre ! Pour accélérer le processus de paix, la Social-démocratie ne doit pas cesser d'être la seule force révolutionnaire pendant les hostilités.

Kautsky est pour la lutte « en vue d'une paix rapide », et il a l'espoir de rencontrer Plékhanov, « ce vieux camarade », sur ce chemin. Mais nous tentons en vain de savoir ce que représente pour Kautsky la lutte pour la paix dans les conditions actuelles. Quelques passages de ses articles font penser qu'il regarde comme essentiel « le dégrisement » des classes dirigeantes se rendant compte de l'impossibilité de briser les forces du

prolétariat. Ce désarroi général des forces capitalistes est d'une immense signification, car il crée les conditions les plus favorables « pour la mobilisation révolutionnaire du prolétariat ». Peut-on œuvrer en ce sens sans en arriver à une cassure définitive avec le Pouvoir ? Continuer la « paix civile » ou déclencher une rupture ? Scheidemann ou Liebknecht ? C'est la question à laquelle Kautsky ne donne pas de réponse. Il promet d'en parler... après la guerre.

Mais nous voulons lutter pendant la guerre pour ne pas nous retrouver « banqueroutiers » après la guerre. Nous devons constater que la limitation historique de l'époque ignorée par Kautsky a coiffé de cercles trop étroits la tête brillante de la II^e Internationale. En cette circonstance dramatique exceptionnelle, Kautsky ne donne pas un seul conseil, pas une seule indication que nous puissions recevoir avec reconnaissance.

(*Naché Slovo*, 17, 18 et 19 juin 1915.)

ÉVALUATION NON CRITIQUE D'UNE ÉPOQUE CRITIQUE

1. Faiblesse ou force : qui n'a pas confiance en soi ?

Le groupe de littérateurs qui travaillent dans la lige indiquée par le journal, maintenant disparu, *Nacha Zaria*, ne se borne pas à répondre à l'exposé de Vandervelde s'adressant aux socialistes russes. Ce groupe a présenté un compte rendu indépendant sur la Conférence de Copenhague. Ce document n'est pas de nature à nous enseigner quelque chose sur la nature ou les problèmes de la Social-démocratie. Mais il dépeint à merveille la confusion qui s'est installée dans les cervelles de beaucoup de socialistes. Le document donne une liste éclectique d'arguments pas trop vulgaires, pas trop criards, pas trop compromettants en faveur de l'Accord tripartite. Il approuve non seulement les nuances du « Tripartisme », mais aussi l'unité du Social-patriotisme en son tripartisme.

Le document commence par un sophisme fondamentalement politique. Ses auteurs considèrent qu'il est impossible d'adopter une attitude indifférente par rapport aux fractions du Pouvoir luttant entre elles ». Pourquoi ? « Parce que la guerre est un "fait indiscutable de la réalité". » Du moment que le Socialisme n'a pas réussi à empêcher la guerre, il doit en profiter. Comment ? Le document ne connaît qu'une issue : « Il faut appuyer du côté où la victoire présente le plus de possibilités du point de vue des intérêts du développement mondial. » Le refus de favoriser un des deux camps est, suivant le document, la méconnaissance de la guerre, le refus d'en user, en un mot, le « boycott ».

Cette conception de base posée en axiome n'est qu'un refus de principe d'une politique indépendante d'un parti gouvernemental. Ces socialistes-impérialistes sont d'avis que le prolétariat est privé des ressources nécessaires à son indépendance politique dans les conditions d'une catastrophe mondiale. Cette faiblesse l'empêche de résoudre les problèmes d'ordre international. Il ne peut profiter de la guerre que dans le cadre national. Compte tenu de ses pertes, des millions de morts et d'invalides, il pourrait

espérer 2 ou 3 millions de francs pour des réformes sociales. Moins les socialistes capitulars sont convaincus de la force du prolétariat, plus ils usent de subtilités.

Le Russe use de subtilités bien plus que tous les autres. Le document expose que le prolétariat est trop faible pour se passer de l'aide d'un groupe gouvernemental, mais il lui assigne un but international. Celui-ci est clair : l'écrasement du militarisme german. C'est une chance pour le prolétariat russe que son devoir international coïncide avec les buts de guerre de l'Alliance Tripartite ! Les sceptiques disent : « Nous avons surestimé les forces du prolétariat. » C'est une explication individuelle et psychologique, ne tenant pas compte du fait que le prolétariat « sous-estimait ses propres forces ». Son estimation de lui-même et de son état général sont en retard par rapport à son rôle dans la production et au degré de son organisation. La psychologie, en dépit des préjugés subjectifs, se révèle comme le facteur le plus frappant de l'Histoire.

Étant la classe la plus opprimée, prenant conscience de lui-même à une époque de réaction mondiale, le prolétariat n'est pas dépourvu de vigueur, mais de confiance en sa force. Par-dessus tout, il lui manque la présomption révolutionnaire. Cette qualité ne provient pas des artifices « du commencement spirituel », comme le pensent les subjectifs, mais des circonstances d'une époque troublée qui place les prolétaires dans une situation telle qu'il n'y a pas d'autre issue pour eux que la voie révolutionnaire. C'est seulement alors que sa formidable énergie passera à l'action et se dévoilera en entier à la collectivité.

Nous autres, internationalistes révolutionnaires, tenons compte dans nos constructions théoriques et tactiques que le prolétariat, créé par le développement capitaliste, entrera tôt ou tard dans la lutte intérieure à laquelle doit aboutir le régime capitaliste. Les auteurs du document parlent de la faiblesse du prolétariat comme d'un facteur indiscutable. Ils s'en servent pour masquer leur opportunisme national-gouvernemental qui ne peut que détruire la confiance du prolétariat en lui-même.

Nous autres, internationalistes révolutionnaires, nous nous donnons comme tâche d'accélérer le processus de libération des prolétaires, de les délivrer des instincts serviles d'une classe opprimée, de leur faire prendre confiance en eux-mêmes : en nous conformant à la logique de fer de notre époque, nous mettons en avant la politique indépendante et social-révolutionnaire de la classe ouvrière.

De là vient notre opposition profonde, fondamentale, avec les auteurs du document.

2. La légende de « la lutte pour la démocratie »

Les écrivains cités plus haut estiment indispensable de pressentir quelles sont les nations dont la victoire favoriserait au mieux le développement mondial ? Par un heureux arrangement des choses, il apparaît que ce sont les démocraties occidentales luttant contre le « monarchisme des Junkers ». Le Tsarisme ? Mais il agit en tant qu'auxiliaire de la Démocratie ! C'est le point de vue officiel français du marxiste Guesde et du Président du Conseil Viviani.

Cette guerre est-elle un conflit de formes politiques ? Est-ce que la forme politique dominante de la bourgeoisie nous renseigne sur la nature des guerres contemporaines ?

Quand la République française se trouve en guerre avec le Maroc barbare et monarchiste, qu'y voyons-nous ? Une réalisation de « l'idée républicaine » ou un élargissement de l'exploitation capitaliste ? La politique coloniale de la Bourse républicaine ne se différencie pas de celle des monarchies. La guerre est menée pour des acquisitions coloniales, pour la conquête de territoires et de mers par les grandes puissances. Les buts de la guerre n'ont rien à voir avec les « principes et les formes de pouvoir ». Nous voyons qu'elle soumet une forme républicaine de gouvernement à des tendances cléricales et réactionnaires. Il y aurait là une contradiction insurmontable s'il s'agissait de « défense de la démocratie » comme pendant la Grande Révolution. Mais, actuellement, la lutte se déroule pour des intérêts impérialistes, aussi bien dans les nations démocratiques que monarchiques. Que la guerre soit menée « pour la démocratie, contre le militarisme » est un mythe, une légende que la rédaction de *Nacha Zaria* utilise pour jeter le trouble dans les esprits et aider les forces socialistes qui sont hostiles au Socialisme et à la Démocratie.

Comme elle a semé l'anarchie dans les relations économiques et politiques, la guerre l'a fait de même dans les esprits. Au nombre de ceux-ci on compte des personnes qui étaient pourtant armées de pied en cap avec l'arme de l'orientation historique : la Marxisme. Tous comprenaient qu'entre l'Angleterre et l'Allemagne, il s'agissait d'un antagonisme capitaliste. Il y a maintenant certains esprits pour penser que la cause profonde de la guerre est la structure semi-féodale de l'Allemagne. Les contradictions irréconciliables nées du développement du Capitalisme sont ainsi expliquées : il y a deux types de nations bourgeoises, les premières, purement militaires, les secondes, démocratiques et pacifistes. Ainsi, si un président se trouvait à la place de Guillaume, la rivalité anglo-allemande se serait « déroulée harmonieusement ».

Le Marxisme a fait place nette de ces illusions et de ces mensonges qui prétendent que le mécanisme de la démocratie aboutit à la lutte des classes suivant un processus « harmonieux ». Qui diffuse ces mensonges et ces illusions sur le plan mondial ? Des écrivains se prenant pour des marxistes.

A. Potriessov étudie, dans *Nacha Zaria*, le mythe des Junkers, les décrivant comme la base du Mal en ce monde. (À noter l'analogie avec le mythe Juif présenté comme le mauvais fondateur du capitalisme.) Notre écrivain, à grands coups de citations de « l'ancienne » (plus de six mois !) littérature marxiste, pour l'opposer à la nouvelle, en arrive à des contradictions mortelles. Il cite l'article de Karl-Émile (Hilferding) suivant lequel « l'Allemagne, tard venue au partage mondial, a trouvé sa "place au soleil" déjà occupée ». D'où la conclusion : « Sans guerre, aucun accroissement colonial de l'Allemagne. » Potriessov paraphrase à sa manière : « Le drame du tard-venu s'exprime ainsi : ou faire la guerre ou refuser l'Impérialisme. » Il semblerait que le cas soit très clair : le développement économique allemand a rendu « l'explication » entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne inévitable. L'Allemagne capitaliste ne pouvant en aucun cas renoncer à son expansion, comment « refuser l'impérialisme » ? Potriessov aboutit à une conclusion incroyable : la victoire de la Démocratie allemande sur les junkers aurait « été le seul moyen d'éviter le sanglant conflit actuel ». En ce cas, que serait-il advenu du développement capitaliste ? Personne ne le sait ! On se demande pourquoi nous sommes passés par l'école du Marxisme.

Les liens entre les junkers semi-féodaux et l'Impérialisme sont prouvés, mais les premiers ne créent pas l'Impérialisme offensif ; au contraire, venu tard, ce dernier conserve les Junkers aux postes de commande.

L'amalgame des classes féodales et capitalistes est un processus qui remplit l'Histoire européenne depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, parallèlement à l'isolement du prolétariat. Ce processus prend en Russie un « tempo » plus accéléré. Conclusion ? La victoire sur les junkers ne délivrera pas l'Europe du militarisme et de l'Impérialisme ; la lutte contre le féodalisme a cessé depuis longtemps d'être un problème indépendant. On ne peut « libérer » le Capitalisme du féodalisme. On ne peut vaincre les junkers qu'en écrasant la base impérialiste de leur domination. Plus exactement : la lutte pour la démocratie est devenue une part de la lutte internationale, social-révolutionnaire du prolétariat.

Un programme de lutte pour la démocratie en accord avec le militarisme capitaliste est illusions et mensonges : illusions chez les dirigés, mensonges chez les dirigeants.

(Naché Slovo, 10 mars 1915.)

NI SUBJECTIVISME, NI FATALISME !

« Pourquoi le Prolétariat est resté silencieux » en juillet 1914 ? Cette interrogation n'est qu'une parcelle de la question générale concernant les motifs de la crise du mouvement prolétarien mondial. Maintenant, au 17^e mois de la guerre, il y a encore moins de possibilité qu'au début de parler de la trahison des « dirigeants » comme de la seule raison de la crise du mouvement ouvrier.

Contre le subjectivisme idéaliste qui relève la tête dans les cercles littéraires, nous formulons l'exigence de rechercher objectivement les causes de cette Crise.

Nous ne pouvons ici que rappeler les traits caractéristiques du développement des partis ouvriers jusqu'à la guerre, qui seuls nous donneront la réponse à la question : pourquoi et comment s'est-il produit ? et en particulier : pourquoi le Prolétariat s'est-il tu pendant les journées de Juillet ? Voici ces traits :

- 1° Le développement du capitalisme sur la base du *pouvoir* national — la signification croissante du marché mondial. Le développement sur la même base du mouvement ouvrier. La lutte professionnelle s'adapte à la situation de l'industrie nationale. La Social-démocratie s'adapte au rapport des forces dans le cadre du parlementarisme national. Les organisations ouvrières prennent une signification nationale nettement tranchée avec une largeur de vue très limitée.
- 2° L'adaptation aux conditions fixées par l'industrie nationale et le parlementarisme a lieu à une époque d'*immobilisme politique et de réaction* dans toute l'Europe occidentale. Les frontières des États et les formes politiques des États conservent un caractère inchangé. Le Parti ouvrier s'habitue à considérer ces conditions comme immuables. Elles sont à la base, subjectivement et objectivement, de son activité.
- 3° L'immobilisme de la vie politique et la possibilité de réformes sociales engagent l'énergie de la Classe ouvrière sur la voie de l'organisation du mouvement. Il se crée

une organisation munie d'une bureaucratie compliquée qui est en proie à la psychose du « fétichisme organisateur ».

4° Les mouvements ouvriers dépendent de plus en plus de la position nationale par rapport au marché mondial. Celle-ci ne dépend pas seulement de ses facteurs économiques, mais de rapports entre les forces militaires (colonies, communications maritimes, « zones d'influence », accords douaniers) ; de là, de nettes tendances de l'Impérialisme dans le Socialisme.

Ces traits caractéristiques se retrouvent à des degrés différents dans les différents pays. Les tendances impérialistes se sont fait jour plus fortement dans le Socialisme allemand en relation avec le caractère rapidement progressif de l'industrie allemande. En France, où les formes gouvernementales démocratiques ont un contenu économique conservateur, l'idée du Socialisme se meut dans le cercle des traditions nationales : la défense de la République et de « l'héritage » de la Grande Révolution. En Angleterre, les tendances impérialistes ont à compter avec la lutte contre le service militaire, danger qui est créé par les besoins coloniaux et maritimes.

Dans tous ces États de vieille culture capitaliste et de vieux mouvements socialistes, les Partis ouvriers se révèlent profondément inféodés au pouvoir. Comme la guerre, qu'elle soit « offensive » ou « défensive » (c'est pareil), menace le pouvoir, les partis ouvriers guidés par leur majorité entrent en lice pour défendre les frontières de leur pays. La politique de la majorité des mouvements ouvriers, rompant avec le principe d'unité de la classe ouvrière internationale, résume en soi tous les traits signalés de la limitation nationale et du possibilisme tactique des Partis ouvriers dans le siècle dernier.

Cette caractéristique des conditions générales préparant la crise de l'Internationale n'exclut pas de se poser la question : quelle est la responsabilité des dirigeants et des partis, de même que le conditionnement historique de l'usure n'exclut pas la responsabilité des usuriers.

L'activité des mouvements ouvriers avait lieu sur deux plans : le parlementaire et le professionnel. Une fois tous les trois ou quatre ou cinq ans, les masses ouvrières étaient mobilisées pour élire un député de confiance, « un dirigeant ». Le parlementarisme n'est pas seulement un système de représentation, mais aussi de remplacement des masses par les dirigeants. La lutte professionnelle du siècle dernier trouvait sa plus haute expression dans le système des tarifs douaniers. De là venait la signification exceptionnelle des dirigeants professionnels, capables « d'inspecter » les marchés et de se rencontrer avec les magnats de l'industrie. L'énorme dépendance des masses, par rapport à l'habileté professionnelle des dirigeants, conférait à ces derniers une responsabilité exceptionnelle. Seul un aveugle ou encore un pédant peut ignorer l'immense signification de la retraite d'un Liebknecht par exemple ou, comme maintenant, celle de vingt députés du Reichstag. Toutes les raisons de la crise du Socialisme ne nous empêchent pas d'applaudir Liebknecht et de réprouver Scheidemann, ou plus exactement de marcher la main dans la main avec le premier et de mener contre le second une lutte

implacable. Rendre responsables au même titre les dirigeants, les partis et les classes, c'est échanger l'explication dialectico-marxiste contre un déterminisme qui ne peut fournir que des conclusions fatalistes et non révolutionnaires.

L'époque écoulée a vu bien des dirigeants différents : des opportunistes, des révolutionnaires, des radicaux et des extrémistes. Le caractère général de l'époque explique pourquoi et jusqu'à quel point certains avaient le pas sur d'autres. Ceci n'empêche pas de poser la question de « l'évaluation » tactique. Les conditions de l'époque ne permirent pas aux marxistes allemands de pénétrer jusqu'aux masses, mais leur rôle critique et révolutionnaire leur a permis d'accomplir un pas décisif vers le seuil d'une nouvelle époque en tant que propagandistes et dirigeants futurs des masses ouvrières.

De même le syndicalisme français. S'efforçant, bien que sous une forme primitive tant en théorie qu'en tactique, d'opposer l'énergie révolutionnaire des masses à la politique limitée du parlementarisme, il n'adopta pas le « caractère non révolutionnaire » de l'époque. Il suffit de dire que c'est parmi les syndicalistes que l'opposition internationaliste a trouvé ses meilleurs porte-parole et ses dirigeants.

On peut prétendre que chaque peuple a le gouvernement qu'il mérite. Mais se limiter à ce jugement, c'est calomnier les peuples, et principalement le Prolétariat russe. La lutte révolutionnaire menée par ce dernier indique qu'il mérite un meilleur gouvernement que le Tsarisme. Ce serait également une calomnie de dire des travailleurs allemands qu'ils ont le Parti qu'ils méritent. Celui-ci se distingue actuellement par son caractère limité, arriéré et son manque de confiance dans le Prolétariat, ne se donnant pas la possibilité d'exprimer son idéalisme et d'aller jusqu'au bout. Si nous ne le comprenons pas, nous coupons les ailes à toute initiative révolutionnaire.

La fatalité veut que les dirigeants qui présentent les caractéristiques de l'époque passée soient ici devant nous comme des ennemis politiques bien en vie. Les identifier fatalement avec la classe ouvrière serait s'enlever le terrain de dessous les pieds.

Nous ne sommes pas des « subjectivistes ». Nous n'attribuons pas uniquement aux dirigeants la faillite de l'Internationale. Nous ne cherchons pas le salut dans le « choix » des dirigeants « fidèles ». Mais nous ne sommes pas non plus des fatalistes. Nous sommes des révolutionnaires marxistes. Dans notre lutte, nous nous appuyons sur les efforts profonds et sans cesse grandissants et objectifs de l'action socialiste et révolutionnaire. Nous menons la lutte contre les « dirigeants » qui trahissent non seulement les meilleures traditions révolutionnaires, mais aussi les buts historiques de la classe ouvrière.

Le Prolétariat mérite une meilleure Internationale que celle que la guerre a détruite. Nous voulons participer à sa création.

(Naché Slovo, 25 décembre 1915.)

LES BABYLONIENS DE LA PENSÉE PATRIOTIQUE

Masslov jugé d'après Plékhanov — Plékhanov jugé d'après Kant — Alexinsky jugé d'après Tikhomirov ³²

« L'esprit russe » est, d'après le poète, habitué à affirmer des lieux communs et à mentir pour deux. Cette contradiction de base qui a placé les socialistes en deux camps irréconciliables a atteint le Marxisme russe. Le nouveau courant, baptisé social-nationalisme, est plus faible en Russie au point de vue politique et spirituel que partout ailleurs. Nous ne voulons pas toucher au côté politique, car il saute aux yeux de ceux qui les tiennent ouverts qu'il se « défend » très bien lui-même du haut de toutes les tribunes, y compris celle de la Douma. Mais la justification théorique de ce social-nationalisme russe n'a pas encore été soumise à la critique. Nous voulons donner aux lecteurs quelque aperçu de cette philosophie nouvelle en nous excusant si les « Babylone de la pensée russe » ne sont qu'une transposition de redites allemandes.

Dans le n° 3/4 de *Naché Slovo*, Masslov, reprenant et approfondissant sa brochure sur les causes de la guerre, s'intéresse à la question de « la guerre et la démocratie ». Il traite les questions politiques avec la condescendance de l'économiste professionnel et se libère du soin d'employer quelque méthode en ce domaine. Il estime que là, le bon sens est suffisant. Cela ne l'empêche pas d'examiner « la non-préparation » du point de vue théorique. La condescendance de Masslov va de pair avec l'étroitesse de ses vues. Il se soucie peu, et c'est ce qui importe au simple citoyen, des critères de « guerre offensive » et de « guerre défensive ». « Il importe peu de savoir qui le premier a déclaré la guerre. » « Ce qui est important, c'est de savoir : quelle nation s'est préparée à l'agression ? » Comment la définir ? Là, Masslov ne nous communique que son point de vue personnel. Le militarisme, comme nous le savons, n'est pas né d'hier. Son développement a été parallèle dans toutes les nations, qu'il s'agisse d'offensive ou de défensive. À un certain moment de ce processus, la guerre a éclaté. Masslov exige de nous que nous sachions quel militariste a préparé l'agression, quel autre la défense ? C'est prendre le taureau par les cornes. Mais que signifie « se prépare à l'agression » ? Le fait-on consciemment ? Il s'agit donc du facteur subjectif du militarisme. Il peut s'agir de la mauvaise volonté du gouvernement ! Comment la définir ?

Si, dans le pays, des gouvernements successifs se sont succédé dans les années précédant la guerre, de quel critère dit-on user pour définir : quel gouvernement a préparé la guerre offensive ? Lequel s'est contenté de préparatifs défensifs ? Peut-être ont-ils eu en vue de déclencher une agression au moment opportun. Les militarismes japonais et américain se développent parallèlement, opposés par leur rivalité dans l'Océan Pacifique. Personne ne peut prétendre que la guerre entre eux soit impossible. Lequel des deux déclarera la guerre. Ceci, nous le savons, ne signifie rien quant à

³² Cet article fut écrit à la fin de 1915 ou au début de 1916, avec l'espoir qu'il passerait au travers de la censure russe. D'où une certaine tenue dans le langage, d'où également le choix d'exemples japonais et américains au lieu d'exemples européens, pourtant plus proches. Cependant cet article ne vit pas le jour. Il a été reproduit d'après le manuscrit que nous avons conservé. Les expressions trop antiques (d'Esopé) ont été remplacées par des termes plus simples, plus « soviétiques », dans l'intérêt du lecteur.

l'essence même de la question. Et nous demandons à Masslov de nous expliquer avant la déclaration des hostilités, lequel des deux antagonistes se livrera à la guerre d'agression ? Nous avons grand peur qu'il ne puisse rien déclarer de vraiment clair sur ce point. Notre ami, le socialiste nippon Kata-Yamé, s'il lit attentivement *Naché Diélo*, doit pouvoir décider : quel est l'agresseur, le Japon ou les États-Unis ? Comme la politique suivie des deux côtés ne donne aucune réponse, il ne restera plus à Kata-Yamé qu'à « flanquer » par la fenêtre le fameux critère de Masslov.

Ce dernier se rend bien compte que son affaire ne tourne pas « bien rond » Il tente de soutenir le « subjectif » par « l'objectif ». « La Belgique, la France et l'Angleterre ont déclaré la guerre à l'Allemagne. » « Pourtant, elles ne le désiraient pas et ne s'y étaient pas préparées. »

Il semblerait que toute l'affaire consiste en ceci : il importe eu de savoir à quoi le pays s'est préparé, mais il faut se demander s'il était prêt à la guerre au moment de la déclaration de celle-ci. Ce critère nous paraît plein d'espérances, car il donne la possibilité de vérifications objectives.

Malheureusement, celles-ci ne peuvent se faire que *post factum*, c'est-à-dire, quand la guerre a déjà beaucoup bouleversé et détruit et que l'on peut constater : qui est prêt et qui subit des défaites. Par conséquent, et reprenons notre exemple dans l'hypothèse d'une guerre américano-nipponne, Kata-Yamé doit-il attendre pour se prononcer que son Empereur soit battu ? Si la machine de guerre se révèle mauvaise, Kata-Yamé doit conclure : c'est que le Mikado ne s'était pas bien préparé. Mais pouvait-on construire une solide machine de guerre en se préparant pour la défensive ? Et inversement, peut-on passer à l'offensive avec de médiocres moyens ? À ce sujet, il existe en japonais un excellent dicton : « De l'ambition pour un rouble, des munitions pour un centime. » Le Mikado peut avoir en tête de conquérir San-Francisco, mais les « rats » de l'Intendance lui ont si bien grignoté son artillerie qu'il est obligé de renoncer à son plan. Est-il vraisemblable que la conduite des socialistes nippons dépende de la vigueur des rats de l'Intendance ?

Visiblement, Masslov doute de ses propres arguments et se cache dans l'ombre de l'Autorité ! « Dans son article, Plékhanov a remarqué (très justement ! très intelligemment !) que celui qui se refuse à trancher la question : qui est l'agresseur se reconnaît comme incapable de porter un jugement sur la guerre. »

Sur la « très haute intelligence », nous ne discuterons pas avec Masslov ; il a les documents en mains. Nous constatons que les mêmes socialistes, se cachant derrière « la défensive », n'ont rien dans le ventre. Masslov, pas plus que celui qu'il flatte, Plékhanov, ne s'attaquent à l'essence de la question. Ils pensent que tout est démontré depuis longtemps : l'union des prolétaires avec la bourgeoisie et le Pouvoir face à la guerre est pour nos deux écrivains la base du programme socialiste ; mais ce n'est pas pour tous la même chose, en aucun cas pour Berlin, mais là seulement où la patrie se trouve sur la défensive. La nation attaquée se défend. Qui attaque ? Celui qui s'est préparé ! S'est préparé celui qui réellement s'est consacré à ses préparatifs ! Le Socialisme non seulement le reconnaît, mais a été bâti là-dessus presque exclusivement. Pour vous en convaincre, dit Plékhanov, il suffit de se familiariser avec la résolution des

partisans de Jaurès au Congrès du Parti socialiste français à Limoges, en 1906. Là, il fut dit le plus ouvertement du monde que le prolétariat français se sentait obligé de défendre son pays et avait le droit de compter sur l'appui des prolétaires des autres nations. Il nous semblait que le Manifeste du Parti Communiste où il est affirmé que le prolétariat n'avait pas de patrie, présentait un caractère plus général pour le mouvement ouvrier mondial que la résolution de Limoges. Mais récemment, les Plékhanov et Masslov se sont convaincu que la pierre d'angle du socialisme était la défense du pouvoir bourgeois « s'il était agressé » ! Naché Diélo hausse les épaules de façon méprisante au sujet des « anarchistes » et autres « malappris » qui n'ont pas suivi les cours de science social-patriotique. Mais où s'inscrit-on à ces cours ?

Parfois Bebel est cité, bien que peu volontiers, car il est allemand et par les temps qui courent... et, bien que défunt, il ne peut être regardé comme une autorité. La même pensée, formulée en une langue qui est un mélange de limousin et de patois de Nijni-Novgorod, en acquiert un caractère plus combattif.

Il faut reconnaître que Bebel avait déclaré « que la Social-démocratie devait participer à la défense de l'Allemagne si celle-ci était attaquée ». Ce point de vue assez vaguement formulé, Bebel l'avait défendu mollement contre les critiques des marxistes allemands. Au congrès tenu à Hesse, Kautsky, qui ne s'était pas encore désolidarisé de l'œuvre de sa vie entière, répliquait à Bebel : « Nous ne pouvons partager l'esprit belliciste du pouvoir, chaque fois que nous sommes convaincus d'être menacés d'agression ; Bebel a raison de proclamer qu'en 1870 nous sommes allés bien loin et que maintenant, nous sommes à même de juger si nous avons affaire à une agression réelle ou fabriquée. Je ne prendrai pas la responsabilité d'une telle décision. Je ne suis pas convaincu que nous pouvons nous assurer de la bonne foi de notre gouvernement... Hier, l'Allemagne était l'agresseur, demain, ce sera la tour de la France, après-demain, celui de l'Angleterre. Cela change continuellement. En réalité, la guerre a pour nous une signification internationale car, entre les grandes puissances, elle aboutira à un conflit mondial. Mais le gouvernement allemand peut très bien arriver à convaincre ses prolétaires qu'il est victime d'une agression ; le gouvernement français en fera autant en toute bonne foi. Nous pouvons y mettre obstacle si nous prenons comme critère non la question de défensive ou d'offensive, mais celle de défense des intérêts des prolétaires. »

Ce point de vue de Kautsky est peut-être une exception ! Il s'en fallut de peu. En citant la résolution patriotique de Limoges, nos sociaux-patriotes oublient que l'histoire socialiste ne sort pas du Jauressisme et ne se termine pas en 1906. Il y eut par la suite les Congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle. Ils s'occupèrent tout spécialement de sujets concernant le militarisme, l'Impérialisme et le danger croissant de la guerre. Les résolutions adoptées par ces Congrès soulignent que le péril provient de la rivalité des grandes puissances impérialistes. Elles refusent aux gouvernements toute aide de la part du prolétariat et recommandent à tous les partis socialistes l'agitation dans le but d'accélérer la révolution sociale.

Pas un mot que la question de « défense » en tant que critère ?

Nul ne se permit de poser ainsi la question. Il semblait que tous voyaient clairement que l'Impérialisme est par nature agressif et que la guerre résulterait du choc de tendances agressives adverses.

Il faut être très prudent quand on aborde ces questions d'ordre général exposées dans l'esprit de *Naché Diélo*.

Dans le cadre d'un conflit très limité comme celui entre la Norvège, qui voulait vivre indépendante, et la Suède qui voulait l'obliger à l'union, appliquons les critères « d'offensive » et de « défensive ». Mais peut-on comparer cette lutte de caractère quasi-provincial avec cette guerre où s'affrontent deux géants afin de pouvoir piller un troisième État, un quatrième, etc. ?... Ce faux critère de « la défensive », qui ne vaut absolument plus rien à notre époque de conflits impérialistes, a survécu dans quelques cercles socialistes comme l'héritage de temps plus primitifs, quant aux relations internationales, en tant que moyen d'orientation dans la politique mondiale.

Que représente alors la citation tirée de Kautsky ? Rien ! Son auteur lui-même ne s'est pas tenu à la hauteur des circonstances. L'irréalité d'un critère qui passe tout à fait à côté de la question, n'a pas échappé à ceux qui gardaient la tête froide. Mais, tout compte fait, la question ne se résout pas par des corrections apportées à des textes. Ne pas vouloir accorder les vieilles opinions aux nouveaux événements n'est qu'une regrettable lâcheté intellectuelle. Elle vient de cette notion de « défense ». Ce contre quoi Kautsky a mis en garde, ne s'est-il pas réalisé de façon horrible ?

Masslov cite dans sa brochure l'article de l'écrivain de guerre allemand, suivant lequel les guerres actuelles ne peuvent être menées que dans des buts impérialistes, mais que pour entraîner les masses, il leur faut des slogans nationaux, politiques, moraux et religieux, en riposte à l'agression. On peut extraire un tas de citations semblables d'auteurs anglais, français et autres. Masslov introduit la citation « immorale » de l'auteur allemand et hoche la tête. Pendant ce temps-là, des Masslov allemands répandent des tonnes de littérature sur la guerre « défensive » et « offensive » et placent des plus et des moins là où Masslov a placé des moins et des plus. Si le Masslov russe parlait moins d'une non-préparation théorique étrangère, il lui resterait plus de loisirs pour penser à la sienne. Il se serait convaincu que les plumitifs germaniques ne deviennent pas plus convaincants en se faisant mal traduire en langue russe.

On en conclut que Masslov, dans sa recherche de Plékhanov, s'est totalement fourvoyé et qu'il reste désespérément éloigné du développement de la philosophie social-patriote. Une fois mis sur le droit chemin des critères formels de la politique internationale, Plékhanov use avec plaisir de l'éthique positive kantienne : « "Dans la création, il y a tout ce qui est utile, et ce qui est utile à sa signification en tant que moyen, mais l'homme... est une fin en soi" : c'est la loi morale dont l'humanité civilisée prend peu à peu connaissance. Elle contient fondamentalement ce droit à "la politique extérieure du prolétariat". »

Maintenant la question s'éclaire de très haut. Nous savons que Plékhanov est insatisfait de la Social-démocratie de la lutte des classes, mais par le fait que la conduite du gouvernement allemand lui semble une violation des lois morales édictées par Kant. En ce cas, comme du côté de l'Entente, les États capitalistes regardent les autres

peuples comme les moyens, non comme des « buts en soi », Plékhanov considère qu'il est du devoir du Parti ouvrier de soutenir le militarisme national. La question, comme on le voit, s'élève à une hauteur philosophique vertigineuse ! En adoptant ce point de vue, il est complètement inutile de rechercher qui a commencé la guerre et qui s'y est préparé. Il faut simplement se demander : « Au nom de quoi se fait la guerre ? » Ainsi, par exemple, si le Mikado s'aperçoit que les États-Unis menacent de regarder le Mexique non comme « un but en soi », mais comme « un moyen pétrolifère », et s'il déclare la guerre pour défendre l'Impératif catégorique de Kant, et lui redonner sa pureté primitive, Kata-Yamé n'a plus à douter... Qu'il mette ses crédits financiers et moraux au service de son gouvernement. Celui-ci se trouve bien sur le droit chemin.

Nous nous apercevons seulement combien Masslov est attardé ! Il est vrai que même Plékhanov qui, avec l'humanité civilisée, s'est hissé peu à peu à la connaissance de l'impératif kantien et à son application par les méthodes impérialistes, continue d'insister sur les critères de la guerre défensive et offensive. « Dans le premier cas seulement, la participation des prolétaires conscients est obligatoire. »

IL est visible que cette terminologie surannée souligne les étapes de la pensée plékhanovienne, car le terme « guerre défensive » doit s'entendre dans le sens philosophico-moral et non empirique. Chaque guerre peut être qualifiée de « défensive » si elle appuie la reconnaissance d'une loi morale, indépendamment de qui a le mieux aiguisé son couteau et est le premier entré en action. Plékhanov dit franchement : « L'exploiteur opprime, par conséquent, il attaque ; l'opprimé s'efforce de se libérer, par conséquent, il se défend. »

Afin de ne blesser personne, tenons-nous-en, comme précédemment, aux exemples purement hypothétiques. Les États-Unis se jettent sur le Mexique ; le Japon intervient, répondant à l'appel de l'impératif catégorique. L'Amérique est l'agresseur ; l'offensive japonaise correspond au sens moral de la guerre « défensive ». Conclusion : Kata-Yamé a les mains libres. Il pourra toujours dire que si l'attaque nipponne est victorieuse, le Mikado agira envers le Mexique « libéré » non comme envers un « but en soi » mais... de la façon la plus éhontée ! Par conséquent, le vieux Kant devra de toute manière se « retourner dans sa tombe » ! Plékhanov, qui complète sa métaphysique morale par une dialectique des plus sophistiquées, aura la consolation de savoir que Kant se retournera deux fois : la première à cause de la violation, la seconde à cause de l'affirmation de ses impératifs moraux. Conséquence : il se retrouvera dans sa position primitive ! Mais le Mexique ne s'en trouvera pas mieux pour autant !

Dans notre exemple, nous avons fait le choix du méridien de Tokyo. Mais, sur celui de Washington, il y a aussi des candidats au Kantisme. Dès que le Japon enverra ses mouilleurs de mines et ses sous-marins démontrer, aux dépens de la flotte américaine, la vigueur de l'impératif moral, Sir Wilson se souviendra que le Japon vient de traiter la Chine (en lui imposant un traité) de telle façon que cette dernière se trouve dans la situation d'une colonie nipponne. Comme il s'agit de transformer le peuple de « but en soi » en « moyen », la marine républicaine recevant l'ordre de rétablir la justice aura tous les droits quant à un appui des socialistes américains. Si ces derniers, oubliant leur programme et les résolutions de maints Congrès, se mettent à agir à la manière plékhanovienne en faveur d'une politique internationale kantienne, nous verrons... Ce que

nous pouvons voir en Amérique et en Asie, nous le verrons en Europe ! mais ceci nous l'avons déjà vu... De là notre supériorité ! Nous n'avons pas besoin de deviner, nous possédons l'expérience et nous l'avons payée cher...

La position intérieure de Plékhanov souligne le drame spirituel de cet homme qui pendant trente ans popularisa le Marxisme et qui, au moment crucial, l'échange contre la méthode de Kant ! Quel triomphe, ceci pourrait être pour les Boulgakov, Struwe et Berdiaev s'ils n'étaient pas depuis longtemps convertis aux méthodes du bienheureux Augustin !

L'impératif moral de Kant est la transposition métaphysique de la lutte du Tiers-État pour son émancipation. La bourgeoisie a cessé d'être un « moyen » et est devenue « le but en soi » depuis qu'elle a brisé les barrières féodales. La norme morale kantienne a trouvé politiquement son expression dans le régime démocratique. Mais dans notre société de classes, le prolétariat court, attelé par le Capitalisme, comme le cheval qui fait tourner la roue du moulin. Placer la politique socialiste sous le contrôle suprême de l'impératif kantien, c'est situer la lutte des classes au niveau des normes de la politique démocratique — ce qui signifie : capituler devant la société de classes. On peut affirmer que le principe kantien prend ici un sens plus « élevé » et qu'il trouvera sa matérialisation définitive dans le collectivisme où le travailleur cessera d'être un « moyen » du capital exactement comme Jaurès voyait dans le Socialisme la matérialisation des principes de la démocratie républicaine.

On ne peut interdire de mélanger le collectivisme aux élucubrations des philosophes et aux systèmes des religions, pas plus qu'on ne peut défendre de se peindre le nez en couleur lilas. On peut trouver au Socialisme des apparentements avec la philosophie de Kant, l'enseignement du Christ ou de Confucius. Mais situer la lutte des classes sous le contrôle des principes moraux kantien, chrétiens ou de Confucius, c'est ouvrir un crédit illimité à la société qui a besoin de « normes obligatoires » contre les normes de classe du prolétariat. Du point de vue d'une lutte des classes se déroulant réellement, accepter l'idée du « but en soi » et du « moyen » est le fait soit d'une indigence d'esprit totale, soit d'un mensonge réactionnaire. Disons mieux, l'indigence d'esprit aboutit automatiquement au mensonge. Contre le « briseur de grèves » qui ne veut pas servir de « moyen » aux buts de la collectivité, le prolétariat use de l'arme puissante de la discipline, et il affirme ses droits non sur un plan métaphysique, mais sur celui — psychologique — d'action de classes luttant pour sa libération.

Le social-nationalisme ne peut que transformer un prolétariat parvenu déjà à un haut degré de conscience en « un moyen » pour des buts qui lui sont étrangers et même hostiles. Comme Plékhanov se sentait gêné en truffant le Marxisme de sophismes, il chercha des arguments théoriques plus favorables pour la politique du social-nationalisme. Il fut obligé, en ses vieux jours, de prendre la route de la philosophie normative, avec la besace de mendiant, dans sa recherche des impératifs catégoriques moraux. « Tu as vaincu, homme de Koenigsberg ! »



Si Plékhanov apporte au social-nationalisme des traits philosophiques, il en va autrement pour Alexinsky qui, lui, est le type du comique agressif. Le comique a deux

genres : le simple et le méchant. Alexinsky est le type achevé du bouffon méchant. Jeté sur les rivages de la Social-démocratie par la vague peu sélective de la Révolution de 1905, il donna libre cours à sa méchanceté à la tribune de la II^e Douma. Mais cette époque se terminant, le laissant enragé. Il prit place dans l'aile extrémiste gauche du Parti bolchevik. « Boycottant », « refusant de participer », il vit, dans la participation de la fraction bolcheviste aux élections de la Douma, une négation des principes de la Grande Année. Il n'y avait pas un homme politique russe qu'il n'eût accusé de collaborer avec la Russie du 3 Juin. Il n'avait qu'un rapport avec l'impératif moral kantien : regarder sa personne comme « le but en soi ». Fatigué de son gauchisme qui lui faisait attaquer tous ceux qu'il situait « plus à droite », ayant épuisé toutes ses ressources spirituelles, Alexinsky ne pouvait pas ne pas considérer la guerre comme une possibilité heureuse de sortir de l'impasse politique dans laquelle l'enfonçaient plus profondément ses efforts pour remonter sur l'arène politique. S'il était auparavant le plus « à gauche », il s'avérait maintenant le plus « à droite ». Son orientation était avantageuse : le social-patriotisme, non seulement renouvelait ses ressources spirituelles, mais lui ouvrait le champ immense des possibilités de « s'insinuer » sur une échelle gouvernementale et même dans le camp des Alliés, alors qu'hier encore le gauchisme extrémiste le confinait dans les cadres étroits de la fraction du Parti.

Il commence son action patriotique sous le drapeau de la lutte contre le militarisme prussien dans le journal parisien *Le Bonnet Rouge*. Il tire certaines indications d'un journal publié à Paris, *Goloss* qui, d'habitude, n'est pas tendre pour les sociaux-patriotes « habsbourgeois », concernant les sombres manèges auxquels se livrent certains Ukrainiens, indications qui tendaient vainement à faire croire à un contact entre le Haut-Commandement autrichien et des émigrés russes en Suisse. Alexinsky, non seulement ne recherche pas l'authenticité de la source d'informations, mais construit son article de façon à renforcer les rumeurs qui lient *Goloss* et *Naché Slovo* à certains fonds mystérieux et provenant tantôt des Hohenzollern, tantôt de Ratchkovsky. En la personne du rédacteur en chef de *Sovreménni Mir*, Jordansky, possédant une suffisante vivacité d'esprit, Alexinsky trouva le patron qui lui convenait.

Accueilli en frère, avec ses « révélations ukrainiennes », par les aboiements de la presse réactionnaire, Alexinsky tenta de se justifier en se tournant vers son informateur *Goloss*. Mais cet effort pour se disculper est un peu tardif et ne fait que rendre plus évidente sa tentative de charger quelqu'un d'autre du poids de son déshonneur. En vain ! Les révélations de *Goloss* tendaient à un assainissement des mœurs dans les milieux d'émigrés. Celles d'Alexinsky ne tendaient qu'à rendre service aux ennemis de ces milieux. Il tenta, par la suite, de calomnier l'irréprochable socialiste roumain Racovsky. Démasqué et amené au pied du mur, il ne fit pas un effort pour se racheter, mais passa en silence à l'ordre du jour, c'est-à-dire retourna à ses activités dans le domaine des « insinuations d'ordre patriotique ».

Sans cesse confondu, méprisé, s'enfonçant de plus en plus dans la boue de la réaction, Alexinsky continue dans le brouillard social-patriote à tenir haut son nouveau drapeau et témoigne du degré de bassesse auquel peut amener le social-nationalisme quand on puise son idéal, non dans la morale de Kant — « Propositions fondamentales à la

métaphysique des mœurs » —, mais dans la brochure de Tikhomirov : « Pourquoi j'ai cessé d'être révolutionnaire. »

Telles sont les Babylone de la pensée natale. « Notre train ne roulera pas comme celui de l'Allemand... »

Si Plékhanov a dénoué tous les liens philosophiques en faveur de tous les Alexinsky, notre Sudekum russe tordra le nez à l'Allemand, démontrant, sans bouger de place, que, dans l'intérêt de la morale et de la patrie, il est prêt à se dépouiller des accessoires vestimentaires indispensables.

LEUR LITTÉRATURE

À la place du tour d'horizon du *Nouvel An*

L'année écoulée a été le témoin de la naissance, du développement et, en quelque sorte, de l'épanouissement d'une nouvelle branche de la littérature russe : la littérature social-patriotique. Pendant les premiers mois, les sociaux-patriotes russes se contentèrent d'une propagande orale. Mais, petit à petit, ils en arrivèrent à l'imprimé. La route leur fut frayée par le créateur du Marxisme russe, Plékhanov, celui qui a ouvert de nouveaux horizons à notre génération en affirmant que l'armée russe était composée de lions commandés par des ânes... Peu après se produisit un changement remarqué au sein du Haut-Commandement. Dans les cercles sociaux-patriotes et dans la rédaction de *Prisiv*, la question suivante n'est pas encore tranchée : dans quel sens le changement s'est-il effectué ? Approbation ou refus de l'aphorisme de Plékhanov ?

Ce qui est le plus clair est la faculté d'adaptation de Plékhanov pour appliquer les impératifs moraux kantien à la réhabilitation définitive de la diplomatie tzariste. Cela se concrétisa au moment où les armées russes avançaient en Galicie et que tout espoir de conquérir Koenigsberg n'était pas encore perdu. L'annexion philosophico-patriotique par Plékhanov du penseur de Koenigsberg ne pouvait pas ne pas élargir la pensée social-patriote. Depuis, beaucoup d'eau a passé sous le pont ! Pas besoin de Kant pour justifier la guerre libératrice des Balkans ou la mission historique du Tzarisme en Perse. Nous attendons de l'école plékhanovienne qu'elle nous explique : en quoi l'occupation de la Perse est un contre-poids moral à l'invasion de la Belgique. Si nos partisans de Kant approuvent la guerre, ils approuvent Grégouss en Galicie ; donc, ils se doivent d'approuver Liakhov en Perse. Il y a sept ans, ce dernier faisait pendre par les pieds les démocrates de Téhéran, mais il ne s'agissait que de l'expansion pogromiste russe. Maintenant, c'est autre chose. Liakhov a appelé au pouvoir le vieux Perse « béni-oui-oui », Fahraman-Farma, et apparaît comme le soutien prédestiné de la Justice et du Droit. Les faits matériels ne sont rien si l'idée ne les spiritualise pas.

À l'opposé, dans le champ d'action du social-patriotisme se tient le sieur Alexinsky. Le rapport entre ce type et « l'impératif moral » est à peu près le même qu'entre ma tante et le Code criminel. D'un autre côté, peut-on considérer ses « travaux » comme de la littérature ? Et pourtant, on ne peut pas plus l'exclure de la branche social-patriote qu'on ne retire une parole d'une chanson. Sans lui, sans son parfum si particulier, le social-patriotisme est insipide. En fin de compte, retirez Plékhanov qui réconcilie Kant et

Liakhov, retirez Alexinsky et Voronov, Argounov et Bounakov, c'est-à-dire les publicistes qui descendent en droite ligne de Tiapkine-Liapkine, de Kifa-Mokiévitch, dans le meilleur cas de Kosma-Proutkov. Cette filiation spirituelle a sa supériorité, sans contredit, car elle témoigne de traditions bien enracinées et s'avère être même un guide indispensable au social-nationalisme. Tiapkine-Liapkine... le petit-fils est semblable au grand-père...il ne s'embarrasse pas de méthodes... là réside sa force. Bien sûr, rien n'en sort qu'une imbécillité délirante, « il y arrive tout seul, par la vertu de son seul esprit ». La remarque : « Beaucoup d'esprit est pis que son absence totale », ne s'applique en aucun cas à nos sociaux-patriotes...

Qui a lu le journal disparu *Novosti* et lit maintenant *Prisiv*, respire, content ou non, toutes les bouffées des parfums de Kifa-Mokiévitch et de Tiapkine-Liapkine. « Ici un motif fin et plus politique... » ainsi commence leur article de tête. Cela signifie exactement : « La Russie... oui... veut mener la guerre... et les ministères... » En plus simple, pour *Novosti*, comme pour son descendant *Prisiv*, c'est l'Allemagne qui veut mener la guerre, et les ministères russes montent la garde pour protéger la démocratie.

Ces derniers mois, la presse social-patriote s'est enrichie d'une nouvelle publication... (Il ne manquait plus qu'elle !) *Svobodnoe Slovo* de Deutsch, publiée à New-York. Nous ne pouvons-nous permettre d'en parler ! Autrement Deutsch nous rappellerait qu'à l'âge où nous nous traînions sous la table, il avait déjà derrière lui la théorie de la plus-value et nous démontrerait, aussi clair que le deux fois deux, que nos articles seraient une offense envers notre grand-tante dont il a écrasé les orteils le 13 Janvier 1876.

Nous pourrions lui rétorquer que nous n'avons jamais eu une pareille tante ! Mais cela exigerait des témoins, des recherches dans les actes d'état-civil, trop de témoignages. Il vaut mieux esquiver le danger. Il nous reste encore la littérature légale social-patriote. Il est indubitable que la production politique de Masslov et de Tchérévanine soit directement influencée par les histoires de Tiapkine-Liapkine. À la lecture de Nacha Zaria et de Naché Diélo, on peut difficilement croire que le Marxisme, en Russie, a livré une telle lutte au « subjectivisme et au libéralisme » et que la Social-démocratie russe ait passé par l'épreuve de 1905. Sous la phraséologie « pseudo-marxiste », passe le bout de l'oreille du citoyen que l'Allemand a mis en colère.

Reconnaissons cependant que cette presse n'a pas la stupidité et les traits caricaturaux de la presse social-patriote émigrée. Nul doute que la proximité de Sazonov et de Khvostov n'exerce une action salutaire. Mais le plus grand service est rendu... par la censure. Elle fournit à notre presse la possibilité de ne pas pousser ses démonstrations jusqu'au bout, de ne pas « méditer » ses pensées jusqu'au fond. Que de réputations libérales et radicales ont été sauvées au bon vieux temps ! Mais malheureusement pour nos sociaux-patriotes, nous ne sommes plus au bon vieux temps ! La Révolution a éclaté il y a 10 ans ! Ce qu'on ne démontre pas maintenant, on le fait ! Ouspensky a écrit : « La caractéristique de "l'Intelligentsia" russe est "l'honorabilité de la pensée" et "le parasitisme de l'action" ». À la vue des rédacteurs de *Naché Diélo*, nous pensons que « l'honorabilité » est écrasée par le « parasitisme ».

Nos sociaux-patriotes l'ont bien senti, et ils préparent pour le Nouvel-An un ouvrage collectif rédigé par les vingt députés (comme en Allemagne exactement) qui ont voté

contre les crédits militaires. Cette œuvre s'intitulera « Auto-défense » (auteurs : Potriessov, Bibik, Koubikov, ect.).

S'il faut en croire la presse légale (en ce cas particulier aucune raison de ne pas la croire), le caractère de cet ouvrage fondamental est tel qu'il ne nous restera plus qu'à le désigner du doigt aux masses en proclamant : « Ici reposent les cendres de vingt ex-sociaux-démocrates ! »

(*Naché Slovo*, 1^{er} janvier 1916.)

« AUTO-DÉFENSE »

1. « Il faudra »

Il y a quelques années, en pleine contre-révolution, un groupe bien connu de l'Intelligentsia Kadet, ayant comme chef P. Struwe, publia son programme sous le titre *Vekhi*, dans lequel il rompait définitivement tout lien avec le « radicalisme irresponsable » et adoptait le point de vue gouvernemental. Maintenant une partie de l'Intelligentsia marxiste publie une revue qui, selon un de nos camarades, serait l'équivalent de *Vekhi*, digne du social-patriotisme russe.

Dans cette revue, douze auteurs : comme les apôtres. L'un d'eux, Sédov, a semblé suspect à la censure et elle a biffé son article en totalité. Mais l'esprit de Sédov qui, suivant *Naché Diélo* est « notre internationaliste », est imprimé dans la revue, car dans la préface, il est déclaré ceci : « Les idées d'internationalisme et d'auto-défense engagent tous nos collaborateurs, sont ainsi liées toutes les différentes nuances de la collectivité contemporaine, qui sans le moindre doute se rencontrent chez les écrivains. »

Chez ceux-ci, il y a non seulement des différences mais aussi des contradictions et des oppositions (devons-nous employer ce mot déplacé de « profondes » ?). L'argumentation de ces auteurs est toute superficielle. Mais par-dessus toutes ces oppositions, ils sont tenus ensemble par une union réelle, indéniable !... Celle de la capitulation devant la bourgeoisie et le gouvernement. Ils tournent le dos au Socialisme révolutionnaire et ne sont pas capables de mettre en ordre leur argumentation « socialiste ».

Nous nous occuperons de cette argumentation non pas pour sa valeur théorique qui est nulle, mais pour sa signification démonstrative qui est indubitable. La revue est le témoignage frappant que si, en France, l'auto-liquidation du Socialisme a dû prendre une forme ministérielle, il suffit qu'elle prenne, en Russie, la forme de « l'idée de défense ».

Avant tout, nous désirons donner au lecteur la possibilité de sentir « l'esprit » général de la revue. Il n'y a pas de meilleur moyen que de laisser parler les auteurs.

L'article de tête est signé : V. Zassoulitch. Ce nom appartient à l'histoire de la Révolution russe et à celle de notre Parti. C'est pour ce motif que nous aurions voulu passer à côté de l'article. Mais... l'article est en tête dans les *Vekhi* du social-patriotisme et, par conséquent, il appartient à l'Histoire : c'est l'ennemi politique contre lequel on doit mener une lutte implacable.

« Depuis le début, j'ai souhaité — et je souhaite toujours — le plus complet écrasement de l'Allemagne. Je suis inspiré non seulement par l'amour de la patrie, mais par mon souci des "démocraties occidentales". L'Allemagne par ses nouveaux moyens de mener la guerre provoque chez l'être humain l'indignation et la répulsion. »

Le « clou » de la revue est sans contredit l'article d'A. Potriesov. « L'Internationale est en ruines. Non seulement les gouvernements sont en lutte, non par peur, mais par conscience, mais aussi les peuples et, en tête, le peuple des travailleurs. Qui a brisé le monde des masses laborieuses et démolit leur unité ? », Demande l'auteur. « Le cours des événements donne la réponse indiscutable et claire : *l'idée de patrie*. » Mais cette idée qui a réduit « l'Internationale en ruines » est trompeuse ? Pas du tout, au contraire. « Le prolétariat peut perdre beaucoup : son capital de travail et de luttes... » Et voici les conclusions concernant la Russie : « Nous n'avons pas encore de patriotisme en tant que sentiment de masses, c'est pourquoi gagner la Russie au patriotisme, c'est aussi œuvrer pour l'Europe... » Le citoyen patriote offrira (il faudra !) sa vie sur l'autel de la patrie ! (que le lecteur nous pardonne, mais comment ne pas s'écrier « comme ils écrivent bien les hobereaux de Kursk ! »). Et voici l'appel vibrant de la conclusion : « À travers le patriotisme (il n'y a pas d'autre chemin), nous marchons vers le royaume international de la fraternité et de l'égalité ! »

Ivan Koubikov (un ouvrier, non sans quelque renom) écrit sur « la classe ouvrière et le sentiment national ». Il reconnaît que « parmi les socialistes de tous les pays, on trouve des Sudekum qui déshonorent la grande idée de l'Internationale ». « Mais l'amour de la patrie n'est pas un vain mot (page 27). » « Seuls de purs nihilistes peuvent prétendre que les masses ne se sentent pas concernées par la perte de 18 provinces. » Plus loin, Koubikov recourt à la forme poétique : « Aie pitié de la patrie en larmes et en loques ! » Nous voyons que les ouvriers de Pétrograd ne sont pas plus piètres écrivains que les hobereaux de Kursk...

Masslov répète que l'Allemand menace le système douanier, par conséquent l'industrie, par conséquent le prolétariat : « Non seulement la bourgeoisie allemande mais les dirigeants de travailleurs allemands sont sur le chemin de la politique conquérante... Ces appétits qui ne visent qu'à détruire le bien-être des prolétaires des autres pays, ne peuvent s'éteindre que si l'on oppose à la politique conquérante de l'Allemagne une résistance décisive. »

K. Dmitriev écrit : « Le seul slogan possible actuellement de la démocratie russe est le suivant : par la défense de la patrie, nous protégeons le monde libre assurant en même temps les intérêts des peuples ayant signé un accord avec nous. »

Anne [Jordan] écrit : « Tous les partis marxistes européens ont considéré la guerre sous l'angle du développement économique, c'est-à-dire qu'ils sont restés sur le terrain du Marxisme. Mais (écoutez !) comme chacun d'entre eux a jugé son pays en état de défense, tous, croyant au rétablissement de l'Internationale, ont pris les armes ! » Comme Anne a jugé que son pays était attaqué (il est clair que la défense de la Russie en Arménie et en Perse n'est pas encore terminée), se soumettant « au rétablissement de l'Internationale », Anne a appelé aux armes.

V. Volsky se soulage sur un quelconque député de gauche qui demandait : « Qu'attendez-vous, vous autres, partisans de l'auto-défense, de la classe ouvrière ? Le travailleur ne se surmène-t-il pas dans les usines, dans les manufactures, ne supporte-t-il pas le poids de cette guerre, ne meurt-il pas sur les champs de bataille ? » Voici la réponse de Volsky : « Il ne suffit pas de peiner et de mourir en exécutant des ordres. » Il faut consacrer à sa tâche « toutes ses forces non seulement physiques, mais encore intellectuelles et morales ». Autrement dit : on se f... pas mal de ce que le prolétaire sacrifie son corps au militarisme... Nous exigeons aussi son âme !

E. Maievsky et V. Lévitky écrivent ce à quoi ils se sont condamnés jusqu'à la fin de leurs jours : « sur les problèmes généraux de la nation ». « La bourgeoisie est dans l'impasse, nous affirme Maievsky, — sa plus récente découverte ! La démocratie des travailleurs, dans l'intérêt de la défense du pays, doit tirer l'opposition bourgeoise de cette situation... » Lévitky insiste encore : « Le mouvement qui se pose le problème de résoudre les questions omni-nationales touchant des classes diverses, réclame une immense assistance civile et est le seul capable de sortir la Russie des difficultés, tant intérieures qu'extérieures, où elle s'est "fourrée". »

A. Bibik explique que : comme les junkers se sont fait obéir des socialistes allemands, « arme docile des Junkers prussiens », voici la manière dont il faut aller à leur rencontre : « ni vêtu de blanc ni les palmes à la main » (le Junker russe conseille à tous les partisans de Bibik de se vêtir comme ils l'entendent et de s'armer, selon leur goût, de palmes ou de fusils). Ensuite Bibik nous fait savoir « qu'une écrasante majorité des émigrés russes en Belgique et en France sont sous les armes ». Certes le « Hamletisme » sévit encore en Russie mais la pensée de notre travailleur collectif a achevé de tracer le cercle : *le travailleur russe a, lui aussi, une Patrie et cette Patrie se trouve en danger*. Quel travailleur a tracé le cercle ? Bibik ne nous le dit pas. Rappelons que le Secrétariat pour l'Étranger de l'O.K., écrivait : « Ce Bibik..., un des travailleurs les plus connus de l'aile mencheviste... Son passage sur l'autre bord à cause de la "défense" ne peut rester sans effet » (*L'internationale et la guerre*, page 128).

Enfin, apparaît le douzième, V. Lvov-Rogatchevsky, qui exige que « la défense du pays enflamme des millions de cœurs et éveille le sentiment du lien filial avec la patrie... » Le dernier des apôtres clame : « Debout, homme pacifique ! Debout, au nom de la patrie en danger ! »

Quand on lit ces phrases tantôt prophétiques, tantôt officielles, on considère avec condescendance la phraséologie des sociaux-patriotes français. Jetant d'une épaule à l'autre un fusil — entre parenthèses, jamais chargé — Hervé s'écrie : « Frères socialistes, syndicalistes et anarchistes, la Patrie est en danger ! La Patrie de la Grande Révolution Française est en danger ! » Ça, c'est du « son » ! L'acoustique politique ne s'en offense pas.

Potriessov a beaucoup aiguisé sa plume... il n'en sort que « Le patriotisme... le citoyen... "il faudra..." autel de la patrie... "Il faudra..." » Ce ne sont pas deux mots simples, mais l'expression géniale du patriotisme ! Ce n'est pas une phrase, mais une ouverture ! Et quand Lvov-Rogatchevsky s'écrie d'une voix tonitruante : « Debout, homme pacifique, etc. », nous voyons derrière lui une silhouette l'interpellant ainsi : « Hep ! Mon vieux, tu

es bien gentil mais ne hurle pas comme cela en vain : "Il faudra". Nous-mêmes, que nous nous chargions de les réveiller ! »

2. L'apprentissage du Patriotisme

Le social-patriotisme, comme chaque nationalisme, acquiert des traits messianiques, c'est-à-dire qu'il est plus ou moins convaincu que sa nation est « élue » et que, par conséquent, son prolétariat l'est également.

Les sociaux-patriotes allemands défendent non les Hohenzollern, mais une énorme organisation de production et un puissant organisme de défense de la classe ouvrière. Ces deux choses sont des conditions absolues du passage au Socialisme. Les socialistes français et anglais défendent non les Bourses et les colonies, mais l'héritage de la Révolution : le Parlementarisme, la République, en un mot la justice ! La situation des sociaux-patriotes russes est plus difficile. Les prétentions de la Russie à une primauté historique ne peuvent se fonder dans les domaines économique, politique et idéologique sans un recours à l'Apocalypse. Maintenant les théoriciens du social-patriotisme russe trouvent les arguments les plus spécieux pour faire valoir que la Russie a l'exclusivité sur toutes les sortes possibles de messianisme. « Le fait même... l'accroissement de l'internationalisme parmi les ouvriers russes... un fait incroyable après tout ce qui s'est passé chez les travailleurs occidentaux », écrit V. Zassoulitch.

Potriessov déclare : « Je ne crois pas à cet internationalisme de l'Est qui aurait dû s'épanouir et sauver l'honneur du Socialisme, alors que l'Occident s'affaiblissait et tombait dans le péché. Je regarde avec suspicion ces propagandistes de l'Est, apportant leurs esprits illuminés à l'Europe pécheresse... », etc.

C'est dans cette voie que se dirige la pensée critique de Masslov. Il parle avec dédain de « quelques socialistes de Russie et de Serbie qui réprovent les classes ouvrières de France, Belgique, Angleterre, Australie, etc. Ils ont une expérience politique et socialiste colossale, et cependant on dirait que la bourgeoisie les pousse sur le mauvais chemin »³³.

Quand les socialistes de France ou d'ailleurs veulent justifier l'appui qu'ils apportent au militarisme, ils l'expliquent par la nécessité de défendre la nation qui est « le flambeau du monde ». Quand les socialistes révolutionnaires russes refusent leur aide au militarisme, les sociaux-patriotes leur disent : « Vous voudriez être plus intelligents que les Français et même les Australiens ?... Que diriez-vous de participer à... au "flambeau du monde" ? »

³³ Nous tenons pour supérieures les formules masloviennes, car le gros fil blanc y est nettement visible. Quand avons-nous prétendu, nous marxistes russes, que la politique du prolétariat en Angleterre et en Australie était un exemple d'indépendance de classe ? Au contraire, n'est-ce pas Masslov qui a répété sans cesse que le prolétariat anglais était sous la coupe de la puissante bourgeoisie ? Le silence observé au sujet de l'Allemagne est encore plus maladroit et déloyal : car la politique suivie par le prolétariat allemand a toujours été considérée comme plus mûre par les marxistes russes.

Si les socialistes occidentaux ont besoin de « messianisme » pour masquer leur faillite, nous, socialistes russes, n'y avons aucun droit et ne cherchons pas à pasticher nos « frères » d'Occident. Cela démontre bien que la fierté nationale atteint les mêmes buts que l'abaissement moral. Bien que Potriessov et Masslov sachent fort bien que nous ne sommes pas « en avance » au sens culturel, ils exigent que nous nous mettions au même rang que les sociaux-patriotes « alliés ».

V. Zassoulitch se plaint de ce que le citoyen russe ordinaire, comme aux plus beaux jours de Chédrine, confonde son petit horizon avec la patrie. Mais cette description de la sauvagerie russe où le « petit horizon » dévore la patrie, n'empêche pas Madame Zassoulitch de soupirer : « Je souhaite et continue de souhaiter l'écrasement total de l'Allemagne. » Ce n'est pas qu'elle ait juré, à l'instar du député cosaque Karaoulov, de ne conclure la paix que sur les ruines de Berlin et les os de Guillaume... non ! dans sa bonté, V. Zassoulitch épargne Berlin, mais c'est parce qu'elle croit que la défaite allemande rendra un immense service (et à l'Allemagne même) « à cet avenir vers lequel tend le prolétariat ».

Il ressort de tout ceci, Monsieur Potriessov, que notre brave citoyen est appelé à sauver l'Europe, non pas le citoyen révolutionnaire qui ne distingue pas la patrie de son petit horizon, mais celui dont le sauvetage de l'Europe coïncide avec ses vues sur son petit horizon. Potriessov qui a revêtu la perruque de « l'occidentalisme » enragé (je suis optimiste pour l'Occident et pessimiste pour l'Orient), amorce son virage vers sa nouvelle orientation social-patriote sous la pression du militarisme prussien. Il insiste sur la nécessité de lui briser les cornes sous l'effet des forces combinées des démocraties occidentales et... de notre brave citoyen... oriental. Tous ces auteurs de « Auto-défense », occidentaux en perruques, menacent du doigt dédaigneusement les internationalistes russes qui ont déclaré la guerre à la politique de Guesde, de Vandervelde et de Henderson, etc., y compris certains « australiens ». Demain si l'Amérique entre en guerre, ils s'écrieront : « Regardez donc ces révolutionnaires qui vont prendre une bonne leçon de Gompers ! »

Une autre fois, nous regarderons jusqu'à quel point l'Internationalisme russe enferme en soi des traits « messianiques » et par quelles particularités ces derniers deviennent illégaux historiquement et dangereux politiquement. En vérité, il faut une vivacité d'esprit idéologique peu commune, pour ne pas dire la déloyauté politique d'un « intellectuel », pour se déclarer « optimiste pour l'Occident et pessimiste pour l'Orient », pour accabler les internationalistes et en même temps bénir cet Orient plein d'amour du Christ comme un facteur de progrès dans le développement de l'Occident. Pfut, Teufel ! Au Diable : s'expriment les Allemands en de telles occasions, ceux d'entre eux qui ont conservé un sentiment de pudeur.

Mais quelle place objective occupe dans l'Histoire l'Internationalisme des cercles ouvriers en Russie ? Les auteurs de « Auto-défense » — ils ne sont d'ailleurs pas les seuls — le considèrent comme un produit du retard social. Suivant Masslov, il n'est qu'un élément de transition destiné à être remplacé par le national-patriotisme. Seulement, sur la base de la connaissance patriotique, pourra-t-on construire une politique active de

solidarité internationale ? Selon Potriessov, « l'Internationalisme est le développement lointain du patriotisme ».

De telles conceptions frappent plus loin qu'il ne semblerait à première vue. L'Internationalisme apparaît comme « le développement du patriotisme, dans la mesure où le socialisme serait le développement lointain du libéralisme ». En pure logique, on pourrait « concevoir » de « construire » l'Internationalisme comme un élargissement du patriotisme à toute l'humanité. Mais historiquement, le Socialisme et l'Internationalisme procèdent du libéralisme par le chemin patriotique du refus révolutionnaire étendu à la lutte des classes. Si Masslov et Potriessov tiennent l'Internationalisme pour une maladie, une immaturité ou un réflexe dû à un état arriéré, c'est parce que pour eux, le caractère indépendant du mouvement ouvrier russe est une anomalie et toute la Social-démocratie russe, telle qu'elle s'est formée politiquement à l'époque de la Révolution, leur semble être un avortement historique.

« Dans l'égalité d'humeur du citoyen auquel la perte de dix provinces est indifférente, nous sommes (Potriessov) enclins à y constater le suprême bon sens politique du plus récent citoyen du monde. » Pour un pareil personnage si peu intéressé par la géographie, le programme de Milioukov doit sembler être un grand pas en avant. Aussi notre auteur peut dire avec justesse : « Élever la Russie jusqu'au libéralisme, c'est l'élever jusqu'à l'Europe. » Cela signifie simplement que la Social-démocratie s'est trompée dans ses calculs, naissant un quart de siècle plus tôt que prévu par la feuille de route de Potriessov. Le graphique prévisionnel — de l'indifférence semi-stupide à l'Internationalisme socialiste en passant par le libéralisme (patriotisme) — est théoriquement juste dans le sens où le graphique prévisionnel économique suivant est juste : de l'atelier à l'usine en passant par la manufacture. Ce dernier schéma dépeint à merveille le développement économique européen. Mais si on tente de l'appliquer à la Russie, on le rejette avec désespoir. Le développement économique russe se révèle être faux ! L'usine européenne avait déjà envahi la Russie, alors que le « développement » de celle-ci n'en était pas encore au stade de la manufacture, même pas à celui de l'atelier européen.

Il est compréhensible qu'avec un tel retard, l'industrie russe se caractérise par sa forte concentration. De là découlent des conséquences politiques et sociales importantes pour la destinée de ce citoyen dont Potriessov veut être le théoricien. Si ce citoyen est un ouvrier, il s'arrache de sa torpeur bornée karataïévienne, non sous l'effet des principes du libéralisme, ais sous celui de l'exploitation de l'employeur. Avant de s'intéresser, comme il devrait le faire, à la carte de Russie, l'ouvrier aura le temps de se nourrir de la haine de sa classe envers les exploités. Les premiers pas faits, l'antagonisme de classes éveillé et aiguisé empêchera notre homme de faire plus ample connaissance avec cette carte qu'il aurait dû peindre aux couleurs du patriotisme.

Le Capitalisme russe s'est élevé aux dimensions européennes sous forme de gigantesques trusts, unissant des entreprises géantes pourvues d'une technique dernier cri, et Masslov ne leur suggérera pas de faire retour à la manufacture du siècle dernier même si nous possédons encore une agriculture mal exploitée et un pitoyable artisanat. Par contre, si le prolétaire russe s'élève au niveau européen à l'aide de l'Internationalisme révolutionnaire, Potriessov entreprend de l'éduquer en ces termes : Reconnais que Tu es

ignare, et va à l'école du patriotisme ! » Il ne fait que reprendre le vieux slogan de Pierre Struwe.

Mais le contenu politique des deux appels est bien différent. Struwe appelait directement l'« Intelligentsia » marxiste à passer dans le camp de l'opposition libérale qui effectuait alors ses timides premières sorties « hors-classe ». En 1916, en pleine guerre, Potriessov invite les travailleurs socialistes à joindre le camp de l'opposition patriotique commandée par le capitalisme impérialiste.

L'aile révolutionnaire de l'« Intelligentsia » marxiste fut capable de répondre, il y a 15 ans, à l'appel de Struwe par « F... le camp ! ». Nous sommes d'avis que les travailleurs révolutionnaires répondront de même aux exhortations de Potriessov.

(Naché Slovo, 9-22 mars 1916.)

JUGEMENT PORTÉ PAR K. KAUTSKY SUR L'INTERNATIONALE

Un camarade quelconque, peu satisfait des accusations lancées contre Kautsky par les internationalistes de gauche, lui demande de bien vouloir répondre à une série de questions et d'expliquer quelques-uns de ses affirmations. Kautsky répondit par une lettre publiée par le *Berner Tagwacht* au titre de document politique. Nous estimons indispensable de présenter cette lettre en son intégralité :

« Cher camarade ! Je vous remercie de votre lettre et je m'empresse de vous répondre, autant que le permet une lettre.

1° Ma remarque : « L'Internationale n'est pas une arme efficace en temps de guerre, elle est fondamentalement un instrument de paix », a deux sens :

« a) Avant tout, la constatation du fait que certains caractérisent comme une "capitulation" ou un "nauffrage" de l'Internationale. Je ne vais pas si loin et déclare seulement : "L'Internationale est plus forte que tout en temps de paix, plus faible que tout en temps de guerre." En outre, je me distingue des personnes citées plus haut en ce sens que je vois en la circonstance une influence des masses qu'il faut arriver à définir. Il ne s'agit pas d'un fait banal résultant de l'incompétence de quelques individus. Expliquer de cette façon les influences des masses me semble entièrement non marxiste.

*« b) Si je vous dis que l'Internationale est un instrument supérieur de paix, cela ne doit pas signifier qu'elle doit se taire pendant la guerre. Cela contrarie tous mes efforts pour la remettre en mouvement. L'expression employée doit seulement définir le principal problème de l'Internationale pendant la guerre. Dans mon livre *L'Internationale et la Guerre*, je dis ceci : "L'Internationale doit s'éveiller à une nouvelle vie et se préparer à une nouvelle activité dès que se présentera la possibilité de l'action au profit de la paix. Ce sera à nouveau le temps pour l'Internationale d'agir comme un instrument de paix. À ce moment-là seulement, on pourra voir si la guerre l'affaiblit. Nous verrons alors si le « paroxysme national » a affaibli la pensée et le*

sentiment internationaux ou si, au contraire, ils ont victorieusement conservé leur force et trouveront leur expression dans leur adhésion au programme international de paix. Si cela devait réussir, l'acquisition serait immense. Et nous sommes en droit de nous attendre à pareil résultat." (Page 39.)

« Ici, par conséquent, je définis clairement le problème de l'Internationale pendant la guerre. J'écrivis ces lignes pendant les premières semaines des hostilités et j'y exposai les questions posées alors à l'Internationale. Pour autant que je le sache, aucun grand Parti socialiste n'est allé plus loin.

« 2° Mon opinion sur le problème de la défense (de la nation) coïncide avec celle de Haase. Je n'ai pas la possibilité d'en dire plus long, ici, à ce sujet.

« 3° Vous me demandez comment comprendre ma remarque : « Cette guerre n'est pas impérialiste : « Je n'ai jamais rien dit de semblable. Dans ma brochure Gouvernement national, gouvernement impérialiste, j'écrivais :

« "A première vue, la guerre actuelle n'est pas impérialiste. Et, cependant, elle l'est, mais au règlement final (page 64). Ceci veut dire que les efforts impérialistes se sont créés des armes qui, en certains pays, ont acquis une telle puissance et une liberté d'action telle qu'elles se sont révélées capables — au-dessus des tendances et des besoins impérialistes — de provoquer des conflits. Plus loin, les tendances impérialistes sont plus récentes, mais non les seules, qui influent sur la politique étrangère d'une nation. D'autres, dynastiques ou nationales, héritées des époques précédentes, agissent à côté des tendances impérialistes — particulièrement sur les classes qui n'ont rien à attendre de l'Impérialisme. Les questions alsacienne et polonaise n'ont pas été créées par l'Impérialisme contemporain. Ce dernier est le point de départ, mais il n'est pas l'unique cause du conflit actuel.

« Par conséquent, je n'exclus pas l'Impérialisme comme motif de guerre, mais je ne me limite pas à cette explication qui serait par trop simple. Par exemple, si je veux chercher les motifs d'une grève, je ne peux me cantonner à la théorie de la plus-value. Ce qui ne signifie pas, évidemment, que je n'admets pas cette théorie.

« À ce sujet, comme pour les deux premières questions, il y aurait beaucoup à dire, mais les longues lettres ne peuvent espérer être acheminées rapidement ; je dois donc me limiter au déjà-dit malgré tout mon désir de m'exprimer à fond à propos du « social-pacifisme ».

Au cours de mes quarante-deux ans d'activité dans le parti, j'ai entendu tant de hurlements de droite et de gauche que ceux-ci ne me troublent plus désormais.

« Avec mon meilleur salut,

Votre KAUTSKY. »

La lettre de Kautsky contient des réticences provoquées par la crainte de la censure. Mais les réticences les plus importantes ont, à notre avis, des causes plus profondes prenant racine dans la position adoptée par l'auteur.

Son affirmation : « L'Internationale est fondamentalement un instrument de paix », il l'explique non dans ce sens que l'Internationale doit rester inactive en temps de guerre, mais que son principal problème est de lutter pour la paix. Simultanément, Kautsky constate, en son propre aphorisme, non seulement une, mais deux fois, le fait que « l'Internationale est plus forte que tout en temps de paix... » Mais lutter pour la paix doit se faire... en temps de guerre. Si, par « lutter pour la paix », on conçoit une lutte réellement agissante, c'est-à-dire l'intervention du prolétariat armé des méthodes et des moyens de combat correspondants capables de paralyser le travail du militarisme, il est évident qu'une tactique de ce genre exige une vigueur exceptionnelle de la part de l'Internationale.

S'il est vrai qu'elle est particulièrement faible en temps de guerre, il est comique de lui poser un tel problème.

Kautsky, à la vérité, ne le pose pas. Le combat pour la paix, si nous avons bien compris le sens de la lettre, trouve son expression dans « l'adhésion au programme international de paix ». Huysmans, comme on sait, a démontré, non sans succès, que l'adhésion unanime était déjà atteinte : la Conférence des Neutres à Copenhague, la Conférence de Londres des « Alliés », la Conférence de Vienne des sociaux-patriotes austro-allemands se prononcèrent pour une paix sans annexion. Mais il est clair que ces résolutions valent autant pour la cessation rapide de la guerre que les prières ordonnées par Benoît [*le Pape*] aux catholiques français, allemands et autres. Elles ne prennent leur sens véritable que si on les considère comme des programmes de lutte. Celle-ci, dans les conditions créées par la guerre, suppose une force révolutionnaire. Entre-temps, nous entendons dire que l'Internationale est plus faible en temps de guerre, justement au moment où l'on exige d'elle le maximum de vigueur. Il est évident que Kautsky nous conduit dans une impasse.

— Mais, s'exclame Kautsky, je ne dis rien d'autre que ne disent déjà, sous une forme encore plus vive, mes critiques de gauche quand ils constatent le « naufrage » de l'Internationale.

En somme, il s'agit d'un profond malentendu aussi bien théorique que politique. Quand nous parlons de la faillite de l'Internationale, nous avons en vue un phénomène historique bien défini, la II^e Internationale telle qu'elle s'est formée sur des bases parlementaires et professionnelles à l'époque où les oppositions de classes et les contradictions internationales poussaient « organiquement » aux révolutions et aux guerres, mais sans déboucher sur un conflit ouvert. Mais nous ne pensons pas du tout que l'Internationale soit fatalement condamnée à l'impuissance pendant une guerre impérialiste. Au contraire, c'est par la lutte directe des masses contre la Guerre et l'Impérialisme que peut se former et se forme une union puissante — et trempée par ses combats — du Prolétariat international. La nouvelle Internationale contient, en l'assimilant de façon révolutionnaire, une énorme capacité d'agitation et d'organisation venue de générations de socialistes. Elle contient aussi l'énergie du Prolétariat adaptée aux méthodes et aux

problèmes de la lutte correspondant au caractère de cette époque pleine des secousses impérialistes.

À l'opposé de Kautsky, nous pensons que l'Internationale qui a grandi et s'est formée comme « instrument du temps de paix », était faible et nous attendons qu'une Internationale puissante se crée, en tant « qu'instrument » révolutionnaire du temps de guerre.

Il est donc visible que nous n'attribuons pas les motifs de la crise socialiste à « l'incompétence de quelques personnages ». Nous l'expliquons par le fait de conditions historiques et nous trouvons dans cette analyse une garantie contre le scepticisme et le fatalisme. Nous restons fidèles à l'esprit révolutionnaire du Marxisme en ne nous bornant pas à l'analyse des causes qui ont amené la faillite de l'Internationale, mais en menant un combat décisif contre ceux qui furent et restent les agents de ce désastre, car il ne suffit pas d'expliquer le Monde, il faut le refaire !

Le manque de place ne nous permet pas de nous étendre sur d'autres parties de la lettre de Kautsky qui constituent un commentaire sommaire portant sur la position politique de Haase et de ses amis. À n'en pas douter, ce groupe a joué et joue encore un rôle important dans l'évolution de larges cercles du Parti. Grâce à son autorité, Kautsky a libéré des centaines de milliers de travailleurs de ce qu'il appelait « une organisation disciplinée à la Burgfrieden ». Grâce à ses formules n'allant jamais au fond des choses, il retient à mi-chemin Haase et ses amis.

Mais si Kautsky, à l'instar de Haase et de Ledebour, est en Allemagne notre *allié politique* et celui de nos camarades d'idées, sa lettre nous rappelle qu'une alliance avec lui, dans les conditions actuelles, doit être complétée par une *lutte idéologique systématique contre son pacifisme attentiste et si peu franc.*

(Naché Slovo, 26 avril 1916.)

STRATÉGIE ET POLITIQUE SOCIALISTES

Sous ce titre, j'ai envoyé à la presse socialiste suisse une lettre provoquée par une nouvelle falsification de Grumbach. N'étant pas sûr que, dans les conditions postales actuelles, la lettre arrive à destination, j'estime indispensable de la publier dans les colonnes de Naché Slovo.

« Par l'intermédiaire de ses amis, j'ai reçu la brochure de Grumbach intitulée L'erreur de Zimmerwald-Kienthal, qui n'est autre que son rapport lu à Berne le 3 juin 1916.

» Je n'ai pas l'intention d'entamer une polémique de principe. Mais je vous prie de bien vouloir me réserver une place afin que je réfute les allégations mensongères portées contre moi. Je poursuis un but personnel, mais naturel et légal : je veux protéger contre les affirmations éhontées faites par Grumbach au sujet de ma brochure ; je veux en même temps définir et caractériser ce personnage, principal informateur des Français quand la vie du Socialisme allemand.

» À Zimmerwald-Kienthal, écrit Grumbach, Trotsky était présent : il y en eut peu comme lui à attaquer le Parti français sur sa position pendant la guerre et sur l'application pratique du principe de Défense nationale. Et cependant, dans sa brochure *La Guerre et l'Internationale*, Trotsky a affirmé ce qui était la justification « die denkbar beste » (la meilleure possible) de la position adoptée par les socialistes français³⁴.

» Démontrant que le principal ennemi de l'Impérialisme allemand était l'Angleterre, mais que pour lui faire la guerre, il fallait en passer d'abord par la France et en partie par la Russie, j'écrivais que la direction des hostilités était prise non par les socialistes, mais par les Junkers dont l'objet de la haine était non la Russie, mais la République française. Cette affirmation suffisait à mon argumentation dirigée alors contre le social-patriotisme allemand, s'affublant des oripeaux révolutionnaires anti-tzaristes. Mais si Renaudel et son Grumbach avaient tenté de tirer de mes pages la thèse inverse, à savoir que la lutte franco-allemande est celle d'une république contre une monarchie, ils auraient dû passer sous silence la Russie, de même que les socialistes allemands n'ont fait aucune allusion à la France.

» Fait primordial ! Cette guerre n'est pas le choc de formes politiques ou de structures de gouvernements : c'est celle des appétits impérialistes, et les différences de gouvernements ne jouent que le rôle d'armes plus ou moins bien adaptées. C'est le sens donné à toute ma brochure.

» Voici la seconde citation, dont Grumbach a fait usage :

» Comme la résistance française sera d'autant plus acharnée qu'elle défend son territoire contre l'agresseur allemand, ce dernier sera cloué sur sa frontière occidentale. Les socialistes allemands regardent l'offensive de leurs armées en Belgique et en France comme des actions secondaires à côté du problème majeur : « abattre le Tsarisme ».

» Mais avez-vous réfléchi à ceci ? Que la France ne pourra pas s'opposer à l'avance allemande ! Plus ceux-ci s'approcheront de Paris, plus il sera manifeste que "abattre le Tsarisme" n'est plus le but de la guerre, pas plus que son résultat. Grumbach n'explique pas en quel sens mes affirmations de l'automne 1914, et vérifiées par le cours des événements, puissent servir de base à la tactique de Renaudel. On peut arriver à penser, en lisant Grumbach, que les internationalistes ignorent la géographie et la topographie ainsi que l'occupation de la Belgique et du Nord de la France. Je suis, paraît-il, très mécontent de la tactique Renaudel-Sembaat parce que, lors de mon dernier séjour, j'étais très "monté" contre le parti socialiste français, ce qui

³⁴ À cette affirmation, suivant laquelle ma brochure aurait fourni des arguments au social-patriotisme français, il n'est pas mauvais d'opposer deux faits :

1° la publication d'extraits de cette brochure dans le journal disparu, *Gollos*, donna l'occasion à Voronov de classer l'auteur parmi les... pangermanistes ;
2° les exemplaires diffusés en Allemagne furent l'objet de saisies et l'auteur condamné, par contumace, à une peine d'emprisonnement.

m'empêchait de me rendre compte des différences fondamentales entre nous. La question serait très simple s'il suffisait de constater que les allemands se trouvent à Noyon pour justifier l'entrée des socialistes dans le ministère et le vote des crédits.

» M'adressant aux socialistes allemands, qui affirmaient que leur gouvernement menait une guerre défensive et soumettaient l'analyse des contradictions au critère de la guerre offensive et défensive, j'écrivais ce qui suit :

» Tous les critères témoignent unanimement que les actions guerrières entreprises par l'Allemagne ne cadrent pas avec celle d'une guerre défensive et que, de plus, elles n'ont aucune signification pour la Social-Démocratie."

» Je démontrerais que, même si la question se limitait à la sauvegarde de l'intégrité du territoire national, nous n'avions pas le droit, en tant que Parti du prolétariat, de lier notre sort à l'action du militarisme national.

» Réduisant l'Internationale en petits morceaux, la Social-démocratie détruit la seule force capable de s'opposer aux baïonnettes par un programme d'indépendance nationale et de démocratie, capable aussi de faire se réaliser ce programme sur une plus ou moins grande échelle indépendamment de : quelle baïonnette remportera la victoire !"

» Notre tactique, formulée catégoriquement à Kienthal, ne doit en aucun cas dépendre de la situation stratégique et militaire. Il est évident que la situation militaire exerce une très forte influence sur les masses et qu'elle peut, de concert avec d'autres facteurs, affaiblir ou renforcer la propagande internationale. Mais aucune situation ne justifie la capitulation du Socialisme. Au contraire, si dans le territoire occupé par l'ennemi, les masses deviennent, de ce fait, plus attachées à l'idéologie nationaliste, la minorité socialiste doit faire front unanimement et opposer une digue ferme au torrent du chauvinisme. Voici pourquoi je n'ai pas trouvé de justification à l'attitude du Parti socialiste français, déjà prise avant que soit déterminée la situation stratégique. Dans la préface de ma brochure, j'écrivais :

"Le naufrage de l'Internationale est un fait, fermer les yeux relève de l'aveuglement ou de la lâcheté. La position du Parti socialiste français et d'une grande partie du socialisme anglais est pour une grande part responsable de cet état de fait, ainsi que la conduite des sociaux-démocrates allemands et autrichiens."

» Je n'avais nul besoin d'aller à Paris et de me "monter" contre les socialistes français, comme l'insinue Grumbach, pour me rendre compte que la politique suivie par Renaudel et Sembat était mortellement hostile aux intérêts du Prolétariat.

» Ce qui pouvait réellement, à Paris, me "pousser à la colère", et je n'étais pas le seul, c'était l'information transmise par Noteaux à Renaudel. Se tenant, au début, à des démarches prudentes, Grumbach se voit obligé, quand il parle du durcissement de la lutte au sein du Parti, de recourir à des arguments de plus en plus grossiers. Ses articles sur la Conférence de Kienthal étaient dignes d'une presse réactionnaire. Mais sa "sortie" contre notre ami serbe Katslérovitch, qu'il traite d'espion autrichien, est encore plus vile. Justement les socialistes serbes donnent l'exemple de la plus haute

fidélité aux principes de l'Internationale — dans un pays où la position stratégique ne laisse aucun doute. C'est le motif pour lequel Noteaux calomnie Katzlérovitch, remplissant ainsi la mission confiée par ses maîtres actuels. Horreur ! Le Serbe avait reçu du consulat austro-hongrois un laissez-passer pour regagner son infortuné pays ! »

(Naché Slovo, 22 août 1916.)

« LA GARANTIE DE LA PAIX »

Des caractéristiques du Pacifisme

Le Pacifisme se caractérise par son effort pour créer une garantie contre les guerres. Le Pacifisme bourgeois, découlant non seulement des préjugés idéologiques, mais aussi des intérêts matériels des cercles bourgeois, veut établir sur des bases capitalistes, qu'il ne rejette pas, des droits internationaux qui puissent garantir une paix, sinon éternelle, du moins de longue durée. Le Pacifisme socialiste reconnaît « en principe » (naturellement) que les guerres sont provoquées par les contradictions capitalistes, mais il estime qu'avant l'établissement définitif du Socialisme mondial (qui pour les opportunistes apparaît toujours dans un lointain brumeux), il serait indispensable de constituer un tribunal international, de limiter et de régler les armements. Le programme social-pacifiste, comme celui de la bourgeoisie, pose ses problèmes en supposant une harmonisation et une régulation des rapports internationaux — alors que les antagonismes impérialistes, nés du développement capitaliste, croissent sans cesse et continueront de croître tant qu'existera la propriété sous sa forme actuelle. Par conséquent, le social-pacifisme s'amenuise de plus en plus. Les écrivains bourgeois sérieux, quand ils écrivent pour leur propre cercle et non pour satisfaire la demande « populaire », emploient souvent des arguments mortels contre les idées et les slogans pacifistes, usant de leur principale arme politique, le social-patriotisme — en particulier le français, tant du label Renaudel que de l'estampille Longuet.

Dans le journal anglais *Nineteenth Century*, Lord Kromer a publié un très intéressant article portant que la « dernière guerre » et « la longue paix ». À en juger par sa reproduction dans le journal *L'Éclair*, l'article donne des arguments de poids en faveur de la... résolution de Kienthal, celle qui refuse catégoriquement les slogans pacifistes.

Avant tout, Lord Kromer constate avec une parfaite justesse que des programmes de paix éternelle sont apparus plus d'une fois aux époques des grandes guerres. « Comme cette idée était largement répandue, après que Waterloo eut libéré l'Europe du joug napoléonien, la chute de ce dernier semblait annoncer le triomphe de la paix générale. » Exactement comme maintenant, celle-ci nous est promise après « la destruction » du militarisme prussien...

Dans les deux camps, on nous affirme qu'il faut aller « jusqu'au bout » justement pour garantir la paix : il faut aplatir l'ennemi, le laisser exsangue pour qu'il ne puisse pas recommencer la guerre dans un court délai. « Il faut épargner à nos enfants les

souffrances que nous subissons. » L'idée n'est pas neuve. Dans son livre : Pour en finir avec l'Allemagne, M. Privat introduit, sous forme d'épigraphe, une déclaration du Comité de Salut Public en 1794 : « Il faut à la France, non des armistices, mais une paix qui mettrait fin aux guerres, garantissant à la république ses frontières naturelles. » Maintenant, quand *Le Temps* revendique, outre l'Alsace-Lorraine, « les frontières naturelles » (la rive gauche du Rhin), l'idée se répand officieusement « d'une paix qui mettrait fin aux guerres ». Malheureusement, les peuples connaissent mal leur Histoire et c'est pourquoi ils la font d'une manière si pitoyable.

Les pacifistes anglais, en grande partie le groupement « International Defence League », ont élaboré maints projets qui devraient mettre fin aux guerres. À la base de ces projets, il y a toujours l'idée d'un Tribunal international ou d'un « Conseil suprême » des nations qui disposerait d'une force suffisante pour faire appliquer ses décisions. Mais comment garantir celle-ci ? Les uns proposent de mettre à la disposition du Tribunal suprême une armée et une flotte internationales. D'autres, plus modestement, suggèrent que chaque nation ait son armée, comme avant, mais « à la condition que celle-ci soit employée uniquement à défendre les droits internationaux et le fonctionnement du Tribunal suprême ». Ainsi, pour garantir une paix éternelle, il faut de temps en temps une guerre « juste ».

La force armée internationale, écrit Lord Kromer, doit inéluctablement amener à une diminution ou une augmentation des armées nationales. « Mais l'Angleterre, déclare notre écrivain, ne consentira jamais à affaiblir sa flotte qu'elle considère comme son principal instrument de défense. » La flotte anglaise est le garant de la domination colonialiste britannique sur les mers et sur ses possessions d'outre-mer. Si l'Angleterre raisonne de cette manière, il serait difficile, écrit *L'Éclair*, d'attendre des nations continentales qu'elles raisonnent autrement au sujet de leurs armées. Autre question : quelle sera la composition du Tribunal suprême ? Toutes les nations auront-elles droit au même nombre de voix ? Kromer est convaincu que la Grande-Bretagne ne sera jamais d'accord. Supposons que des juges délégués par l'Angleterre énoncent un verdict contre elle ! Si elle refuse de se soumettre aux décisions des juges, peut-on supposer que le soldat anglais, membre de l'armée internationale, se servira de son arme contre son propre pays ? Kromer en doute. Et pour fonder ses doutes, il nous livre un exemple historique très vivant. La Guerre anglo-boer. Il est vraisemblable qu'un tribunal aurait reconnu l'Angleterre coupable. Il est plus vraisemblable encore que la Grande-Bretagne n'aurait pas reconnu le... tribunal.

De quels critères devrait user ce dernier ? Ceux de la défensive et de l'offensive ? Un écrivain bourgeois sérieux les réfute comme bons pour un notaire, non pour un homme politique. La sainte-Alliance avait fondé sa « garantie de la paix » sur l'assujettissement des peuples. Pouvait-on estimer que l'ordre ainsi établi serait intouchable ? En 1859-1860, les Italiens, en pleine conscience, firent la guerre à l'Autriche, l'opresseur. Le droit était-il du côté autrichien ? En 1912, les États balkaniques tombèrent sur les Turcs. Le droit était-il du côté des Ottomans ? Non, répond Kromer, nous connaissons

des guerres agressives du début à la fin et en même temps libératrices, c'est-à-dire historico-progressives. S'il en est ainsi, chaque gouvernement en déclenchant l'offensive peut-il proclamer sa guerre « libératrice » ? « C'est ici que nous touchons à une difficulté à peu près impossible à aplanir », conclut mélancoliquement *L'Éclair*. On pourrait répondre au noble Lord que dans les guerres futures, comme dans l'actuelle, tous les participants ne représentent que le même principe de classe. Il ne convient pas de parler maintenant de guerres historico-progressives, donc de guerres « libératrices ». Dans les colonnes du journal, nous avons maintes fois expliqué, que la lutte pour une position mondiale est le principe de base d'une nation capitaliste, auquel se soumettent la politique internationale des puissances et le régime intérieur. À première vue, il semblerait que les guerres menées par les opprimés, les États colonisés ou semi-colonisés, soient « justes ».

Mais étant donné les conditions actuelles, aucune nation colonisée ne peut espérer conduire une guerre libératrice sans le concours d'une grande puissance ou sans devenir une arme entre les mains de celle-ci. Les guerres « nationales » de pays retardés ne peuvent avoir de signification « indépendante ». Mais cet état de choses ne peut faciliter la résolution des problèmes posés par la garantie de la paix sur les bases du Capitalisme. Déclarer les frontières actuelles, ou celles que délimitera la guerre, intouchables — ce n'est pas difficile. Cela s'est fait dans l'Histoire, et plus d'une fois. Aucun traité, aucun tribunal suprême ne peuvent arrêter l'accroissement des forces productrices, leur pression sur les cadres de l'État national et les efforts de ce dernier pour élargir l'arène de l'exploitation capitaliste à l'aide du militarisme. La totale impossibilité de « geler », pour toujours, ou du moins pour longtemps, les relations mondiales capitalistes réduit les plans pacifistes et leurs slogans à l'impuissance.

Voici pourquoi, conclut *L'Éclair*, en vous mettant au courant de la polémique soulevée entre Lord Kromer et les pacifistes, vous commencez à sentir la crainte que « le noble Lord » n'ait raison quand il ne voit que chimères dans les différents systèmes pacifistes présentés.

En conclusion, nous pensons qu'il est salutaire d'extraire de la résolution de Kienthal les passages sur le Pacifisme, et que Renaudel a cités avec une telle indignation comme témoignage de la totale baisse morale des Zimmerwaldiens.

« Les projets tendant à supprimer les dangers de guerre par la limitation générale des armements, par l'arbitrage obligatoire ne sont que pures utopies. Ils supposent au préalable la reconnaissance des droits et une force matérielle capable de prévaloir sur les intérêts antagonistes des États. Un tel droit et une telle autorité n'existent pas, et le développement du capitalisme qui aggrave encore les antagonismes entre les bourgeoisies des différents pays ou de leurs coalitions, ne permet pas l'avènement d'un tel droit et d'une telle autorité. »

» *Les travailleurs doivent repousser les propositions fantaisistes du Pacifisme bourgeois ou socialiste. Les pacifistes remplacent les vieilles illusions par de nouvelles illusions. Celles-ci égarent les masses, les détournent de la lutte révolutionnaire des classes et favorisent le jeu de la politique jusqu'aboutiste.*

» *Si sur le fondement d'une société capitaliste, il est impossible d'édifier un monde de juste répartition, alors le Socialisme posera ses conditions. Il anéantira la propriété privée capitaliste et supprimera les motifs de guerre en arrachant les masses à l'exploitation par les classes dirigeantes.*

« *C'est pourquoi la lutte pour un monde de juste répartition ne peut se conclure que par le combat pour l'établissement du Socialisme.* »

(Naché Slovo, 1^{er}-2 septembre 1916.)

FIN DU TOME PREMIER